

La Vulgarisation Agricole en Afrique

Actes d'un atelier international

Yaoundé, Cameroun



LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Actes d'un atelier international

Yaoundé, Cameroun

Janvier 1994

Copyright © CTA 1995

Publié par:

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale
Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays Bas

Rédaction:

Judith N. Wolf

Illustration de couverture:

Gregor V. Wolf

ISBN: 929081 1358

TABLE DES MATIERES

SEANCE D'OUVERTURE

INTRODUCTION	1
-------------------------------	----------

EXPOSES D'ORIENTATION

EVOLUTION DU ROLE DES SERVICES DE VULGARISATION AGRICOLE	7
NIELS RÖLING	
LE ROLE DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION DANS LA VULGARISATION AGRICOLE	25
DJIBRIL SENE	
LA LIAISON ENTRE LA RECHERCHE ET SES PARTENAIRES EN AFRIQUE: BREF APERCU DES EFFORTS DE L'ISNAR EN VUE DE LEUR RENFORCEMENT	35
THOMAS EPOU	
PRINCIPAUX PROBLEMES DE LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE CENTRALE	43
MARCEL NZONDO	
EXPERIENCE DU SYSTEME DE FORMATION ET VISITES (T & V) DE LA BANQUE MONDIALE EN AFRIQUE: PERSPECTIVES POUR L'AVENIR	49
VENKATACHALAM VENKATESAN	
LE FINANCEMENT DE LA VULGARISATION AGRICOLE	63
MOISE C. MENSAH	
APPROCHES ALTERNATIVES EN MATIERE D'APPUI AUX PRODUCTEURS RURAUX	69
ETIENNE BEAUDOUX	

COMMUNICATIONS THEMATIQUES

LE ROLE DE LA FEMME DANS LA RECHERCHE AGRICOLE ET DANS LA VULGARISATION	89
VICTORINE KPOHAZOUNDE	
LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES PAYSANNES EXPERIMENTENT ET VULGARISENT DES INNOVATIONS AGRICOLES	97
TCHIN GNON	
ROLE DES ORGANISATIONS PAYSANNES DANS LA TRANSFORMATION DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST	109
PETER GUBBELS	
EVOLUTION DE LA PERSPECTIVE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION	139
A. GROOT, J. STUJT ET A. BOON	

TRAVAIL EN RESEAU ET DEVELOPPEMENT DURABLE: VERS UN NOUVEAU PARADIGME POUR LA VULGARISATION?	151
PAUL G.H. ENGEL	

SYNTHESE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES GROUPES DE TRAVAIL	173
---	------------

GROUPES DE TRAVAIL THEMATIQUES: CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	176
---	------------

ANNEXES

SEANCE D'OUVERTURE

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE:

D. ASSOUMOU MBA, DIRECTEUR DU CTA	193
KASASA CINYANTA MUTATI, SECRETAIRE GENERAL, CEEAC	196

SEANCE DE CLOTURE

MOTION DE REMERCIEMENT DES PARTICIPANTS	199
--	------------

DISCOURS DE CLOTURE:

D. ASSOUMOU MBA	200
KASASA CINYANTA MUTATI	203

PROGRAMME DE L'ATELIER	205
---	------------

LISTE DES PARTICIPANTS	209
---	------------

INTRODUCTION

Partout dans le monde, de nouvelles tendances se font jour dans le développement agricole, sous l'effet des politiques de libéralisation économique et de privatisation ainsi que d'un souci grandissant pour la préservation de l'environnement. Ces tendances résultent également de l'intervention d'acteurs « nouveaux » tels que les organisations de producteurs et les ONG. En conséquence, l'appui institutionnel en faveur d'un développement agricole durable est en voie d'évolution.

Les institutions, anciennes ou nouvelles, se trouvent devant la nécessité de revoir leur champ d'action et leurs politiques, d'établir de nouveaux partenariats et d'élaborer de nouvelles stratégies. Afin de sortir des chemins battus, ces stratégies devront reposer sur l'évaluation des expériences antérieures et faire appel aux ressources locales et nationales, condition indispensable pour assurer leur viabilité.

Dans le contexte de cette évolution, la vulgarisation se doit elle aussi de redéfinir son rôle, en tant qu'instrument destiné à aider les agriculteurs à développer durablement leur production. Depuis une vingtaine d'années, beaucoup d'efforts ont été déployés pour améliorer la performance des services de vulgarisation et leur impact sur le développement agricole et rural. Bon nombre de pays africains ont eu recours au système « formation et visites » mis en oeuvre par la Banque mondiale ou à des versions adaptées de ce système.

Au cours de ces dernières années, le système « formation et visites » a fait l'objet d'évaluations critiques (voir par exemple Schwarz et Kampen, 1992, Technical Paper No. 164, Banque mondiale). Il apparaît qu'un système de vulgarisation unifié ne peut répondre adéquatement à la diversité des conditions agroécologiques, à la complexité des exigences industrielles et environnementales, et aux différenciations économiques et socioculturelles qui existent au sein des populations rurales. Aussi les organisations gouvernementales et non gouvernementales s'emploient-elles aujourd'hui à définir des approches alternatives pour faire de la vulgarisation un outil véritablement approprié.

Lors d'un séminaire régional tenu en 1991 à Libreville sur les besoins en information agricole des pays de l'Afrique centrale et, plus récemment, à une réunion du Comité régional d'évaluation et de suivi des activités d'information agricole qui a eu lieu en 1993 à Bujumbura, il a été recommandé d'organiser un atelier international afin d'engager une réflexion sur le rôle de la vulgarisation agricole et sur les défis posés par le contexte économique actuel.

En réponse directe à cette demande, le CTA a organisé, du 24 au 28 janvier 1994, un atelier international à Yaoundé (Cameroun) en collaboration avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le Ministère camerounais de l'Agriculture et le Département d'études en communication et innovation de l'Université agronomique de Wageningen (Pays-Bas).

Cet atelier sur la vulgarisation avait pour but de susciter des échanges d'expériences sur les approches conventionnelles et alternatives de la vulgarisation, par des moyens divers tels que la vidéo et la discussion, et par des analyses d'experts. Des solutions nouvelles ont été recherchées en vue d'améliorer la gestion, la performance et l'impact des services de vulgarisation agricole. Selon les termes de l'un des participants, le Camerounais Tchala Abina:

« En matière de vulgarisation, le Cameroun apparaît comme un laboratoire. L'existence de différentes approches, parfois conflictuelles, met en lumière les problèmes qui sont actuellement ceux de la vulgarisation dans notre pays. Toute tentative visant à combiner les différentes approches relève de l'éclectisme et il faut bien comprendre qu'il n'existe pas d'approche unique qui puisse être appropriée en toutes circonstances. »

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Cette conclusion à laquelle ont souscrit beaucoup d'autres participants, témoigne de la valeur des résultats de l'atelier. Tout processus de recherche en commun des moyens d'améliorer la vulgarisation agricole doit partir d'une évaluation des expériences nationales à la lumière des problèmes et nécessités de l'heure, et d'un échange d'informations entre spécialistes.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

Les objectifs de l'atelier consistaient à:

- Procéder à des échanges d'expériences sur les approches conventionnelles et alternatives à la vulgarisation.
- Par des communications d'experts, familiariser les participants avec l'état actuel de l'analyse scientifique des problèmes de la vulgarisation agricole et des recherches effectuées sur ce sujet. Certaines des communications ont été présentées en séance plénière et d'autres dans des groupes de travail restreints.
- Examiner les moyens de renforcer les relations entre les services de vulgarisation agricole et les autres acteurs (recherche, organisations de producteurs, formation, fournisseurs d'intrants, etc.)
- Elaborer un plan d'action en vue de l'établissement d'une structure visant à faciliter les échanges d'informations sur les expériences de vulgarisation.

PRINCIPAUX ELEMENTS DU PROGRAMME DE L'ATELIER

Le programme comprenait des communications d'experts sur divers aspects des systèmes actuels de vulgarisation agricole. Tous les thèmes ont été envisagés dans le contexte de la libéralisation économique et de l'intervention d'acteurs « nouveaux » dans le développement agricole en Afrique. Des séances ont été consacrées à la production de posters destinés à illustrer l'expérience des divers pays représentés. Ces posters ont été élaborés à partir d'études de cas.

Après des visites sur le terrain, dans deux sites représentatifs de deux approches différentes de la vulgarisation (système « formation et visites » et « autopromotion des groupements »), des groupes de travail ont été constitués sur les thèmes ci-après:

- Rôle de la recherche et de la formation dans la vulgarisation.
- Travail en réseau.
- Financement des services de vulgarisation.
- Rôle des producteurs dans la vulgarisation et la recherche.
- Suivi et évaluation.
- Rôle de la femme dans la vulgarisation et la recherche.

ETUDES DE CAS PREPAREES POUR L'ATELIER

Afin de recenser les différentes approches conventionnelles et alternatives de la vulgarisation qui allaient être soumises à la discussion, il avait été demandé à chaque pays africain participant de produire une étude de cas dans le cadre de la préparation de l'atelier. Ces études de cas, en fournissant une description et une analyse du rôle des services de vulgarisation et des autres acteurs intervenant dans le développement agricole, ont permis de procéder à une comparaison qualitative.

Préparées à partir de lignes directrices reposant sur la perspective AKIS, les études de cas se sont intéressées avant tout à la réalité de la pratique de développement des divers acteurs, plutôt qu'à définir des modalités idéales selon lesquelles ils devraient opérer. Elles ont fourni un cadre excellent pour les débats de la réunion. Ces études de cas et une description du système AKIS sont incluses dans le volume 2 du présent ouvrage.

PARTICIPANTS

Des intervenants d'horizons très variés ont apporté à l'atelier une riche diversité de perspectives sur le développement durable de l'agriculture. Environ 80 délégués de 16 pays africains, de 6 pays européens, d'organisations internationales et d'organismes régionaux gouvernementaux et non-gouvernementaux ont contribué à la réflexion sur l'évolution du rôle de la vulgarisation.

Parmi ces délégués, une cinquantaine étaient originaires de pays de l'Afrique subsaharienne: 45 d'entre eux venaient d'Afrique centrale (dont 24 de services de vulgarisation nationaux, neuf d'instituts de recherche, 5 d'instituts de formation, 7 d'organisations de producteurs) et 7 représentaient des services de vulgarisation d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Une liste complète des participants, avec leurs adresses, figure à la fin de cet ouvrage.

EXPOSES D'ORIENTATION

EVOLUTION DU ROLE DES SERVICES DE VULGARISATION AGRICOLE

Niels RÖLING

Département d'études en communication et innovation
Université agronomique de Wageningen
Hollandseweg 1
6706 KN Wageningen Pays-Bas

Résumé: *L'auteur passe en revue l'évolution récente de la vision du rôle de la vulgarisation agricole. Cette « vision » est capitale, car elle détermine les investissements consentis dans la vulgarisation, la conception des organismes de vulgarisation et leurs relations avec d'autres institutions, la formation et l'affectation du personnel, ainsi que l'efficacité escomptée de la vulgarisation en tant qu'instrument de mise en oeuvre d'une politique. A partir d'expériences concrètes, l'auteur identifie les principales contradictions entre la réalité des faits sur le terrain et la conception traditionnelle de la vulgarisation. Il présente ensuite quatre approches qui illustrent le nouveau rôle assigné à la vulgarisation:*

- *groupes villageois pour un développement participatif de technologie*
- *organisations locales pour l'amélioration des conditions socioéconomiques*
- *collectifs pour la gestion durable des ressources naturelles*
- *systèmes de technologie agricole pour l'innovation technologique.*

Ces approches appliquent une perspective nouvelle et cohérente à la gestion de l'innovation et des connaissances: le système de connaissances et d'information agricoles. Il s'agit d'un système qui met l'accent sur la création de réseaux cohérents d'acteurs devant travailler en synergie afin de faciliter l'innovation dans un domaine donné d'activité humaine. Sur la base de ce système a été développée une méthodologie participative de diagnostic rapide des systèmes de connaissances agricoles. Tels sont le cadre d'analyse et la méthodologie employés pour les études de cas présentées dans ce chapitre.

EXPERIENCES FORMATRICES

Pour décrocher mon premier emploi, je n'ai eu qu'à lever la main lorsque le professeur a demandé au groupe d'étudiants dont je faisais partie si l'un d'entre nous voulait aller travailler au Nigéria comme sociologue rural.

J'ai ainsi passé quatre années dans ce pays, où j'ai tout d'abord étudié les moyens employés par les paysans yorouba pour réhabiliter leurs plantations de cacaoyers, avant de travailler avec Everett Rogers pour le projet USAID de recherche sur la diffusion des innovations, dans ce qui était alors la région orientale du Nigéria.

Après avoir obtenu mon PhD, j'ai séjourné pendant deux ans au Kenya où j'ai participé au programme spécial de développement rural du gouvernement. Notre équipe était chargée de promouvoir la diffusion de maïs hybrides chez les très petits paysans du district de Nyeri, dans la province centrale. Plus récemment, j'ai travaillé au Bénin, mais cette fois-ci davantage dans la position de quelqu'un qui supervise le travail des autres.

J'évoquerai tout d'abord quelques-unes des expériences que j'ai vécues dans ces pays et qui ont contribué à ma formation.

L'EFFICACITE DES SAVOIRS PAYSANS

Je commencerai par le plateau des Adja au Bénin (Brouwers 1993). Au cours de ces dernières années, les Adja se sont employés à adapter leur système de production aux circonstances nouvelles créées par une dégradation rapide de la fertilité des sols et par des aspirations économiques croissantes.

Si l'on considère que les services étatiques ne sont pratiquement pas intervenus jusqu'à présent pour développer l'agriculture dans cette zone, hormis la production cotonnière qui contribue aux recettes d'exportation, les paysans adja ont accompli un travail remarquable en mettant au point une « jachère sous palmier à huile ». Il s'agit d'un système agroforestier utilisant l'arbre à usages multiples qu'est le palmier à huile pour restaurer les sols dénommés *comatose* dans la langue locale. Ce nouveau système admet une densité de population beaucoup plus élevée que ne le permet l'agriculture traditionnelle.

De jeunes plants de palmier à huile sont plantés dans les champs de cultures vivrières. Pendant environ huit ans, ils sont cultivés en association avec des plantes annuelles et régulièrement élagués, ce qui permet d'utiliser les feuilles et les branches comme combustible, matériau de toiture, fourrage pour les chèvres, etc. Puis le champ est abandonné aux palmiers et devient pour plusieurs années une dense palmeraie.

Pendant cette période, les fruits sont récoltés pour produire de l'huile de palme, tandis que les feuilles servent de combustible, fourrage, etc. Finalement, les arbres sont coupés et l'on récolte le vin de palme dont la distillation produit le « sodabi », alcool qui se vend à bon prix dans la région (M. Sodabi a servi durant la première guerre mondiale dans l'armée française et il a été initié à l'art de la distillation par ses camarades français). Les résidus des arbres coupés sont laissés dans les champs et les paysans intercalent des cultures vivrières. Le cycle peut alors recommencer.

Cette adaptation de pratiques culturelles par les Adja repose sur ce que ceux-ci appellent l'*adokpo*. Ce terme signifie littéralement « essayer quelque chose que l'on n'a encore jamais fait ». La pratique de l'*adokpo* se rencontre communément chez les paysans adja, quoiqu'à des degrés d'intensité variables selon les individus. Cette première expérience formatrice, j'ai tiré la conclusion que les paysans africains sont tout à fait capables d'adapter des systèmes agraires complexes à l'évolution des circonstances, en se livrant à des expérimentations et sans aucune aide des services étatiques.

DIFFUSION SPONTANEE ET INTERFACE ENTRE PAYSANS ET GOUVERNEMENT

La deuxième expérience formatrice que je relaterai est cette découverte que j'ai faite au Nigéria alors que j'étais un jeune homme fraîchement débarqué des Pays-Bas: non seulement l'important volume de cacao exporté par ce pays provenait entièrement de la production paysanne locale, mais le cacao s'était diffusé dans l'ouest du Nigéria depuis le début du siècle de manière entièrement autonome, sans le concours d'un seul agent de vulgarisation.

Cependant, les arbres d'origine de la variété Amelonado, qui avaient été plantés sous un épais couvert forestier, commençaient à vieillir. Ils avaient déjà subi des attaques de la maladie du renflement des branches du cacaoyer et ils se trouvaient à présent menacés par la pourriture des cabosses.

Lors de mon séjour dans ce pays, j'ai assisté aux premiers efforts du gouvernement pour réhabiliter des plantations de cacaoyers. Le dispositif mis en oeuvre comportait la plantation de la variété Amazon en l'absence de couvert forestier, ainsi que des subventions, des pulvérisations contre la pourriture noire, etc.

L'impression qui s'est imposée à moi a été celle d'un décalage entre des paysans fiers et entreprenants qui s'efforçaient de maintenir la culture de rente dont ils tiraient leur subsistance, et un appareil gouvernemental qui entendait assurer la persistance d'une source de revenus lucrative pour la direction politique de l'Etat nouvellement indépendant.

Je commençai alors à comprendre les contradictions fondamentales qui existent entre le gouvernement et la société paysanne, et les difficultés qui se posent pour que leur « interface » apporte des bénéfices à l'un comme à l'autre.

LA PUISSANCE DES ORGANISATIONS LOCALES

Dans ce qui était alors la région orientale du Nigéria, j'ai pris conscience de la puissance des organisations locales. J'avais l'habitude de passer mes fins de semaine dans le village d'Umuabi, où j'étudiais la vie quotidienne des habitants. Les hommes avaient leur société secrète. Les femmes possédaient leur propre association, dont le secrétaire était un homme car aucune d'entre elles ne savait écrire. Mais le secrétaire n'avait pas droit à la parole. Il y avait également l'« Union pour le progrès » qui imposait des taxes devant servir à construire des écoles et d'autres infrastructures.

Les plus grosses sommes étaient collectées par les « Fils de l'étranger », c'est-à-dire les villageois occupant un emploi dans des villes distantes. Les individus qui ne s'acquittaient pas de leurs taxes étaient mis au ban de la société.

J'assistai à un événement qui m'a marqué pour la vie. Le village avait un chef honoraire, ancien cadre d'une compagnie minière à présent à la retraite, qui s'était servi de sa connaissance du monde pour aider bon nombre de villageois. Il représentait le village au sein du conseil de la circonscription. Cependant, il essaya de se servir de sa position pour obtenir une bourse de l'Etat en faveur de sa fille. Sa manoeuvre fut découverte par les villageois, qui rappelèrent immédiatement le chef à l'ordre. Ils organisèrent un concours public afin de déterminer qui méritait la bourse.

La fille du chef arriva en deuxième position. La fille d'une pauvre veuve se classa première, et c'est à elle que la bourse fut attribuée. Lorsque je demandai pourquoi le chef continuait d'être respecté, il me fut répondu que tout un chacun aurait agi de même à sa place, mais que la tentative du chef avait été malheureuse. Ce fut pour moi une leçon sur le pouvoir et le contre-pouvoir, les mécanismes de contrôle et de contrepoids, et la capacité des organisations locales à créer une société démocratique décente. A mes yeux, les organisations locales constituent un élément primordial pour le développement.

LA CAPACITE D'INNOVATION DES PETITS PAYSANS

J'en viens à présent au Kenya. Dans ce pays, nous avons mené des recherches quantitatives très intensives sur l'adoption de plusieurs innovations diffusées par les services de vulgarisation dans le cadre

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

d'un programme de développement qui s'adressait en particulier à ceux que l'on considère comme des « retardataires », c'est-à-dire les petits paysans dont la réputation est d'être arriérés.

Nous avons tiré plusieurs leçons de cette expérience. La première de ces leçons est que, si un programme valable leur est proposé, les petits paysans africains sont capables d'innover de manière incroyablement rapide. En l'espace de deux ans, entre 1971 et 1973, le nombre de petits paysans qui avaient adopté des maïs hybrides dans le district de Nyeri était passé de 30 à 75 % (Ascroft *et al.* 1973, Röling 1988). Le zéro pâturage s'est rapidement diffusé, contre les vœux du gouvernement qui craignait une surproduction de lait.

La Kenya Tea Development Authority a mis en place un programme qui a été appliqué par un très grand nombre de petits paysans, à tel point que le gros de la production de thé exportée par le Kenya ne venait plus des plantations de Liebig et Brook Bond, mais des petits exploitants. Les femmes ont joué un rôle important dans cette entreprise. D'après des informations récentes, la dimension des exploitations va en diminuant par suite de la pression démographique, de sorte que les hommes de cette région migrent vers les villes en quête d'un emploi et que ce sont à présent les femmes qui assument la charge de l'agriculture.

DE BONS AGRICULTEURS APPELLENT UNE BONNE VULGARISATION

Un aspect de nos recherches au Kenya me semble particulièrement révélateur. Nous avons étudié l'innovation par sous-secteur et nous étions ainsi en mesure de déterminer la capacité moyenne d'innovation des paysans dans chaque sous-secteur. Le sous-secteur était également le domaine d'intervention d'un agent de vulgarisation villageois. Nous avons donc tenté de voir s'il était possible d'établir un lien entre la qualité de l'agent de vulgarisation et le niveau d'innovation dans son sous-secteur.

Afin de déterminer la qualité des agents, nous avons procédé à des interviews, examiné leur formation, demandé des évaluations à leurs supérieurs hiérarchiques, etc. Quelle n'a pas été notre surprise de constater qu'il existait une relation très nette entre la capacité d'innovation dans un sous-secteur et la qualité de l'agent de vulgarisation! Cependant, nous avons été frappés par un élément: les agents de vulgarisation étaient mutés tous les deux ans, alors que la capacité d'innovation d'un sous-secteur constituait un phénomène beaucoup plus durable. Cela ne pouvait signifier qu'une chose: les bons agents étaient affectés dans les bons sous-secteurs! Nous avons vérifié auprès des responsables: c'était là effectivement ce qui se produisait.

Les agriculteurs des « bons » sous-secteurs ne manquaient pas de se plaindre et de faire du tapage si on leur envoyait un mauvais agent de vulgarisation. Par conséquent, ils obtenaient toujours de bons agents. Ce fut une leçon mémorable. Ce n'était pas une bonne vulgarisation qui créait de bons agriculteurs, mais de bons agriculteurs qui créaient une bonne vulgarisation!

A partir de ce moment, j'ai été fermement convaincu que, pour améliorer l'efficacité des agents de vulgarisation, il ne suffit pas de leur donner davantage de véhicules, de formation, etc. mais qu'il faut avant tout accroître la capacité de contrepoids des paysans, afin d'influer sur les agents. Je sais que cette idée n'est pas populaire, mais je n'en pense pas moins qu'elle est juste. Néanmoins, la tâche n'est nullement aisée.

Au Nigéria, nous avions des « encadreurs villageois » du ministère du Développement rural qui étaient chargés de mobiliser et d'organiser les paysans. Naturellement, cela a amené les paysans à avoir davantage d'exigences vis-à-vis du ministère de l'Agriculture. Est-il besoin de dire que le ministère du Développement rural n'a pas survécu très longtemps?

UNE COMBINAISON DE CONDITIONS PROPICES AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Le succès des maïs hybrides dans le district de Nyeri a été rendu possible non seulement par la qualité de la vulgarisation, mais peut-être plus encore par la présence d'un ensemble de conditions dont je suis venu à apprécier l'importance.

En premier lieu, des semences d'hybrides de type approprié étaient partout disponibles en petits sachets. Deuxièmement, les engrais se vendaient dans tous les magasins de la KFA. Troisièmement, les prix étaient tels que, sur un demi-hectare, le rendement supplémentaire donné par le maïs hybride devait permettre au paysan de conserver un profit après avoir payé les intrants. Mais naturellement, les résultats dépendaient pour beaucoup des conditions climatiques.

Si les pluies étaient peu abondantes, la production supplémentaire de maïs risquait de ne pas suffire à rembourser les prêts que nous fournissions pour les intrants. Nous travaillions auprès de très petits paysans qui n'avaient souvent pas les moyens de cultiver plus d'un demi-hectare de maïs. Pendant la période de notre intervention dans cette région, nous avons vu les prix des engrais grimper et les prix du maïs chuter jusqu'au point où les exploitants les plus modestes n'ont plus été en mesure de cultiver du maïs hybride.

Au fil des ans, la dimension de parcelle minimale pour pratiquer cette culture a été en augmentant. Dans le même temps, la surface moyenne des exploitations s'est rétrécie par suite de la pression démographique: de 2 ha en 1970, elle n'était plus que de 1 ha en 1985.

A partir de cette expérience, j'ai compris que la vulgarisation n'est pas le seul élément qui compte pour induire une transformation dans l'agriculture, mais qu'il faut aussi que les conditions voulues soient réunies au niveau des exploitations. Ainsi, en mettant l'accent sur les maïs hybrides et sur d'autres cultures faisant un usage intensif d'intrants externes, il est clair que nous faisions fausse route, car nous ne proposons pas d'options réalistes pour la masse grossissante des petits paysans.

La « combinaison » précise de conditions indispensables diffère en fonction de la situation et de la capacité d'apporter des changements à cette situation. Si l'on ne contrôle que la communication, au travers de l'intervention d'agents de vulgarisation ou d'encadreurs villageois, il faut se limiter à des technologies et à des stratégies de changement pouvant opérer dans les conditions existantes.

Si l'on pense pouvoir manipuler ces conditions ou que l'on doit travailler avec des organismes qui seront en mesure de le faire, il devient possible de concevoir des technologies ou des stratégies qui supposent la présence de l'irrigation, de circuits de commercialisation, d'intrants, de crédit ou d'organisations paysannes efficaces.

D'après mon expérience, les technologies qui sont introduites supposent invariablement des conditions que les paysans n'ont pas les moyens de créer sur leurs exploitations, ou que seuls peuvent créer des paysans opérant à grande échelle.

DES COMMERCANTS DE LA VULGARISATION?

La dernière expérience que je relaterai concerne l'instinct du commerce. L'une des impressions qui m'ont le plus frappé, en tant que touriste du développement en Afrique, est la prédilection des Africains pour le commerce. Les fillettes nigérianes commencent par vendre des cigarettes à l'unité, et elles développent progressivement leur négoce jusqu'au stade où, à l'âge de cinquante ans, elles dirigent toute une flotte de camions.

Au Bénin, l'un de mes collègues a mené une recherche extrêmement intéressante (Von der Lühe 1990) qui montre comment l'instinct du commerce peut être mis à contribution dans le développement agricole. Des agents de vulgarisation étaient chargés de distribuer des engrais pour la production de coton, tandis que les paysans voulaient utiliser ces intrants pour leurs cultures vivrières. Dans le même temps, les agents de vulgarisation devaient mettre en place des parcelles expérimentales pour tester des innovations en collaboration avec les paysans. Etant donné que ces derniers n'éprouvaient d'intérêt pour rien de ce que les agents avaient à offrir, il s'avéra impossible de faire démarrer les parcelles de démonstration.

Cela posait un sérieux problème aux agents de vulgarisation, dont les supérieurs hiérarchiques devaient venir inspecter les parcelles. Il arriva ce qui devait arriver: un arrangement fut conclu. Les paysans acceptèrent de faire de belles parcelles de démonstration qui furent montrées avec fierté aux superviseurs, mais ils ne le firent qu'à condition que les agents de vulgarisation leur fournissent des engrais pour leurs cultures vivrières. Tout le monde avait ainsi obtenu satisfaction. Bien sûr, cet échange de services n'était pas vraiment efficace du point de vue du développement et n'avait eu lieu qu'en raison de la présence de barrières artificielles.

Il me vient également à l'esprit le cas d'un jeune assistant en santé animale kenyan, qui avait une approche originale de la vulgarisation. Un vieil homme vint le voir avec une vache malade. Des médicaments lui furent prescrits, mais le vieil homme ne voulut pas les acheter. Il s'en alla et eut recours à des plantes médicinales. Au bout de quelque temps, l'assistant lui rendit visite et, constatant que la vache allait mourir, offrit de la lui acheter.

Le vieil homme, qui voyait l'animal bien mal en point, fut content de pouvoir en tirer quelque argent, et l'affaire fut donc conclue. De retour chez lui, l'assistant administra ses médicaments à la vache et celle-ci fut bientôt guérie. Lorsque le vieil homme apprit la nouvelle, il se plaignit amèrement d'avoir été trompé par l'assistant. Mais celui-ci se contenta de rire, et tout le monde se rangea de son côté. L'assistant avait fait la démonstration de ses méthodes.

Depuis ces expériences, je me demande comment l'instinct profond du commerce qui existe chez les paysans et chez les agents de vulgarisation peut être utilisé au profit d'un développement agricole durable. Ne serait-il pas possible d'appliquer cette idée pour privatiser la vulgarisation et la rendre plus largement accessible?

QUATRE APPROCHES NOUVELLES DU RÔLE DE LA VULGARISATION AGRICOLE

Je pense que ces expériences formatrices peuvent contribuer directement à comprendre l'évolution du rôle de la vulgarisation dans le développement agricole. Dans cette section, j'envisagerai les implications de ces expériences sur la conception que nous avons de la vulgarisation. Ce faisant, je m'efforcerai de tenir compte des leçons qui peuvent être tirées des études de cas et des communications présentées à ce

séminaire. Je décrirai quatre approches qui m'apparaissent au centre du nouveau rôle assigné à la vulgarisation agricole (voir également Moris 1991):

- (1) Groupes villageois pour un développement participatif de technologie.
- (2) Organisations locales pour l'amélioration des conditions socioéconomiques.
- (3) Collectifs pour la gestion durable des ressources naturelles.
- (4) Systèmes de technologie agricole pour l'innovation technologique.

J'essaierai ensuite de combiner ces approches en un cadre cohérent afin qu'elles ne demeurent pas à l'état isolé. Pour terminer, je soumettrai un certain nombre de questions à la réflexion des participants à ce séminaire.

GROUPES VILLAGEOIS POUR UN DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF DE TECHNOLOGIE

Bon nombre d'experts s'accordent à estimer que nous n'avons fait jusqu'à présent que ce qui était le plus facile. Nous avons mis en place des capacités centralisées de recherche agricole et des mécanismes de transfert de technologie qui proposent des recommandations générales pour des cultures individuelles et des systèmes technologiques uniformes pour couvrir de vastes « domaines de recommandation », c'est-à-dire des domaines que nous jugeons suffisamment homogènes pour justifier cette approche.

Mais de plus en plus, nous prenons conscience du fait que cette approche ne tient pas compte de la complexité et de la diversité des systèmes agraires locaux, qui ont été élaborés pour assurer la subsistance des populations dans les conditions extrêmement variables qui caractérisent l'agriculture pluviale dans la plupart des régions de l'Afrique (Chambers 1991).

Nous avons négligé les cultures mineures. Nous avons ignoré les associations culturales, qui constituent l'une des bases des pratiques agricoles. Nous nous sommes intéressés à la productivité, et non à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire des ménages dans le temps. Nous avons méconnu le fait que les paysans ne gèrent pas des cultures individuelles, mais des systèmes de subsistance complexes. Nous avons axé notre action sur les hommes en négligeant le rôle (de plus en plus) important que les femmes jouent dans la production alimentaire en Afrique.

En outre, face aux difficultés croissantes que les petits paysans éprouvent à se procurer les intrants nécessaires pour tirer avantage de variétés hautement productives telles que les maïs hybrides, il devient évident que la recherche de solutions demande que l'on prête une attention particulière à l'utilisation des intrants.

L'optimisme facile qu'a suscité dans un premier temps le concept d'agriculture à faible niveau d'intrants externes est aujourd'hui tempéré par la prise de conscience du fait que l'apport de solutions spécifiques à une localité nécessite la mise en oeuvre de combinaisons particulières de ressources externes et locales pour la gestion de la fertilité des sols, et qu'il convient d'avoir largement recours à des processus naturels pour la prévention des maladies et des ravageurs, y compris des solutions reposant sur des bases scientifiques telles que l'usage de variétés résistantes et de produits des biotechnologies.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Par conséquent, bien que la recherche scientifique soit appelée à jouer un rôle important, les stratégies cherchant à tenir compte de la diversité, de la complexité et de la variabilité de l'agriculture pluviale africaine se sont, dès le départ, appuyées sur les savoirs des paysans et sur leur capacité d'innovation en tant qu'expérimentateurs et chercheurs (Chambers et Jiggins 1987).

Cette évolution dans notre perception des problèmes à résoudre a amené à remettre en question les cadres institutionnels linéaires qui prévalent dans la recherche et la vulgarisation. Des instituts de recherche centralisés et des systèmes de vulgarisation du type formation et visites sont-ils capables d'appréhender la spécificité, la diversité et la complexité locales? Peuvent-ils assimiler la diversité des informations sur les systèmes agraires locaux?

La réponse qui semble se dessiner est que les systèmes centralisés demeurent nécessaires pour des objectifs tels que la recherche fondamentale, mais qu'il nous faut par ailleurs constituer *des réseaux décentralisés d'agronomes et autres généralistes qualifiés qui collaboreront intensivement avec des groupes de paysans locaux en vue de l'élaboration de technologies adaptées à la complexité des agroécosystèmes locaux*. Gubbels (chapitre du présent ouvrage) décrit un exemple réussi de cette approche. Dans certains pays, des efforts sont déployés dans le cadre du système de formation et visites (T&V) afin de créer des groupes de contact suivant cette orientation (voir Venkatesan, chapitre du présent ouvrage).

Sous ses diverses formes, cette approche a reçu l'appellation de *développement participatif de technologie*. Des méthodologies sont en cours d'élaboration pour sa mise en oeuvre (voir par exemple Jiggins et de Zeeuw 1992). Ainsi, le premier élément qui apparaît, lorsqu'on se penche sur l'évolution du rôle de la vulgarisation agricole, est un système décentralisé de connaissances dans le cadre duquel des généralistes hautement qualifiés sont amenés à travailler avec des groupes d'expérimentateurs locaux, à la manière du réseau de groupes *adokpo* que Brouwers (1993) a essayé de mettre en place chez les Adja.

ORGANISATIONS LOCALES POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIOECONOMIQUES

J'ai travaillé pendant cinq années au sein d'un projet intitulé « petit paysan et coopération pour le développement » dont l'objectif consistait à identifier les moyens par lesquels la Direction de la coopération au développement des Pays-Bas pouvait contribuer à améliorer les conditions de vie des petits paysans des pays en développement (Röling et de Zeeuw 1983, Röling 1988). Nous avons étudié la documentation existante, effectué nous-mêmes des études de cas sur des projets mis en oeuvre dans des pays en développement, et consulté un grand nombre d'informateurs.

La principale conclusion qui s'est dégagée de ce projet est que l'ingrédient fondamental pour le développement est l'*organisation des petits paysans*, qui leur permet de partager la même compréhension des problèmes, de mobiliser des ressources locales, de créer la combinaison de conditions essentielles pour l'innovation, et de faire entendre leur voix pour solliciter une assistance et exercer un contrepoids sur les pouvoirs qui visent à les exploiter et à les opprimer. Par conséquent, il nous est apparu qu'une intervention efficace doit comprendre *cinq éléments*: mobilisation; organisation; formation; opportunités concrètes (telles que commercialisation, crédit, innovation technique, développement des infrastructures) et gestion du système.

Nous parlons de gestion du « système » parce qu'une intervention efficace nécessite *l'ensemble* de ces éléments. La mise en place d'opportunités concrètes, par exemple l'aménagement de périmètres irrigués,

ne suffit généralement pas à améliorer les conditions de vie des petits paysans, et en particulier des femmes. En l'absence des autres éléments (mobilisation, organisation et formation), le développement de l'irrigation demeure généralement sans effets (Uphoff 1992). Et il en va de même de pratiquement tous les autres types d'interventions techniques.

Cela vaut également pour les autres éléments. Il ne sert pas à grand-chose de mobiliser les paysans et de les organiser en petits groupes actifs lorsqu'il n'existe pas d'opportunités concrètes à saisir. Les participants seront bientôt las des réunions si celles-ci se servent à aucun objectif. De manière similaire, la mise en oeuvre de programmes de formation des paysans, en l'absence d'opportunités concrètes et d'une organisation efficace, n'exercera guère d'impact en termes de développement.

Il convient donc d'envisager la totalité du système. Le problème est que les organismes publics ne se préoccupent généralement que de créer des opportunités concrètes au moyen d'interventions techniques. Ces organismes s'emploient à réaliser un objectif national tel que la sécurité alimentaire, l'amélioration de la balance commerciale, la satisfaction des groupes influents de l'électorat (qui ne sont généralement pas les petits paysans), etc. Si l'on ajoute à cela la structure bureaucratique de la plupart des organismes publics et l'accent qu'ils mettent sur le contrôle et la hiérarchie, l'on comprend qu'il existe des contradictions fondamentales entre les intérêts de ces organismes et ceux des petits paysans.

C'est pourquoi, dans la plupart des pays du monde, le travail de mobilisation, d'organisation et de formation, et souvent aussi la fourniture de crédit et la commercialisation, sont confiés à des ONG dont le mandat consiste explicitement à améliorer les conditions de vie de leurs clients. Mais les ONG, parce qu'elles ne disposent que de ressources limitées et n'ont pas accès à un large éventail d'expertises spécialisées, n'excellent généralement pas dans les interventions techniques.

Cela implique qu'un *accord tripartite* entre groupes et réseaux de paysans, organismes publics et ONG est indispensable pour oeuvrer efficacement au développement des petits paysans. Pour exprimer les choses d'une autre manière, l'innovation technologique et la participation d'acteurs tels que les chercheurs, les vulgarisateurs et les agents commerciaux favorisent un élément: à savoir la création d'opportunités concrètes. Les autres éléments constitueront plutôt la contribution des ONG.

D'après mon expérience, les agents des services publics ne sont pas des mobilisateurs et des organisateurs très efficaces. Ils peuvent avoir une bonne expertise technique, qui les rend aptes à transférer des technologies et à fournir des services techniques et des conseils pour la gestion des exploitations. Mais ils sont médiocres lorsqu'il s'agit de *faciliter les processus collectifs*, que cela soit pour le développement participatif de technologie ou pour des organisations de petits paysans.

A ce jour, les ONG n'interviennent pas aussi efficacement en Afrique qu'en Amérique latine et en Asie. Des fonds internationaux assez substantiels sont pourtant disponibles pour les ONG, car les bailleurs de fonds s'accordent à reconnaître que l'organisation locale est une condition indispensable à l'amélioration des conditions de vie des petits paysans. Dans des pays tels que l'Inde, des partenariats ont été établis avec succès entre les services publics et des ONG, par exemple pour la mise en oeuvre de programmes d'éducation non formelle en faveur des femmes rurales.

COLLECTIFS POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Les actions de développement peuvent avoir des objectifs différents, qui sont dans bien des cas incompatibles (Conway 1985). Pour ceux qui ont faim, l'objectif primordial est la *production*. Il importe

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

d'avoir de la nourriture. Afin que celle-ci soit disponible à tout moment, c'est-à-dire aussi lorsque sévit la sécheresse, le paysan accepte d'être moins efficace qu'il ne pourrait l'être dans les bonnes années, en cultivant des variétés qui résistent à la sécheresse mais qui ne donnent pas un rendement supérieur lorsque les conditions sont optimales.

Cependant, si l'on se préoccupe de produire davantage de nourriture sur la même terre, l'on vise à la *productivité*, c'est-à-dire à l'efficacité de la production. La même chose vaut si l'on entend faire concurrence à d'autres pays sur le marché international.

L'*équité* devient un objectif important si l'on s'intéresse à améliorer les conditions de vie des populations, par exemple en période d'élections (considération qui revêt de plus en plus d'importance en Afrique dans le contexte du mouvement général de démocratisation). Enfin, la *durabilité* se place au centre des préoccupations lorsque l'exploitation des terres conduit à une détérioration des ressources naturelles et que la pérennité de la vie humaine se trouve menacée.

L'innovation technologique est généralement considérée comme une condition indispensable à l'augmentation de la productivité. Mais de plus en plus, les politiciens, les administrateurs de programmes de développement, les bailleurs de fonds et les paysans eux-mêmes prennent conscience de la nécessité de tenir compte également de l'équité et de la durabilité.

Dans cette section, nous proposerons une perspective permettant de prendre en considération la durabilité. Au paragraphe précédent, l'accent a été mis essentiellement sur l'équité, vers laquelle tend la responsabilisation des petits paysans par des moyens tels que la mobilisation, l'organisation et la formation.

Les ateliers sur la vulgarisation que la Banque mondiale a organisés en 1993 à Abidjan et à Accra (voir Venkatesan, chapitre du présent ouvrage) ont clairement démontré que les problèmes importants qui se posent partout en Afrique pour parvenir à une gestion durable des ressources naturelles ne peuvent être véritablement résolus par les systèmes de vulgarisation tels qu'ils existent à l'heure actuelle.

Pour leur apporter des solutions, il convient de focaliser les actions sur des agrégats se situant à un niveau supérieur à celui de l'exploitation (par exemple: un bassin versant, un fonds de vallée ou un terroir villageois) et aussi d'opter pour un horizon temporel plus long que la saison culturale et de prendre pour cible des groupes qui sont parties prenantes dans la gestion des ressources naturelles (par exemple: des villages ou groupes de villages).

La gestion durable des ressources naturelles nous force de nouveau à nous placer dans une perspective systémique. Mais cette fois-ci, la perspective systémique est double, car elle combine à la fois un système « matériel » et un système « logiciel ».

En premier lieu, le souci de durabilité nous contraint à envisager l'*agroécosystème*, que nous considérons comme un système « matériel » : celui-ci opère en fonction de lois naturelles, il peut faire l'objet d'une modélisation, sa capacité de charge comporte des limites, et il tend vers l'homéostasie ou l'équilibre à des niveaux de productivité de la biomasse qui sont déterminés par la biodiversité et par la disponibilité d'éléments minéraux, d'énergie, d'eau, etc.

Nous commençons à nous rendre compte qu'il importe de *gérer les agroécosystèmes dans leur entièreté*, à différents niveaux d'agrégation, afin de pouvoir maintenir leur capacité productive. C'est ce que l'on appelle en français la « gestion du terroir ». Cela signifie que les acteurs qui sont parties prenantes dans l'agroécosystème - qu'il s'agisse des différentes catégories de paysans, du ministère des forêts, des

nomades, des touristes ou de la compagnie d'électricité - et qui sont *interdépendants* en ce sens que les activités de l'un affectent les résultats des autres, doivent se regrouper pour assurer la gestion intégrale de l'agroécosystème qui est menacé.

Ces acteurs doivent constituer *un collectif* afin d'oeuvrer à la pérennité de l'agroécosystème en question (Röling 1994). Un collectif est un système « logiciel » rassemblant des acteurs qui partagent les mêmes objectifs, s'efforcent d'acquérir une compréhension commune des problèmes auxquels ils sont confrontés, sont conscients de leur interdépendance et mettent en place une initiative conjointe afin d'apporter des solutions à leurs problèmes.

Cela nécessite des négociations, des compromis, la résolution des conflits, un apprentissage collectif, un consensus, etc. En définitive, les problèmes « matériels » de gestion durable des ressources naturelles nécessitent des solutions de type « logiciel » reposant sur des collectifs constitués par les parties prenantes. Par conséquent, le troisième élément qui apparaît, lorsqu'on se penche sur l'évolution du rôle de la vulgarisation en Afrique, est l'*interface collectif/agroécosystème en vue de la gestion durable des ressources naturelles*. Celle-ci suppose que l'on oeuvre à faciliter la constitution de collectifs.

SYSTEMES DE TECHNOLOGIE AGRICOLE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

La technologie est souvent définie comme la « science appliquée ». C'est-à-dire qu'elle est envisagée comme le produit de la recherche scientifique. En fait, les chercheurs formés dans les universités occidentales ont fortement tendance à considérer la science comme la source de toute innovation. Dans cette perspective, la vulgarisation est un outil servant à transférer les produits de la recherche scientifique aux agriculteurs. Cela nécessite la création d'une voie rapide et à sens unique entre la recherche agricole et la vulgarisation.

Parfois, le système de formation et visites (T&V) a été conçu sous cet angle: en premier lieu, la recherche crée une technologie, puis la recherche forme des techniciens spécialisés à cette nouvelle technologie, les techniciens spécialisés forment des agents villageois et les agents villageois forment les paysans de contact, qui transmettent les éléments d'information reçus aux autres paysans. C'est ce que l'on appelle le *modèle linéaire* d'innovation agricole ou modèle du transfert de technologie.

L'un des changements fondamentaux qui interviennent aujourd'hui dans le rôle de la vulgarisation agricole en Afrique est la prise de conscience du fait que ce modèle linéaire est une ineptie qui ne sert qu'à convaincre les bailleurs de fonds internationaux de financer la recherche agricole. Les paysans ne sont pas des récepteurs passifs des idées des scientifiques. Ils sont eux-mêmes des chercheurs et des expérimentateurs.

Beaucoup de ce que créent les scientifiques ne convient pas aux conditions dans lesquelles opèrent les paysans. Cela ne veut pas dire que la recherche scientifique n'a pas de rôle à jouer dans l'innovation agricole.

Au contraire, le rôle qui lui revient est très important. Mais la science n'est pas la source de toute innovation. Il est indispensable de faire activement participer les paysans, afin que ceux-ci aident les chercheurs et les vulgarisateurs à déterminer ce qui est utile et approprié et qu'ils apportent la contribution de leur savoir et de leur capacité d'expérimentation.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Les scientifiques sont les éléments d'une interaction dynamique entre eux-mêmes, les paysans, les agents de vulgarisation, les commerçants, les sociétés privées, etc. C'est de l'interaction de ces acteurs que peut émerger l'innovation. L'innovation est une réponse créative à une catastrophe ou à une opportunité (généralement les deux à la fois). Il va de soi que la façon dont nous appréhendons la gestion de l'innovation agricole, ou la conception des institutions chargées de promouvoir celle-ci, diffère considérablement.

Afin de remplacer le modèle linéaire, et en particulier la conception linéaire des institutions qui interviennent dans la promotion de l'innovation agricole, l'évolution du rôle de la vulgarisation et de la recherche appliquée en Afrique a conduit, dans de nombreux pays, à l'apparition d'une approche nouvelle que nous qualifions de *système de technologie agricole* (Agricultural Technology System ou ATS) (Röling 1990).

L'approche ATS offre des différences notables avec le modèle linéaire. Tandis que ce dernier suppose une séquence (la recherche crée tout d'abord une technologie, celle-ci est transférée par les services de vulgarisation, puis elle est mise en application par les paysans — nul ne s'occupant de l'ensemble du processus), l'approche ATS considère la recherche, la vulgarisation, les agriculteurs et les autres acteurs concernés comme *un tout* nécessitant une gestion systémique pour l'obtention d'effets optimaux.

Alors que le modèle linéaire considère les paysans comme des récepteurs passifs des innovations issues de la recherche scientifique, l'approche ATS reconnaît explicitement que les paysans interviennent à part entière dans le développement de technologie.

Des efforts sont ainsi déployés, dans l'ensemble de l'Afrique, pour inclure les paysans dans le processus de création de technologie dans le cadre de programmes de recherche-développement sur les systèmes agraires et de recherche en milieu réel.

Tandis que le modèle linéaire part de l'hypothèse que les chercheurs sont à même de déterminer quelles sont les innovations appropriées et que l'on peut donc se contenter d'une voie à sens unique allant de la recherche à l'agriculteur, la prise de conscience de l'énormité de l'échec engendré par cette attitude présomptueuse conduit l'approche ATS à reconnaître l'importance de l'information sur les besoins et la situation des agriculteurs.

Dans beaucoup de pays, l'on s'efforce à présent d'associer les paysans à la planification des programmes de recherche et de vulgarisation.

Je crois savoir que l'on s'apprête à entreprendre au Mali un projet expérimental qui placera 30% du budget de la recherche agricole sous le contrôle d'organisations paysannes, dans l'idée de contribuer à une plus grande responsabilité de la recherche vis-à-vis des paysans.

VERS UNE INTEGRATION

Par vulgarisation agricole, l'on peut entendre « le travail des agents de vulgarisation villageois et des services publics qui les emploient ». Mais l'on peut aussi concevoir que la vulgarisation recouvre « les opérations de communication requises pour le développement agricole ».

Il doit être clair à présent que j'utilise pour ma part ce sens plus large. Cela signifie que ma conception de la vulgarisation inclut explicitement la contribution que peuvent apporter les ONG et les sociétés

commerciales, et qu'elle ne fait pas seulement appel à des visites sur les exploitations et à des démonstrations, mais aussi aux mass media, au travail de mobilisation, au théâtre villageois, etc.

Les quatre approches qui ont été exposées ci-dessus mettent en lumière l'évolution du rôle de la vulgarisation agricole dans son sens large. Le tableau 1 présente les caractéristiques essentielles de ces approches.

Plusieurs points ressortent de ce tableau. En premier lieu, chacune des approches comprend un système « logiciel » (les acteurs concernés) et un système « matériel » (les ressources naturelles, la terre ou les conditions requises pour remplir les objectifs des acteurs). Entre ces deux composantes, des interactions importantes ont lieu.

Selon la nature du système « matériel », l'interdépendance entre les acteurs peut devenir visible. L'information sur le système « matériel » joue un rôle fondamental pour déterminer les activités des acteurs.

En second lieu, l'on peut constater que, dans chacune des approches, le système « logiciel » se présente sous deux aspects qui revêtent une importance cruciale pour la vulgarisation: (1) petits groupes de ruraux, paysans ou « clients » locaux; et (2) réseaux regroupant différents types d'acteurs (chercheurs, vulgarisateurs, groupes de clients, ONG ou organismes publics, agents commerciaux, etc.). La vulgarisation joue un rôle fondamental à ces deux niveaux:

- (1) Les *petits groupes de clients*, qui sont un élément clé de chaque approche, ont besoin d'une *facilitation* des processus collectifs. La vulgarisation technique traditionnelle n'a jamais considéré cela comme une tâche qui lui incombe, mais avec l'évolution du rôle de la vulgarisation, la facilitation devient une fonction capitale.
- (2) Les *réseaux d'acteurs* ont besoin d'une *gestion des connaissances* pour atteindre un certain degré de synergie et améliorer leur performance. Nous envisagerons la gestion des connaissances dans la section suivante.

Qu'il suffise de dire pour l'instant que les différents acteurs d'un réseau - qu'il s'agisse d'un collectif oeuvrant à la gestion durable des ressources naturelles, d'un accord tripartite visant à une responsabilisation, ou des acteurs d'un système de technologie agricole - ont généralement des objectifs conflictuels et des points de vue divergents sur les problèmes. L'une des nouvelles fonctions importantes de la vulgarisation consiste à favoriser l'initiative collective.

Ces deux rôles nouveaux ont un élément en commun: ils font appel à notre capacité de faciliter les processus collectifs, que ceux-ci soient le fait de réseaux, de collectifs, d'organisations locales ou de groupes de paysans, afin d'amener ces groupes à une initiative collective.

Ces processus englobent le rapprochement des vues et des intérêts des divers acteurs, la négociation et le compromis afin de créer un consensus sur les objectifs, une appréciation commune des problèmes et de l'interdépendance mutuelle, un apprentissage collectif des systèmes et contextes locaux, une réflexion et une recherche d'alternatives, ainsi que des systèmes communs de suivi donnant lieu à un apprentissage collectif.

Je suis fermement convaincu que la vulgarisation - mais pas nécessairement les services publics de vulgarisation traditionnels - doit de plus en plus se consacrer à ces tâches. D'après l'expérience du

touriste du développement que je suis, les cultures africaines rurales sont précisément expertes dans ces modes de communication, car les relations interpersonnelles sont un élément crucial pour la survie dans des économies précaires. Le défi consiste à mobiliser ces capacités locales au profit du développement moderne.

Tableau 1. Quatre approches nouvelles du rôle de la vulgarisation agricole en Afrique	
Système « logiciel »	Système « matériel »
Développement participatif de technologie groupes de paysans locaux facilités par des agronomes qualifiés et d'autres acteurs, activités de liaison avec la recherche agricole, les ONG, etc.	environnements extrêmement diversifiés, variables et précaires et systèmes agraires complexes des zones de culture pluviale
Responsabilisation accords tripartites entre petites organisations locales, ONG, organismes publics et autres acteurs en vue de mobiliser les pauvres ruraux, de les organiser, de les former et de leur offrir des opportunités	combinaison de conditions essentielles requises pour améliorer les conditions socioéconomiques des communautés rurales
Gestion durable des ressources naturelles groupes de parties prenantes d'un agroécosystème, facilitateurs et activités de liaison pour un appui scientifique et politique	agroécosystèmes menacés à des niveaux d'agrégation différents, et dont l'utilisation durable nécessite une gestion intégrale
Système de technologie agricole réseaux centralisés d'acteurs de l'innovation agricole, incluant des groupes actifs de paysans participant à la définition des priorités et au développement de technologie	domaines de recommandation

Gestion des connaissances et perspective AKIS

Nous avons élaboré une nouvelle *perspective* s'appliquant à la gestion des connaissances dans le cadre des approches nouvelles du rôle de la vulgarisation agricole présentées au tableau 1. Cette nouvelle perspective doit guider les décisions concernant la conception des innovations, ainsi que les investissements, les ressources humaines et les cadres institutionnels requis pour ces innovations. Nous appelons cette perspective le **système de connaissances et d'information agricoles** (Agricultural Knowledge and Information System ou AKIS).

Des recherches du Département d'études en communication et innovation de l'Université de Wageningen (voir notamment: Röling 1992, Engel 1994) ont démontré que le recours à cette perspective permet d'élucider les situations et d'apporter des améliorations pratiques aux innovations mises en oeuvre.

Un système de connaissances et d'information agricoles peut se définir comme un réseau cohérent d'acteurs (individus ou organisations) devant travailler en synergie afin de faciliter l'innovation dans un domaine donné d'activité humaine. Ainsi que je l'ai dit, l'approche AKIS est une perspective qui amène à envisager les situations sous un angle particulier que je décrirai ci-après.

Premièrement, l'on examine les *acteurs différenciés* qui sont en présence. Selon la situation, il peut s'agir de paysans, de commerçants, de vulgarisateurs, de chercheurs, de spécialistes, d'organisations paysannes, d'usines de transformation, d'organismes de commercialisation, etc. La détermination des acteurs devant être pris en considération dans le cadre de l'approche AKIS repose sur l'évaluation du rôle que chacun d'entre eux peut jouer dans la création de la combinaison de conditions requises pour une innovation durable. La frontière du système n'est pas statique.

Deuxièmement, il faut se demander si ces acteurs constituent réellement *un tout cohérent dans lequel la contribution de chacun ajoute à la contribution des autres*. C'est ce que l'on appelle une synergie. Un système a une efficacité supérieure à la somme des efficacités de ses éléments. Ainsi, les paysans peuvent à eux seuls accomplir quelque chose, la vulgarisation peut à elle seule accomplir quelque chose, et il en va de même de la recherche, des ONG, des sociétés commerciales, et ainsi de suite.

Mais il convient de parvenir à une synergie de toutes ces composantes, car c'est leur différenciation active, leur articulation, leur intégration, leur liaison et leur coordination qui, en se conjuguant, débouchent sur l'innovation. C'est pourquoi l'approche AKIS est une *perspective*. Il s'agit en quelque sorte d'un cadre de diagnostic, d'une fenêtre qui permet d'évaluer une situation concrète.

Troisièmement, il est possible de déterminer *dans quelle mesure les acteurs, dans la pratique, ne constituent pas un système*. Les acteurs qui pourraient contribuer à l'innovation sont d'ordinaire engagés dans des luttes bureaucratiques, ils s'ignorent mutuellement, se haïssent ou se méconnaissent. L'on constate qu'il existe peu de liaisons effectives, que chacun est rétribué pour accomplir quelque chose de différent, et qu'une vision commune fait défaut.

Ainsi, les chercheurs sont convaincus d'être la source de toute innovation et ne font aucun effort pour identifier les besoins des paysans, les vulgarisateurs regardent en direction de leurs supérieurs hiérarchiques au lieu de se mettre à l'écoute des paysans qui sont leurs clients, et ces derniers n'interviennent à aucun moment pour déterminer les programmes qui doivent affecter leur existence. En résumé, *la perspective AKIS révèle bon nombre de « dysfonctionnements » et met en lumière les interventions nécessaires*.

L'approche AKIS rend les choses visibles. C'est un instrument qui permet de focaliser sur la *différenciation* et l'*intégration* des tâches, sur les *liaisons* et la *communication* entre les acteurs, et sur les mécanismes de *coordination*. C'est un outil qui amène à adopter une perspective holistique et qui donne la capacité d'analyser les forces et les faiblesses du fonctionnement de l'ensemble du système.

En bref, l'approche AKIS constitue la base de la *gestion de l'innovation* parce que, en tant que perspective partagée par les acteurs, elle permet à ceux-ci de définir une *mission* collective, de s'accorder sur les voies et moyens d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble du système, ou du moins de s'accorder sur les causes des dysfonctionnements du système.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Ces bases théoriques ont conduit à l'élaboration d'un outil participatif qui permet aux acteurs du système d'appliquer *par eux-mêmes* cette perspective à des situations concrètes. Cet outil est appelé *diagnostic rapide des systèmes de connaissances agricoles* (Rapid Appraisal of Agricultural Knowledge Systems ou RAAKS).

QUESTIONS SOUMISES A LA REFLEXION

En conclusion, je soulèverai quelques questions qui revêtent une importance cruciale quant à l'évolution du rôle de la vulgarisation agricole en Afrique.

1. Comment mettre en place des systèmes de connaissances efficaces, associant tous les acteurs capables de créer les conditions essentielles pour l'innovation au niveau des exploitations? Il semble que des systèmes de ce type doivent être fortement décentralisés afin de tenir compte de la diversité locale. En ne limitant pas les conditions à la communication, mais y incluant d'autres éléments, l'on ouvre des perspectives plus réalistes pour amener les capacités de commercialisation et la privatisation à exercer un impact sur le développement agricole.
2. Comment combiner au mieux les capacités de recherche scientifique et les capacités d'expérimentation et savoirs locaux? Le développement participatif de technologie nécessite la décentralisation des chercheurs, et non leur concentration dans un petit nombre d'instituts centralisés.

La nature extrêmement diversifiée de l'agriculture africaine semble exiger un réseau décentralisé de groupes d'apprentissage paysans bénéficiant de l'appui de spécialistes des sciences appliquées, plutôt que le cadre rationalisé d'un « continuum science-pratique » servant de voie rapide pour le transfert des résultats de la recherche aux paysans.

3. Comment mobiliser les capacités africaines d'auto-organisation à des fins de développement? Les difficultés éprouvées à établir des ONG efficaces dans l'Afrique rurale semblent en contradiction avec la tradition des organisations communautaires et l'efficacité de celles-ci. Il apparaît essentiel de trouver les moyens de mobiliser plus efficacement ces capacités locales.
4. Compte tenu du fait que les organismes publics et les ONG présentent des forces et des avantages différents mais complémentaires, comment parvenir à combiner la capacité du gouvernement à créer des opportunités concrètes et la capacité des ONG à mobiliser, organiser, former et gérer des organisations locales? C'est-à-dire comment créer une force en combinant les talents des uns et des autres?
5. Comment intégrer l'interface collectif/écosystème dans les efforts visant à mettre en place des organisations locales? Le concept d'« aménagement du terroir » peut-il être efficacement mis en oeuvre par des organisations de développement locales?
6. Comment créer des capacités effectives pour faciliter les processus collectifs et la gestion des connaissances?
7. Comment exploiter la prédilection des ruraux africains pour le commerce au profit de la vulgarisation?

L'un des grands avantages du commerce est qu'il confère un pouvoir à l'acheteur. Par conséquent, si nous pouvons placer les agriculteurs en position d'acheteurs et les vulgarisateurs en position de

vendeurs, la prise en compte des besoins des clients s'en trouvera automatiquement améliorée. Il convient toutefois de veiller à ce que de telles modalités ne conduisent pas à la monopolisation de la vulgarisation par un petit nombre de paysans riches.

En outre, il importe de maintenir un certain degré de contrôle public sur la vulgarisation, car il est juste de poursuivre des objectifs nationaux, même si, localement, les paysans pensent différemment. L'une des approches envisageables consisterait à confier à des organisations paysannes locales le contrôle d'une partie des fonds publics destinés à la vulgarisation, en leur faisant assumer partiellement la responsabilité du paiement des salaires et de la gestion du budget de fonctionnement. Il en résulterait également une amélioration considérable de la rentabilité des investissements consacrés à la vulgarisation et à la recherche appliquée.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ascroft J.R., Röling N., Kariuki J., Wa Chege F. (1973). Extension and the Forgotten Farmer. Wageningen: Université agronomique de Wageningen. *Bulletin van de Afdelingen Sociale Wetenschappen* n° 37.
- Brouwers J. (1993). *Rural People's Knowledge and its Response to Declining Soil Fertility. The Adja Case (Benin)*. Wageningen: Université agronomique de Wageningen. Thèse de doctorat publiée, Wageningen Papers.
- Chambers R., Jiggins J. (1987). Agricultural Research for Resource-Poor Farmers. Part I: Transfer-of-Technology and Farming Systems Research. Part II: A Parsimonious Paradigm. *Agric. Administration and Extension*, 27:35-52 (Part I), 27:109-128 (Part II).
- Chambers R. (1991). To Make the Flip: Strategies for Working with Undervalued-Resource Agriculture. In: *ILEIA, Participatory Technology Development in Sustainable Agriculture*. Compilation d'articles de l'ILEIA. Leusden (Pays-Bas): ETC/ILEIA.
- Conway G.R. (1985). Agro-Ecosystem Analysis. *Agricultural Administration*, 20:31-55.
- Engel P. (1994). *Knowledge Management in Agriculture: A Fundamental Requirement for Sustainable Development*. Wageningen: Université agronomique de Wageningen. Thèse publiée.
- Engel P., Salomon M. (1993). *RAAKS Manual: Rapid Appraisal of Agricultural Knowledge Systems*. Wageningen: Université agronomique de Wageningen, Département de la science de la vulgarisation. Manuscrit non publié.
- Gubbels P. *Rôle des organisations paysannes dans la transformation de la pratique de la recherche et de la vulgarisation agricoles en Afrique de l'Ouest* (chapitre du présent ouvrage).
- Jiggins J., de Zeeuw H. (1992). Participatory Technology Development in Practice: Process and Methods. In: C. Reijntjes, B. Haverkort, A. Waters-Bayer *Farming for the Future: An Introduction to Low External Input Agriculture*. Londres: MacMillan; Leusden: ILEIA. pp. 135-162
- Moris J. (1991). *Extension Alternatives in Tropical Africa*. Londres: ODI, Agricultural Administration Unit, Occasional Paper 7.
- Röling N., de Zeeuw H. (1983). *Improving the Quality of Rural Poverty Alleviation*. Rapport du groupe de travail « The small farmer and development cooperation ». Wageningen: IAC.
- Röling N. (1988). *Extension Science. Information Systems in Agricultural Development*. Cambridge: CUP.
- Röling N. (1990). The Agricultural Research-Technology Transfer Interface: A Knowledge System Perspective. Chapitre 1 In: *Making the Link. Agricultural Research and Technology Transfer in Developing Countries*. D. Kaimowitz, Ed. (1990). Boulder (Co): Westview Press, Special Studies in Agricultural Science and Technology, pp. 1-42.
- Röling N. (1992). Emergence of Knowledge Systems Thinking: The Changing Perception of the Relationship Between Innovation, Knowledge Process, and Configuration in the Search for an Effective Diagnostic Framework. *Knowledge and Policy*, automne 1992, vol. 5 (1):42-64.
- Röling N. (1994). Platforms for Decision Making About Ecosystems. Exposé introductif à la conférence organisée pour le 75^e anniversaire de l'Université agronomique de Wageningen. A paraître in:

- L.O.F. Fresco *et al.* (éds.) *Future of the Land: Mobilising and Integrating Knowledge for Land Use Options*. Chicester: John Wiley and Sons.
- Uphoff N. (1992). *Learning from Gal Oya. Possibilities for Participatory Development and Post-Newtonian Social Science*. Ithaca: Cornell University Press.
- Venkatesan V. *Expérience du système de formation et visites (T&V) de la Banque mondiale en Afrique: perspectives pour l'avenir* (chapitre du présent ouvrage).
- Von der Lühe N. (1990). *Transfer of Technology or Barter Trade. Rural Extension Service in the Atlantique Province of Benin as a Market for Negotiating Resources*. Communication à l'atelier sur la vulgarisation, 14^e congrès de la Société européenne de sociologie rurale. Giessen, 16-20 juillet 1990. Chapitre d'une thèse de doctorat préparée à l'Université de Stuttgart Hohenheim.

LE ROLE DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION DANS LA VULGARISATION AGRICOLE

Djibril SENE
Assemblée nationale
B.P. 86 Dakar, Sénégal

***Résumé:** Après avoir retracé l'évolution des thèmes de recherche depuis 1961 qui sont allés des thèmes simples vers des thèmes sur les systèmes de production au Sénégal, on aborde l'évolution des systèmes de vulgarisation en insistant sur la situation actuelle qui fait une place importante à la méthode formation et visite. Dans l'analyse des relations entre recherche et formation-vulgarisation-producteur, on met l'accent sur la nécessité de considérer le producteur rural comme le partenaire principal et de prendre en compte son savoir et son savoir-faire dans toute politique convenable de recherche et vulgarisation afin de construire un système fiable de connaissance et d'information agricoles. Les organisations paysannes doivent jouer un rôle déterminant dans la mise en oeuvre d'une politique de promotion du monde rural efficace. La clé de succès demeure la rencontre fréquente entre chercheurs, vulgarisateurs et producteurs qui doivent ensemble analyser les problèmes, définir les priorités de recherche et les thèmes de vulgarisation, et en évaluer l'impact.*

INTRODUCTION ET CONSIDERATIONS GENERALES

Depuis deux millions d'années qu'il est sur la terre, l'homme s'est surtout consacré à la chasse et à la cueillette. Ce n'est qu'au cours des 10 000 dernières années qu'il s'est adonné à l'agriculture. Dans les sociétés humaines modernes, le taux de la population active vivant de l'agriculture s'est progressivement réduit selon le niveau de développement. Ce taux dépasse rarement 8% dans les pays fortement industrialisés alors qu'il représente plus de 60% dans de nombreux pays en développement.

La recherche agricole est relativement récente dans son organisation et sa systématisation; elle date d'environ un siècle (70 ans en Afrique francophone). Les progrès les plus importants de l'agriculture se sont manifestés depuis une cinquantaine d'années avec la diffusion des intrants, des semences sélectionnées et l'éclosion de la motorisation.

Des rendements très élevés aux environs de 100 quintaux sont courants dans les agricultures très évoluées et la surproduction qui en résulte, oblige les états concernés à prendre des mesures de mise en jachère de terres pour éviter l'effondrement des cours et la constitution coûteuse de stocks importants.

Les biotechnologies végétales laissent entrevoir des perspectives révolutionnaires en matière variétale et déjà des variétés transgénétiques vont être diffusées. Parallèlement au boom technologique sans précédent, nous avons assisté à une dégradation de l'environnement physique et biologique, ce qui oblige à revoir les systèmes de production et impose de mettre l'accent sur la durabilité de l'agriculture.

L'écart technologique est si énorme entre l'agriculteur ouest européen ou nord américain qui travaille sur ordinateur et le paysan sahélien analphabète, qu'il nous semble difficile de traiter globalement des relations recherche-formation-vulgarisation.

Nous limiterons donc notre réflexion au cas des pays africains sub-sahariens en nous appuyant, principalement, sur la situation sénégalaise. Dans l'analyse ci-dessous, j'évoque souvent « recherche agricole » plutôt que « recherche et formation agricoles ». Cela est lié à l'expérience personnelle vécue au Sénégal où la recherche agricole s'effectue dans des institutions séparées de celles de formation, même si certains chercheurs donnent des cours dans certains établissements.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Il convient cependant de souligner que la finalité de toute connaissance scientifique, fruit de la recherche, est d'être transformée en information, en vue d'être diffusée et utilisée.

C'est dire que, pour que la recherche joue pleinement son rôle de moteur du développement, il est indispensable que le chercheur, détenteur de connaissances, puisse participer directement à la formation des vulgarisateurs et des producteurs.

En outre, j'ai regroupé certaines rubriques par souci d'une plus grande cohérence. Il en résulte que je traiterai successivement des chapitres suivants:

- Rappel succinct de l'évolution des thèmes de la recherche agricole au Sénégal
- Rappel succinct de l'évolution du système de vulgarisation agricole au Sénégal
- L'avènement du Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) au Sénégal
- Evolution des liens entre la recherche et la vulgarisation - participation de la recherche aux activités de vulgarisation
- Rôle des agriculteurs dans la recherche et formation agricoles - Amélioration de la participation des producteurs
- Contraintes et possibilités pour renforcer les relations entre les producteurs, les chercheurs et les vulgarisateurs
- Commentaires et conclusions.

RAPPEL SUCCINCT DE L'EVOLUTION DES THEMES DE LA RECHERCHE AGRICOLE AU SENEGAL

Le premier noyau de la recherche agricole sénégalaise a été créé en 1921, au Centre National de Recherche Agronomique de Bambey. La recherche était surtout orientée vers l'arachide dans un premier temps, puis elle a embrassé les cultures vivrières à partir de 1935, et ensuite les productions animales. La recherche a d'abord été thématique: variété sélectionnée, fertilisation minérale et organique, techniques culturales, matériels de culture et de récolte et santé animale (vaccins).

Dans les années 60, elle s'est attaquée aux systèmes d'exploitation, en station (combinaison des facteurs au niveau de l'exploitation en prenant en compte l'équipement, la main-d'oeuvre et la superficie). L'expérimentation multilocale dans des structures gérées par la recherche a été développée sur une base thématique, d'abord.

A partir de 1969, la recherche agricole a senti la nécessité de tester, en milieu paysan, les systèmes de production en vue d'étudier toutes les contraintes socio-économiques liées à l'évolution des systèmes de production.

Les années 70 sont celles de l'intensification. Depuis, on a assisté au développement de la recherche systémique dans toutes les zones agro-écologiques avec un accent particulier mis sur la pérennité de l'agriculture dans le cadre de la lutte contre la désertification.

Les problèmes économiques (coût de production, commercialisation et transformation des produits) sont, en outre, davantage pris en considération, eu égard à l'arrêt des subventions pour les intrants à partir de 1981.

RAPPEL SUCCINCT DE L'EVOLUTION DU SYSTEME DE VULGARISATION AGRICOLE AU SENEGAL

Jusqu'en 1964, la vulgarisation agricole des thèmes techniques est du ressort des services d'Agriculture, d'Elevage et des Eaux et Forêts. Les demandes de semences, de matériels, d'engrais, de pesticides se font par l'intermédiaire des organisations paysannes (coopératives, groupements de producteurs) avec l'assistance des agents de coopération et l'appui des organismes d'assistance au monde rural (banques, établissements chargés d'acquérir et de distribuer les intrants).

Les thèmes techniques vulgarisés sont simples: semis à bonne date, variété sélectionnée, sarco-binages réguliers, faibles doses d'engrais, fongicides, récolte, battage, etc... L'arachide est privilégiée parmi toutes les cultures, car c'est la culture de rente. De 1965 à 1980, on a mis en place des sociétés d'intervention (spécialisées dans une production déterminée, végétale ou animale). L'ensemble de ces sociétés emploient plus de 10 000 agents.

Les distributions annuelles de matériels et d'intrants sont importantes et ont parfois atteint 100 000 t d'engrais, 150 000 de semences d'arachide, 100 000 unités de matériels de culture attelée (bovine surtout).

Des thèmes intensifs, tels que les labours avec fortes doses d'engrais, sont de plus en plus vulgarisés. A partir de 1981, on assiste à un désengagement de l'Etat qui ne subventionne plus les intrants, et réduit fortement les crédits à la production (c'est l'arrêt du programme agricole).

Le système d'encadrement est alors allégé (déflation des sociétés d'encadrement et suppression de certaines d'entre elles). Concomitamment, la responsabilisation des producteurs est renforcée et ceux-ci sont organisés en groupements de producteurs. Les ONG jouent alors un rôle de plus en plus important dans la vulgarisation.

L'AVENEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE VULGARISATION AGRICOLE (PNVA) AU SENEGAL

De l'expérience sénégalaise dans les domaines de la recherche agricole, de la liaison recherche-vulgarisation et de la vulgarisation, jusqu'en 1985, il ressort:

- En matière de recherche, les logiques des producteurs ruraux ont été de mieux en mieux appréhendées et des innovations majeures mises au point:

creation variétale (arachide, céréales, niébé), techniques culturales pour les diverses espèces, variétés locales et introduites d'essences forestières adaptées aux différentes zones agro-écologiques, pathologie animale (mise au point, production et diffusion de vaccins divers).

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- L'effort de pré vulgarisation de ces acquis à travers le réseau d'expérimentation multilocale déployé en collaboration avec le développement, n'a malheureusement pas eu le temps de produire les résultats escomptés, ce réseau ayant été suspendu en 1985.
- Les liens recherche-vulgarisation sont demeurés insuffisants, rendant difficile la mise au point d'un programme de recherche adaptée, basé sur des diagnostics faits avec les agriculteurs et les agents de vulgarisation. Il s'y ajoute les obstacles nés des péjorations successives des conditions climatiques et des effets de la crise économique.
- Le manque de cohérence dans les stratégies de diffusion des innovations technologiques du fait de l'éclatement de la fonction vulgarisation entre plusieurs intervenants (Sociétés régionales de développement, ONG) oeuvrant de façon indépendante et dont les orientations étaient empreintes des sensibilités des différents bailleurs de fonds.
- La diversité des méthodes d'intervention favorisée par l'absence d'une orientation claire de la vulgarisation agricole, entraîne une dispersion des efforts et des moyens. L'insuffisance des moyens et le manque d'harmonisation en vision à long terme et en méthodologie adaptée en matière de vulgarisation induisirent un malaise sur le terrain.

C'est pour toutes ces raisons que des réformes de la vulgarisation ont été opérées en 1987, qui ont abouti à la mise en oeuvre d'un Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) dont l'objectif majeur est d'encourager la génération de technologies adaptées aux besoins des agriculteurs et d'harmoniser les approches en matière de vulgarisation en amenant les différents partenaires à intervenir sur une même base conceptuelle.

Le PNVA vise à:

- Harmoniser, à moyen et long termes, les méthodes et les approches de la vulgarisation de manière à garantir plus de cohérence à la mission et à en tirer la meilleure efficacité sur le terrain; ceci grâce à un échange permanent d'expériences entre différentes structures d'intervention en milieu rural.
- Contribuer à assurer la formation continue des différents acteurs intervenant dans le processus de vulgarisation en vue d'améliorer leur efficacité et de rendre plus performant le dispositif de vulgarisation.
- Renforcer les liens entre la recherche et la vulgarisation en améliorant la coordination entre la recherche et les structures opérationnelles responsables de la mise en oeuvre des activités sur le terrain. Ce renforcement concerne la planification et la gestion des programmes de recherche-développement, la formation des agents de vulgarisation ainsi que l'évaluation ex post conjointe de ces programmes par les chercheurs et les agents de vulgarisation.
- Contribuer à assurer la formation de formateurs d'alphabétisation fonctionnelle, par le biais de structures appropriées.
- Assurer une meilleure intégration des femmes et des jeunes dans ses activités.

Le PNVA est basé sur la méthode formation et visite (T&V). Le PNVA intervient actuellement dans les 10 régions administratives du Sénégal, avec un dispositif de 530 agents, comprenant 385 agents de vulgarisation de base (AVB) et 41 techniciens spécialisés (TS), les 104 autres s'occupant de supervision et de coordination.

Les AVB sont les éléments de base du dispositif qui travaillent avec les groupes de contact (GC) de paysans; chaque groupe de contact est constitué de 8 à 12 membres et chaque AVB opère avec 16 à 24 groupes de contact. Les techniciens spécialisés sont chargés du diagnostic, de la formation, du suivi technique des AVB, ainsi que des tests en milieu paysan, en relation avec les chercheurs.

EVOLUTION DES LIENS ENTRE LA RECHERCHE ET LA VULGARISATION: PARTICIPATION DE LA RECHERCHE AUX ACTIVITES DE VULGARISATION

Dans un premier temps, la liaison entre recherche et vulgarisation se faisant à travers des réunions pendant lesquelles les chercheurs présentaient les résultats obtenus et les propositions de thèmes à vulgariser, tandis que les vulgarisateurs faisaient état des problèmes techniques rencontrés.

Le programme d'expérimentation multilocale élaboré par la recherche, était mis en place par des agents de la vulgarisation dépendant directement des services de vulgarisation. Les essais multilocaux étaient installés en milieu paysan. Les champs de démonstration (engrais, variétés, techniques culturales), sont conçus et implantés par la vulgarisation en milieu paysan.

Devant la difficulté de maîtriser l'expérimentation multilocale en milieu paysan (destruction par action des animaux en divagation, vols, etc), la recherche a créé ses propres points d'appui pour l'expérimentation multilocale gérés directement par elle, soit par l'intermédiaire de ses propres agents, soit par des agents de vulgarisation mis à sa disposition.

Ces structures d'appui de la recherche permettaient en outre de sécuriser les essais pluriannuels devant s'échelonner sur une période de 4 à 5 ans, voire plus.

Des visites séparées ou conjointes recherche-vulgarisation sont effectuées sur les points d'expérimentation sur les points d'expérimentation multilocale. L'expérimentation multilocale a d'abord porté sur des thèmes simples, puis plus compliqués (lourds), ensuite sur les structures d'exploitation et enfin sur les systèmes de production.

Au début, les agents des services de vulgarisation constituaient un écran entre paysans et chercheurs; par la suite, les contacts entre chercheurs et paysans sont devenus plus directs et plus libres, notamment à travers les « unités expérimentales ». Ces contacts directs chercheurs-paysans ont permis de mieux appréhender les contraintes techniques et socio-économiques auxquelles sont confrontés les producteurs.

La recherche d'accompagnement, associée aux différents projets de développement gérés par les sociétés d'encadrement, a été l'occasion de rencontres fructueuses sur le terrain entre chercheurs et vulgarisateurs et a été un stimulant pour amener les chercheurs à une conception plus réaliste des choses.

Parallèlement, la recherche agricole fait beaucoup d'effort pour une présentation de ses acquis à travers des brochures conçues et publiées par la cellule de valorisation des résultats de la recherche, des journées portes ouvertes et des émissions radio-télévisées. Le système « formation et visites » s'est révélé une méthode pertinente pour rendre fructueuse la collaboration entre recherche, vulgarisation et producteurs.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Le renforcement des liens entre recherche et vulgarisation est largement facilité par la création de comités techniques conjoints recherche-développement, tant au niveau national que dans chaque zone agro-écologique.

Ces comités sont chargés d'analyser les résultats des programmes de recherche, le taux d'adoption des recommandations de la campagne précédente et de définir le programme de recherche de l'année suivante.

Dans le même temps, les responsabilités opérationnelles et financières respectives de la recherche agricole, des agents d'exécution et de la Direction du Programme National de Vulgarisation (PNVA), sont clarifiées. Agents de vulgarisation, chercheurs et producteurs effectuent des tournées communes et régulières sur le terrain dont les conclusions servent à concentrer les efforts sur les problèmes prioritaires rencontrés.

Le financement des programmes de recherche ainsi définis ensemble et des tournées communes est assuré par le PNVA qui contribue ainsi, de façon efficace, à améliorer la participation de la recherche aux activités de vulgarisation.

L'implication directe et conjointe des acteurs recherche-vulgarisation-producteurs limite les dérapages et facilite la mise au point et la diffusion de solutions appropriées aux différents problèmes qui se posent.

Notons que les obstacles au progrès agricoles ne sont pas uniquement techniques. Ils sont surtout sociologiques, économiques et politiques. Seul un dialogue permanent entre chercheurs, vulgarisateurs et producteurs permet de les atténuer, voire de les supprimer.

L'approche du monde rural devient alors plus global, permet d'orienter les recherches vers les problèmes prioritaires des agriculteurs et fait participer activement les chercheurs, avec les agents de vulgarisation, au processus de Diagnostic - Expérimentation - Diffusion - Evaluation.

La formation est stimulée sur toute la chaîne recherche-vulgarisation-producteurs:

- Les chercheurs apprennent beaucoup par le contact avec les vulgarisateurs et les producteurs.
- Les chercheurs participent à la formation et ou recyclage des techniciens spécialisés en vulgarisation. Ceux-ci assurent le recyclage et la formation permanente des agents de vulgarisation de base, lesquels encadrent directement les producteurs par l'intermédiaire des groupes de contacts d'agriculteurs.

La formation des agriculteurs est organisée autour des parcelles de démonstration qui constituent le lieu privilégié d'application des recommandations. L'appropriation rapide et massive d'une recommandation est fortement liée à sa pertinence, sa simplicité, son adéquation avec les moyens disponibles chez le producteur, son observabilité par le plus grand nombre d'agriculteurs, aux avantages qu'elle procure.

La formation des agents de vulgarisation et des producteurs est continue et régulière. Pour les agents de vulgarisation elle comprend des recyclages périodiques de mise à niveau, des modules spécifiques, des sessions de quinzaine et des ateliers mensuels.

ROLE DES AGRICULTEURS DANS LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES: AMELIORATION DE LA PARTICIPATION DES PRODUCTEURS

Les agriculteurs locaux sont détenteurs de technologies appropriées forgées au cours des siècles et résultant de leur propres recherches et des innovations introduites. Les agriculteurs ont toujours fait de la sélection massale, connaissant très bien les interactions variétés-milieu écologique, identifient les espèces fourragères et les plantes médicinales, possèdent des connaissances rudimentaires en pathologies animales, maîtrisent correctement leurs systèmes de production qui sont en général conservateurs de la fertilité du sol (cultures associées, culture extensive de l'arachide sur terres pauvres).

Toutefois, les agriculteurs n'acceptent de transmettre leurs connaissances qu'aux humbles et aux patients qui ne les méprisent pas. Les chercheurs et les vulgarisateurs gagneraient beaucoup à s'imprégner des technologies traditionnelles avant de proposer des innovations. Par sa connaissance du milieu et des technologies traditionnelles, l'agriculteur peut contribuer à la formation du vulgarisateur et du chercheur s'il est mis en conditions psychologiques de le faire. Il revient à la vulgarisation d'organiser et de stimuler les échanges dans tous les sens.

Les innovations proposées aux agriculteurs doivent prendre en considération l'expérience des agriculteurs. Avant de s'approprier une technologie, l'agriculteur y apporte presque toujours des modifications résultant de son niveau technique et des contraintes socio-économiques vécues.

Combien de technologies issues de stations de recherche ont été purement et simplement rejetées par l'agriculteur parce qu'il ne répondant pas à ses préoccupations (sorgho-engrais vert, labour de fin de cycle dans les zones Nord et Centre du Sénégal)?

C'est dire que le processus d'innovation est permanent bien que parfois diffus, chez l'agriculteur. C'est pourquoi les rencontres fréquentes sur le terrain entre chercheurs, vulgarisateurs et producteurs favorisent la communication sociale et l'interaction, induisent une complicité entre ces acteurs et sont facteurs de progrès.

Tout système de vulgarisation qui ne les privilégie pas, manquera de pertinence et d'efficacité. La vulgarisation se fera un devoir de procurer les moyens logistiques et financiers pour organiser de telles rencontres sur le terrain.

La formation continue de l'agriculture élève le niveau technique, améliore les capacités d'analyse et de synthèse, stimule l'esprit critique de celui-ci et facilite le dialogue avec lui. L'alphabétisation fonctionnelle dans ce cadre peut servir de support essentiel.

L'expérience montre que les capacités de progrès des agriculteurs dépendent de leur niveau de culture générale. Il convient de souligner que la formation des producteurs ruraux ne doit plus être conçue seulement de façon verticale et descendante. Il faut concevoir des flux d'échanges d'informations ascendants et descendants entre les trois catégories d'acteurs que sont chercheurs, vulgarisateurs et producteurs.

En outre les échanges horizontaux entre groupes de producteurs sont très bénéfiques et plus efficaces du fait des niveaux comparables de perception des choses chez les acteurs. Ils sont moins frustrants et plus interactifs, donc plus enrichissants. La vulgarisation se doit de promouvoir les visites-échanges entre groupes de producteurs en prévoyant les moyens logistiques nécessaires. C'est une forme de participation des agriculteurs à la formation de leurs homologues qui mérite une attention soutenue.

CONTRAINTES ET POSSIBILITES POUR RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LES PRODUCTEURS, LES CHERCHEURS ET LES VULGARISATEURS

Les contraintes majeures dans les relations entre les acteurs du développement rural que sont les chercheurs, les vulgarisateurs et les producteurs sont avant tout culturelles du fait du niveau de formation très différent des uns et des autres. Cela exige des uns et des autres beaucoup d'humilité et de patience ainsi qu'une grande ouverture d'esprit permettant de franchir les barrières psychologiques pour assurer une communication sociale suivie et fructueuse entre les acteurs en vue d'une adaptation constante à des situations changeantes.

Le rôle de la formation pour l'atténuation des différences culturelles et la facilitation des échanges d'informations est capital. Chacun a à apprendre de l'autre.

Les sessions et ateliers de formation sont des occasions de créer et de développer une synergie et une complicité entre les acteurs, le but ultime de cette formation étant d'élever le niveau de professionnalisme du producteur rural afin de le responsabiliser davantage, de le rendre plus autonome dans la prise des décisions concernant la gestion de ses activités rurales. C'est dire toute l'importance de la sociologie.

Les contacts fréquents entre les acteurs, qui sous-tendent toutes les actions d'échanges d'informations et de transferts de technologies, nécessitent des moyens logistiques, des matériels didactiques, des ressources pour le fonctionnement. Ces moyens constituent la deuxième catégorie de contraintes.

Il revient aux bailleurs de fonds publics et privés de fournir à la vulgarisation les supports financiers suffisants pour lui permettre de jouer son rôle de catalyseur. La rareté de plus en plus marquée de ces derniers en ces temps de crise économique, doit inciter à davantage d'imagination et de créativité ainsi que de sens de l'organisation afin de réduire les coûts d'intervention. Le système de vulgarisation ne doit pas être statique mais il doit constamment être révisé et adapté aux contraintes socio-économiques et aux ressources disponibles.

Des conditions écologiques défavorables peuvent constituer des facteurs dirimants qui réduisent au néant les améliorations de productivité devant résulter de l'application des innovations proposées, entraînant alors le découragement des agents et des producteurs.

Il est difficile de maîtriser les conditions écologiques, singulièrement en agriculture pluviale, mais il s'avère indispensable de sensibiliser les producteurs sur l'importance des écosystèmes et sur la nécessité de conduire des actions tendant à freiner la dégradation de ceux-ci ou à les améliorer, notamment en luttant contre le déboisement et en multipliant les opérations de reboisement.

Indirectement, toute politique d'économie d'énergie ou de promotion, en milieu rural, de sources d'énergie autres que le bois peut se révéler bénéfique pour la vulgarisation. En tout état de cause, cela permet de maintenir le potentiel de production de l'écosystème.

Par ailleurs, le producteur rural ne peut s'approprier une technologie que dans la mesure où il peut y accéder, eu égard à ses moyens.

La politique agricole conditionne les coûts des facteurs, les systèmes de commercialisation, l'approvisionnement du monde rural, l'écoulement, la conservation et la transformation des produits agricoles; c'est un facteur essentiel de développement des diverses productions rurales; elle détermine en conséquence les chances de succès de la vulgarisation et a des incidences sur les relations entre chercheurs, vulgarisateurs, et producteurs.

Toute politique agricole qui n'arrive pas à motiver le producteur rural par un accroissement de son revenu ne peut engendrer que des résultats aléatoires. C'est le rôle de l'Etat de définir et de soutenir une politique agricole adéquate, ce qui n'est pas toujours facile dans nombre de pays africains sub-sahariens en raison principalement de l'étroitesse des marchés et de l'inégalité des termes de l'échange, d'où la nécessité de s'orienter vers l'intégration sous-régionale ou régionale des économies.

COMMENTAIRES ET CONCLUSIONS

L'analyse rapide que nous venons de faire dans le cas du Sénégal, de l'évolution de la recherche agricole dans ses thèmes, de la vulgarisation agricole dans ses méthodes et son organisation a montré une adaptation constante des deux systèmes aux conditions écologiques, socio-économiques, culturelles et financières.

L'évolution convergente des deux systèmes (ce qui implique leur coexistence) en un système tripartite (recherche-vulgarisation-producteurs), a tendu constamment à créer une synergie interactive entre les acteurs que sont les chercheurs, les vulgarisateurs et les producteurs, grâce à des rencontres fréquentes qui permettent d'intensifier la communication sociale et engendrent une complicité agissante dans l'analyse des problèmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des solutions les plus appropriées et l'évaluation des résultats obtenus.

Tous les acteurs sont dynamiques et sont, à partir de leurs connaissances de base, émetteurs et receveurs des informations (cognitions), résultant de ces dernières.

La formation concrète et pratique de tous les acteurs, dans le double sens vertical, ascendant, et descendant et dans le sens horizontal (entre producteurs, par exemple), demeure le moteur de l'ensemble.

La clé de celui-ci est le contact simultané entre les trois catégories d'acteurs. Autant le système tripartite varie dans le temps pour un même pays, autant, dans l'espace, il diffère d'un pays à l'autre au même moment. Ce qui est essentiel, c'est que le système tripartite tende à élever le niveau culturel du producteur et le rende autonome dans sa capacité de prise de décision.

Les méthodes traditionnelles et celles basées sur la formation et les visites constituent-elles une panacée? Il peut paraître réducteur de se passer des méthodes les plus modernes de communication sociale. C'est pourquoi il nous semble judicieux d'approfondir les possibilités d'utilisation des méthodes audiovisuelles dans la vulgarisation. L'enseignement multimédia pourrait trouver un champ d'application dans la vulgarisation agricole. En outre l'alphabétisation fonctionnelle mérite une attention plus soutenue.

Enfin, rien ne doit être négligé pour rendre l'agriculture de l'Afrique sub-saharienne plus productive, plus compétitive et plus durable afin de permettre à l'Afrique de se nourrir convenablement, de développer son industrie sur une base saine, de peser davantage sur les échanges internationaux, dans le cadre d'une intégration, bien comprise, des économies africaines.

Dans l'élaboration et la mise en oeuvre de toute politique de vulgarisation agricole, donc de promotion du progrès agricole, il est fondamental d'avoir conscience qu'en agriculture:

- Il n'y a jamais de solution passe-partout; chacun doit inventer localement les solutions les plus appropriées aux problèmes rencontrés.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- Aucune situation n'est acquise définitivement; il faut toujours s'améliorer et améliorer.

C'est en conséquence:

- Affirmer la nécessité de la recherche permanente et inlassable de l'optimum à tous les niveaux (chercheurs, vulgarisateurs, producteurs) et localement conduite.
- Souligner le rôle essentiel du dialogue, de la communication sociale entre acteurs d'un même pays et entre acteurs de pays différents, comme c'est l'objet du présent atelier.

LA LIAISON ENTRE LA RECHERCHE ET SES PARTENAIRES EN AFRIQUE: BREF APERCU DES EFFORTS DE L'ISNAR EN VUE DE LEUR RENFORCEMENT

Thomas EPONOU

International Service for National Agricultural Research (ISNAR)

P.O. Box 93375, 2509 AJ-The Hague

The Netherlands

Résumé: Depuis 1987, l'ISNAR, un des instituts internationaux de recherche du Group Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale, a consacré beaucoup de ressources à l'amélioration de la liaison entre la recherche, les services de vulgarisation, les paysans et leurs organisations. Après une brève présentation de l'ISNAR, l'auteur passe en revue les trois études qui ont été menées dans ce cadre, et les activités futures. Il résume les principaux résultats des études en insistant sur quatre aspects: Le besoin d'adopter une approche globale, la définition d'une stratégie appropriée de liaison, le choix des mécanismes de liaison, la gestion de la liaison. Enfin, il souligne trois conditions fondamentales pour le renforcement de cette liaison.

INTRODUCTION

La médiocrité de l'état de la liaison entre la recherche et ses partenaires, notamment les services de vulgarisation et les paysans est un fait reconnu (Eponou 1993, Ekpere and Idowu 1990, Williams *et al.* 1988). Il est aussi admis que c'est là une des principales causes de l'inefficacité des systèmes de technologies agricoles en Afrique, situation que même l'investissement de sommes considérables dans la génération et le transfert de technologies ne peut redresser.

Bien qu'encore très peu discuté il y a quelques années, il ne se tient plus un seul séminaire ni atelier sur le développement agricole sans que le problème de la liaison ne soit évoqué. Il est également reconnu que si cette liaison n'est pas améliorée, on ne peut s'attendre à aucun progrès significatif susceptible de donner aux paysans - surtout les plus démunis - un accès à des technologies améliorées ou mieux adaptées à leurs besoins.

Le Service International pour la Recherche Agricole Nationale (ISNAR) est l'une des structures qui, depuis quelques années, consacrent beaucoup d'énergie et de ressources à la résolution de ce problème. L'objet de cette note est de résumer brièvement les activités réalisées et celles qui sont en cours ou projetées. Pour comprendre pourquoi l'ISNAR consacre tant d'énergie au renforcement de la liaison entre la recherche et ses partenaires, il est peut-être important de situer sa place dans le processus du développement de la recherche en Afrique.

L'ISNAR: SA MISSION ET SON ORGANISATION

L'ISNAR est l'un des centres internationaux de recherches agricoles (CIRAs) du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI). Il a pour mission de renforcer les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRAs) en les aidant à mettre en place et à gérer de façon efficace et efficiente, leurs politiques, leurs organisations, et leurs programmes de recherche dans le but d'atteindre leurs objectifs, à savoir, générer et transférer des technologies pertinentes aux producteurs. Quoiqu'il ait un mandat mondial, l'ISNAR consacre 40% de ses ressources à l'Afrique sub-saharienne et il est intervenu d'une façon ou d'une autre dans presque tous les pays de la région.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Pour réaliser sa mission, l'ISNAR a mis en place trois programmes qui interviennent chacun à un niveau critique du système: Politiques et Stratégies de Recherche du Système, Gestion des Organisations et Ressources, et Conception et Gestion des Programmes de Recherche. Deux services - Collaboration avec les SNRAs et Formation d'une part, et Gestion du Système d'Information, d'autre part - apportent leur appui aux programmes afin que ceux-ci identifient au mieux les besoins des pays et y répondent de façon efficace et pertinente.

C'est le programme « Conception et Gestion des Programmes de Recherche », dont l'objectif est d'aider à mettre en place et à exécuter des programmes de recherche pertinents et de qualité, qui est responsable des activités portant sur la liaison entre la recherche et ses partenaires. Les composantes principales de ce programme sont (ISNAR 1992):

- L'organisation des programmes de recherche.
- La formulation des programmes, l'établissement des priorités et la budgétisation.
- Les relations avec les sources extérieures de connaissances et les technologies nouvelles.
- La gestion de l'information scientifique.
- La liaison entre la recherche, le développement de technologies et les utilisateurs.
- L'évaluation et le suivi de la recherche.

A noter que pour assurer la qualité de la recherche, le personnel de ce programme se penche aussi sur la liaison entre la recherche et les « autres sources de connaissances », notamment les structures de formation, la recherche privée et les CIRAs.

LES ACTIVITES PORTANT SUR LA LIAISON ENTRE LA RECHERCHE ET LES UTILISATEURS DE TECHNOLOGIES

Le renforcement de la liaison entre la recherche et ses partenaires a toujours fait l'objet de préoccupation à l'ISNAR et figurait déjà dans sa première stratégie comme l'un des douze facteurs critiques sur lesquels il faut agir. A partir de 1986, sous la poussée des responsables nationaux de recherche et des donateurs, il s'est vu accorder un statut prioritaire.

ACTIVITES EN COURS D'EXECUTION OU ACCOMPLIES

Trois études spécifiques ont été menées par l'ISNAR sur le thème depuis 1986; il s'agit de:

- La Liaison entre la Recherche et le Transfert de Technologie (RTTL)
- La Recherche en Milieu Réel Axée sur l'Utilisateur (OFCOR) et
- La Liaison entre la Recherche et les Organisations Paysannes.

Les objectifs spécifiques pour chacun de ces études ont été:

- D'analyser et de comprendre la situation existante.
- De formuler des directives qui devraient permettre aux responsables du système de technologies de mettre en place et gérer de façon plus efficace la liaison.
- De mettre au point des approches et instruments de diagnostic du système en vue d'identifier et résoudre les problèmes de liaison auxquels il pourrait être confronté et
- De développer des modules de formation pour l'usage de l'ISNAR et des SNRAs.

Les études ont toutes les trois été exécutées à partir de l'analyse de cas réels choisis en fonction des différentes situations qu'ils représentaient. Elles ont donné lieu à des collaborations intensives avec les chercheurs nationaux, ce qui a permis de développer une expertise interne dans les SNRAs concernés. L'ISNAR a aussi fait appel à des spécialistes et sommités des institutions du nord et du sud qui s'intéressent au sujet et qui ont apporté leur appui comme chercheurs ou comme membres du comité de pilotage en vue de garantir la qualité des résultats.

LA LIAISON ENTRE LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (RTTL)

Cette étude a été faite à la demande explicite des responsables nationaux de recherche exprimée au cours d'un séminaire organisé par l'ISNAR en 1986 et auquel participait une trentaine d'entre eux. Ils avaient identifié la liaison entre la recherche et les services chargés du transfert de technologies comme un des facteurs fondamentaux qui expliquent la faible performance de leurs systèmes de recherche.

En réponse à leur requête, l'ISNAR a en 1987 entrepris l'étude avec les objectifs d'identifier et d'analyser les facteurs qui influencent la qualité de la liaison, d'en tirer des leçons et de formuler des recommandations pour les responsables nationaux de recherche. L'ISNAR a fait l'étude en collaboration avec des chercheurs nationaux des sept pays sélectionnés, et a aussi fait appel à des sommités mondiales dans le domaine pour l'aider à bien mener cette étude. Trois pays africains, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et la Tanzanie, faisaient partie des sept pays et deux ou trois études de cas ont été menées dans chacun des pays. Ont également participé, des pays d'Asie et de l'Amérique Latine.

Les résultats de cette étude sont disponibles et ont été largement diffusés à travers plusieurs séries de publications (Eponou 1993). Ils ont été présentés à des conférences, séminaires et ateliers et ont été incorporés dans l'assistance que l'ISNAR fournit aux SNRAs. Afin de multiplier les retombées de cette étude, l'ISNAR élabore actuellement des modules de formation qu'il mettra à la disposition des SNRAs et d'autres demandeurs potentiels.

OFCOR

L'étude OFCOR, initiée en 1986, répondait aussi à un problème urgent rencontré par la plupart des systèmes nationaux qui avaient ajouté une composante « Recherche en milieu réel » à leurs programmes. Il leur importait, en effet, d'institutionnaliser de cette approche que beaucoup de ces systèmes

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

considéraient comme l'instrument de liaison par excellence entre la recherche et ses partenaires. OFCOR visait à fournir aux responsables de la recherche des recommandations quant à la mise en place, l'organisation et la gestion de programmes de recherche en milieu réel efficaces et pertinents. Une des composantes importantes de cette étude était la liaison entre ces programmes et la recherche en station et entre la recherche et les paysans.

Comme le projet RTTL, cette étude a aussi été faite en collaboration avec des chercheurs des systèmes nationaux et s'est appuyée sur le pilotage par certains des meilleurs pratiquants de l'approche. Le Sénégal, la Zambie, et le Zimbabwe étaient les trois pays africains parmi les neuf couverts par l'étude.

Les résultats sont disponibles et ont été disséminés à travers des publications, des séminaires et ateliers (Merrill-Sands *et al.* 1989). Des modules de formation en ont été tirés et certains de ces modules, comme ceux de RTTL, ont été utilisés dans certains cours tels que la Formation à la Recherche sur les Systèmes de production de l'ICRA, donnée chaque année à Wageningen aux Pays-Bas et à Montpellier en France. Une assistance directe a aussi été donnée à la requête de certains pays pour renforcer leurs programmes de recherche en milieu réel.

LA LIAISON ENTRE LA RECHERCHE ET LES ORGANISATIONS PAYSANNES

Cette dernière étude, encore en cours, a été induite par les leçons tirées des deux premières études, notamment la nécessité d'avoir une liaison directe entre chercheurs et paysans pour améliorer la pertinence des technologies générées par les systèmes nationaux de recherche.

Il faut noter que l'objectif n'est pas de substituer cette liaison à celle qui existe entre la recherche et la vulgarisation mais plutôt de renforcer cette dernière en lui ajoutant un complément comme c'est d'ailleurs le cas dans les pays où la recherche et la vulgarisation sont effectives. L'étude se déroule au Burkina Faso, au Ghana et au Kenya à cause de l'expérience de ces pays en matière d'organisations paysannes et d'Organisations Non-Gouvernementales. Les résultats seront bientôt disponibles et ils seront diffusés en utilisant les mêmes voies que pour les deux premières études.

LES ACTIVITES FUTURES

Les activités futures de l'ISNAR dans ce domaine, se résument à l'énumération de trois axes:

- Consolider les résultats acquis en les testant en partenariat avec les responsables nationaux des systèmes de technologies agricoles et les mettre à la disposition des utilisateurs potentiels; un programme d'action a été élaboré à cette fin.
- En fonction des ressources disponibles, assister les pays qui veulent renforcer les liaisons de leurs systèmes et
- Faire des études complémentaires pour enrichir notre propre compréhension du problème ou pour couvrir des aspects spécifiques qui nécessitent plus de réflexion. C'est le cas par exemple du rôle que peuvent jouer les organisations paysannes à divers niveaux de leur développement, des liaisons pour la gestion des ressources naturelles ou des implications en termes de ressources des liaisons entre la recherche et ses partenaires.

QUELQUES LECONS TIREES DES ETUDES

L'analyse des différents cas à travers les trois études a permis de tirer plusieurs leçons dont certaines sont brièvement résumées ici. Ces leçons font aussi appel à quelques observations quant à la stratégie de renforcer les liaisons.

LES LECONS

Le besoin d'adopter une approche globale

Pour diverses raisons, il n'y a pas d'approche globale pour générer et mettre les technologies à la disposition des producteurs parce que les composantes recherche et transfert de technologies ne se sentent pas membres d'un même système. Ceci se traduit par l'absence d'une mission partagée par les acteurs des deux composantes et par celle d'une responsabilité conjointe ou/et individuelle.

On a parfois l'impression que le système n'a aucun leadership véritable (Röling and Seegers 1992). Comme conséquence, on assiste à de véritables compétitions pour avoir accès aux ressources, des conflits ou frictions, des modes d'évaluation incompatibles avec la mission des systèmes, des différences énormes entre les statuts du personnel des composantes, etc.

Certaines études expliquent cette situation par le fait que souvent la recherche et les services de vulgarisation sont placés dans des ministères différents (World Bank 1987, Williams *et al.* 1988), mais notre étude a montré que la situation n'est pas très différente lorsqu'ils relèvent tous du même ministère. Il s'agit d'un problème de perception et non pas de localisation administrative ou physique (Eponou 1993, Merrill-Sands et Kaimowitz 1990).

LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE APPROPRIEE DE LIAISON

On entend par stratégie de liaison, l'ensemble des actions nécessaires pour assurer un flux continu d'information, de connaissances et de ressources entre les divers acteurs ou composantes d'un système (Eponou 1994). Il existe quatre séries de problèmes à ce niveau.

La première est relative à la vision linéaire du processus de génération et de transfert de technologies et son corollaire, le rôle passif des paysans dans le processus. La recherche est vue un peu comme la seule tête pensante du processus et s'il y a des problèmes c'est la faute des autres - incapacité de la vulgarisation à faire son travail et conservatisme des paysans. La même stratégie est utilisée pour toutes les technologies et tous les clients alors qu'en réalité plusieurs stratégies sont nécessaires pour pouvoir tenir compte des caractéristiques spécifiques des diverses technologies et des différents clients et des diverses approches de vulgarisation appliquées.

La troisième est liée à l'absence d'une participation véritable des paysans. En effet, quand ces derniers sont associés, ils sont plutôt utilisés comme des « instruments » que comme de véritables acteurs. Dans certains cas, on les associe sans conviction pour satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds. Dans ce cas, comme leur « participation » est vue comme une fin en soi, le mode de participation et l'utilisation qui est faite des informations qu'ils fournissent ne sont pas importants.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

La quatrième est relative à l'effet escompté de l'adoption de l'approche « Formation et Visites » et de l'introduction de la recherche en milieu réel sur la liaison entre la recherche et ses partenaires. Il y a plus de mécanismes dans les systèmes en Afrique et on devrait s'attendre à une amélioration de la liaison entre la recherche et ses partenaires. En réalité il n'en est rien parce que ces approches ne résolvent pas les problèmes de fonds et dans certains cas, elles génèrent leur propre série de problèmes. Enfin, il y a l'utilisation abusive de la réorganisation comme solution aux problèmes de liaison.

Intégration de la recherche et de la vulgarisation, décentralisation de l'une ou l'autre, création d'unités spéciales, changement dans le modèle de vulgarisation, sont prescrits comme solutions sans aucune analyse sérieuse des causes réelles de l'absence d'une liaison effective entre la recherche et la vulgarisation. Parfois on se contente d'adopter une solution qui s'est avérée positive ailleurs.

LE CHOIX DES MECANISMES DE LIAISON

Plusieurs problèmes sont relatifs aux mécanismes. On peut noter entre autres:

- Un nombre significatif de mécanismes pour transférer de l'information de la recherche aux paysans via les services de transfert mais, très peu ou parfois aucun mécanisme pour transférer l'information dans le sens inverse tout simplement parce que le système ne reconnaît pas l'importance du *feedback*.
- Les publications scientifiques et les rapports annuels sont considérés comme le mécanisme par excellence entre la recherche et la vulgarisation.
- La plupart des mécanismes de liaison ont un but purement consultatif et n'ont aucun pouvoir de décision, de telle sorte que les décisions faites ne sont suivies d'aucun effet. Par exemple, la recherche est libre d'incorporer les recommandations faites par les services de transfert et les paysans dans son programme ou non et elle n'a aucun compte à rendre à qui que ce soit quant au traitement réservé à ces recommandations. Dans certains cas, on a l'impression que les activités de liaison sont de la simple routine ou sont une fin en elles-mêmes.
- Très souvent, la recherche et/ou la vulgarisation mettent en place des mécanismes sans disposer des ressources requises. C'est rare que l'une des deux évalue la capacité de l'autre à fournir les ressources humaines et financières qu'exige un mécanisme donné.

LA GESTION DE LA LIAISON

Il existe beaucoup de problèmes liés à la gestion de la liaison. Ceux-ci sont relatifs au financement, à la façon dont les mécanismes sont utilisés ou à la représentation des composantes (Eponou 1993, Ewell 1989). On peut mentionner entre autres les problèmes suivants:

- Les ressources financières pour la liaison font souvent défaut parce que les activités de liaison ne sont pas budgétisées ou, si elles le sont, ce sont les premières à être réduites dès que le système rencontre des difficultés financières.

- De sérieux problèmes organisationnels et de représentation des différents acteurs du système lors des activités de liaison nuisent à l'efficacité des mécanismes. Parfois le type d'information recherché n'est pas disponible parce que les participants d'une des composantes ne sont pas ceux qui devraient être là.
- Enfin, dans certains cas on ne sait pas qui dans les structures est responsable de la gestion de la liaison et il n'y a aucune disposition pour suivre et évaluer l'efficacité de la liaison.

QUELQUES OBSERVATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DE LA LIAISON

Etant donné la nature des problèmes dans la plupart des systèmes, certaines conclusions ont été tirées en voici quelques unes.

Le besoin de changements à tous les niveaux du système

L'amélioration de la liaison entre la recherche demande dans la plupart des cas des changements à tous les niveaux. Beaucoup de problèmes ont en fait leur origine au niveau où les décisions concernant les politiques et les stratégies sont prises. L'implication de ceci est que des changements doivent dès cette phase sinon les changements au niveau opérationnel seuls n'apporteront pas d'amélioration significative. C'est par exemple à ce niveau que les problèmes d'approche globale, de leadership et de partage d'une mission commune peuvent être résolus.

La nécessité de nouvelles cultures institutionnelles pour les structures du système

Dans certains cas, une nouvelle culture institutionnelle et le système de valeurs des structures doivent aussi subir une mutation. La perception que le personnel d'une composante a de celui de l'autre et des paysans est un des éléments qui doivent connaître une mutation.

La recherche et la vulgarisation doivent se voir comme des instruments au service du paysan et non pas l'inverse comme c'est malheureusement le cas. Ceci signifie que pour leur personnel, elles ne sont pas seulement des emplois mais une mission. Ceci ne peut se faire sans mettre en place des mécanismes qui assurent la transparence et la responsabilité du personnel à tous les niveaux et l'exercice d'une pression constante des politiques et des organisations paysannes afin qu'elles s'attellent à la réalisation de leur mission qui est de mettre des technologies pertinentes au service des producteurs.

Le besoin d'une capacité d'analyse au sein des systèmes de technologies agricoles

Ce dont les systèmes ont besoin, ce n'est pas des modèles de génération et de transfert de technologies transposés d'autres systèmes mais d'instruments d'analyse permettant de faire un diagnostic efficace et de formuler des solutions qui tiennent compte des ressources disponibles et des facteurs contextuels et d'hommes capables d'utiliser ces instruments. Ceci est d'autant plus important qu'il n'existe pas de solution miracle et que chaque système doit chercher les meilleures stratégies pour servir ses clients dans leurs diversités quant à leurs conditions socio-économiques et leurs besoins en technologies. Les systèmes nationaux de technologies doivent donc accorder une plus grande priorité au développement d'une capacité d'analyse du système en leur sein.

CONCLUSION

Renforcer la liaison entre la recherche et ses partenaires du système de technologies agricoles est un impératif pour la plupart des pays de l'Afrique. Les études de l'ISNAR ont montré qu'étant donné la nature des problèmes et des changements à opérer, ceci constitue dans certains cas, un véritable défi pour les responsables des systèmes nationaux. Pour les années à venir, l'ISNAR continuera à assister les SNRAs dans le domaine et à mener d'autres études en collaboration avec les SNRAs et d'autres structures du Nord et du Sud.

Néanmoins une grande partie de la solution dépend de la volonté de changement au niveau des responsables nationaux et il y a des indicateurs, tels que les nombreux ateliers et séminaires organisés ces dernières années, qui montrent que le processus est en cours pour mettre en oeuvre ces changements.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Engel P., Seegers S. (1991). *Different Technology Subsystems Require a Different Design and Management of Linkages*. Unpublished RTTL Synthesis Report. ISNAR, The Hague.
- Eponou T. (1993). *Partnership in Agricultural Technology Generation: Linking Research and Technology Transfer to Serve Farmers*. Research Report No. 1. ISNAR, The Hague.
- Eponou T. (1994). *Comment améliorer la liaison entre la recherche et le transfert des technologies agricoles*. Briefing paper No. 8 ISNAR. The Hague.
- Ewell P. (1989). *Links between On-Farm Research and Extension in Nine Countries*. In *Making the Links*. D. Kaimowitz (Ed.), ISNAR, The Hague.
- Ekpere J., Idowu I. (1990). *Managing the Links between Research and Technology Transfer: The case of Agricultural Extension Research Liaison Services in Nigeria* (ISNAR Linkages Discussion Paper 6). The Hague: International Service for National Agricultural Research.
- ISNAR. (1992). *Service through partnership: A Strategy Summary*. ISNAR. The Hague.
- Merrill-Sands D., Kaimowitz D. (1990). *The Technology Triangle: Linking Farmers, Technology Transfer Agents and Agricultural Researchers*. ISNAR, The Hague.
- Merrill-Sands D. et al. (1989). *Issues in Institutionalizing On-Farm Client-Oriented Research: A Review of Experiences from Nine National Agricultural Research Systems*. Quarterly Journal of International Agriculture Vol. 28 No. 3/4.
- Röling N., Seegers S. (1992). *Towards a Diagnostic Framework for Identifying Knowledge Systems Suitable for Different Innovative Outcomes*. Unpublished RTTL Synthesis Report. ISNAR, The Hague.
- Williams S.K.T., Williams C.E., Akinole C.A. (1988). *Linkage of Agricultural Research, Training and Extension Systems in Agricultural Development: State of the Art in Nigeria*. Ibadan, Nigeria: University of Ibadan. Department of Agricultural Extension Services.

PRINCIPAUX PROBLEMES DE LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE CENTRALE

Marcel NZONDO

Directeur de Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
B.P. 2453 Brazzaville, Congo

Résumé: L'exposé introductif sur les principaux problèmes rencontrés par la vulgarisation agricole en Afrique Centrale a été présenté en tenant compte des données des contributions nationales suivantes: Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Rwanda, Sao-Tomé et Príncipe, Tchad et Zaïre. La plupart de ces pays accorde une place importante à la vulgarisation agricole dont plusieurs approches sont en cours. Quelques ONG et associations paysannes (moins nombreuses qu'en Afrique de l'Ouest) existent mais sont peu ou pas intégrées au processus de vulgarisation. Il y a une très faible participation de la recherche et de la formation aux activités de vulgarisation. Les programmes de recherche et de formation sont en inadéquation avec les besoins réels des paysans. On constate des double-emplois et une incohérence dans la même zone d'intervention dûs au manque de coordination au niveau des différents acteurs: organisations paysannes, structures de recherche, de formation et de vulgarisation. Les ressources humaines et financières affectées à la vulgarisation sont insuffisantes. Le financement de la vulgarisation dépend en grande partie de l'extérieur et il est mal adapté (rigidité dans la modalité de mise à disposition des fonds par les bailleurs de fonds). En plus des problèmes ci-dessus indiqués, le système de vulgarisation est confronté aux obstacles suivants: manque des infrastructures routières, commercialisation des produits agricoles mal assurée, inaccessibilité au crédit agricole, etc... Les attentes pour une poursuite durable des services de vulgarisation dans le contexte de la libéralisation économique en cours commandent:

- *Une augmentation de la participation des paysans et de leurs organisations dans la gestion de la recherche, la formation et la vulgarisation.*
- *Une élévation du niveau technologique des exploitations.*
- *Un renforcement des liens et des interactions entre les différents acteurs engagés dans le processus de vulgarisation.*
- *Un réaménagement de conditionnalités de financement des programmes de vulgarisation par les bailleurs de fonds.*
- *Un encouragement du financement national des activités de vulgarisation.*

INTRODUCTION

Cet exposé qui fait la synthèse des contributions nationales des pays de l'Afrique Centrale à l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique, a pour but de dégager les principaux problèmes rencontrés par la vulgarisation agricole dans cette sous-région. Il prend en compte les contributions disponibles des neuf pays suivants: Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Rwanda, Sao-Tomé et Príncipe, Tchad et Zaïre.

Nous développerons successivement les aspects suivants:

- Le rôle de la vulgarisation dans le développement agricole et rural de la région.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- La participation des différents acteurs dans la vulgarisation agricole.
- Les aptitudes, les connaissances et la technologie pertinentes disponibles pour le développement d'une agriculture durable dans la région.
- Les ressources humaines et financières affectées à la vulgarisation agricole.
- Les obstacles rencontrés par la vulgarisation agricole.
- Les attentes à l'égard d'une continuation durable des services de vulgarisation dans le contexte de libéralisation économique.

LE ROLE DE LA VULGARISATION DANS LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL DE LA REGION

Le rôle de la vulgarisation agricole dans les pays en voie de développement a fait l'objet depuis une vingtaine d'années de nombreux débats et examens critiques des décideurs et des différents acteurs du développement agricole.

Au niveau de l'Afrique Centrale, les politiques agricoles des différents pays accordent une place importante à la vulgarisation agricole à la fois par le transfert des technologies et par la valorisation des ressources humaines.

Plusieurs approches de vulgarisation ont cours. Les principales sont les suivantes:

- Approche de vulgarisation des services traditionnels de l'agriculture (approche individuelle et approche de masse). Elle est pratiquée par tous les pays de la sous-région.
- Approche intégrée de développement agricole et rural exécutée au niveau des projets et de toute ou partie d'une région. Elle embrasse toutes les activités essentielles: sociales, économiques et culturelles. C'est le cas de l'ONDR et SODELAC au Tchad et la SOCADA en RCA.
- Approche centrée autour d'une culture (par produit). Elle est spécifique aux organismes à caractère sectoriel: coton, riz, cacao, etc.
- Approche participative. C'est une stratégie qui vise à mettre les communautés de base au centre du processus de développement dans lequel elles doivent jouer un rôle déterminant. Le Burundi privilégie cette méthode. D'autres pays l'utilisent comme le Cameroun, le Tchad, etc...
- Approche Formation et Visite de la Banque Mondiale. Tous les pays de la sous-région l'applique à l'exception du Gabon.

Au Cameroun, il y a en plus l'approche Chantier-Ecole (depuis 1992) et l'approche Recherche-Développement. Pour l'approche Chantier-Ecole la démarche utilisée consiste à susciter la participation des paysans organisés à une formation technique axée sur l'innovation, à réaliser l'auto-promotion de groupes cibles, ainsi que leur conscientisation autonome.

L'Approche Chantier-Ecole est utilisée par le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) qui est une ONG. Comme nous pouvons le constater, il y a une multitude d'approches souvent liées aux bailleurs de fonds.

PARTICIPATION DES DIFFERENTS ACTEURS DANS LA VULGARISATION AGRICOLE

Organisations paysannes

D'une manière générale, comparativement à l'Afrique de l'Ouest, les ONG sont moins nombreuses en Afrique Centrale et leur participation à la vulgarisation est plus récente.

- Au Tchad, une vingtaine des ONG interviennent dans le développement rural (cas du SECADEV dans la sous-préfecture de Bokoro).
- Au Rwanda, les ONG locales et internationales concourent à la mise en oeuvre des programmes qui sont discutés avec les services de vulgarisation (la collaboration est en train de s'installer dans la préfecture de Kibungo).
- Au Zaïre, on note une collaboration entre le CDI-BWAMANDA et le Service National de Vulgarisation (SND) dans le Sud-Ubangi (notamment dans la formation technique des encadreurs).
- Au Cameroun, en RCA et Gabon, cette participation est encore faible. Dans le cas du Congo, on note néanmoins les actions des ONG telle que l'ONVD dans la formation des jeunes scolarisés à Boko-Songho.

En dehors des ONG, il existe plusieurs associations paysannes. Ces ONG et associations paysannes quand elles existent, méritent d'être mieux intégrées au processus de vulgarisation.

RECHERCHE AGRONOMIQUE

Les résultats de la recherche n'ont de valeur que s'ils sont mis à la disposition des paysans et adoptés par ceux-ci. Le manque de transfert de ces résultats à leurs utilisateurs constitue un facteur limitant pour le développement agricole. Souvent les programmes de recherche sont en inadéquation avec les besoins réels des paysans. Au niveau de tous les pays, c'est le même constat amer: très faible participation de la recherche aux activités de vulgarisation.

La recherche ne descend pas au niveau des paysans. Au Cameroun, dans l'approche Recherche-Développement-Formation (RDF) dans le village de Bafou, menée par l'Université de Dschang, il y a eu des actions de recherche conduites par les enseignants en rapport avec les paysans et les développeurs. Il s'agit de mettre au point et de tester en vraie grandeur, des innovations techniques et organisationnelles visant à lever les contraintes identifiées en milieu rural.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Formation

Dans toutes les études de cas présentées par les pays, cette question a été peu abordée et quand elle l'a été c'était souvent dans le cadre de la formation du système de Formation et Visite et au niveau de certaines ONG (cas du Congo déjà signalé et autres).

Au niveau des écoles de formation, la formation ne tient pas compte des programmes de développement agricole du pays. En plus, la vulgarisation agricole n'est pas souvent programmée comme matière d'enseignement.

On constate le manque de coordination au niveau des différents acteurs: organisations paysannes, structures de recherche, de formation et de vulgarisation. Il a souvent été noté dans une même zone d'intervention, auprès des mêmes groupes cibles, que chacun de ces acteurs possède sa propre méthode, sa politique d'intervention. Il semble que l'appartenance à plusieurs ministères (problème institutionnel) est à la base des problèmes de coordination souvent constatés.

APTITUDES, CONNAISSANCES ET TECHNOLOGIES PERTINENTES DISPONIBLES POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE DURABLE DANS LA REGION

Au Zaïre, le système national de vulgarisation expérimente actuellement l'étude CAP (Connaissances, aptitudes et programmes) qui est une étape de la CIVIT (Campagnes intensives de vulgarisation pour l'introduction de thèmes) pour l'identification des thèmes de vulgarisation agricole. Toujours au Zaïre, dans le cas de l'introduction du soja dans la sous-région du Sud Ubangi par le CDI - BWAMANDA on note la contribution des paysans, des vulgarisateurs et des chercheurs.

Au Congo, dans le District de Mvouti, à chaque phase de l'innovation correspondent les acteurs suivants: paysans et vulgarisateurs à l'identification, recherche agronomique, recherche d'adaptation et paysans expérimentateurs à la phase d'expérimentation; vulgarisateurs et paysans au moment de la diffusion; recherche et vulgarisation pour le suivi-évaluation.

RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES AFFECTEES A LA VULGARISATION

Ressources humaines

Au Rwanda, l'effectif des encadreurs de base est insuffisant. Le SECADEV (Tchad) compte 82 agents dont 27 femmes pour 23 494 membres soit un ratio d'un encadreur pour 286 paysans. Toujours au Tchad, le Système de Vulgarisation Amélioré (SVA) du Projet National d'Elevage compte quant à lui 30 vulgarisateurs pour 500 groupes d'éleveurs de contact ce qui représente 2500 à 3500 éleveurs (5 à 7 personnes par groupe d'éleveurs) soit un ratio d'un vulgarisateur pour 83 ou 116 éleveurs.

Au Congo, il y a près de 500 agents d'encadrement avec un ratio d'un vulgarisateur pour 300 actifs agricoles. Il y a un déficit d'environ 200 encadreurs. Avec la politique d'ajustement structurel en cours dans la plupart des Etats de la sous-région, la tendance est à la déflation de la fonction publique. Il y a donc un risque de déficit de vulgarisateurs. Au plan qualitatif, on déplore l'incapacité technique des vulgarisateurs à trouver des solutions aux problèmes agronomiques des paysans (cas de la RCA et du Zaïre).

Ressources financières

La plupart des projets de vulgarisation de la sous-région sont actuellement financés par l'intérieur, surtout par la Banque mondiale. Ceci pose le problème de la poursuite des activités de vulgarisation quand le prêt est arrêté ou suspendu. Tel est le cas du Congo où le Programme National de Vulgarisation et de Recherche d'Adaptation Agricoles (PNVRA) est suspendu pour des problèmes macro-économiques (non paiement des arriérés d'intérêt à la Banque mondiale).

Au Zaïre, la suspension de l'assistance financière de la Coopération Belge au CDI-BWAMANDA en 1992 a contraint cette structure à redimensionner l'ampleur de son intervention. On note également la rigidité dans la modalité de mise à disposition des fonds par les bailleurs de fonds. Compte tenu des ressources limitées au niveau des états et de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, le financement de la vulgarisation agricole dans la sous-région est très hypothétique dans le futur.

OBSTACLES RENCONTRES PAR LA VULGARISATION

En plus des problèmes ci-dessus indiqués, le système de vulgarisation est confronté dans la sous-région aux obstacles suivants:

- Le manque des infrastructures routières surtout dans les pays forestiers (Gabon, Congo, Zaïre, Sud Cameroun et RCA).
- La commercialisation des produits agricoles souvent mal assurée qui conditionne l'acceptation par les paysans des innovations.
- L'inaccessibilité au crédit agricole et à bien d'autres intrants agricoles.
- La disponibilité limitée en terres agricoles: cas du Rwanda, du Burundi et de l'ouest du Cameroun.
- L'insuffisance des déchets organiques pour le compostage dans le système sahélien (cas du Tchad et de l'extrême nord du Cameroun).
- La dégradation physique (structure des sols, érosion) et chimique (appauvrissement des terres).
- L'itinérance des cultures liée au système de cultures sur brûlis.

ATTENTES A L'EGARD D'UNE CONTINUATION DURABLE DES SERVICES DE VULGARISATION DANS LE CONTEXTE DE LA LIBERALISATION ECONOMIQUE

Ces attentes sont nombreuses dont notamment:

- L'augmentation de la participation des agriculteurs et de leurs organisations dans la gestion de la recherche, la formation et la vulgarisation.
- L'élévation du niveau technologique au niveau des exploitations paysannes.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- Le renforcement des liens et des interactions entre les différents acteurs engagés dans le processus de vulgarisation.
- L'amélioration de la formation de tous les gestionnaires du système de vulgarisation.
- Le réaménagement des conditionnalités de financement des programmes de vulgarisation par les bailleurs de fonds.
- L'encouragement du financement national des activités de vulgarisation.

CONCLUSION

Beaucoup de problèmes et obstacles entravent encore le développement de la vulgarisation agricole dans la sous-région. Nous n'avons présenté ici que quelques uns. Renforcer la participation des différents acteurs du système de vulgarisation agricole, améliorer les aptitudes, les connaissances et la technologie, adapter le financement de la vulgarisation agricole, améliorer la gestion des ressources humaines, c'est un impératif pour un besoin de développement agricole durable face aux nouvelles exigences.

**EXPERIENCE DU SYSTEME DE FORMATION ET VISITE (T&V)
DE LA BANQUE MONDIALE EN AFRIQUE:
PERSPECTIVES POUR L'AVENIR**

Venkatachalam VENKATESAN¹

Spécialiste des services agricoles

Banque mondiale, Washington (Etats-Unis)

448 Glyndon St. NE, Vienna, VA 22180 (Etats-Unis)

Résumé: La Banque mondiale appuie des initiatives de vulgarisation à petite échelle en Afrique subsaharienne depuis les alentours de 1970, époque à laquelle elle a commencé à financer des projets de développement rural intégré. A partir du début des années 80, la Banque a réorienté son action pour privilégier le développement des institutions nationales. C'est-à-dire qu'au lieu de financer des activités de recherche et de vulgarisation dans le cadre des projets de développement rural intégré, elle s'est engagée dans une assistance aux systèmes nationaux de vulgarisation et de recherche. L'auteur passe en revue l'expérience de la Banque mondiale dans la mise en oeuvre de projets de vulgarisation en Afrique selon la démarche du système de formation et visite (T&V) et envisage les problèmes actuels et les perspectives futures sous divers angles: gestion de la vulgarisation, développement de technologie, développement des ressources humaines, gestion des ressources naturelles, renforcement des capacités, rôle du secteur privé et des ONG dans la vulgarisation, utilisation des mass media et des moyens de communication modernes. Dans la dernière section sont présentées les principales recommandations des séminaires sur la vulgarisation qui ont été organisés à Accra et à Abidjan en janvier 1993 avec la participation de cadres de recherche et de vulgarisation des pays de l'Afrique subsaharienne.

INTRODUCTION

La Banque mondiale appuie des initiatives de vulgarisation à petite échelle en Afrique subsaharienne depuis les alentours de 1970, époque à laquelle elle a commencé à financer des projets de développement rural intégré. Ce type de projet comporte usuellement, outre la vulgarisation, des volets tels que la construction de routes rurales, la recherche agricole, la fourniture d'intrants et la commercialisation.

Au début des années 80, la Banque a réorienté son action pour privilégier le développement des institutions nationales. C'est-à-dire qu'au lieu de financer des activités de recherche et de vulgarisation dans le cadre des projets de développement rural intégré, elle s'est engagée dans une assistance aux systèmes nationaux de vulgarisation et de recherche.

La Banque a ainsi appuyé la réorganisation des services nationaux de vulgarisation agricole en Afrique, à commencer par celui du Kenya où un projet pilote reposant sur la démarche « Training and Visit » (T&V) ou « formation et visite » a été mis en oeuvre en 1981, suivi par un projet régulier en 1983. Depuis lors, des projets de vulgarisation ont été entrepris dans une trentaine de pays avec l'assistance de la Banque.

Parallèlement à cette action en faveur de la réforme des services de vulgarisation, la Banque a également fourni une assistance aux systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) d'une vingtaine de pays africains. La plupart des SNRA ont un financement public, mais beaucoup jouissent néanmoins d'un plus grand degré d'autonomie et de flexibilité dans leurs opérations que les services nationaux de vulgarisation.

¹ Venkatachalam Venkatesan est spécialiste des services agricoles à la Banque mondiale, région Afrique. Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

La Banque a ensuite décidé d'aller au-delà de la vulgarisation et de la recherche, en s'intéressant à l'amélioration de la gestion d'autres services agricoles tels que la production et la distribution de semences, le crédit, la commercialisation, etc.

L'initiative des services agricoles a ainsi vu le jour en Afrique à partir de 1987. Cependant, l'action de la Banque pour le renforcement des capacités de gestion n'en est encore qu'à un stade initial dans ce nouveau domaine.

GESTION DE LA VULGARISATION²

En Afrique, le système T&V de Formation et Visite vise à améliorer la performance des services publics de vulgarisation par la réforme de leur gestion. L'expérience acquise à ce jour dans la mise en oeuvre du système sur ce continent met en lumière un certain nombre de problèmes que l'on peut classer dans les catégories ci-après:

- (i) *Problèmes techniques* ayant trait à la vulgarisation et à la recherche, en particulier dans le domaine du développement de technologie;
- (ii) *Problèmes organisationnels* relatifs à des aspects tels que les modes de gestion de la vulgarisation, de la recherche et de la liaison entre recherche et vulgarisation; et
- (iii) *Problèmes financiers* tels que le financement des coûts de la vulgarisation.

Le T&V part de l'hypothèse que la résolution des problèmes techniques passe par celle des problèmes organisationnels liés au mode de gestion de la vulgarisation ou à la liaison entre recherche et vulgarisation.

Le T&V est un système de gestion qui repose sur quelques principes essentiels: visites régulières des agents de vulgarisation aux paysans, sessions périodiques de formation et renforcement de la liaison avec la recherche. L'introduction de ce système s'est accompagnée, dans beaucoup de pays, de changements dans les méthodes traditionnellement mises en oeuvre pour assurer des services de vulgarisation à la communauté paysanne.

Dans la plupart des pays africains, les services de vulgarisation étaient depuis longtemps en perte de vitesse. L'insuffisance de fonds pour les dépenses de fonctionnement créait des problèmes de mobilité qui limitaient les interventions sur le terrain. Pratiquement pour la première fois depuis longtemps, le financement de projets de vulgarisation par la Banque a permis de disposer de ressources pour couvrir les frais de formation, de déplacement et de logement des agents de terrain. Cela a stimulé du jour au lendemain l'intérêt pour la vulgarisation, tout en suscitant des attentes allant parfois au-delà de ce qui pouvait être accompli.

Les anciens systèmes de vulgarisation que le T&V est venu remplacer n'ont évolué que très lentement, et bon nombre de leurs faiblesses ont persisté, notamment en ce qui concerne les interventions sur le

² Cette section et la suivante sur le « développement de technologie » s'inspirent en partie des débats de l'atelier sur la vulgarisation qui a eu lieu en février 1991 à Lilongwe. Cf. Venkatesan et Schwartz (1992).

terrain. Ces faiblesses se sont traduites par une présence insuffisante des cadres des projets sur le terrain et par une mauvaise compréhension de la supervision et de la gestion de la vulgarisation.

Un système de vulgarisation comportant des visites régulières sur le terrain et des actions de formation périodiques, et s'attachant exclusivement à développer l'adoption des technologies par les paysans, représentait quelque chose de nouveau dans la plupart des pays, où la vulgarisation était jusqu'alors essentiellement conçue comme un service chargé d'« inspecter » (par exemple au Soudan et dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest) ou de fournir des crédits ou des intrants difficilement accessibles (comme au Nigéria, au Ghana, en Tanzanie et au Malawi).

C'est aujourd'hui seulement que la plupart des cadres des services publics et des décideurs commencent véritablement à percevoir le système de vulgarisation comme un pourvoyeur d'information, et surtout de technologie.

L'évaluation récente de l'impact du système de Formation et Visite au Kenya et au Burkina Faso, qui a été entreprise par les pays en question sous la supervision du Professeur Evenson de l'Université Yale, démontre que le T&V a réussi à promouvoir le développement et la diffusion de technologies appropriées auprès des paysans africains. L'étude du Kenya examine l'impact du T&V sur la base de données recueillies auprès d'un échantillon aléatoire de paysans.

D'après les résultats de cette évaluation, 66 % des paysans de l'échantillon qui dépendaient de l'agriculture pour leur subsistance ont déclaré avoir reçu des conseils de vulgarisateurs depuis l'introduction du T&V. La majorité des bénéficiaires ont jugé ces recommandations applicables et ont indiqué qu'ils n'avaient jamais été conseillés auparavant par des agents de vulgarisation.

Les proportions de petits paysans, d'exploitants moyens et de gros exploitants dans l'échantillon étaient les mêmes, ainsi que les proportions de paysans appartenant à un ménage dirigé par un homme ou à un ménage dirigé par une femme.

Au Kenya, l'estimation du taux de rentabilité des investissements supplémentaires requis pour l'expansion du système actuel de Formation et Visite indique un point milieu de 350 %, tandis que la limite inférieure de la fourchette aurait une forte probabilité de se situer à un minimum de 160 %. Au Burkina Faso, où l'évaluation a été faite à partir d'un échantillon aléatoire de quelque 3 600 paysans sélectionnés dans les douze régions du pays, l'introduction du T&V a accru le taux d'adoption des pratiques améliorées.

Si tous les paysans ont bénéficié de ces pratiques, les individus appartenant à des groupes de contact³ en ont bénéficié davantage, car ils ont obtenu des rendements supérieurs de 25 à 30 % à ceux des autres paysans. Dans la mesure où 21 % seulement des paysans de l'échantillon ont déclaré faire partie de groupes de contact, l'expansion de ces groupes ne devrait pas manquer d'exercer des effets positifs.

Il est estimé que des investissements dans l'expansion du système actuel de Formation et Visite auraient un taux de rentabilité se situant entre 86 et 187 %. Il ressort également de l'évaluation qu'au Burkina Faso, après l'adoption du système à l'échelon national, les dépenses annuelles moyennes en vulgarisation par ménage agricole ont diminué de près de 30 % par rapport à leur niveau antérieur.

³ L'un des éléments fondamentaux du système T&V consiste en des visites régulières des vulgarisateurs de base dans les champs de paysans de contact. Le système repose sur la diffusion de l'information des paysans de contact au reste de la communauté paysanne. De plus en plus, des groupes se substituent aux paysans de contact, de sorte que, dans beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne, les visites des vulgarisateurs se font aujourd'hui auprès de « groupes de contact ».

DEVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIE

Dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, des pratiques simples et peu coûteuses étaient déjà disponibles pour la vulgarisation lors de l'introduction du T&V. Même là où ils ne disposaient pas de recommandations toutes faites, les services de vulgarisation avaient été en mesure d'improviser, à partir d'essais en milieu paysan, des recommandations adaptées aux systèmes de production locaux, comme cela a été le cas au Nigéria.

Grâce à des réformes organisationnelles, le T&V a su se placer dans l'espace laissé inoccupé par la léthargie qui existait dans le transfert de technologie et les autres services agricoles. En d'autres termes, il a comblé une défaillance.

Le fait que les SNRA d'Afrique n'aient pas été en mesure, dans le passé, de produire de manière soutenue des technologies véritablement appropriées pour les paysans africains est attribuable à plusieurs facteurs: insuffisances du transfert de technologie en direction des paysans, manque d'intrants, faible niveau des prix au producteur et manque de crédit.

Divers remèdes organisationnels ont été essayés, tels que la formation des chercheurs et l'amélioration de la recherche sur les systèmes agraires, mais dans beaucoup de pays africains, cela n'a pas suffi à améliorer l'adéquation de la technologie proposée aux paysans.

La principale raison pour laquelle ces remèdes n'ont pas abouti à la mise au point et à l'adoption d'une technologie appropriée est le fait qu'ils procédaient pour la plupart d'une démarche « introvertie », c'est-à-dire qu'ils étaient conçus en fonction d'un système de recherche fonctionnant en vase clos et qu'ils ne mettaient pas les paysans au premier plan.

Le principal défi à long terme consiste aujourd'hui à amener les services publics de vulgarisation et de recherche à répondre de manière systématique aux besoins des paysans. Plus précisément, il s'agit d'assurer que les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) des pays de l'Afrique subsaharienne s'engagent de manière durable dans la mise au point d'une technologie que les paysans jugeront appropriée et utile.

Il s'avère indispensable de mettre en marche un cercle vertueux dans lequel le facteur « demande des consommateurs » (c'est-à-dire des paysans) amènera les fournisseurs de technologie, à savoir la vulgarisation et la recherche, à être « performants ». Tel est exactement l'objectif assigné au T&V, qui part de l'hypothèse que des visites fréquentes sur le terrain conduiront les agents de vulgarisation à prendre conscience des problèmes réels des paysans et que, grâce à un renforcement de la liaison avec la recherche, cette prise de conscience engendrera chez les chercheurs une démarche « extravertie » qui se traduira par la production d'une technologie appropriée.

L'expérience de la Banque dans les pays de l'Afrique subsaharienne montre que la réforme de la vulgarisation doit s'accompagner d'une réforme du processus de planification de la recherche afin que celle-ci puisse produire les résultats escomptés. Le renforcement de la liaison à tous les niveaux entre la recherche et la vulgarisation se révèle être l'aspect du T&V le plus difficile à appréhender et à mettre en oeuvre. La Banque a organisé plusieurs séminaires de formation afin d'aider les pays de la région à acquérir une meilleure compréhension des multiples facettes de cette liaison. Dans le cadre du système T&V, les interactions entre recherche et vulgarisation se situent à divers niveaux.

Le premier et le plus important est l'« atelier mensuel » qui, sous des appellations diverses selon les pays⁴, sert de cadre pour des interactions entre les chercheurs et les techniciens spécialisés (TS).

Il s'agit d'un lieu d'échange fondamental, dans la mesure où une grande partie du feedback se fait à ce niveau. Ces ateliers donnent lieu à une communication « dans les deux sens »: les chercheurs se mettent « à l'écoute » des TS plutôt que de leur délivrer des « cours magistraux ». Deuxièmement, un programme de « recherche adaptative en milieu réel », que les chercheurs et les vulgarisateurs planifient et exécutent conjointement et avec une participation active des agriculteurs, permet de tester les résultats de la station de recherche dans une diversité de situations « réelles ».

Dans certains pays, ces programmes portent l'appellation d'« essais en milieu paysan ». Ils font appel à une collaboration suivie entre chercheurs, vulgarisateurs et paysans pour développer une « séquence technologique », c'est-à-dire les différentes étapes de l'affinement d'une technologie en fonction des conditions locales, des facteurs de risque et de la dotation en ressources des paysans.

Troisièmement, les chercheurs et les vulgarisateurs sont appelés à effectuer conjointement des diagnostics pour s'assurer que la planification des programmes de recherche répond véritablement aux besoins des paysans. Ces éléments de la liaison entre recherche et vulgarisation doivent permettre d'évoluer d'une démarche « introvertie » vers une démarche « extravertie ».

Outre les difficultés éprouvées à comprendre les aspects *techniques* du développement de technologie, il se pose des problèmes *organisationnels* qui viennent du fait que, dans le passé, la recherche et la vulgarisation ont été, dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, aux mains de deux institutions différentes possédant des cultures différentes. Traditionnellement, les chercheurs, situés au sommet de la hiérarchie, communiquaient des recommandations aux vulgarisateurs à l'occasion des journées au champ, et il revenait alors à ces derniers de donner des « instructions » aux agriculteurs.

Aujourd'hui, les procédures ont radicalement changé et les appareils de recherche et de vulgarisation doivent tous deux répondre aux besoins de leur clientèle. L'on peut citer en exemple le cas des paysans des hautes terres éthiopiennes, qui pratiquent la culture du teff et du blé. A l'époque à laquelle la station de recherche de Holetta recommande de semer le blé, ils sont généralement occupés à récolter le teff qui, tout en leur assurant leur nourriture, a pour avantages de bien se conserver et de se vendre à bon prix.

Il n'est donc nullement surprenant que les dates recommandées par la recherche pour le semis du blé ne soient pas respectées. Les services de recherche et de vulgarisation auront beau se rejeter mutuellement le blâme, aucune solution ne pourra être trouvée tant que les contraintes des paysans ne seront pas prises en compte. Ce qu'il faut est un changement d'attitude, et c'est là l'objectif du remodelage des systèmes de recherche et de vulgarisation auquel s'efforce de procéder le T&V.

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

La formation continue du personnel constitue un élément essentiel du T&V et peut être classée dans deux catégories. La première catégorie, qui fait partie de la dynamique du système, inclut la formation

⁴ Voir note 5.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

« bimensuelle » des vulgarisateurs de base par les TS, ainsi que l'organisation d'ateliers « mensuels » réunissant les chercheurs et les TS⁵.

Le fonctionnement du système T&V dépend à la fois de la formation des agents de terrain aux techniques de diagnostic et de communication, et de la tenue régulière des ateliers destinés aux TS, qui assurent un feedback permanent en direction de la recherche et contribuent à focaliser celle-ci sur les problèmes des paysans.

La seconde catégorie de formation consiste en stages de courte durée organisés localement et à l'étranger à l'intention des agents de terrain, des TS et des responsables des services de vulgarisation.

Compte tenu du fait que les agents de vulgarisation n'ont pas reçu toute la formation requise avant l'introduction du T&V, il convient d'identifier, pour chaque catégorie de personnel, les domaines techniques et administratifs où leurs compétences demandent à être perfectionnées, et de préparer un plan de formation pour chaque pays en identifiant les lieux où les stages pourront avoir lieu.

Le personnel des projets a besoin d'une formation intensive pour apprendre à :

- Diagnostiquer les contraintes et les opportunités sur le terrain, les porter à l'attention du système de recherche et amener ce dernier à y répondre.
- Déterminer si les recherches menées en station correspondent aux priorités des paysans.
- Organiser des séances de formation périodiques à l'intention des vulgarisateurs de base.
- Organiser des ateliers mensuels pour les TS et formuler des recommandations pour les différentes zones agroclimatiques et les différentes catégories de paysans, en veillant à ce que ces recommandations répondent aux besoins de ces derniers.
- Préparer le programme de vulgarisation pour une unité administrative.
- Aider les paysans à assimiler et à appliquer dans leurs champs les messages des services de vulgarisation qu'ils ont décidé d'expérimenter.
- Déterminer les savoir-faire devant être communiqués aux paysans et incorporer ces savoir-faire dans le programme de vulgarisation.
- Analyser les raisons pour lesquelles les paysans adoptent ou non les recommandations des services de vulgarisation.
- Enregistrer le feedback reçu des agents de terrain et s'en servir pour planifier la modification ou l'affinement des recommandations diffusées par les services de vulgarisation.
- Superviser le travail des TS et autres agents de vulgarisation.
- Planifier et mettre en oeuvre des essais en milieu paysan.

⁵ Bien que la fréquence mentionnée ici soit « bimensuelle » et « mensuelle », elle est moindre dans beaucoup de pays où la formation des agents de terrain et les ateliers n'ont souvent lieu respectivement que tous les mois et tous les trimestres.

- Préparer l'ordre du jour des réunions des comités de liaison recherche-vulgarisation aux divers niveaux et assurer le suivi de la mise en oeuvre des décisions de ces réunions.

Aux éléments susmentionnés peuvent s'ajouter bon nombre d'innovations que certains pays s'efforcent de mettre en oeuvre par le canal des services de vulgarisation: recommandations pour l'amélioration de la production semencière, expérimentation de nouveaux outils agricoles, aménagement de terrasses et conservation des sols, adoption de méthodes végétatives de conservation des sols et de l'eau (telles que la plantation de vétiver), recherche sur les systèmes agraires, etc. Il importe que les informations exploitables soient transmises d'un pays à un autre.

Grâce aux améliorations organisationnelles apportées par le T&V, les agents de vulgarisation ont désormais un programme de travail précis, et la formation permanente qui leur est assurée leur a redonné confiance dans leur capacité d'aider les agriculteurs. Beaucoup d'entre eux, pour la première fois depuis des années, éprouvent aujourd'hui de la fierté pour leur travail. Ces facteurs engendrent un excellent moral chez les vulgarisateurs opérant dans le système T&V, en dépit de la médiocrité des salaires et des conditions de travail⁶.

Dans la plupart des pays africains, le maintien de ce moral suppose que l'on améliore les conditions d'emploi qui sont faites aux vulgarisateurs et aux chercheurs. Bien que ce facteur soit reconnu comme critique, le point de vue qui se généralise actuellement, au sein de la Banque mondiale et ailleurs, consiste à considérer que la solution sera en définitive de privatiser le plus grand nombre possible de services agricoles, y compris les services de vulgarisation.

Pourtant, il est douteux que la privatisation de la recherche et de la vulgarisation puisse revêtir des dimensions significatives dans les pays africains dans un proche avenir, en particulier pour les cultures vivrières. Il serait donc plus réaliste d'accepter le fait que la recherche et la vulgarisation continueront pendant longtemps encore de relever du secteur public en Afrique, et de déployer des efforts afin d'améliorer les conditions d'emploi du personnel des organismes concernés.

VULGARISATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

La gestion responsable des ressources naturelles dépend de l'action communautaire. Le T&V, en axant ses interventions sur des groupes, notamment dans les pays du Sahel, a amené les paysans à prendre une diversité de mesures allant dans ce sens: plantation en lignes suivant les courbes de niveau, compostage, aménagement de diguettes⁷ et application de méthodes végétatives et autres pour la conservation des sols et de l'eau.

En dépit de ces efforts, le sentiment règne chez les vulgarisateurs que leur contribution à la gestion des ressources naturelles n'est pas appréciée à sa juste valeur et que les ministères concernés ne considèrent

⁶ Au Zaïre et en Ouganda, l'enthousiasme des agents de terrain défie toute explication qui chercherait à établir un lien entre les performances et les salaires ou les conditions de travail.

⁷ L'aménagement de diguettes a été lancé au Burkina Faso par un projet local d'OXFAM et poursuivi dans le cadre du programme de vulgarisation financé par la Banque. Les diguettes, qui dans les années 80 n'existaient encore que sur quelques centaines d'hectares, couvrent aujourd'hui près de 200 000 hectares.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

pas la vulgarisation comme un instrument privilégié pour atteindre leurs objectifs. Au séminaire sur la vulgarisation qui a eu lieu à Abidjan en janvier 1993, cette question a été analysée dans les termes ci-après:

« Les participants ont souligné les facteurs qui rendent difficile l'intégration de la gestion des ressources naturelles (GRN) et de la vulgarisation. En premier lieu, les agents des projets de gestion des ressources naturelles et les vulgarisateurs de terrain partent d'une perspective différente (bassins versants pour les premiers, parcelles des paysans pour les seconds) et leur horizon temporel diffère également (plusieurs années, une campagne). Les projets de GRN envisagent un problème du point de vue d'un village ou d'un groupe de villages, tandis que les services de vulgarisation l'appréhendent au niveau des groupes de contact.

L'impact des messages de GRN, qui ont des implications à long terme, ne peut être aisément apprécié par les unités de suivi et d'évaluation des services de vulgarisation (qui s'intéressent au taux d'adoption des messages de la vulgarisation au cours de la campagne précédente).

« Il a été observé que, dans beaucoup de cas, les structures de recherche et de vulgarisation ne disposent pas des compétences nécessaires pour étudier l'environnement global au sein duquel les paysans opèrent. Lorsque ces compétences existent, elles ne bénéficient pas toujours de l'appui politique et financier requis pour la mise en oeuvre de programmes de GRN. Pourtant, la gestion des ressources naturelles est un facteur indispensable pour promouvoir une agriculture durable.

« Aucune solution n'a été trouvée à ce problème. Le groupe s'est contenté de conclure que la recherche et la vulgarisation doivent tenir compte de la gestion des ressources naturelles afin de mettre au point des méthodologies de vulgarisation de nature à inciter les paysans à l'action communautaire, et afin de développer et de diffuser des technologies appropriées pour la gestion des exploitations individuelles aussi bien que des ressources communautaires.

Etant donné que la vulgarisation en Afrique se fait aujourd'hui dans une large mesure par le canal de groupes de paysans, il devrait être possible de motiver ces groupes en faveur d'une action communautaire, qui leur permettrait de préserver les ressources naturelles appartenant à la collectivité. Une réflexion plus approfondie doit être menée afin de déterminer avec précision comment les services de vulgarisation et les projets de gestion des ressources naturelles pourraient collaborer ou coordonner leurs activités, étant donné la complémentarité de leurs objectifs et de leurs approches. » (Bagchee 1993)

ROLE DES ONG ET DU SECTEUR PRIVE DANS LA VULGARISATION

Les projets de recherche et, plus encore, les projets de vulgarisation financés par la Banque sont axés sur les services publics. La principale question qui se pose est la suivante: comment amener les services publics de recherche et de vulgarisation à être davantage en prise sur les besoins des paysans?

Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, le principal moyen utilisé par ces projets pour atteindre leurs objectifs réside dans des réformes organisationnelles, et notamment la réforme de la gestion de la vulgarisation, qui doit s'accompagner d'une réforme du processus de planification de la recherche.

Il devient de plus en plus évident que les paysans ont besoin d'informations sur les divers aspects de l'agriculture, à savoir la commercialisation, les prix, etc., et que les services publics de vulgarisation, même réformés dans l'optique du T&V, ne sont pas capables de fournir toutes ces informations.

Des interlocuteurs plus efficaces, à cet égard, sont les ONG, les organisations paysannes et le secteur privé. Il est estimé que ceux-ci se sentent davantage de responsabilité vis-à-vis des paysans que les services publics de vulgarisation, et qu'ils sont mieux à même de mettre au point des technologies répondant à leur besoins.

Il ne fait aucun doute que les organismes publics de vulgarisation ne doivent pas être la seule source d'information des paysans. L'on connaît de nombreux cas de coopération réussie entre les services publics d'une part et des ONG, organisations paysannes et sociétés privées d'autre part.

L'on peut citer en exemple, au Ghana et en Zambie, le succès de la collaboration entre l'organisation Global 2000 et le système T&V. Au Zaïre, dès les premiers stades de l'organisation du Service national de vulgarisation, il est apparu que, pour des raisons administratives et logistiques, celui-ci pourrait difficilement assumer l'ensemble des tâches. Aussi cet organisme a-t-il invité des ONG et des compagnies cotonnières privées locales à assurer des services de vulgarisation dans leurs zones d'opération.

Beaucoup d'entreprises privées interviennent avec efficacité dans la vulgarisation en Afrique subsaharienne, notamment la Kenya Tea Development Authority (KTDA)⁸, la British American Tobacco (BAT), l'East African Industries et les compagnies cotonnières financées par la Compagnie française pour le développement des textiles (CFDT) (qui font progressivement l'objet d'une privatisation).

Des sociétés spécialisées dans des produits tels que la bière, l'huile de tournesol et les légumes (destinés principalement à l'exportation) disposent également de leurs propres services de vulgarisation. Dans certains pays, les sociétés vendant des intrants fournissent des conseils aux paysans concernant l'utilisation de leurs produits. Ainsi, au Kenya, des compagnies chimiques privées diffusent activement des informations sur différents pesticides et herbicides.

Le secteur privé possède un avantage comparatif dans des domaines (généralement les cultures de rente) où les paysans ont besoin d'un niveau de services spécialisés qui n'est pas assuré par les organismes publics de vulgarisation. La fourniture de services de vulgarisation de haute qualité pour les cultures de rente peut avoir des retombées positives sur d'autres cultures, car les paysans sont amenés à une amélioration générale de leurs techniques agricoles et appliquent les connaissances acquises à l'ensemble de leur exploitation.

Cependant, le fait que le secteur privé fournisse des services de vulgarisation pour des productions spécifiques (essentiellement des produits à vocation commerciale) ne doit pas être considéré comme un argument pour se passer des services publics de vulgarisation, en particulier pour les cultures et pour les catégories de paysans qui risquent de ne pas être touchés par les interventions du secteur privé. La politique de l'Etat doit donc être d'encourager les initiatives privées de vulgarisation partout où celles-ci sont susceptibles d'émerger.

Les services publics de vulgarisation continueront d'opérer parallèlement, en axant leur action sur les systèmes de production (que le secteur privé tend à ignorer), les femmes, les jeunes, les régions et les paysans défavorisés, et, de manière générale, les cultures négligées par le secteur privé. Cette question a fait l'objet de discussions lors des séminaires sur la vulgarisation qui ont eu lieu en janvier 1993 à Accra et à Abidjan, avec la participation de cadres des services de recherche et de vulgarisation des pays de l'Afrique subsaharienne. Il a été estimé que:

⁸ La KTDA est aujourd'hui une coentreprise associant l'Etat et le secteur privé.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

« Si l'on envisage la privatisation des services de vulgarisation, celle-ci doit commencer par les cultures à vocation commerciale, plutôt que de viser à une couverture généralisée des cultures vivrières pratiquées dans le cadre de systèmes de production intégrés à petite échelle. En fait, les efforts de privatisation doivent commencer par les services de distribution des intrants, en particulier la production et la distribution des semences, plutôt que par les services de recherche et de vulgarisation. » (Bagchee 1993)

Les services publics doivent garder un oeil attentif sur les activités privées de vulgarisation, surtout lorsque celles-ci sont le fait de sociétés vendant des engrais ou des pesticides, afin de veiller à ce que les pratiques recommandées ne portent pas préjudice à l'environnement. Cette considération doit être au premier plan lorsqu'il s'agit de distribuer des intrants à des prix subventionnés. *Les principales tâches pour l'avenir* consistent à: identifier des *domaines de coordination* entre les services de vulgarisation des ONG et du secteur privé et ceux des organismes publics de vulgarisation et de recherche; et décider d'un *mécanisme approprié pour cette coordination*.

MASS MEDIA

Compte tenu de la mondialisation de l'information engendrée par les techniques de communication modernes, les paysans doivent pouvoir avoir accès à une diversité de sources d'information et les mass media apparaissent comme le véhicule approprié à cette fin. L'utilisation des mass media pour la vulgarisation n'est pas chose nouvelle. En Inde, la radio rurale jouit d'une grande popularité depuis le milieu des années 50.

Ainsi, dans l'Etat d'Uttar Pradesh, il fut un temps où beaucoup de variétés étaient désignées sous l'appellation de « variétés de la radio », car les paysans les avaient connues par ce moyen. Avec l'avènement de l'ère de la télévision, un grand nombre de programmes sont diffusés en direction des paysans par ce moyen. Dans les pays de l'Afrique subsaharienne, la radio et la télévision diffusent des émissions s'adressant aux populations rurales. Les principaux objectifs dans ce domaine doivent être:

- D'améliorer la qualité des programmes.
- De veiller à ce que les paysans aient accès à de multiples sources d'information, au lieu de faire des mass media les porte-parole des organismes « officiels ».
- De faire fond sur la complémentarité entre les mass media et les contacts personnels des agents de vulgarisation sur le terrain.

Les mass media sont particulièrement efficaces pour faire connaître de nouvelles technologies aux paysans. Ceux-ci peuvent ensuite demander des informations complémentaires aux agents de vulgarisation.

Les mass media constituent le moyen le plus rapide pour toucher en peu de temps un grand nombre de personnes, et c'est pourquoi ils sont particulièrement utiles en période d'urgence (par exemple en cas d'invasion de ravageurs).

Ils peuvent servir à annoncer des réunions, des dates de formation, des programmes d'activités, et à donner aux paysans des informations qui les intéressent sur une diversité de sujets autres que la technologie (prix du jour, articles disponibles sur le marché, changements intervenus dans la politique agricole, etc.). Ils ont aussi pour avantage de permettre aux services de vulgarisation de communiquer non seulement avec leurs clients directs (les paysans), mais aussi avec les citoyens, afin d'informer ces

derniers de ce qui se passe dans l'agriculture. L'utilisation croissante des techniques de communication modernes nécessite une réévaluation constante du rôle de la vulgarisation sur le terrain et du type de formation dispensé aux vulgarisateurs.

Le travail de vulgarisation par des contacts personnels n'est pas appelé à disparaître avant longtemps dans les pays de l'Afrique subsaharienne, mais l'essor des mass media et l'exploitation de leurs avantages comparatifs pourraient conduire à une réduction du nombre des agents de vulgarisation les plus qualifiés opérant à la base. Des projets pilotes devront être mis en place afin d'expérimenter différentes approches sur le terrain.

LES GROUPES DE PAYSANS

Il est généralement admis de nos jours que la vulgarisation obtient des résultats plus efficaces lorsqu'elle s'adresse non pas à des paysans individuels, mais à des groupes. En Ethiopie par exemple, l'expérience du Ministère de l'Agriculture et du Ministère du Développement des productions caféière et théière démontre que, chaque fois que les agents de vulgarisation travaillent avec des groupes, les taux d'adoption sont beaucoup plus élevés que dans le cas d'interventions auprès d'individus.

L'émulation au sein du groupe contribue pour beaucoup à faciliter la diffusion des recommandations des services de vulgarisation. L'intervention auprès de groupes de paysans est activement encouragée par les projets de vulgarisation financés par la Banque.

S'il existe des groupements traditionnels au sein des communautés rurales, les agents de vulgarisation peuvent travailler avec eux et il n'est nul besoin d'en former de nouveaux uniquement à des fins de vulgarisation. Les services de vulgarisation doivent donc s'efforcer de travailler avec les structures en place au lieu de susciter la création de groupes nouveaux, car il est à craindre que cela ne se fasse sous la contrainte.

S'il est préférable que les services de vulgarisation ne prennent pas l'initiative de créer des groupes de paysans, leur action peut certainement contribuer à amener les paysans à se regrouper par eux-mêmes. Le travail auprès des paysans de contact consiste à les persuader d'expérimenter de nouvelles pratiques sur une petite portion de leurs champs et à inviter les paysans des alentours à participer à une discussion sur l'adoption de ces pratiques.

En temps voulu, si l'agent de vulgarisation travaille de façon continue avec le même groupe de paysans et que ces derniers jugent ses recommandations utiles, un lien se trouve établi entre les paysans et ceux-ci voudront alors obtenir des engrais ou des semences.

Principales recommandations des séminaires sur la vulgarisation organisés à Accra et à Abidjan en janvier 1993⁹

Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, quelque trente pays africains en sont actuellement à des stades divers de mise en oeuvre de projets de vulgarisation financés par la Banque. Deux séminaires ont été

⁹ La section qui suit est extraite de Bagchee (1993).

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

organisés conjointement par la Division de l'agriculture du Département technique Afrique (AFTAG) et par l'Institut de développement économique (IDE) de la Banque mondiale afin de dresser un bilan de la mise en oeuvre de ces projets.

Le premier séminaire, qui a rassemblé les responsables des services nationaux de vulgarisation et de recherche de dix pays anglophones, a eu lieu du 18 au 24 janvier 1993 à Accra (Ghana). Le second s'est déroulé du 25 au 29 janvier 1993 à Abidjan (Côte d'Ivoire) avec la participation de cadres de dix-sept pays francophones.

Ces deux semaines de débats ont mis en lumière un certain nombre d'aspects importants des systèmes de vulgarisation en Afrique. Les participants des séminaires d'Accra et d'Abidjan ont évoqué pour l'essentiel les mêmes questions. La principale différence entre les deux réunions est qu'il a été davantage mis l'accent sur la gestion des ressources naturelles à Abidjan qu'à Accra.

Le ciblage de l'action des services de vulgarisation sur les femmes a fait l'objet d'une réflexion plus approfondie à Accra, tandis qu'à Abidjan, l'on a prêté davantage d'attention aux modalités par lesquelles les agents de vulgarisation peuvent collaborer avec les divers types d'organisations paysannes. Les problèmes et préoccupations évoqués au cours des discussions de ces deux séminaires font ressortir quatre thèmes principaux: *gestion de la vulgarisation; technologie; formation; ciblage de la vulgarisation sur des catégories particulières de paysans.*

Concernant la gestion des services de vulgarisation, le principal problème est la défaillance financière des Etats. Dans les projets de vulgarisation bénéficiant de l'assistance de l'IDA, il incombe aux gouvernements de verser des fonds de contrepartie qui sont généralement de l'ordre de 20% de la totalité des coûts. Mais en raison de la crise économique persistante qui affecte la plupart des pays africains, et du fait des délais administratifs et autres qui interviennent dans la mise à disposition des fonds même lorsque ceux-ci sont budgétisés, les agents de terrain se trouvent confrontés à de graves problèmes.

Il s'avère notamment impossible d'organiser le nombre voulu de sessions de formation du personnel et de missions de supervision.

La discussion a également porté sur la modification du système de Formation et Visite (T&V) en fonction du contexte socioculturel et administratif de chaque pays, et sur les implications de la mise en oeuvre d'un système de vulgarisation « unifié » visant à délivrer aux paysans des messages dans tous les domaines qui les concernent (agriculture, élevage, agroforesterie, pêche), en modulant les interventions d'après les préoccupations des paysans.

Les participants ont mis en relief les lenteurs de l'émergence de technologies adaptées au contexte africain. Tant que l'infrastructure de recherche existante ne sera pas renforcée et que la liaison entre la recherche et la vulgarisation n'aura pas été améliorée, les services de vulgarisation ne seront pas réellement en mesure d'intervenir efficacement sur le terrain.

Les participants (en particulier au séminaire d'Abidjan) ont également souligné la nécessité d'une coordination des efforts du personnel des services de vulgarisation et des projets de gestion des ressources naturelles.

La formation périodique du personnel représente un élément fondamental du système T&V. Plusieurs aspects de la formation ont été discutés: nécessité d'organiser régulièrement des sessions de formation, inclusion de la communication dans les thèmes de formation, adoption d'une méthodologie active visant à la résolution de problèmes concrets.

Un quatrième domaine de préoccupation évoqué dans ces séminaires sur la vulgarisation en Afrique était la nécessité de cibler les interventions sur des groupes particuliers de paysans: femmes, jeunes agriculteurs, pasteurs et nomades, organisations paysannes. Un consensus s'est dégagé pour estimer que des diagnostics spécifiques et des méthodes innovatrices doivent être mis en oeuvre afin de répondre aux besoins de ces groupes.

Aux deux séminaires, le Professeur R. Evenson a présenté les résultats de l'évaluation des systèmes de Formation et Visite du Kenya et du Burkina Faso. De ces études, il ressort qu'un investissement marginal dans le renforcement et la réorganisation des services de vulgarisation selon les principes du T&V aurait un taux de rentabilité très élevé.

Des recommandations importantes ont été formulées à l'issue des séminaires -l'utilisation du pluriel se rapporte aux deux séminaires, tandis que la mention « Accra » ou « Abidjan » fait référence à un séminaire spécifique.

Ci-après sont reproduites les principales propositions soumises à la Banque mondiale et aux gouvernements nationaux:

- Renforcer les services de vulgarisation nationaux unifiés récemment établis (par opposition à des services spécifiques à un produit).
- Prêter une attention accrue à la recherche dans des domaines jusqu'à présent négligés: les cultures vivrières « orphelines » telles que la patate douce, l'igname et le manioc, les cultures associées, la gestion des ressources naturelles.
- Axer les efforts de recherche sur les systèmes de production intégrés à petite échelle, en introduisant des méthodes de recherche en milieu paysan plus participatives telles que la recherche sur les systèmes agraires, qui est une approche pluridisciplinaire faisant appel à une participation active des paysans.
- Améliorer la liaison entre les services de vulgarisation et les autres organisations, en s'attachant à susciter un changement d'attitude ou un « réalignement émotionnel » aux différents niveaux de la hiérarchie, plutôt que de créer de nouvelles structures institutionnelles.
- Ouvrir à l'établissement de services de vulgarisation nationaux unifiés: (a) en s'abstenant à l'avenir d'approuver des projets de vulgarisation séparés (projets spécifiques à un produit ou projets « enclaves »), opérant en dehors des programmes de vulgarisation nationaux; et (b) en évitant tout au moins d'approuver des projets de vulgarisation reposant sur une *approche divergente* (par exemple des projets fournissant des subventions, des intrants à domicile ou des crédits liés).
- Améliorer les services de vulgarisation en direction des femmes.
- Inclure dans les messages de vulgarisation des recommandations concernant la conservation des sols et de l'eau au niveau des exploitations. Parallèlement, les responsables des projets de gestion des ressources naturelles et du T&V devront explorer les possibilités de collaboration ou d'harmonisation des perspectives.
- La Banque mondiale devra faciliter l'établissement d'un centre régional africain ou d'un centre international qui aura pour but de stimuler les échanges d'expériences et d'innovations dans le domaine de la vulgarisation, et qui fera fonction de centre d'excellence pour la formation, la documentation et

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

l'évaluation des méthodologies de vulgarisation. Il convient dès à présent de lancer un bulletin d'information pour procéder à des échanges d'idées et d'expériences.

- Une conférence panafricaine sur la vulgarisation devra être organisée dans un délai de deux à trois ans afin de faciliter les échanges d'expérience au niveau de l'ensemble du continent.

Sigles et abréviations

AFTAG	Africa Technical Department, Agriculture Division (Département technique Afrique, Division agriculture)
BAT	British American Tobacco Company (Compagnie anglo-américaine des tabacs)
CFDT	Compagnie française pour le développement des textiles
GRN	Gestion des ressources naturelles
IDA	International Development Association (Association internationale de développement)
IDE	Institut de développement économique
KTDA	Kenya Tea Development Authority (Office kenyan de développement de la production théière)
ONG	Organisation non gouvernementale
SNRA	Systèmes nationaux de recherche agricole
TS	Technicien spécialisé
T&V	Training and Visit (Formation et Visite)

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Benor D., Baxter M. (1984). *Le système de formation et de visites*. Washington: Banque mondiale; Paris: Economica.
- Bagchee A. (1993). *Agricultural Extension in Africa*. Discussion paper. Washington: Banque mondiale, Département technique Afrique (à paraître).
- Venkatesan V., Schwartz L. (1992). *Agricultural Services Initiative*. Agriculture and Rural Development Series n° 4. Washington: Banque mondiale, Département technique Afrique.

LE FINANCEMENT DE LA VULGARISATION AGRICOLE

Moise C. MENSAH
Ancien Vice-Président du FIDA
B.P. 234 Cotonou, Bénin

Pourquoi le financement de la vulgarisation agricole poserait-il un problème?

Supposons qu'un décideur politique, responsable de la répartition du budget d'un pays africain se présente devant un groupe de paysans et leur demande quel serait leur ordre de priorité en matière d'allocation de ressources si, en cas d'austérité financière, ils avaient à choisir entre les services d'un agent de vulgarisation agricole, d'un infirmier et d'un instituteur.

Pour beaucoup de communautés paysannes, la probabilité que le vulgarisateur agricole soit le premier choix serait très faible sinon nulle. Cela s'explique parce que, très souvent, le petit exploitant agricole africain ne perçoit pas l'intérêt des messages que transmet l'agent de vulgarisation, de sorte que les informations techniques contenues dans ces messages, généralement offertes gratuitement et avec insistance, ne sont pas toujours retenues.

Cela veut-il dire que, en Afrique, les services de vulgarisation agricole sont inutiles? Certainement pas puisque l'expérience, en Afrique comme ailleurs, montre que la vulgarisation agricole peut être payante.

Une étude faite par la Banque mondiale en 1988, de l'impact de la vulgarisation sur l'économie agricole conclut à un « effet positif et significatif ». Le taux de rentabilité de la vulgarisation agricole en Afrique, Asie et Amérique Latine est censé varier de 34 à 80 %, ce qui est plus que satisfaisant, même si on est loin du taux de 100 % atteint aux Etats Unis.

En réalité, dans les pays économiquement avancées, l'information technique agricole s'achète comme un intrant ou un équipement.

Dans certains pays en développement cette information s'achète également dans le cadre de paquets technologiques qui incluent semences, engrais, pesticides etc... que le petit agriculteur accepte de payer au prix de marché. C'est le cas par exemple pour les petits producteurs rizicoles de l'Inde et c'est aussi le cas pour certains petits producteurs du maïs au Kenya. Cependant nous sommes obligés de constater que dans beaucoup de pays africains, le transfert d'information technologique à la majorité des producteurs agricoles demeure une entreprise difficile.

Cette situation prévaut malgré les efforts déployés par les gouvernements, les agences et institutions de coopération internationale au développement agricole y compris les institutions de recherche agricole. Ainsi dans les projets de développement agricole et de développement rural intégré, toutes sources de financement confondues, les problèmes de transfert de technologie figurent parmi les principaux obstacles à la réalisation des objectifs fixés.

Les services de vulgarisation agricole africains ont bénéficié de ressources financières substantielles mais non renouvelables.

Les pays africains reconnaissent l'importance de la vulgarisation agricole comme outil essentiel de promotion de la production agricole, voire du développement rural. Même si la part de l'agriculture dans les budgets nationaux n'a pas souvent reflété le poids réel de ce secteur dans l'économie nationale, les ressources attribuées à la vulgarisation agricole ont connu une croissance significative.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Ce taux de croissance est supérieur à celui de l'Europe de l'Est, comparable à celui de l'Europe Occidentale est de peu inférieur à la performance de l'Amérique du Nord. Si l'Amérique Latine et l'Asie ont connu un taux supérieur c'est parce que les ressources que ces deux régions consacraient en 1959 à la vulgarisation agricole étaient respectivement environ le quart et la moitié de celles allouées par l'Afrique.

Par ailleurs les agences d'aide extérieure ont également appuyé financièrement les efforts de renforcement de la vulgarisation agricole en Afrique. C'est ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a apporté son concours dans les domaines clés que sont:

- L'analyse des contraintes à l'adoption de technologies nouvelles.
- La mise sur pied de programmes formels et informels de formation des formateurs.
- Le renforcement des liens entre la recherche, la vulgarisation et la formation dans le domaine agricole.
- La formulation de politiques et programmes de vulgarisation agricole.
- La sensibilisation des décideurs politiques et responsables des services agricoles à la dimension particulière que représente la demande d'information technologique des femmes rurales.

La Banque mondiale qui est le principal bailleur de fonds au développement agricole et rural en Afrique est également la principale source d'aide financière extérieure à la vulgarisation agricole au profit de laquelle est fait un effort important depuis 1985.

D'autres institutions financières internationales comme le Fonds International de développement agricole ainsi que les principales sources d'aide bilatérale et multilatérale ont, et continuent d'apporter, à travers leurs contributions aux projets de développement agricole et rural un soutien effectif qui se traduit du reste par des projets spécifiques de vulgarisation ou de recherche et vulgarisation. La question qui se pose toutefois est de savoir si la structure actuelle du financement des programmes et projets de vulgarisation agricole peut être durable.

Une récente étude de la Banque mondiale publiée en 1992 offre des informations qui nous paraissent utiles comme éléments de réponse à cette question. Cette étude présente un tableau des charges récurrentes de projets de vulgarisation dans plusieurs pays africains, à savoir le Rwanda, la Zambie, l'Ouganda, le Burkina Faso, la Somalie, la Côte d'Ivoire et le Cameroun.

Sur le coût des projets pris dans leur ensemble la moyenne des coûts de la composante vulgarisation représente environ 60%, de sorte qu'il s'agit bien de projets dont l'objectif primordial est la promotion de la vulgarisation agricole.

La part du coût total des projets pris en charge par les gouvernements varie de 6 % à 42 % selon les pays mais la moyenne de l'ensemble des projets et pays est de 18,5 % soit moins du cinquième des coûts totaux.

Est-il raisonnable de compter à hauteur de plus de 80 % sur l'assistance financière externe pour maintenir sur une longue période une structure administrative de l'Etat supposée permanente, à savoir les services nationaux de vulgarisation?

Certes la tendance à la baisse que l'on constate en matière d'aide extérieure à l'agriculture dans les pays asiatiques et latino-américains n'a pas encore touché l'Afrique, notamment l'Afrique sub-saharienne.

Cela s'explique dans la mesure où l'agriculture est un secteur tout aussi essentiel que vulnérable de l'économie du continent.

Les raisons économiques peuvent être résumées comme suit:

- Les investissements dans le secteur agricole n'ont pas produit les rendements économiques et financiers attendus.
- Les institutions nationales ont une capacité d'absorption limitée.
- Les difficultés financières des pays en développement, compris le problème de la dette extérieure, qui ont requis la mise en oeuvre de plans de restructuration économique ont poussé les bailleurs de fonds à donner la priorité aux réformes macro-économiques et politiques au détriment des projets agricoles. On estime que ces réformes créeront un environnement macro-politique permettant par la suite aux projets agricoles de réaliser des taux de rentabilité acceptables.
- Il est probable que les bailleurs de fonds éprouvent une certaine « fatigue » à l'égard de l'agriculture.

Cette fatigue semble justifiée par la croissance remarquable des nouveaux pays industrialisés.

Pour ce qui concerne les raisons politiques, elles sont liées, entre autres aux intérêts des groupes d'agriculteurs des pays industrialisés et à la pression que les banques publiques et privées exercent pour que l'aide au développement soit employée pour augmenter le volume des exportations afin de pouvoir remplir les obligations de remboursement des prêts par les pays en développement fortement endettés.

Outre la question du niveau relatif des ressources propres mobilisées par les pays africains pour le financement des programmes et projets de vulgarisation agricole bénéficiant de l'aide extérieure, le problème des charges récurrentes doit aussi retenir l'attention.

L'examen des données relatives aux projets dans les huit pays mentionnés plus haut révèle des charges récurrentes variant de 3 % à 75 % avec une moyenne de 36 % pour l'ensemble des projets. Cela pose le problème de la capacité de poursuite des activités après la période de déboursement de l'aide extérieure, à moins d'enclencher un nouveau projet financé massivement par des concours extérieurs.

Cette préoccupation est particulièrement d'actualité dans le contexte des programmes d'ajustement auxquels se soumettent, les uns après les autres, les pays africains.

Dans leur souci de rétablir, entre autres, l'équilibre des budgets nationaux, ces programmes opèrent souvent des coupes sombres qui affectent le fonctionnement « normal » des services de l'Etat. Il y a là un élément dont il faudra tenir le plus grand compte.

COMMENT PERENNISER LE FINANCEMENT DE LA VULGARISATION AGRICOLE

Pour répondre à la question, il conviendrait tout d'abord de préciser un point essentiel, à savoir que le financement des activités de vulgarisation agricole ne peut pas être conçu et mis en oeuvre isolement, sans

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

l'intégrer dans l'ensemble du processus de développement et transfert de technologie. Il s'agit donc du financement de systèmes de technologie agricole.

Les principaux agents d'un système de technologie sont:

- Les utilisateurs de la technologie. Il s'agit habituellement des agriculteurs mais il faut également inclure les individus et établissements chargés de la transformation des produits, les agents de commercialisation, et naturellement les consommateurs.
- Les institutions responsables du développement et de l'adaptation de la technologie, à savoir, avant tout les systèmes nationaux de recherche agricole comportant des structures publiques aussi bien que privées.
- Les agents responsables de la diffusion de la technologie: c'est ici qu'interviennent les services de vulgarisation agricole, leur fonction essentielle étant de servir de courroie de transmission pour la diffusion de l'information agricole. Le terme information agricole est préféré à celui d'information technologique pour souligner l'étendue de la gamme d'informations devant être couverte.

Les remarques qui suivent porteront essentiellement sur le financement de la recherche agricole et celui de la vulgarisation.

La recherche agricole en Afrique connaît des temps difficiles. Pendant longtemps, cette branche d'activités de support aux efforts d'accroissement de la productivité agricole n'a pas bénéficié du soutien budgétaire nécessaire. En mobilisant des ressources en faveur de la vulgarisation agricole les décideurs politiques africains ont souvent ignoré qu'un système de vulgarisation ne peut être valable que s'il est soutenu et alimenté par un système de recherche agricole effectif et efficient.

C'est ainsi que si l'on prend comme exemple la période 1959-1980, les dépenses de vulgarisation exprimées en pourcentage de la valeur de la production agricole ont varié en Afrique de 0,6 % à 1,16 % alors que les dépenses de recherche ont évolué de 0,19 % à 0,81 %. Au contraire, pour l'ensemble des pays semi-industrialisés les chiffres ont été de 0,29 % à 0,59 % pour la vulgarisation et de 0,68 à 1,5 % pour la recherche.

Conscient de la gravité de cette négligence relative de la recherche, les pays africains sub-sahariens et leurs bailleurs de fonds traditionnels ont mis sur pied en 1986 un programme spécial pour la recherche agricole (SPAAR) dont le but principal est de redresser et renforcer la recherche agricole en Afrique au sud du Sahara, à travers une meilleure coordination de l'aide extérieure, couplée avec une meilleure planification de la coopération régionale en matière de recherche agricole.

Un aspect intéressant du programme réside dans la recommandation faite aux partenaires -donneurs et receveurs d'aide - de mettre en oeuvre, au niveau de chaque pays, un mécanisme de financement consolidé de la recherche. Idéalement ce mécanisme serait un « *pool* » de ressources mises en commun pour la réalisation de programmes nationaux basés sur un plan directeur acceptable par toutes les parties concernées, la coordination des aides extérieures étant toutefois assurée par le pays bénéficiaire.

Comme on peut l'imaginer, ce mécanisme n'est pas encore admis par tous les bailleurs de fonds mais il n'est pas exclu qu'une version intérimaire soit mise en oeuvre sous peu dans certains pays.

Le principe de base, qu'il faut retenir, c'est la garantie d'un financement durable de la totalité d'un programme national de recherche agricole offrant les garanties suivantes:

- Un processus de définition des priorités bien établi en tenant compte des ressources humaines disponibles et d'une évaluation réaliste des perspectives de financement.
- Un pouvoir de contrôle effectif du système de recherche national sur toutes les ressources budgétaires.
- Un système satisfaisant de contrôle financier.
- Un système adéquat d'évaluation de la recherche.

L'approche du SPAAR implique par ailleurs la conception et la réalisation de programmes régionaux de recherche partant d'un processus de décision collectif sur le contenu des programmes et la répartition des tâches entre des divers systèmes nationaux de recherche concernés. En évitant les doubles emplois et en pronant au contraire la synergie des efforts, cette approche promet d'être une source d'économie, réduisant par là même les coûts des activités de recherche.

Au niveau des systèmes nationaux de recherche, le SPAAR encourage la contribution du secteur privé commercial ou sans but lucratif (ONGs) qui est un facteur de compétition stimulante et d'allègement des charges de l'Etat. Une collaboration judicieuse avec les centres internationaux de recherche agricole, soutenus financièrement par la communauté des bailleurs de fonds constituera également un moyen de réduire les coûts nationaux de développement de technologies agricoles.

En adoptant l'approche du SPAAR et en insérant leurs programmes dans cette approche les pays africains n'auront pas, de toute évidence une garantie irréversible de pérennité pour le financement de leurs activités de recherche agricole.

Ils pourront toutefois s'attendre à avoir un contrat de longue durée leur permettant d'asseoir les bases d'une autonomie de financement à terme. Il semble que des bailleurs de fonds dont il faut souhaiter que le nombre s'accroisse, soient prêts à essayer un tel contrat.

S'agissant maintenant du financement de la vulgarisation agricole, une série de questions mériterait d'être posée. La première concerne la nature même des services de vulgarisation. S'agit-il de services publics au même titre par exemple que l'éducation de base, ce qui pour certains, en justifierait la gratuité permanente? S'agit-il au contraire d'une source d'information économiquement et financièrement profitable, susceptible par conséquent de transactions commerciales? Si oui, pourquoi l'Etat y aurait-il nécessairement un rôle? Quel rôle?

A cet égard, et c'est la deuxième question, la fonction de vulgarisation c'est-à-dire de transmission d'information nécessite-t-elle des structures particulières, ou peut-elle être couplée avec la fonction de recherche? Ces deux questions appellent, à notre avis les remarques qui suivent:

Si la pérennité du financement de la vulgarisation agricole est un objectif majeur, la fonction vulgarisation ou mieux le service d'information agricole doit, à terme s'autofinancer. Cette proposition n'a rien d'original car le financement plus ou moins graduel et partiel de la vulgarisation se fait déjà dans certains programmes et projets en Afrique (au Zaïre par exemple).

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Il s'agira, à chaque fois d'en explorer la faisabilité et d'en encourager l'utilisation dans les programmes et projets de développement agricole dans toute la mesure du possible. Si la formule a été acceptée par de petits exploitants agricoles, c'est qu'ils ont estimé que la vulgarisation agricole peut être un investissement valable si elle est porteuse de messages convertibles en résultats financiers positifs. S'il n'y a pas de tels messages les services de vulgarisation ne sont d'aucune utilité réelle.

Quant au jumelage des fonctions de vulgarisation et de recherche, il s'agit d'une formule qui existe dans certains pays en développement comme l'Indonésie où elle opère à la satisfaction de nombreux producteurs agricoles (riziculteurs).

Elle permet à l'exploitant agricole d'avoir un interlocuteur compétent qui garantit que la recherche s'appliquera effectivement à résoudre les problèmes identifiés ensemble. Elle réduit la chaîne de communication entre la recherche et le producteur et crée auprès des agriculteurs une assise politique réelle pour la recherche agronomique.

Que les fonctions recherche et vulgarisation soient couplées ou séparées et assumées par des structures différentes, l'Etat ne peut pas être totalement absent des processus mis en jeu.

Il doit en effet formuler les politiques de recherche et de vulgarisation, définir les priorités nationales au moins dans leurs grandes lignes et appuyer les actions prioritaires par des ressources appropriées.

L'Etat doit aussi veiller à ce que le jeu de la concurrence dans le domaine du développement et du transfert de technologie ne se fasse pas au détriment des usagers à faibles niveaux de ressources. Il peut aussi gérer des structures témoins consacrées aux besoins de groupes défavorisés ou aux produits peu attrayants pour le secteur privé.

CONCLUSIONS

Bien que les résultats des services de vulgarisation restent encore, dans bien des cas, peu convaincants, la fonction de vulgarisation, à savoir de diffusion des connaissances nécessaires à l'amélioration de la productivité agricole, demeure essentielle car cette amélioration est un processus continu et sans limites dans le temps.

Dans la mesure où il s'agit de transmission d'informations productives, la fonction de vulgarisation devrait être prise en charge, graduellement, par les usagers, compte tenu des pressions que font peser sur les maigres ressources budgétaires de nombreux pays d'autres exigences du développement rural, y compris la recherche agricole indispensable pour accompagner et appuyer une vulgarisation efficace.

La fonction de vulgarisation peut gagner à être couplée avec celle de recherche agricole, raccourcissant ainsi la chaîne de communication entre les développeurs de technologie et les usagers et créant aussi une meilleure assise politique pour la recherche. L'Etat peut déléguer avec profit une large part de la fonction de développement et transfert de technologie au secteur privé commercial et non commercial (organisations non gouvernementales).

APPROCHES ALTERNATIVES EN MATIERE D'APPUI AUX PRODUCTEURS RURAUX

Etienne BEAUDOUX
Institut de Recherches et d'Applications
des Méthodes de Développement (IRAM)
rue de la Glacière
75013 Paris, France

Résumé: L'amélioration des systèmes de vulgarisation agricole par le système « Training and Visit » ne résout pas le problème des charges de l'Etat et maintient les agriculteurs dans la dépendance des techniciens. S'appuyant sur diverses expériences en cours en Afrique de l'Ouest et Centrale, l'auteur repère des orientations novatrices et insiste sur les aspects suivants:

- *Mettre l'accent sur la promotion d'organisations de producteurs responsables.*
- *Pratiquer une démarche de conseil qui se traduise par l'identification d'actions.*
- *Mettre en oeuvre un plan d'accompagnement à ces actions décidées par les producteurs; l'accompagnement s'effectuant avec des outils variables selon les producteurs et la nature des innovations.*
- *Accorder la priorité à l'intervention sur l'environnement de la production (l'approvisionnement, la commercialisation et le financement).*
- *Organiser le travail d'appui aux producteurs autour d'une équipe avec un « chef d'orchestre ».*
- *Utiliser l'évaluation comme moyen de formation.*
- *Redéfinir le rôle de l'Etat pour qu'il crée un environnement favorable aux producteurs et à leurs organisations.*
- *En matière de formation des agents chargés de l'appui aux producteurs accorder la priorité à la formation au conseil.*

APPROCHES ALTERNATIVES EN MATIERE D'APPUI AUX PRODUCTEURS RURAUX?

Approches alternatives? alternatives à quoi...? Nous prendrons dans cette note un point de vue qui va au-delà de l'analyse des seules méthodes de fonctionnement des dispositifs de vulgarisation et de l'amélioration de leur mise en oeuvre pour davantage apprécier la pertinence institutionnelle des dispositifs de vulgarisation agricole existants... en repérant des tentatives alternatives mises en oeuvre mais sans avoir l'illusion de penser qu'il y aurait une approche unique en matière d'appui aux agriculteurs...

LE CONTEXTE EN 1994

La situation des agriculteurs africaines est aujourd'hui marquée par la fragilité des systèmes de production basés sur une mono production (cf. la situation du café-cacao au Cameroun), et aussi la tendance de beaucoup de paysans à la diversification (y compris d'ailleurs au niveau de groupements anciennement

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

strictement vivriers dans le centre sud camerounais qui à côté de tentatives de valorisation du vivrier s'impliquent aujourd'hui dans la commercialisation du cacao); dans ce cas la diversification n'est pas seulement abandon des cultures de rente pour le vivrier mais au contraire tentatives d'organisation de la pluriproduction et pluriactivité avec une part de cacao.

Le bilan est peu optimiste sur tous les systèmes para étatiques d'appui aux agriculteurs promus depuis plus de vingt ans... qui ont sûrement réussi à sauvegarder des emplois grâce aux financements extérieurs... et peut être dans certains cas contribué à certaines performances de la production agricole (mais les évaluations sur ce point sont très sujettes à critique... Comment attribuer aux seuls dispositifs de vulgarisation, des résultats d'augmentation ou de diminution de la production!...).

Aujourd'hui dans la plupart des pays africains, l'heure est au désengagement des Etats des interventions d'appui aux agriculteurs et cela, sous la contrainte des bailleurs de fonds extérieurs et du fait d'un contexte de crise due à l'effondrement des cours de certains produits (café-cacao ici au Cameroun, la situation pouvant évidemment changer avec la dévaluation du franc CFA).

Dans ce contexte on note:

L'insuffisante réflexion sur le rôle de l'Etat ... avec dans beaucoup de situations l'abandon de systèmes anciens d'approvisionnement, de commercialisation (cf. au Cameroun en ce qui concerne la remise en cause de la SODECAO et du système de commercialisation du cacao) avec un « discours » sur la libéralisation et le rôle des opérateurs privés... et néanmoins le maintien de certaines opérations de renforcement des systèmes anciens de vulgarisation agricole (les « programmes nationaux de vulgarisation agricole » promus par la Banque mondiale selon la méthode « *Training and Visit* »).

Ces changements s'opèrent dans des contextes politiques en pleine évolution marqués par des essais plus ou moins réussis de démocratisation signifiant reconnaissance de nouveaux acteurs de la société civile, (spécialement dans le milieu rural des organisations de producteurs ruraux ayant des objectifs variés allant de la prise en charge de fonctions techniques jusqu'à la représentation des producteurs dans certaines filières ou dans des instances étatiques...) mais le rôle de ces organisations de producteurs est encore difficilement et rarement pris en compte pour définir les programmes d'appui aux agriculteurs (cf. par exemple ici au Cameroun la reconnaissance problématique des groupements de producteurs non coopératifs dans l'inter profession café-cacao).

RAPPEL DES DEBATS SUR LA VULGARISATION

Le colloque de Yamoussoukro¹ au cours duquel des débats eurent lieu entre représentants du système « T&V » et les partisans d'une démarche de type recherche/développement avait été l'occasion de confronter des expériences de mise en oeuvre de la démarche « *Training and Visit* »... avec des adaptations locales et des points de vue critiques qu'on peut à grands traits résumer en notant:

¹cf. Recherche, vulgarisation et développement rural en Afrique Noire. Documentation Française 1987.

- La démarche « *Training and Visit* » a permis la remise au travail d'agents de l'administration en inactivité ou inactivité relative, d'abord par l'injection de moyens financiers et en aidant à définir un cadre de travail et une programmation absolument nécessaire spécialement pour des agents vulgarisateurs de faible niveau (sur ce point les dispositifs de type « *Training and Visit* » ont permis le redémarrage de certains appareils de vulgarisation) mais:
- La démarche « *Training and Visit* » prend difficilement en compte la complexité des agricultures et la nécessité de réponses appropriées et diversifiées.

Elle trouve rapidement les limites de ses possibilités en voulant mettre en oeuvre un dispositif uniforme de grande envergure et ce malgré les équipes de techniciens spécialisés (et même si ce principe de pouvoir en référer à des spécialistes est certainement intéressant).

- Elle part de l'hypothèse que les limites à la productivité des agriculteurs sont de l'ordre d'une méconnaissance des propositions techniques issues de la recherche agronomique et du postulat que la recherche a réponse à tous les problèmes.
- Elle ne considère pas suffisamment l'action sur l'environnement des agriculteurs à savoir les conditions d'approvisionnement, commercialisation, crédit... qui souvent sont les contraintes déterminantes pour l'adoption ou non de certaines innovations dans la mesure où si les agriculteurs connaissent ce qu'il faut faire (et ce dans les cas où la recherche a des propositions à faire) l'adoption ou non est souvent liée à la disponibilité en moyens de travail et ressources financières.
- Elle met en oeuvre des dispositifs uniformes d'intervention alors que les moyens nécessaires devraient être diversifiés selon les thèmes à transmettre (les moyens d'intervention devant être adaptés à la nature et la plus ou moins grande complexité des informations à transmettre...) et les caractéristiques différenciées des différents producteurs: ainsi pour la diffusion de certaines informations des moyens de masse peuvent être suffisants (radio, etc...), et sur d'autres thèmes la méthode de groupe est utile mais les groupes de vulgarisation appropriés peuvent être dans certains cas des groupes de voisinage et dans d'autres cas des groupements à vocation économique.

Sur tous ces points des améliorations sont possibles et certainement les cas présentés au cours de l'atelier en apporteront des exemples, mais il reste deux critiques majeures relatives à des préoccupations actuellement essentielles dans le contexte de 1994:

- La « vulgarisation classique » améliorée par le système « T&V » conforte des appareils administratifs coûteux et ne promeut pas d'alternative aux schémas classiques d'intervention auprès des agriculteurs, ne permettant pas de résoudre le problème des charges de l'Etat, ni le recadrage du rôle de l'Etat qui même avec la libéralisation, demeure indispensable sur certains aspects (prioritairement en matière de soutien à l'existence d'un environnement économique et social favorable).
- Elle exclut la recherche d'un rôle moteur des représentants des agriculteurs dans les services techniques chargés de les appuyer c'est-à-dire qu'elle se situe toujours dans un schéma de dépendance des agriculteurs à l'égard de techniciens (les travaux de l'atelier permettront sans doute d'apprécier des évolutions sur ce point).

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Actuellement au-delà des débats sur la vulgarisation au sens strict, beaucoup de discussions ont lieu autour des organisations de producteurs et de la professionnalisation de l'agriculture souvent abusivement assimilée à privatisation..., les organisations rurales sont à l'ordre du jour dans la restructuration des grandes filières en difficulté (coton, cacao, café...) et dans la protection de l'environnement (les projets gestion de terroir).

Dans ce contexte quelques grandes questions sont d'actualité sur les dispositifs d'appui aux producteurs qui doivent être restitués par rapport aux deux préoccupations centrales ci-dessus (redéfinition du rôle de l'Etat et promotion des organisations rurales):

- De quels types de conseils techniques ont besoin les diverses catégories de producteurs agricoles?
- De quels autres conseils et appuis ont-ils besoin en matière de gestion, d'information économique et commerciale, etc?
- Quels sont les types de procédures de conseil les plus appropriées (conseil individuel et conseil de groupe...) et dans ce dernier cas travail avec quels groupes: groupes de circonstance ou groupes de travail préexistants ou se constituant autour d'un « projet économique ou technique des producteurs ».
- Quels dispositifs institutionnels appropriés pour apporter ces appuis et conseils et favoriser leur efficacité (par des dispositifs adéquats en matière d'approvisionnement, de commercialisation, de financement...).

C'est toute la question de l'articulation entre le conseil technique strict et les dispositions de la politique agricole... et donc la question d'un environnement socio-économique suffisamment favorable aux producteurs (ce qui renvoie à la politique de l'Etat et l'organisation des rapports entre les différents acteurs d'une filière).

- Le rôle des agriculteurs et de leurs organisations dans la gestion des services de conseil et d'appui et les autres services économiques, commerciaux, de financement etc... c'est la question du poids institutionnel des agriculteurs dans les services de « vulgarisation » et par rapport à la recherche et les institutions de formation.
- La place des organisations paysannes dans la définition de la politique agricole et dans la gestion des filières et plus globalement du développement agricole?

Traduite dans certains débats actuels par le concept de professionnalisation de l'agriculture avec la question de l'articulation des organisations professionnelles avec les structures de l'Etat ou les organismes privés d'intervention (commerçants, ONG...).

PROFESSIONNALISATION DE L'AGRICULTURE?²

- Les producteurs ruraux doivent pouvoir disposer des moyens et des outils pour faire face aux différents besoins pour s'approvisionner, commercialiser et financer les travaux... ce n'est qu'à cette condition que le conseil technique proprement dit pourra avoir une utilité... les producteurs doivent donc pouvoir bénéficier d'un environnement technique et économique favorable à la conduite de leur unité de production et à la réalisation de leurs projets individuels ou collectifs. Pour cela doivent exister les opérateurs apportant les produits et les services nécessaires.
- Il est primordial que ces moyens et ces outils soient maîtrisés par les producteurs c'est-à-dire qu'ils les connaissent, qu'ils puissent y avoir accès et dans le meilleur des cas qu'ils puissent contribuer à leur mise en place et leur gestion. A cet effet une gamme variée de situations peuvent être envisagées:
 - ▶ des opérateurs économiques (commerçants, artisans...) apportant un service de qualité à un prix « normal » (reste à préciser ce prix normal)
 - ▶ des organisations de producteurs assurant elles-mêmes des fonctions techniques ou économiques sous forme de gestion directe (d'un magasin, d'une coopérative...)
 - ▶ des organisations de producteurs se dotant de leurs propres services: centre de gestion, centre de services, centrale d'achat...
- Dans cette ligne il y a nécessité d'une politique de développement agricole et rural qui favorise ces orientations (prix, politique fiscale, de crédit, d'appui aux structures professionnelles de service...) et il est fondamental que les producteurs puissent avoir, par l'intermédiaire de leurs représentants, un rôle dans la détermination et la mise en place de cette politique agricole. Cela pose la question de l'existence d'instances de représentation des producteurs et de leur reconnaissance par l'Etat et les opérateurs économiques, ces instances pouvant adopter des formes et des stratégies différenciées...

QUELQUES APPROCHES NOVATRICES ET DES PISTES POUR L'ACTION

Des approches novatrices pratiquées par des opérateurs de nature multiple méritent l'attention et constituent des pistes d'orientation (sans être ni des solutions miracles, ni des recettes universelles). Ce sont ces orientations qui sont développées dans la mesure où elles constituent de notre point de vue les points forts pour améliorer les dispositifs d'appui aux producteurs:

Privilégier la promotion d'organisations de producteurs responsables.

Si les dispositifs d'appui aux agriculteurs doivent être maîtrisés par leurs organisations encore faut-il que celles-ci soient vivantes et impliquées non seulement dans les activités productives directes mais dans l'environnement de la production. A grands traits, les organisations de producteurs sont de plusieurs types:

² La lettre du réseau GAO No. 16, page 13.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- Les groupements villageois dont le problème est souvent la viabilité économique de leurs projets. Beaucoup de ces groupements sont assistés par des ONG, et certains de ces groupements hier réticents par rapport aux initiatives de l'Etat, voient aujourd'hui avec intérêt s'ouvrir un champ d'initiatives possibles en matière de commercialisation, d'approvisionnement et d'organisation de services à leurs membres. Ici au Cameroun et particulièrement en région Centre Sud ces groupements sont nombreux.
- Les groupements promus par des projets ou des structures de développement... qui manquent souvent d'autonomie pour réellement s'investir dans des projets dont ils seraient réellement porteurs. C'est sans doute le cas, des groupements promus par la SODECOTON au Nord et dans cette zone la perspective de distinction de l'entreprise industrielle et de l'opérateur chargé des appuis aux groupements amènera sans doute la création d'un contexte nouveau permettant l'autonomisation des groupements.
- Les fédérations ou Unions de groupements de type CFPC ici au Cameroun, FONGS au Sénégal, groupements Naam au Burkina Faso... qui peuvent constituer une force professionnelle sur laquelle s'appuyer (c'est déjà le cas pour le FONGS). Notons qu'aujourd'hui au Cameroun, 27 fédérations paysannes sur 37 sont membres du Conseil des Fédérations paysannes et beaucoup d'autres fédérations sont en gestation soit par création nouvelle, soit par éclatement d'anciennes fédérations.

Il s'agit « d'un phénomène de vie » du milieu rural, important, même s'il est encore minoritaire et fragile (particulièrement en ce qui concerne la consistance des organisations de base) et même si dans certains cas, ces groupements sont actuellement fortement appuyés par des « organismes non gouvernementaux », ils manquent cruellement d'appui sur certains aspects déterminants pour leur avenir (en matière de réalisation de projets économiques particulièrement).

- Les organisations qui jouent un rôle d'interface dans la négociation avec des opérateurs privés ou l'Etat (et donc un rôle de type syndical) par exemple le SYCOV au Mali.
- Il ne faut pas négliger enfin certaines anciennes coopératives qui constituent des pôles économiques et « d'encadrement technique » des producteurs. (Citons l'UCAL à Nkongsamba et aussi l'UCCAO).

Toutes ces organisations au niveau local ou régional, isolées ou fédérées peuvent être des pôles actifs en matière d'appui/conseil à leurs membres et certainement de façon plus durable qu'en provoquant des groupements artificiels pour des activités de vulgarisation. Ces organisations doivent également trouver leur spécificité par rapport aux collectivités locales qui va prendre de l'acuité avec la structuration des collectivités locales, problème dans certains pays de la zone (lois de décentralisation en cours au Burkina, au Mali, etc...).

En matière de conseil, mettre l'accent sur le diagnostic et la décision d'action par les producteurs.

Rappelons les pratiques de recherche développement mises en oeuvre par des projets portant ce titre ou pratiquées par des équipes sur le terrain. Même si ces opérations de type Recherche/Développement ont souvent eu l'inconvénient de s'enliser dans du diagnostic sans fin et ont été abusivement confondues avec des recherches sur les systèmes de production...

Il convient de s'inspirer de cette démarche sans exclure d'ailleurs de démarrer des actions avant la fin du diagnostic et en faisant apprécier par les producteurs là où des réponses individuelles sont possibles aux problèmes et là où des formules plus collectives sont nécessaires (pour l'équipement, l'achat en commun etc...). Cette démarche qui va du diagnostic au conseil est bien concrétisée aujourd'hui dans des opérations de type « conseil de gestion ».

Il s'agit de démarches qui partent d'un diagnostic avec les producteurs concernés, le repérage de solutions pratiquées ailleurs ou proposées par la recherche, l'élaboration d'un projet (dont la dimension et l'angle d'entrée peut être variable, de nature technique ou économique...) démarches expérimentées au Mali par exemple dans le cadre des unités de recherche à « Mali sud » et ailleurs par de nombreuses ONG, (citons par exemple le collectif Diobass), mais aussi dans le cadre de projets plus classiques comme au Burkina Faso:

ainsi dans la zone du projet de développement rural intégré du Houet Kossi Mouhoun au Burkina Faso... les appuis fournis par les agents des CRPA dans le cadre du SNVA sont fondés sur l'approche « Training and Visit »... et on constate que les paysans demandent à être informés sur les innovations techniques, sur les performances et les prix des pesticides, sur les lieux possibles d'approvisionnement et les circuits de commercialisation etc... et pas sur l'écartement sur la ligne ou entre les lignes au semis ou sur les doses à épandre qui sont des messages qu'ils connaissent déjà et qu'ils ont adapté à leurs stratégies et à leurs ressources.

Une équipe « conseil de gestion » a introduit une autre approche expérimentée dans cinq villages et comportant une phase d'enquête auprès de 10 exploitations par village, une phase d'analyse, une phase de synthèse et de restitution en assemblées villageoises pour répertorier les producteurs intéressés par des actions et décider ensuite entre partenaires les interventions à mener. Ce type de démarche est mis en oeuvre en s'appuyant spécialement sur des producteurs alphabétisés dans la zone d'intervention du projet.

Des leaders sont en cours d'identification dans les différents quartiers et l'idée est de ne plus faire du « conseiller agricole » la seule personne ressource mais un appui à d'autres personnes ressources (des paysans alphabétisés). Au niveau inter villageois des visites sont organisées pour promouvoir les échanges paysans. Elaborés sur la base d'autres expériences les trois tableaux qui suivent résument cette démarche du diagnostic à la décision d'action par les producteurs.

Illustration de la démarche en trois tableaux

Analyse des « problèmes » et des « projets des producteurs »

Tableau 1. Analyse des problèmes et des projets des producteurs

Problèmes observés ou/et déclarés par les paysans ou demandes d'appui...	Les questions à se poser sur le problème soulevé ou à propos de la demande d'appui	Les réponses apportées par les différents acteurs	Les pistes possibles d'action
Exemple: les terres produisent moins	Le problème fertilité devient-il plus aigu? Depuis quand est-il observé? Comment cela se manifeste?	<ul style="list-style-type: none"> • ce que disent les paysans • ce qu'ils font • ce que disent les techniciens • ce que propose la recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • l'engrais • la fumure organique • les nouveaux assolements...

Le choix des actions

Tableau 2. Le choix des actions

Thème	Pistes possibles	Les problèmes pour leur mise en oeuvre	Actions envisageables compte tenu des moyens nécessaires et mobilisables
Ex: La fertilité	Engrais Nouveaux assolements Cultures associées	Manque de crédit Problème de transport du fumier Pas testées dans la zone	Boutique d'approvisionnement Programme charrette Expérimentation

La diversité des actions envisageables par les acteurs et leurs organisations (existantes ou potentielles)

Tableau 3. La diversité des actions envisageables par les acteurs

Niveau de mise en oeuvre	Unité de production (agricole ou autre)	Groupe de base	Inter groupes de base
Nature			
Agronomique			
Zootechnique			
Technique			
Service (approvisionnement, commercialisation)			
Gestion d'un équipement			
Autre...			

Négocier un programme d'accompagnement à la mise en oeuvre des actions décidées par les producteurs.

Quand des producteurs ou des groupements de producteurs ont choisi de mettre en oeuvre une action, quel accompagnement convient-il de mettre en oeuvre?

C'est l'objet du programme d'accompagnement autour duquel doivent se mobiliser les acteurs locaux (techniciens, agents des ONG, responsables paysans...) et si une organisation structurée de producteurs existe le programme est discuté/négocié avec l'organisation. Beaucoup d'ONG d'appui ici au Cameroun ont ce type d'expérience (SALID, INADES, etc...).

Contenu du programme d'accompagnement en matière d'appui aux producteurs

Qu'il s'agisse d'une expérimentation agronomique, d'un projet d'approvisionnement groupé en intrants, d'une décision d'achat et de gestion en commun d'un matériel, le rôle d'appui peut être de quatre types:

- **Informations** des producteurs non seulement techniques et agronomiques mais aussi commerciales, juridiques, etc...
- **Conseil** sur les options à prendre pour les investissements, les temps de travaux etc... Ces conseils selon la complexité du thème pouvant être individuels ou collectifs. Le tableau suivant illustre la réflexion qui doit être menée par les opérateurs sur le degré de complexité de l'action et en conséquence le type d'intervention à privilégier.

Tableau 4. Complexité de l'action et type d'intervention

Complexité de l'action	+	++	+++
Type d'intervention			
Intervention auprès d'individus			
Intervention auprès de groupes (ad hoc ou déjà existants)			
Intervention avec moyens de masse			

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- **Appui** proprement dit, sous forme de démonstration mais aussi par exemple d'étude sur les débouchés d'une production ou de premier contact avec un acheteur...
- **Formation** des producteurs concernés ou de responsables, qui vont souvent prendre la forme *d'échanges paysans*. L'objet de la formation des paysans étant prioritairement technique et économique (gestion) mais portant aussi sur l'information commerciale, la législation, etc...

La programmation de l'accompagnement est alors la mise en forme de l'intervention d'appui organisée dans le temps en prévoyant les différentes étapes du programme, les groupes d'agriculteurs concernés, les opérateurs de l'appui (qui réalise?), selon quelle méthodologie retenue et avec quels financements? Le tout faisant l'objet d'un accord entre les diverses parties concernées et pouvant se traduire par le planning suivant:

Tableau 5. La programmation de l'accompagnement

Modalités Etapes	Producteurs concernés	Qui réalise?	Méthodologie (Comment?)	Où	Finance.	Calendrier											
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D

Dès la programmation il est important de prévoir les outils de suivi/évaluation qui peuvent être des supports de conseil et de formation pour les producteurs mais aussi pour les techniciens conseillers. Les opérateurs chargés de la mise en oeuvre de ce programme d'accompagnement sont bien entendu des techniciens agricoles mais plus largement, beaucoup d'autres opérateurs peuvent être mobilisés.

C'est l'optique qui a présidé à la mise en place ici au Cameroun en zone SODECAO d'équipes techniques d'arrondissement chargées d'apporter les appuis dans quatre domaines prioritaires et *sans se substituer aux autres intervenants potentiels*. Cette démarche est d'ailleurs naturellement contraire aux habitudes acquises par beaucoup d'agents sur le terrain (agents de l'administration ou des ONG!). Le rôle de l'équipe technique d'arrondissement ne devrait être qu'un rôle de « chef d'orchestre ».

Faire du « suivi-évaluation » l'outil moteur de l'appui aux producteurs:

L'utilisation d'indicateurs à la fois simples (pour être facilement repérables) mais pertinents (par rapport aux actions conduites), constitue un excellent moyen de travail aussi bien pour les producteurs que pour leurs conseillers.

Le suivi-évaluation est une pratique de repérage de « ce qui va » et « ce qui ne va pas » - ce doit être un moyen non pas de collecter des statistiques supplémentaires mais de fournir des informations aux producteurs et à leurs conseillers sur le déroulement de l'action et en fin de campagne ou fin d'exercice.

Synthèse d'une démarche de travail avec des techniciens au Niger:

LES INDICATEURS³

Instruments de suivi et d'évaluation des actions

Au cours d'un atelier de travail avec les agents du projet PDRIZ au Niger, l'accent a été mis sur la recherche d'indicateurs simples mais pertinents pour suivre et évaluer les actions villageoises. L'indicateur est un signe que l'on peut facilement observer (*existence* ou *absence*) ou mesurer (quantité, valeur...) et donc comparer (d'une campagne à l'autre, d'un village à l'autre...).

1. *Des indicateurs pour le suivi des actions, c'est-à-dire pour apprécier la réalisation d'une action:*

1.1. Indicateurs *techniques*: nombre de pannes du moteur, tonnage livré, etc...

1.2. Indicateurs *économiques*: prix, marge, etc...

1.3. Indicateurs *d'organisation*: cahiers tenus, jours d'ouverture d'un magasin, etc...

1.4. Indicateurs *sociaux*: nombre de femmes dans l'organisation...

2. *Des indicateurs pour l'évaluation des actions, c'est-à-dire pour en mesurer l'effet:*

2.1. Indicateurs de *réalisation* (ce qui a été réalisé par rapport à ce qui avait été programmé).

2.2. Indicateurs *d'impact* (par exemple combien de paysans ont adopté un thème par rapport au nombre total de paysans dans ce village).

2.3. Indicateurs de *réactions des paysans* (c'est-à-dire ce que disent les paysans de l'action conduite - il s'agit d'appréciations qualitatives).

2.4. Indicateurs de coût (ce que l'action a entraîné comme dépenses).

Pour chaque type d'action, il appartient aux agents avec les paysans de rechercher des indicateurs adaptés. Pour suivre et évaluer une boutique villageoise, les indicateurs ne seront pas les mêmes que pour suivre et évaluer une opération de culture de contre saison.

³ Le suivi-évaluation outil de formation? E. Beaudoux. Evaluation des programmes de vulgarisation-développement. Actes des journées internationales - Toulouse - Avril 1990.

Agir sur la maîtrise de l'environnement de la production.

(La commercialisation, l'approvisionnement, le financement...).

Appuis en matière de commercialisation

Les expériences de commercialisation avec les groupements « coton » que ce soit avec la SODECOTON au Cameroun ou à la CMDT au Mali... sont bien connues.

Notons au Cameroun des expériences aussi de négociation de contrats entre groupements et acheteurs privés depuis deux campagnes de commercialisation du cacao.

Durant la campagne de commercialisation 1992/93, dans la zone SODECAO, des opérations « vente groupée » ont été réalisées par 322 groupements commercialisant 7167 tonnes représentant 15% de la production cacaoyère de l'ensemble de la zone.

Ces groupements étant soit d'anciens centres coopératifs autonomisés par rapport à leur coopérative moribonde, soit des groupements vivriers s'impliquant maintenant dans la commercialisation du cacao... ces groupements ont pris contact avec les exportateurs pour négocier les conditions d'achat et de rémunération... malheureusement les conditions générales de déroulement de la campagne n'ont pas favorisé l'opération (ouverture tardive de la campagne alors que les producteurs devaient faire face à des besoins monétaires depuis plusieurs semaines, incertitudes sur les prix, campagne de désinformation due à certaines autorités locales...).

Néanmoins le résultat même limité montre des capacités réelles d'organisations de producteurs de s'organiser pour la commercialisation, mais aussi la nécessité que des commerçants/exportateurs acceptent de « jouer le jeu ».

Initiatives en matière d'approvisionnement

En matière d'approvisionnement notons là aussi le rôle des groupements Coton mais aussi les limites de ces opérations (dépendance des groupements d'une filière organisée) notons aussi toutes les autres formes d'organisation des achats en commun d'intrants assez répandues...

- *Achat en commun (par exemple les associations de la zone Retail à office du Niger au Mali s'organisant pour acheter des boeufs à Mopti et aussi des engrais).*
- *Création d'un magasin d'approvisionnement par une organisation rurale (ici au Cameroun le magasin créé par l'UGCE à Essé).*

Appuis en matière de financement

Les besoins de financement sont souvent un obstacle majeur à l'adoption de propositions... *a contrario* par exemple dans les zones pionnières du Mbam ici au Cameroun, des extérieurs à la zone installent des plantations nouvelles et s'approprient des terres grâce à leurs disponibilités financières... Les opérations

de crédit dans beaucoup de projets ont souvent été marquées par le non remboursement, ou le refus par les « bons payeurs » de la solidarité collective, principe de base de beaucoup d'opérations.

Actuellement des actions novatrices en matière de financement s'appuient sur des solidarités plus limitées (des groupes de trois ou quatre emprunteurs dans le programme crédit rural en Guinée) et des Fonds gérés par les représentants des producteurs (le FOCAOP ici au Cameroun, Fonds commun d'appui aux organisations paysannes). La mise au point de dispositifs de financement non seulement de la production agricole, mais aussi des autres activités individuelles et collectives, est une priorité dans les dispositifs d'appui aux producteurs.

Promouvoir des dispositifs institutionnels impliquant les producteurs.

Les opérateurs

On constate actuellement indépendamment des « PNVA » qui maintiennent les dispositifs classiques de vulgarisation mis en oeuvre par des appareils d'Etat de nombreuses initiatives novatrices:

- L'appui aux producteurs par des opérateurs privés; telle entreprise de produits phytosanitaires qui met en place un réseau de techniciens sur le terrain jusqu'à tel agent de la SODECAO ici au Cameroun s'installent comme réparateur privé d'atomiseurs.
- L'appui des ONG qui n'est pas nouveau, mais qui prend de l'ampleur avec la création de nombreuses ONG par des « déflatés » de la fonction publique... ce qui n'est absolument pas un gage de compétence!
- La mise en place de structures professionnelles d'appui aux producteurs à ce titre citons par exemple la « Maison du Paysan » en Casamance qui est un lieu de mise à disposition de services aux agriculteurs et le Centre de Gestion Rurale de Koutiala au Mali.

Le Centre de Gestion Rurale de Koutiala a pour objet d'apporter un appui comptable et financier aux associations villageoises en zone CMDT. Ce centre dirigé par un Conseil d'Administration paysan, travaille avec des « comptables ruraux » prestataires de services (ayant un statut d'indépendant ou organisés en GIE) payés directement par les associations villageoises. Ce Centre de Gestion Rurale de Koutiala est certainement une hypothèse institutionnelle porteuse d'avenir pouvant concerner l'information des producteurs sur les prix et les marchés, l'information technique... Dans ce domaine institutionnel il n'y a certainement pas une seule solution mais nécessité en fonction des opérateurs disponibles sur une zone de rechercher la formule appropriée associant complémentirement les diverses compétences dans un cadre contractuel négocié.

Le financement des dispositifs d'appui aux producteurs

Avec le désengagement de l'Etat et en dehors des zones d'intervention des « PNVA » et des projets classiques, de nouvelles modalités de financement des appuis aux producteurs sont pratiquées:

- Le paiement des prestations par les utilisateurs de service (cf. l'exemple cité du Centre de Gestion Rurale de Koutiala) mais attention... il serait irréaliste de penser que les producteurs pourront financer l'ensemble des services de conseil. *Il restera toujours une part de « service public » reposant sur des financements non professionnels.. et qui évidemment varie selon les zones et les producteurs.*

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- La mise sur pied de nouveaux outils de financement gérés/gérables par les représentants des producteurs et alimentés directement par l'aide internationale. C'est l'hypothèse du « Fonds d'appui » actuellement en projet au Cameroun.

« Le Fonds », initié à l'occasion de la réforme de la législation coopérative, alimenté par la Caisse Française de Développement et l'Union Européenne a pour objet de subventionner des organisations rurales pour payer des intervenants (ONG ou entreprises privées) en matière de formation et conseil. Ailleurs d'autres fonds à gestion professionnelle sont expérimentés par exemple le « FIL » (Fonds d'Investissement Local) au Mali pour le financement d'investissements non éligibles au crédit.

Le rôle de l'Etat

Le désengagement de l'Etat ne devrait pas signifier abandon mais recentrage sur les fonctions d'intérêt général visant à créer les conditions favorables aux activités des producteurs à savoir:

- *Les mesures législatives appropriées*

Dans ce domaine une avancée positive vient d'être faite au Cameroun avec la nouvelle législation sur les organisations rurales (des coopératives « autonomes » par rapport à l'Etat, des groupes d'initiatives comme GIC, des GIE...).

- *Des mesures en matière de politique de commercialisation*

C'est un point évident de la nécessité d'une politique de l'Etat, par exemple pour donner les « règles du jeu » pour la campagne de commercialisation du cacao, pour organiser si nécessaire une protection de la production nationale (pour la production avicole par exemple).

- *Des mesures en matière foncière*

- *Des mesures en matière de politique de financement (par exemple une politique de bonification des prêts)...*

- *Des mesures en matière de relance de productions prioritaires*

- *etc...*

La recherche et les producteurs

Il a déjà été noté qu'indépendamment des actions de recherche menées par les institutions spécialisées, les opérations de Recherche/Développement, et l'analyse des systèmes de production ont permis une meilleure connaissance des réalités agraires. Notons par exemple ici au Cameroun le programme mené à Dschang dans la chefferie Bafou... mais il demeure trois questions essentielles:

- a) Comment développer l'articulation entre la Recherche et le Développement pour que le principe du « feedback » se concrétise réellement?

- b) Comment la recherche peut-elle davantage contribuer non seulement aux améliorations techniques et agronomiques mais aussi à l'amélioration de la connaissance de l'environnement économique et social et des solutions en matière d'organisation?
- c) Comment la production de la recherche peut-elle être appropriée par les producteurs? La mise en place des équipes de techniciens spécialisés dans le système « T&V » correspond à une tentative aux résultats mitigés.

On pourrait certainement envisager que des « Centres de services professionnels » puissent jouer ce rôle à la manière par exemple des instituts techniques mis en place par les organisations professionnelles agricoles en France. N'est-ce pas par exemple le problème auquel sont confrontés les responsables du SYCOV au Mali qui dépendent pour leur information technique de la CMDT?

Investir dans la « formation au conseil » des agents chargés de l'appui aux producteurs et des responsables professionnels.

Il ressort des points précédents que le potentiel humain d'appui aux producteurs dépasse aujourd'hui le réseau classique des techniciens des services agricoles et qu'au niveau d'une zone l'enjeu est de mobiliser l'ensemble des compétences disponibles (non seulement les techniciens mais aussi des agriculteurs formés, non seulement des agents de structures publiques mais aussi des agents d'ONG et même d'entreprises privées...).

Cette mobilisation ne peut se faire qu'autour d'un *programme de développement* (et le programme d'accompagnement qui lui est lié et négocié entre les opérateurs potentiels, les producteurs intéressés individuellement ou collectivement et les bailleurs de fonds nationaux ou étrangers). Un tel programme de développement et son corollaire le programme d'accompagnement faisant l'objet d'un accord entre les opérateurs concernés et de modalités de suivi évaluation.

Beaucoup d'expériences de négociations entre ONG d'appui et leurs bailleurs de fonds extérieurs peuvent donner des orientations et on pourrait aussi utilement s'inspirer des *programmes de développement* financés en France par l'ANDA (Association Nationale de Développement Agricole: organisme paritaire regroupant les représentants des agriculteurs et les pouvoirs publics pour gérer les actions de développement) ou au niveau européen certains programmes spécifiques comme «les programmes leaders»⁴.

Pour l'ensemble des opérateurs concernés par la mise en oeuvre de ce programme d'accompagnement (agents d'ONG, techniciens...) indépendamment de leur formation technique initiale de base la grande carence des dispositifs de formation concerne la formation à la *fonction de conseil*, c'est-à-dire non pas l'apprentissage de recettes techniques ou pédagogiques mais la préparation à l'accompagnement des producteurs à chacune des étapes de l'action: le diagnostic, la programmation de l'action, sa mise en oeuvre et son évaluation. Pour ce faire il est peu réaliste de vouloir compter en l'état actuel sur les institutions de formation universitaires ou para-universitaires (ou très partiellement).

⁴ Beaucoup d'échanges entre agriculteurs africains et européens auraient intérêt à mettre l'accent sur ces aspects d'échanges méthodologiques. Encore faudrait-il y compris en Europe prendre les moyens d'inventorier les dispositifs/outils méthodologiques et institutionnels dans des formes pédagogiquement appropriées.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Seuls des cursus de formation très liés à l'action peuvent aider les opérateurs (techniciens et responsables professionnels) à acquérir le savoir faire de conseiller et sur ce plan il conviendrait de s'inspirer de l'expérience de certaines ONG dont le professionnalisme gagnerait par ailleurs à être amélioré avec la contribution d'autres opérateurs parmi lesquels je m'inscris.

Liste des sigles utilisés

ANDA	Association Nationale de Développement Agricole
CFPC	Conseil des Fédérations Paysannes du Cameroun
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CRPA	Centre Régionale de Promotion Agro Pastoral
FIL	Fonds d'Investissement Local
FOCAOP	Fonds Commun d'Appui aux Organisations Paysannes
FONGS	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal
GAO	Groupements - Associations Villageoises - Organisations Paysannes
GIC	Groupeement d'Initiative Commune
GIE	Groupeement d'Intérêt Economique
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDRIZ	Projet de Développement Rural Intégré de Zinder
PNVA	Programme National de Vulgarisation Agricole
SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
SNVA	Service National de Vulgarisation Agricole
SODECAO	Société de Développement du Cacao
SODECOTON	Société de Développement du Coton
SYCOV	Syndicat des Producteurs Cotoniers et Vivriers de la zone Mali Sud
UCAL	Union des Coopératives Agricoles du Littoral
UCCAO	Union des Coopératives de Commercialisation et Approvisionnement de l'Ouest
UGCE	Union des Groupements Communautaires d'Esse

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Colloque de Yamoussoukro (1987). Recherche-vulgarisation et développement rural en Afrique Noire.
Paris, La Documentation Française.
La lettre du réseau GAO-16, rue Claude Bernard Paris.

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES SUPPLEMENTAIRES

AIVR (1990). Evaluation des programmes de vulgarisation développement. Actes des journées internationales. Toulouse Auzeville - ENFA.
Beaudoux Etienne, Gandin Jean-Paul (1993). Guide d'Intervention des Equipes d'arrondissement SODECAO - Yaoundé SODECAO ou Paris IRAM.
Bertome Jacques, Mercoiret Jacques (1992). Planification du Développement Local, Paris. La Documentation Française.

- Beaudoux Etienne, de Crombrugghe Geneviève, Douchamps Francis, Gueneau Marie-Christine, Nieuwkerk Mark (1992). Cheminements d'une action de développement de l'identification à l'évaluation. Paris L'Harmattan.
- Gentil Dominique, Fournier Yves (1993). Les paysans peuvent-ils devenir banquiers? SYROS Paris - Ateliers du développement.
- Groupe Formation/Réseau Recherche-Développement (1990). Formations rurales - Analyse de 41 expériences. Paris GRET.
- Groupe de travail Coopération Française (1990). Les interventions en milieu rural. Principes et approches méthodologiques - Paris. La Documentation Française.
- Jacolin P., Dupriez H., Fall P.M., Ndione J., Sow M. (1991). Diobass les paysans et leur terroirs, guide pédagogique. FONGS, ENDA, Terre et Vue, CTA.
- Mondain Monval Jean-François (1993). Diagnostic rapide pour le développement agricole - Paris. IRAM/GRET.

COMMUNICATIONS THEMATIQUES

LE ROLE DE LA FEMME DANS LA RECHERCHE AGRICOLE ET DANS LA VULGARISATION

Victorine KPOHAZOUNDE

African confederation of cooperative savings and credit association/
Association des coopératives d'épargne et de crédit d'Afrique
ACCOSCA House, P.O. Box 43278 Nairobi, Kenya

***Résumé:** Les statistiques de la population démontrent que les femmes constituent plus de la moitié de la population mondiale. Pour redresser l'économie des pays, l'on a besoin d'impliquer toutes les mains valides en vue d'accroître la production nationale pour réduire l'importation à outrance surtout celle des produits alimentaires de base. L'accroissement de la production nationale ne peut s'accomplir que si entre autres l'on implique toute la population active y compris les femmes dans la machine de production. L'exposé démontre la contribution de la femme dans les productions végétale, animale, halieutique, forestière et fruitière. Malgré cette contribution positive, l'on a constaté que les femmes ont un accès limité à la vulgarisation agricole. Les femmes étant des actrices à part entière de tout processus de changement, il est de bon ton qu'elles participent aux prises de décisions qui affecteront plus tard la communauté toute entière. C'est pour cela que le système de Formation et Visite en Afrique, pourrait être de loin le système le plus approprié pour faire passer les messages au niveau du groupe cible que constitue les femmes. L'avantage de ce système est que la formation et l'information sont procurées aux femmes agricultrices sur leur lieu de travail. Toutefois, avant d'assurer la réussite totale de cette méthode, il faut développer de nouvelles techniques en vue d'intégrer les femmes dans tout le processus de recherche et de vulgarisation. Des solutions ont été préconisées en vue d'améliorer la participation de la femme à la vulgarisation. Un accent particulier a été mis sur l'alphabétisation, l'information et la formation.*

INTRODUCTION

Si nous examinons globalement les statistiques de la population mondiale, on peut constater que dans la plupart de nos pays africains, les femmes constituent plus de la moitié de la population. Le pourcentage des femmes varie de 51 à 55%. Et dans les pays où il y a la guerre, ce pourcentage peut atteindre 65% parce que généralement ce sont les hommes qui vont au front de la guerre.

Scientifiquement, il a été démontré que, normalement il naît approximativement le même nombre de garçons et de filles. Mais à cause de la constitution biologique des filles (Chromosomes XX), elles résistent plus aux maladies qui attaquent les enfants entre l'âge de zéro et cinq ans. Par ailleurs, l'urbanisation étant très limitée dans nos pays africains, la majorité de la population se trouve en zone rurale où se passe la production agricole qui constitue la base de l'économie dans la plupart des pays africains.

Présentement, la vie des populations de nos pays est influencée par la crise de la dette extérieure, l'inflation, la dévaluation et autres éléments de la crise économique dont on entend parler à la radio, à la télévision, dans les journaux et dans les magazines. Pour redresser l'économie des pays, l'on a besoin d'accroître la production nationale pour réduire l'importation à outrance, surtout celle des produits alimentaires de base. L'accroissement de la production nationale ne peut s'accomplir que lorsque:

- On accorde une attention particulière à la recherche en vue de dégager les semences améliorées à haute productivité avec des méthodes culturelles modernes qui pourront garantir cette bonne productivité dans les conditions climatiques favorables.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- Les services de vulgarisation utilisent les méthodes de communication appropriées en vue de toucher tous les acteurs du monde rural.
- Toute la population active y compris les femmes font partie intégrante de la machine de production.

LA CONTRIBUTION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

La production agricole englobe la production végétale, animale, halieutique, forestière et fruitière.

Le rôle de la femme dans la production végétale

La production végétale surtout des cultures annuelles commencent par la préparation du sol en passant par les semis, l'entretien, la récolte, la conservation et la commercialisation ou la consommation des produits agricoles. Traditionnellement, les femmes interviennent souvent seules mais parfois avec le chef d'exploitation et les enfants, dans les semis, l'entretien, la récolte et la conservation.

Quant à la commercialisation, en générale le chef d'exploitation s'en charge surtout s'il s'agit des produits de rente. Puisque la plupart des programmes de formation et d'éducation sur les méthodes culturales sont conçus pour les chefs d'exploitation qui sont pour la plupart des hommes, les femmes ne disposent donc pas du savoir-faire nécessaire en vue d'assurer une bonne productivité pour les cultures.

Par contre dans le cas où une femme est chef d'exploitation, son domaine est souvent trop petit pour attirer l'attention des vulgarisateurs. *Donc, ces femmes ont un accès très limité aux services de vulgarisation.*

Parfois, les produits issus de production végétale subissent certaines transformations avant d'être commercialisés. Le processus de transformation des produits agricoles constituent dans beaucoup de pays africains l'apanage des femmes. Les produits qui sont couramment transformés sont le maïs, l'arachide, le manioc, les noix de palme, etc...

Les travaux de recherches sur ces activités de transformation des produits agricoles sont très limités, et le peu qui existe est d'accès très difficile aux femmes. Les raisons de cet accès difficile seront évoquées plus tard.

Le rôle de la femme dans les productions animale, halieutique, forestière et fruitière

Les femmes en générale, entretiennent pour leur propre compte quelques têtes de volailles, d'ovins et de caprins. Pour ce qui concerne les bovins, c'est souvent la propriété du chef d'exploitation mais la femme et parfois les enfants ont le devoir de leur procurer les aliments nécessaires pour leur entretien et pour leur production (embouche ou produits laitiers). Quant à la production halieutique, en générale, ce sont les hommes qui font la pêche en haute mer et les femmes se chargent surtout de la transformation des produits halieutiques.

Concernant les productions forestière et fruitière, les femmes interviennent de façon assez limitée. Mais de plus en plus il faudra les impliquer parce qu'elles sont aussi concernées par les problèmes de la

conservation de l'environnement et comme pour la plupart, elles utilisent du bois de chauffe pour la cuisine, il faut les impliquer dans sa production.

Il faut remarquer que l'accès des femmes aux services de vulgarisation, fait partie intégrante de l'accès des femmes aux ressources disponibles qui sont les propriétés foncières, le capital, l'information, l'éducation, l'assistance technique, et d'autres éléments qui contribuent à l'amélioration du bien-être économique et social de l'individu. En général, les hommes et les femmes ont différents accès aux ressources ci-dessus citées. Cette différence d'accès aux ressources influence de façon significative leur habilité à participer à la réalisation des objectifs d'un projet et à en bénéficier des résultats d'une manière qui reflète effectivement leurs différents rôles et responsabilités.

L'ACCES DES FEMMES A LA VULGARISATION AGRICOLE

Dans le monde en général, et en Afrique en particulier, la Décennie des Nations Unies pour la Femme, qui a eu lieu pendant la période allant de 1975 à 1985, a sensibilisé les gouvernements, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les institutions politiques, sociales, économiques et intellectuelles etc., sur les problèmes des femmes en général. Cette sensibilisation généralisée s'est soldée dans certains pays par ce qui suit:

- La création de ministères chargé des affaires féminines.
- La création de bureaux spéciaux chargés de promouvoir les activités des femmes.
- La conception et l'exécution de projets ou de micro-projets financés par l'UNICEF, le PNUD, l'UNIFEM, l'UNESCO, l'OXFAM, la DANIDA, pour ne citer que ceux-là.
- Des études sur la participation et la contribution des femmes dans le développement socio-économique des pays.
- L'organisation de séminaires et d'ateliers internationaux, régionaux ou nationaux sur les thèmes relatifs aux problèmes des femmes.
- L'établissement de certains fonds destinés spécifiquement aux activités des femmes.
- La création de réseaux d'information et de communication des actualités sur les femmes.
- La ratification des résolutions passées au niveau des Nations Unies etc...

Après la Décennie des Nations Unies pour la Femme, certains des programmes et des activités ci-dessus cités ont continué leur cours normal, mais il a été généralement remarqué que, à l'exception de quelques cas rares, ces programmes et ces activités n'ont pas atteint les objectifs fixés qui sont principalement les suivants:

- L'amélioration du niveau de vie des femmes dans la communauté.
- Le regroupement et la mobilisation des femmes autour des activités génératrices de revenus.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- La constitution d'une banque de données sur la contribution des femmes au développement socio-économique de leur pays.
- L'utilisation de cette banque de données pour concevoir des projets pour les femmes.
- L'amélioration de l'accès des femmes aux infrastructures et aux biens et services publics et semi-publics comme les écoles, l'eau potable, les services de santé, les centres sociaux, les services de vulgarisation, les services vétérinaires.
- L'amélioration de l'accès des femmes au crédit productif.
- La conception de technologies appropriées en vue d'alléger certaines phases des activités domestiques champêtres et de transformation des produits agricoles, activités qui sont exécutées uniquement par les femmes du moins jusqu'à un passé récent.
- L'amélioration de leur savoir-faire surtout dans le domaine des activités de production et celles génératrices de revenus.

Les raisons qui sous-tendent la non réalisation des objectifs de la plupart des programmes et projets sont les suivantes:

- Les principaux acteurs (qui sont les femmes) de ces programmes et projets ne sont pas impliqués dans la conception et ne sont pas impliqués dans le choix des projets et programmes qui peuvent satisfaire à leurs besoins de l'heure.
- Le manque de coordination des activités des institutions qui interviennent dans le domaine de la promotion des activités des femmes aux niveaux local, national, régional et international.
- Au cas où par persuasion les femmes arrivent à accepter les programmes, il leur manque la formation nécessaire pour l'exécution des activités des programmes et projets.
- Le fait qu'il n'existe pas de statistiques fiables sur les activités des femmes fait que le planning des activités des projets a été plus théorique et parfois ne tient pas compte des activités non productives mais obligatoires des femmes.
- La plupart des responsables des projets n'ont pas la patience et l'expertise nécessaires pour diffuser ou communiquer les messages aux femmes qui constituent le groupe cible. *Il faut rappeler ici que pour travailler avec les femmes, il faut concevoir les programmes qui prennent en compte toutes les composantes de la communauté. Ceci est vraiment nécessaire pour avoir le support de la communauté. Les programmes qui ont ignoré cet aspect du problème ont été tous voués à l'échec.*
- La plupart des projets manquent de plan d'autosuffisance à long terme, si bien que à l'expiration de certains programmes, le groupe cible devient plus pauvre que pendant la période avant l'exécution des projets.
- Le manque d'un système adéquat de communication et le manque de réseau efficace pour la diffusion des informations. La plupart des femmes qui devront avoir accès aux services de vulgarisation sont

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- La constitution d'une banque de données sur la contribution des femmes au développement socio-économique de leur pays.
- L'utilisation de cette banque de données pour concevoir des projets pour les femmes.
- L'amélioration de l'accès des femmes aux infrastructures et aux biens et services publics et semi-publics comme les écoles, l'eau potable, les services de santé, les centres sociaux, les services de vulgarisation, les services vétérinaires.
- L'amélioration de l'accès des femmes au crédit productif.
- La conception de technologies appropriées en vue d'alléger certaines phases des activités domestiques champêtres et de transformation des produits agricoles, activités qui sont exécutées uniquement par les femmes du moins jusqu'à un passé récent.
- L'amélioration de leur savoir-faire surtout dans le domaine des activités de production et celles génératrices de revenus.

Les raisons qui sous-tendent la non réalisation des objectifs de la plupart des programmes et projets sont les suivantes:

- Les principaux acteurs (qui sont les femmes) de ces programmes et projets ne sont pas impliqués dans la conception et ne sont pas impliqués dans le choix des projets et programmes qui peuvent satisfaire à leurs besoins de l'heure.
- Le manque de coordination des activités des institutions qui interviennent dans le domaine de la promotion des activités des femmes aux niveaux local, national, régional et international.
- Au cas où par persuasion les femmes arrivent à accepter les programmes, il leur manque la formation nécessaire pour l'exécution des activités des programmes et projets.
- Le fait qu'il n'existe pas de statistiques fiables sur les activités des femmes fait que le planning des activités des projets a été plus théorique et parfois ne tient pas compte des activités non productives mais obligatoires des femmes.
- La plupart des responsables des projets n'ont pas la patience et l'expertise nécessaires pour diffuser ou communiquer les messages aux femmes qui constituent le groupe cible. *Il faut rappeler ici que pour travailler avec les femmes, il faut concevoir les programmes qui prennent en compte toutes les composantes de la communauté. Ceci est vraiment nécessaire pour avoir le support de la communauté. Les programmes qui ont ignoré cet aspect du problème ont été tous voués à l'échec.*
- La plupart des projets manquent de plan d'autosuffisance à long terme, si bien que à l'expiration de certains programmes, le groupe cible devient plus pauvre que pendant la période avant l'exécution des projets.
- Le manque d'un système adéquat de communication et le manque de réseau efficace pour la diffusion des informations. La plupart des femmes qui devront avoir accès aux services de vulgarisation sont

illettrées et la méthode de la traduction orale des documents conçus en langues étrangères n'est pas très adéquate pour faire passer les messages de vulgarisation.

Somme toute, s'il a été constaté en générale que la méthode ancienne de vulgarisation se contentait de diffuser les messages sur techniques culturelles, et cette méthode n'a pas du tout atteint ses objectifs, il faut dire que la situation a été pire pour le groupe cible que constitue les femmes.

LES EFFETS, LES IMPACTS ET LES OPPORTUNITES DU SYSTEME DE FORMATION ET VISITE SUR LES RELATIONS HUMAINES EN AFRIQUE

Les femmes sont des actrices à part entière de tout processus de changement social et économique. Elles sont aussi les premières à subir les effets de ces changements. Par conséquent, il de bon ton qu'elles participent aux prises de décisions qui affecteront plus tard la communauté toute entière¹.

Il faut dire qu'en Afrique, le système de Formation et Visite est de loin le système le plus approprié pour faire passer les messages au niveau du groupe cible que constitue les femmes. L'avantage de ce système est que la formation et l'information sont procurées aux femmes agricultrices sur leur lieu de travail.

Toutefois, avant d'assurer la réussite totale de cette méthode, il faut:

- S'assurer que le groupe-cible soit impliqué dans la conception des thèmes de vulgarisation.
- S'assurer que ces thèmes soient conçus pour la satisfaction des besoins actuels du groupe cible.
- S'assurer que le vulgarisateur délivre l'information et la formation dans une langue comprise par le groupe cible.
- S'assurer que le vulgarisateur utilise un langage assez simple et clair pour la compréhension du groupe cible.
- S'assurer que le programme de Formation et Visite inclut nécessairement les conjoints des agricultrices concernées pour éviter des susceptibilités inutiles.
- S'assurer que la Formation et Visite prenne en compte l'emploi du temps très chargé des femmes dans un premier temps en attendant que d'autres programmes viennent alléger ses activités domestiques et qu'on classifie comme non économiques.
- S'assurer que le programme de vulgarisation à la longue vise à alléger les travaux non productifs des agricultrices.

¹ Women and development in Africa by G.S. Were (1985), pp. 36-43.

Si toutes ces conditions sont remplies, le système de Formation et Visite aura des effets positifs sur la productivité et par ricochet pourra améliorer les relations entre les membres de la famille.

LES EFFETS DE LA NOUVELLE TENDANCE VERS LA LIBERALISATION ECONOMIQUE SUR LES RELATIONS ENTRE HOMMES ET FEMMES

La nouvelle tendance vers la libéralisation oblige les nations à redéfinir la « contribution économique » y compris les activités économiques des femmes qui constituent plus de la moitié de la population. Le problème de la redéfinition des activités économiques des femmes est que ces dernières entreprennent de multiples activités qui sont pour la plupart classifiées comme des activités non économiques.

Si l'on additionne le temps investi par les femmes dans les activités informelles et dans les travaux champêtres, on peut remarquer que les femmes travaillent de longues heures dans la journée. Toutefois, ceci n'est pas totalement pris en compte surtout dans les cas où les travaux domestiques et les travaux champêtres ne sont pas clairement définis.

L'un des effets néfastes de la libéralisation économique est que le nombre d'heures de travail par jour a augmenté et pour les salariés et pour les non salariés, et ceci dans une situation d'incertitude et de vulnérabilité². Dans ce contexte, les femmes doivent se battre pour rendre visible leur contribution à l'économie nationale. Comment ceci peut être réalisé si ces dernières n'ont pas accès à l'information et aux services de vulgarisation?

Présentement, les politiques d'exportations exigent une participation plus accrue des femmes dans la production des produits de rente et d'autre produits d'exportation qui pourraient amener des devises dans les pays. Avec de telles politiques, on considère que les activités traditionnelles des femmes n'ont plus de valeur. Par conséquent, les femmes doivent rentrer dans la bataille du développement économique des pays.

A l'heure actuelle, la tendance générale dans les pays en voie de développement, est la diminution de la production agricole par tête d'habitant, l'augmentation des importations, une agriculture stagnante avec une tendance à la baisse, la malnutrition, etc. Par conséquent, toutes politiques concernant l'augmentation de la production alimentaire devront prendre en compte le rôle important joué par les femmes dans la production agricole³.

Pour le moment, il n'y a pas beaucoup d'études menées dans ce domaine pour permettre une généralisation, toutefois, il est clair que la propriété foncière a une relation avec la production alimentaire. S'adapter à la nouvelle réalité économique requiert beaucoup de créativité, et de compétence politique en vue d'augmenter la participation des individus, des communautés, des organisations non gouvernementales et du secteur privé dans la construction nationale.

² "Ajustement structurel invisible" Les pauvres femmes et la crise économique. Etude de l'UNICEF.

³ Etude menée par Rekha Wazir sur les femmes et les changements dans le monde.

LE BESOIN DE DEVELOPPER DES TECHNOLOGIES, DES CONNAISSANCES ET DES EXPERTISES APPROPRIÉES EN VUE D'AMÉLIORER LA SITUATION DES AGRICULTRICES EN AFRIQUE

Compte tenu de ce qui précède, il devient nécessaire de développer de nouvelles techniques en vue d'intégrer les femmes dans tout le processus de recherche et de vulgarisation. Le grand problème qui se pose ici, c'est la reconnaissance et l'étude du rôle de tous les membres de la famille en vue de concevoir avec la participation de tous les acteurs une redistribution plus adéquate du rôle de chacun dans la famille. Cette étude devra impliquer et les hommes et les femmes simultanément.

Par ailleurs, il faudra concevoir des technologies appropriées en vue de réduire le temps et l'énergie qu'il faudra investir dans les travaux domestiques non économiques mais qui sont indispensables pour le bien-être social de la famille. Ces travaux domestiques doivent être considérés comme un facteur de production et traités comme tels. Il a été démontré que certaines traditions africaines s'érigent en obstacles et empêchent la participation totale des femmes dans le développement.

Ces traditions doivent être soigneusement étudiées et des recommandations devront être faites en vue de les améliorer pour qu'elles ne s'érigent plus en obstacles pour la participation des femmes dans le développement. De toutes les manières, par la force des choses, certaines traditions anti-économiques sont déjà en train d'être atténuées ou supprimées. Ceci doit être initié en collaboration étroite avec les chefs traditionnels et religieux.

Des programmes spécialisés devront être conçus en vue d'améliorer le niveau d'alphabétisation de la population rurale en général et celui des femmes en particulier. En plus des programmes d'alphabétisation, les femmes auront aussi besoin de thèmes spéciaux de vulgarisation concernant leurs activités génératrices de revenus et autres activités de production.

Les travaux de recherches sur ces thèmes spéciaux devront être conçus de commun accord avec tous les acteurs de développement en vue d'assurer que ces thèmes satisfassent les besoins de l'heure actuelle de tous les acteurs de manière efficace.

Il faudra concevoir un programme de formation des formateurs locaux en vue d'assurer la continuité du système de Formation et Visite, et surtout les agents de recherche et les agents de vulgarisation qui seront impliqués dans le programme d'intégration des femmes dans le processus de développement devront apprendre spécifiquement comment aborder la question de l'intégration des femmes.

LE ROLE DE LA RECHERCHE ET L'EDUCATION AGRICOLES DES ONG ET DES DECIDEURS DANS L'AMELIORATION DE LA SITUATION DES AGRICULTRICES

En collaboration avec les femmes, les hommes les chefs traditionnels et religieux de la communauté, des thèmes spécifiques relatifs à l'intégration de la femme dans les activités de vulgarisation seront conçus.

Des recherches seront menées sur ces thèmes spécifiques et les résultats de recherche seront largement diffusés et les thèmes de vulgarisation seront développés à partir des résultats de recherche. Quant à l'éducation, il serait nécessaire de commencer par concevoir un programme d'alphabétisation fonctionnelle en vue d'aider les agriculteurs et agricultrices d'avoir accès à l'information sur les thèmes de vulgarisation.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Les organisations non gouvernementales devront procurer l'assistance technique et le financement nécessaire aux travaux de recherche et à l'exécution des programmes de vulgarisation adéquats qui pourront satisfaire les besoins des agriculteurs et agricultrices.

Elles doivent aussi financer des programmes spécifiques d'intégration des femmes dans le développement. Les décideurs devront développer et adopter des politiques qui favoriseront l'intégration des femmes dans le processus de développement à tous les niveaux.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

UNICEF (1989). Regional Consultative Meeting on Women's Economic Activities. Gaborone, Botswana.
Were G.S. (1985). Women in development in Africa. Gideon S. Were Press, Nairobi, Kenya.

LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES PAYSANNES EXPERIMENTENT ET VULGARISENT DES INNOVATIONS AGRICOLES

Une expérience de Voisins Mondiaux en Afrique de l'Ouest

Tchéin GNON
Coordonnateur National
Voisins Mondiaux Togo
B.P. 37 Bassar, Togo

Résumé: Voisins Mondiaux est une ONG qui a pour but de développer les capacités des communautés les plus défavorisées à satisfaire leur besoins prioritaires. Sur le plan agricole, la méthode des programmes de Voisins Mondiaux est d'amener de façon participative les communautés partenaires à identifier et analyser les problèmes agricoles et d'en proposer des innovations agricoles cherchées de plusieurs sources qu'elles mettront en test. Ces innovations testées sont évaluées et si les résultats sont perçus par les populations villageoises comme pouvant résoudre les problèmes agricoles qui les préoccupent, ils sont diffusés par les Paysans Essayeurs-Formateurs Agricoles. Dans les programmes de Voisins Mondiaux en Afrique de l'Ouest, les actions de vulgarisation agricole font intervenir celles de la recherche agricole. C'est une méthode que les communautés paysannes se sont appropriées. En fait il ne s'agit pas d'enseigner un ensemble de paquets de technologies agricoles aux communautés paysannes mais de les organiser afin de les amener à acquérir une méthode pouvant les guider dans la résolution des problèmes agricoles qui se poseront ultérieurement à eux. Les organisations communautaires paysannes jouent efficacement des rôles de chercheurs et de vulgarisateurs de technologies agricoles dans les programmes opérationnels de Voisins Mondiaux qui n'est en fait présent au sein de ces communautés que pour les encourager à jouer lesdits rôles.

PRESENTATION DE VOISINS MONDIAUX

Voisins Mondiaux est une ONG internationale à but non lucratif dont le siège se trouve aux USA à Oklahoma City. La mission principale poursuivie par Voisins Mondiaux est de renforcer les capacités des communautés les plus défavorisées à satisfaire leurs besoins prioritaires. Dans cette optique, les projets de Voisins Mondiaux sont des programmes de développement intégrés encadrant les communautés les plus enclavées et les plus défavorisées.

En Afrique de l'Ouest cette organisation a des projets opérationnels au Togo, au Mali, au Burkina Faso et au Ghana. Au Togo par exemple, le programme de développement intégré des Voisins Mondiaux (VM) appelé Projet de Promotion de l'Auto-Développement des Communautés Rurales (PADCOR) a été mis en place à Bassar en janvier 1983.

Les actions de PADCOR s'étendent à une population d'environ 60 000 habitants. Il encadre directement 14 villages pilotes dans les préfectures de Bassar et Dankpen.

L'effectif du personnel du programme est de six personnes. Mais du fait qu'il s'agit d'un projet d'auto-développement, l'équipe de PADCOR est aidé par 116 paysans volontaires qui sont des promoteurs d'actions d'intérêts communautaires dans les domaines de santé, de l'agriculture, de la gestion et de l'organisation communautaire.

L'APPROCHE DE VM

Dans le volet agricole plus précisément, l'objectif principal des programmes opérationnels des Voisins Mondiaux est d'amener les organisations communautaires à développer leurs capacités pour prendre en charge l'auto-développement de leur agriculture. Ainsi il est nécessaire pour Voisins Mondiaux d'amener ces dernières à stimuler par elles-mêmes une prise de conscience collective sur les différents problèmes agricoles préoccupant l'ensemble des paysans.

Les organisations communautaires doivent établir des priorités quant aux problèmes à résoudre. C'est donc à elles que revient la tâche de rechercher des solutions aux problèmes que les organisations communautaires ont retenu de résoudre. Après cette identification de solutions en termes d'innovations agricoles, les populations paysannes doivent: tester, suivre et diffuser les résultats des nouvelles technologies agricoles qu'elles jugent potentiellement capables de les aider à résoudre leurs problèmes.

Pour les programmes de Voisins Mondiaux, l'auto-développement de l'agriculture des petits exploitants repose sur l'appropriation collective des méthodes d'expérimentation, d'évaluation et de vulgarisation spontanée d'innovations agricoles par les organisations communautaires elles-mêmes. Par conséquent, elles doivent améliorer leurs méthodes (traditionnelles) d'expérimentation et de vulgarisation agricoles.

Cette amélioration de capacités suppose une amélioration paysanne du système individuel d'évaluation des innovations testées (par le moyen d'une évaluation communautaire). Il s'agit également du renforcement du circuit paysan de diffusion spontanée de celles par lesquelles les communautés trouvent des résultats intéressants par l'organisation d'un programme communautaire de vulgarisation. Le travail de Voisins Mondiaux comme le disait si bien Roland Bunch (en 1990), ne consiste pas à enseigner ni à vendre une technologie aux gens mais à leur enseigner une méthode de recherche au niveau du village avec laquelle ils pourront continuer à expérimenter de nouvelles innovations d'année en année.

Pour traduire dans les faits cette approche, les programmes de Voisins Mondiaux amènent les organisations communautaires à mettre en place une structure de paysans volontaires promoteurs d'une agriculture durable: il s'agit de Paysans Essayeurs (PE) qui testent les innovations agricoles (solutions proposées aux problèmes identifiés) et des Paysans Formateurs Agricoles (PFA) qui forment les PE sur comment faire l'expérimentation agricole des innovations identifiées. L'ensemble des deux catégories de promoteurs assure la diffusion des innovations agricoles dont les résultats ont donné satisfaction à leurs populations au cours des sessions d'évaluation communautaire.

Pour que ce processus devienne durable, l'expérience de VM est qu'il faut beaucoup travailler pour renforcer les capacités d'organisation et de gestion communautaire. Après une évaluation « stratégique » de l'expérience de VM depuis 1984, le personnel de VM en Afrique de l'Ouest a dégagé les « capacités les plus importantes pour pérenniser ce processus d'auto-développement agricole » à savoir:

Capacités à renforcer le processus de l'auto-développement agricole des communautés paysannes

- Capacité des communautés à pouvoir négocier leurs intérêts avec l'extérieur (services de recherche et vulgarisation - ONGs - crédit - financement).
- Capacités des communautés à pouvoir mobiliser les ressources locales (caisse communautaire, ressources humaines et matériels).

- Capacité en *leadership* élargi (vision - conception - animation - facilitation - esprit d'initiative - sensibilisation).
- Capacité organisationnelle des communautés à pouvoir entreprendre des activités durables d'auto-développement communautaire.
- Capacité des communautés à pouvoir gérer un processus d'auto-développement communautaire (diagnostic des problèmes, recensement des besoins, planification/programmation - budgétisation - être alphabétisé - suivi-évaluation).
- Capacité de collaboration intervillageoise autour des problèmes d'intérêts communs (communication).
- Capacité des communautés de pouvoir prendre des décisions représentatives, démocratiques et transparentes (communication).
- Capacité des communautés à pouvoir acquérir, expérimenter et promouvoir les innovations techniques agricoles...

COMMENT SE FAIT L'EXPERIMENTATION D'INNOVATIONS AGRICOLES?

L'expérimentation agricole se fait sous une gestion paysanne au niveau communautaire et à petite échelle. Les animateurs de Voisins Mondiaux à travers une série de questions sur des thèmes spécifiques amènent les communautés paysannes à étudier un certain nombre de problèmes agricoles préoccupant l'ensemble des populations des villages encadrés. Les points fondamentaux suivants guident toujours les discussions avec les populations; il s'agit:

- D'amener les populations paysannes à établir des comparaisons entre l'agriculture pratiquée au temps jadis par leurs grands-parents et celle pratiquée aujourd'hui. De ces comparaisons elles sont amenées à mentionner les nouveaux changements intervenus, à établir les causes et à dégager les divers problèmes posés à leurs productions agricoles.
- D'amener les villages à analyser les tentatives de solutions qu'ils ont éventuellement déjà apporté aux problèmes qui les préoccupent.
- D'amener les paysans à revoir en fonction des problèmes à résoudre, les nouvelles propositions de solutions éventuelles qui s'imposent.
- D'amener les communautés à voir la nécessité que leurs propositions de solutions soient mises en expérimentation à petite échelle.

Dès que les communautés décident de tester les innovations proposées, l'animateur du programme aide les PFA à élaborer le protocole expérimental de chaque innovation à tester. Les points essentiels suivants sont pris en compte dans cette élaboration de protocole expérimental: problèmes à résoudre, pratiques traditionnels, innovations à tester, objectifs de l'essai, implantation de l'essai, observations à faire.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Dans cette élaboration de protocole expérimental, et comme le dit le livre *Deux épis de maïs* (1982), l'animateur de Voisins Mondiaux n'amène pas le paysan à changer tout dans ses pratiques agricoles au profit d'une nouvelle pratique. Les PE dans chaque village sont formés par les PFA sur le protocole expérimental élaboré du test que la communauté lui a confié. Dès que le test est mis en place, le PE relève sur une fiche tout ce qu'il observe lors des suivis qu'il effectue. Il s'appuyera sur l'ensemble de ces données pour expliquer le test qu'il a conduit lors des sessions d'évaluation communautaire.

Le reste des paysans intéressés par les tests menés dans les villages, visite également les parcelles d'essais installées par les PE par curiosité pour les uns et pour suivre le sérieux avec lequel les tests sont gérés pour les autres; ceci afin de pouvoir apprécier à leur juste valeur les potentialités de l'innovation lors des évaluations communautaires après les récoltes.

COMMENT SE FONT LES EVALUATIONS D'INNOVATIONS AGRICOLES?

Niveau communautaire

Les diverses actions conduites au sein des villages sont évaluées de façon communautaire en deux phases:

Au cours de la première phase, les PE dans chaque village expliquent à leurs communautés comment chacune des innovations a été testée, tout en rappelant les problèmes que les innovations cherchent à résoudre et leur présentent les résultats obtenus. Des discussions s'engagent alors entre la population et les PE pour apprécier les résultats obtenus à travers la conduite des tests et pour voir s'ils ont été bien conduits ou non.

Ensemble ils essaient de juger si au vu de ces résultats les innovations peuvent résoudre les problèmes spécifiques pour lesquels elles ont fait l'objet de tests. Enfin, les communautés avec les promoteurs agricoles prennent des décisions sur l'adoption, le rejet ou encore la poursuite de certaines de ces innovations au niveau de leur village.

Niveau de l'association (inter-village)

Les PE encadrés par les animateurs du projet, se trouvent au nombre de trois à quatre par zone (Association de villages dont le nombre varie en fonction des pays) pour préparer la tenue de la seconde phase de l'évaluation des activités agricoles en mettant au point un module d'évaluation.

Au cours de la deuxième phase, l'évaluation des résultats des innovations agricoles testées regroupe dans un village, deux PE et un représentant du Comité Villageois de Développement de chacun des villages pilotes au sein de chaque zone.

Ces derniers sont des porte-paroles qui communiquent à la session les résultats des tests effectués dans leur village respectif. Sur la base du module d'évaluation, ceux qui l'ont établi animent la rencontre. Ainsi des partages d'expériences inter-villageois se font au cours de cette deuxième phase. Tout comme à la première phase, il s'engage de nouvelles discussions, et des analyses entre les délégués afin de prendre les dernières décisions sur chacune des innovations testées.

C'est également au cours de cette deuxième phase que les délégués au niveau inter-village planifient les actions à conduire au cours de l'année fiscale suivante. Cette planification prend en compte les tests des

innovations à introduire, celles de la campagne précédente qui sont à reconduire et les innovations à vulgariser.

A la fin de l'évaluation communautaire au niveau inter-village, les délégués venus de chaque village y retournent pour rapporter les résultats de l'évaluation à leurs communautés respectives. C'est sur la base de l'ensemble de ces actions ainsi décidées au niveau des communautés que l'équipe d'encadrement des Voisins Mondiaux élaborera le profil de programme pour le travail de l'année fiscale suivante.

Dans ce processus les résultats des évaluations antérieures ne sont pas prises en considération pour la planification de l'année suivante. C'est là également une autre faiblesse du système.

COMMENT SE FAIT LA VULGARISATION AGRICOLE AU NIVEAU PAYSAN?

Dans la vulgarisation agricole les programmes de Voisins Mondiaux pensent que les organisations communautaires sont celles qui doivent prendre en charge l'exécution de cette tâche. Pour ce faire dans certains programmes, des villages pilotes sont mis en place et assurent de façon très appréciable la diffusion des innovations dans des villages voisins *en passant par des actions d'organisation et de gestion communautaires*. Cette diffusion est rendue effective par des actions de sensibilisation des populations directement encadrées par l'animateur sur le devoir de transmettre les connaissances acquises à d'autres.

Nous avons remarqué à la suite de nos fréquents contacts avec les organisations communautaires qu'il y aurait un mobile qui fait que le paysan est fier d'enseigner à d'autres ce qu'il sait faire. Par conséquent il suffirait donc pour cela de trouver le tact avec lequel stimuler ce mobile pour assurer une bonne vulgarisation des innovations agricoles.

Pour les programmes de Voisins Mondiaux en Afrique de l'Ouest nous ne croyons pas avoir déjà trouvé ce tact; il nous faut le rechercher. Pour la vulgarisation des innovations qui après test ont donné des résultats intéressants pour les communautés, les PE sont les premiers à s'en charger. Généralement les PE donnent de petites quantités de semences à tous ceux qui expriment le besoin de passer à l'exploitation à grande échelle des innovations. Mais lorsqu'il s'agit d'une technique en vulgarisation, ceux qui veulent l'adopter sont également formés par les PE ou les PFA.

De plus la diffusion d'une innovation agricole débute dès son arrivée pour la mise en place d'un test car l'approvisionnement ou la recherche d'intrants pour tester les innovations proposées sous forme de solutions est assuré par le programme mais aussi par certains paysans qui effectuent des voyages hors de leurs villages ou qui visitent les champs des voisins.

Pour introduire une innovation dans un village, l'animateur du projet ou les PFA convoque toute la population pour la lui présenter. Dans le cas par exemple des semences, elles sont à tour de rôle observées par chacun des exploitants agricoles du village. Ainsi ces derniers sont informés qu'il y a eu l'introduction d'une innovation agricole dans le village mais que cette dernière devra être mise en test.

De plus lors des recherches communautaires de solutions aux problèmes agricoles, chaque membre de la population a une idée sur la nature des innovations recherchées (précision est faite sur le cycle, les potentialités sur le plan du rendement, etc...).

C'est là un rôle non négligeable joué par les organisations communautaires dans le circuit de vulgarisation spontanée d'une innovation agricole. D'une façon générale, la vulgarisation agricole communautaire se base sur l'expérimentation et l'évaluation des innovations agricoles testées.

UN EXEMPLE DE TESTS ET DE VULGARISATION COMMUNAUTAIRES DES PAYSANS DE 14 VILLAGES PILOTES ENCADRES AU PROJET PADCOR (Togo)

L'ensemble des données consignées dans les tableaux 1, 2 et 3 sont récoltées entièrement par les paysans promoteurs de l'auto-développement agricole dans 14 villages pilotes. L'on remarquera que ces données fournies par les paysans ont permis quand même à l'équipe PADCOR de faire quelques analyses ci-dessous.

Ces promoteurs sont aidés dans leurs activités par des cours d'alphabétisation fonctionnelle. Ceci traduit les rôles d'expérimentateurs, de vulgarisateurs et d'enquêteurs que pourraient jouer les organisations communautaires. Pour ce faire il suffit de ne pas chercher à ce que le paysan fasse une recherche du même niveau de qualité qu'un chercheur chevronné opérant dans une institution de recherche.

Expérimentation d'innovations agricoles

Objectif: Réduction de risques en production vivrière

Dans l'objectif de conjuguer la diversification des cultures et la promotion des variétés cycles courts pour pallier à certains effets néfastes des aléas climatiques, les PE recherchent les paramètres nécessaires à cet effet en conduisant les tests ci-après:

- 1) Sur des parcelles de 100 m², des essais de précocité comparative sont conduits dans 14 villages par des PE en:
 - 56 répétitions pour le maïs; variétés POOL 16, Pozarica et Locale
 - 77 répétitions pour le sorgho; variétés S17, Framida et Locale
 - 42 répétitions pour le riz; variétés IRI 841 et Locale
 - répétitions pour l'arachide; variétés TS32-1, RMP12 et Locale Ayengré
- 2) Un groupe de 4 PE dans chacun de 5 villages pilotes a mis en place un test comparatif de production de semenceaux d'igname entre 2 variétés: Dilambore et Tchangbalo appartenant respectivement aux espèces *Dioscorea alata* et *D. cayenensis rotundata*. Le test est conduit en cinq répétitions sur des parcelles de 100 m².
- 3) D'autres tests d'innovations agricoles mis en place par les PE des communautés de 14 villages ont été conduits jusqu'à la récolte des diverses parcelles (cf. tableau 1).

Tableau 1. Indicateurs de conduite d'essais agricoles par les PE dans 14 villages de juin à novembre 1992 sous l'encadrement de PADCOR
(Gnon 1993 dans Rapport annuel Juillet 1992 à Juin 1993)

Innovations testées	Répétitions prévues	Répétitions réalisées	Nb village	Nb de répétitions à terme	Cycle en Nb de jours	Rendement estimé (kg/ha)
Maïs Pool 16	42	53	14	46	64	1380
Maïs Pozarica	42	53	14	46	81	1700
Maïs Pirsaback	42	53	14	46	75	1561
Maïs Locale	42	53	14	46	98	1294
Arachide RMP 12	42	36	12	26	126	989
Arachide TS 321	42	36	14	26	91	859
Arachide Locale	42	36	12	26	98	671
Arachide Locale Ayengré	42	36	7	26	101	718
Sorgho S17	14	21	9	10	92	360
Sorgho Framida	14	21	9	10	76	507
Sorgho Locale	14	21	9	10	110	78
Riz IRI 841	0	25	9	8	90	1791
Riz Locale	0	25	9	8	110	1442
Soja Jupiter	0	8	3	7	-	804
Soja ISRA 44	0	8	3	7	-	793
Maïs sous néré	14	6	6	2	-	700
Maïs sous karité	14	6	6	0	-	-
Témoin	14	6	6	2	-	500

PP = Profil de Programme

* Objectif: Réduction de risques après récoltes

4) Essai de conservation post récolte du niébé

Les destructions des stocks de niébé particulièrement par les bruches après récolte constituent pour les producteurs de 14 villages encadrés par le programme PADCOR des goulots d'étranglement à l'auto-diffusion des variétés de niébé qu'ils ont déjà testées et retenues pour la vulgarisation.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Ainsi à travers un test de conservation biologique du niébé en stock mené en 28 répétitions dans 14 villages avec 13 produits naturels (voir ci-dessous), les organisations communautaires recherchent les paramètres d'une conservation du niébé à très faibles coûts et qui de surcroît ne puisse laisser les graines des résidus de substances chimiques toxiques pour l'organisme humain.

L'innovation a consisté à malaxer 500 g de niébé avant le stockage avec l'un des produits naturels et selon la quantité ci-après:

T1: 10 g de poudre de piment *Capsicum chinense*

T2: 10 g " " " " *C. frutescens*

T3: 10 g de bulbe d'ail découpée en rondelles

T4: 10 g de poudre de feuilles de *Cymbopogon* sp.

T5: 10 g de feuilles pulvérisées de *Hyptis* sp.

T6: 10 g de feuilles pulvérisées de « Ditounoure »

T7: 10 g de cendre de cuisine

T8: 10 g de feuilles pulvérisées de neem

T9: 1 cuillère d'huile d'arachide

T10: 1 cuillère d'huile d'arachide pimentée

T11: 1 cuillère de beurre de karité

T12: 1 cuillère de miel pur

T13: sans aucun produit (témoin)

Les résultats de cet essai relevés par les PE sont présentés dans le tableau 2.

Selon le tableau 2, la récolte de niébé pourrait se conserver sans être attaquée durant 4 mois en moyenne grâce à l'utilisation de certains produits naturels de conservation.

Tableau 2. Résultats du test de conservation biologique du niébé avec 13 traitements par 28 PE dans 14 villages pilotes
(Gnon 1993 dans Rapport annuel Juillet 1992 à Juin 1993)

Traitements	Nbre de répétitions	Date de mise en place du test	Nbre de répétitions attaquées	Durée avant attaque (jours)	Durée conservation s sans attaques (jours)
T1	28	23-12-92	3	100	145
T2	28		4	115	138
T3	28		3	109	127
T4	28		3	112	119
T5	28		2	98	117
T6	28		1	113	116
T7	28		4	96	102
T8	28		5	89	94
T9	28		4	100	112
T10	28		3	120	127
T11	28		4	118	126
T12	28		1	118	135
T13	28		24	40	44

Tableau 3. Situation sur l'adoption des innovations agricoles testées et retenues pour la vulgarisation par les organisations communautaires au cours des campagnes agricoles 1990 à 1992

(Gnon 1993 dans Rapport annuel Juillet 1992 à Juin 1993)

Innovations	Nb variétés	Nb de chefs d'exploitation ayant adopté	% adoption totale	Nb de villages	Surfaces cultivées	Qté semences achetées (kg)
Maïs	3	285	26	14	120	2800
Sorgho	3	11	5	5	4	38
Riz pluvial	1	46	6	9	4,5	238
Arachide	2	57	8	8	5	500
Soja	2	112	7	9	5,75	0
Niébé	2	115	15	10	13,5	210
Culture en couloirs de PA	-	90	6	12	33	-
Production de semenceaux d'igname	Locale	243	18	10	8,5	0
Manioc	2	60	6	9	5,0	0

Vulgarisation communautaire des innovations agricoles testées

Suite aux divers essais de diversification de productions vivrières et de restauration de la fertilité des sols menés de façon communautaire dans les 14 villages pilotes, certains chefs d'exploitations agricoles ont adopté les innovations que leurs villages avaient maintenu en vulgarisation. C'est ce qui nous est révélé comme suit par une enquête menée par des paysans promoteurs auprès de plus de 52% d'un total de 1085 chefs d'exploitations agricoles habitant les 14 villages pilotes.

a) Objectif: Réduction de risques - diversification dans la production vivrière

- En culture de maïs, 26% cultivent au moins depuis 1990 à 1992 1 à 3 variétés précoces de maïs. Ils ont acheté à cet effet environ 2800 kg de semences de maïs pour le compte de la campagne écoulée et cultivé au moins 92 hectares dans l'ensemble.
- En culture de niébé, 15% des chefs d'exploitations agricoles ont en moyenne cultivé de 1990 à 1992, 2 variétés de niébé de cycle (court) allant de 70 à 75 jours.

- En culture de sorgho, 5 % des chefs d'exploitations agricoles ont adopté dans 5 villages la culture de 3 variétés précoces de sorgho testées il y a 2 ans.
- L'ampleur de la riziculture de bas-fond s'est augmentée de celle de la culture pluviale dans 9 villages par 6 % des chefs d'exploitations agricoles qui ont adopté la culture de la variété de riz pluvial IRAT 112.
- Les 2 variétés d'arachide retenues l'an dernier en vulgarisation communautaire par 10 villages pilotes ont été adoptées par 8 % des chefs d'exploitations agricoles dans 8 de ces villages. Ils ont à cet effet acheté 500 kg de semences en coques.
- En culture de manioc, 6 % des chefs d'exploitations agricoles ont adopté la culture des 2 variétés améliorées de cycles court et moyen, testées par les PE. Environ 8 % avaient au cours de la campagne écoulée manifesté leur désir de les adopter mais n'ont pas pu le faire par manque de boutures. Face à ce problème il est souhaitable tout comme en production de semenceaux d'igname que le projet apprenne aux organisations communautaires à travers des tests l'usage des miniboutures de manioc.
- La quasi totalité des planteurs d'igname, 98 % produisent les semenceaux d'igname par la technique traditionnelle de sevrage. De tout ce groupe, 18 % fragmentent de façon plus ou moins améliorée les tubercules-mères pour produire les semenceaux devant leur servir à planter les tubercules de consommation.

De l'enquête conduite par les paysans promoteurs des actions de leur auto-développement agricole, il ressort ce qui suit:

24 % des exploitants agricoles de 10 villages ont acheté de nouvelles semences de maïs vulgarisées par certains membres de leurs communautés respectives. Par contre 6 % les ont obtenus auprès de leurs voisins du village qui les détiennent à leur tour des récoltes de parcelles d'essais qu'ils ont conservé.

D'une façon générale, les résultats de l'enquête révèlent qu'au cours de cette campagne agricole, 36 % des semences utilisées à titre de production par les chefs d'exploitations agricoles dans 13 villages pilotes sur les 14 sont celles de variétés testées par les PE sous l'encadrement du projet PADCOR.

De plus les résultats de cette enquête nous autorisent à dire que sur un plan de diversification variétale, au moins les exploitations agricoles de 14 villages pilotes sont enrichies de 13 nouvelles variétés de céréales, légumineuses et racines amylacées.

b) Objectif: Amélioration de la fertilité des sols

Sur l'ensemble des 1085 chefs d'exploitations agricoles des 14 villages, 6 % ont adopté la culture de céréales dans des couloirs d'essences agroforestières et 7 % plantent des arbres dans les champs pour que ces derniers y déposent suffisamment de matières organiques. Cependant 31 % pratiquent la jachère tandis que la majorité, 56 %, reste attachée aux utilisations d'engrais chimiques.

Des résultats vus plus haut, il ressort que la vulgarisation des innovations agricoles testées de façon communautaire au cours des années précédentes se fait de mieux en mieux: par rapport à l'an dernier le nombre de variétés (surtout de maïs) adopté par les chefs d'exploitations agricoles a augmenté tout comme le nombre de cultures adoptées a augmenté par celle du manioc.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Par ces chiffres, nous pensons que les organisations communautaires peuvent assumer les rôles de la recherche et de la vulgarisation agricole pour un développement agricole.

Cependant il faut signaler qu'un appui en alphabétisation est nécessaire.

Le fait que les paysans jouent ces divers rôles dans l'auto-développement de leur agriculture ne signifie pas que le chercheur ou le vulgarisateur « moderne » devrait disparaître. Car il ne faudrait pas perdre de vue que les travaux de laboratoire sont tout aussi nécessaires pour faire avancer l'agriculture.

CONCLUSION

L'expérience VM nous amène à être convaincu que pour arriver à une agriculture durable, il faut que les organisations communautaires s'approprient d'une méthode qui les rend autonomes dans le cadre de leur développement agricole.

Sigles et abréviations utilisées

PADCOR:	Projet de Promotion de l'Auto-Développement des Communautés Rurales
PE:	Paysans Essayeurs
PFA:	Paysans Formateurs-Agricoles
VM:	Voisins Mondiaux

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bunch Roland (1982). Deux Epis de Maïs: Un Guide pour le développement agricole auto-centré. Voisins Mondiaux (Première édition française 1990). 294 pp.
Gnon Tchén (1993). Rapport annuel de Juillet 1992 à Juin 1993. PADCOR. 32 pp.

ROLE DES ORGANISATIONS PAYSANNES DANS LA TRANSFORMATION DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Peter GUBBELS

Représentant régional de Voisins mondiaux
en Afrique de l'Ouest et au Tchad
B.P. 1315, Ouagadougou 01 Burkina Faso

Résumé: L'auteur évalue le rôle que peuvent jouer les organisations paysannes pour renforcer l'efficacité de la recherche et de la vulgarisation agricoles dans le contexte de l'ajustement structurel et de l'évolution politique récente de l'Afrique de l'Ouest. Il envisage tout d'abord comment des organisations paysannes localisées dans des environnements complexes, hétérogènes et précaires (CHP) peuvent contribuer au développement agricole, puis il met en relief les caractéristiques essentielles pour en faire des organisations fonctionnant de manière autonome. Trois études de cas sont présentées. Elles concernent des programmes mis en oeuvre en Afrique de l'Ouest (deux par des ONG, le troisième par une entreprise paraétatique) en vue de transformer la pratique de la recherche et de la vulgarisation en un partenariat véritable avec des organisations paysannes renforcées. De cette analyse d'expériences de terrain, plusieurs leçons importantes sont tirées. Les faits s'accordent à démontrer que des organisations paysannes dynamiques ont un rôle sinon indispensable, du moins crucial à jouer dans les zones CHP pour conférer davantage d'efficacité à la recherche et à la vulgarisation. Afin de concrétiser ce potentiel, les services de vulgarisation et les ONG se doivent de prêter une attention particulière aux aspects suivants: s'engager dans une pratique de la « vulgarisation » repensée et élargie; surmonter les contraintes institutionnelles internes qui s'opposent à un « renversement de rôles » et à la responsabilisation des OP; élaborer des méthodologies et outils d'apprentissage participatif; déployer des efforts pour assurer la formation et le recyclage du personnel; apprendre à composer avec la dynamique villageoise lorsque celle-ci fait obstacle à la constitution d'OP démocratiques et représentatives; et décentraliser le processus de prise de décision au sein de la recherche et de la vulgarisation de manière à ménager un rôle pour des OP représentatives.

ROLE D'ORGANISATIONS PAYSANNES AUTONOMES DANS LA TRANSFORMATION DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION AGRICOLES: CONSIDERATIONS GENERALES

Pour que l'agriculture paysanne de l'Afrique de l'Ouest puisse connaître une transformation de nature à en développer la durabilité et la productivité, à enrayer le déclin des systèmes de subsistance et la dégradation de l'environnement, et à engendrer des ressources locales pour oeuvrer à un développement social, un changement radical doit intervenir dans la recherche et la vulgarisation agricoles. La nécessité de faire émerger des systèmes de subsistance et d'agriculture paysanne durables en Afrique de l'Ouest amène à prêter une attention croissante à des stratégies visant à réorienter la politique de recherche et de vulgarisation en fonction des besoins des pauvres ruraux vivant dans des environnements relativement complexes, hétérogènes et précaires.

Dans beaucoup de pays ouest-africains, la pression de la population sur les ressources naturelles est appelée à s'accroître, et il devient donc de plus en plus urgent de parvenir à une augmentation durable de la productivité agricole.

Hors d'Afrique, un nombre non négligeable de pays en développement a atteint un taux respectable d'accroissement de la productivité agricole. Cependant, cette croissance s'est faite essentiellement dans des zones irriguées ou bénéficiant de précipitations fiables. L'on n'a enregistré que des améliorations

mineures dans les zones complexes, hétérogènes et précaires (CHP), où le manque de fertilité des sols se conjugue aux effets d'une pluviométrie irrégulière et insuffisante.

Les problèmes des zones CHP sont particulièrement aigus en Afrique de l'Ouest, où le développement agricole se heurte à de nombreux obstacles: insuffisance d'infrastructures, dispersion des populations, distance des marchés, bas niveau des prix au producteur, manque d'intrants et difficultés d'accès au crédit. La plupart de ces pays se trouvant actuellement dans une phase d'ajustement structurel, il leur est impossible de dégager les fonds publics qui seraient nécessaires pour accroître le nombre des agents de vulgarisation sur le terrain et leur fournir un appui adéquat (formation, encadrement, moyens de transport).

Cependant, l'un des problèmes les plus critiques consiste à trouver des modalités institutionnellement viables pour travailler avec les paysans des zones CHP en vue de mettre au point et de diffuser des technologies agricoles.

Dans plusieurs pays ouest-africains, les services publics expérimentent un certain nombre de « modèles » de vulgarisation et de recherche agricoles. Certains de ces modèles concernent des produits spécifiques, d'autres des systèmes technologiques. Beaucoup suivent les principes de la diffusion par des visites à des « paysans de contact », comme c'est le cas des diverses formes du système de « formation et visites ». En Afrique de l'Ouest, ce système s'est révélé moins efficace et plus coûteux que ne l'avaient envisagé ses promoteurs. Les autres approches mises en oeuvre par les services publics n'ont également exercé qu'un impact limité.

Dans la recherche de stratégies de vulgarisation plus efficaces et institutionnellement viables, un certain nombre d'organisations (essentiellement des ONG) ont entrepris d'expérimenter des approches dans lesquelles c'est *le paysan*, plutôt que des professionnels de la vulgarisation, qui est le principal agent de changement. Ces approches de la recherche et de la vulgarisation, parce qu'elles ont un caractère participatif et donnent l'initiative au paysan, sont dénommées « approches de participation paysanne »¹.

Au centre des stratégies de participation paysanne se trouve le renforcement des capacités *autochtones* de mise en point de technologie (ce que recouvrent des appellations telles que « recherche-développement informelle » ou « science paysanne »). Cependant, ce renforcement de capacités exige que les paysans assimilent des éléments des systèmes de connaissances scientifiques modernes.

Les données de l'expérience, quoiqu'encore fragmentaires, donnent à penser que les approches reposant sur la participation paysanne peuvent aboutir à d'excellents résultats. Leur succès dépend de plusieurs facteurs qui consistent à: renforcer l'aptitude des organisations paysannes (OP) à diagnostiquer elles-mêmes les problèmes agricoles et à établir des priorités; leur donner accès à une « panoplie » d'options technologiques; les aider à concevoir des expérimentations pour tester, évaluer (et peut-être adapter) les technologies les plus prometteuses. Presque toutes les approches de participation paysanne reposent sur une forme ou une autre d'*organisation paysanne*, plutôt que sur le travail avec des paysans individuels.

¹ Les stratégies de recherche et de développement agricoles qui suivent le principe de la participation paysanne s'appuient sur les savoirs agricoles autochtones, font usage des ressources locales et s'efforcent de renforcer la capacité d'innovation des petits paysans vivant dans des environnements complexes et précaires. Ces stratégies impliquent un renversement de rôles. Ce sont les paysans, et non les chercheurs, qui décident des priorités de recherche, analysent les problèmes, choisissent les technologies à tester et adopter, mettent en oeuvre des expérimentations et en évaluent les résultats. Les chercheurs et les vulgarisateurs apprennent auprès des paysans, les consultent, cherchent des idées à leur fournir, suscitent des réunions, jouent un rôle de catalyseur et apportent un soutien aux paysans sur un mode coopératif ou collégial (Chambers *et al.*, 1989).

De nouvelles *méthodologies* ont émergé pour mettre en oeuvre ces approches alternatives de la recherche et de la vulgarisation. L'« évaluation participative en milieu rural », la « recherche participative en milieu paysan », le « développement participatif de technologie », l'« analyse des agroécosystèmes », la « recherche-action participative » et les « équipes de développement-éducation-leadership » sont des approches auxquelles les ONG ont de plus en plus recours pour amener les paysans à *identifier* et *analyser* eux-mêmes les problèmes et les opportunités s'offrant pour un changement technique et une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles (Cornwall *et al.* 1993).

La plupart de ces approches ont en commun des méthodes visant à faciliter l'« appropriation » par les paysans du processus d'expérimentation des technologies, ainsi que la *diffusion* « de paysan à paysan » des innovations appropriées. Etant donné la réalité de l'ajustement structurel et de la contraction des budgets publics, il devient à la fois opportun et pressant d'envisager des approches de la vulgarisation ayant pour moteur l'initiative paysanne et la « demande de la situation », c'est-à-dire des approches dans lesquelles des groupements organisés de producteurs puissent formuler et gérer leur propre programme de développement agricole (communautaire). Mais pour l'instant, très peu de services publics de recherche et de vulgarisation se sont sérieusement intéressés aux approches et méthodes de participation paysanne en Afrique de l'Ouest.

Nous démontrerons ci-après qu'il devient de plus en plus urgent de tirer les leçons politiques des expériences d'approches alternatives du développement agricole reposant sur la participation paysanne en Afrique de l'Ouest. Une autre tâche, tout aussi importante, consiste à envisager *critiquement* les modalités selon lesquelles les services publics peuvent adopter ces approches alternatives, les piloter et, si elles se révèlent appropriées, opérer une « montée en échelle ». Cela implique que les services publics de vulgarisation identifient les changements à apporter à leurs stratégies, à leurs politiques ainsi qu'à la gestion et à la formation de leur personnel afin de faciliter la mise en oeuvre de ces approches.

Nous présenterons les arguments théoriques qui justifient que les organisations paysannes assument un rôle actif dans la recherche et la vulgarisation. Après avoir énoncé les qualités qui nous apparaissent essentielles pour des OP « autonomes » et les contraintes faisant obstacle au développement de ces qualités, nous décrirons trois études de cas. Enfin, nous synthétiserons les leçons pouvant être tirées de ces études de cas.

IMPLICATIONS THEORIQUES

Comment des organisations paysannes dynamiques peuvent-elles contribuer à l'efficacité de la recherche et de la vulgarisation?

Les partisans des approches de participation des paysans estiment en général qu'une condition indispensable, pour que ces derniers puissent tirer avantage de la recherche publique, est qu'ils soient « responsabilisés » afin de pouvoir influencer sur les orientations et le contenu de la recherche (Richards 1985; Röling 1989; Chambers 1983, 1990).

Leur argument est que les organisations paysannes, en faisant fonction de « collectifs d'utilisateurs », donnent aux paysans pauvres la capacité de « se hausser pour atteindre » (Hyden 1983) les services publics de recherche et de vulgarisation et de les « tirer à eux » (Röling 1988) pour exercer une influence tendant vers l'adoption d'une approche de plus en plus appropriée et rentable vis-à-vis du développement de technologie.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Les organisations paysannes peuvent aider à susciter une meilleure réponse des institutions de recherche à la diversité des besoins et des conditions de l'agriculture dans les zones CHP. Cependant, cette approche implique, de la part des chercheurs, l'acceptation que les paysans participent en tant que « partenaires » au processus de développement de technologie. Bon nombre d'analystes jugent que les organisations paysannes doivent donner une impulsion pour faire passer le feedback vers les niveaux supérieurs du système et amener celui-ci à être davantage « en prise sur les besoins de la clientèle » (Röling 1988, Chambers 1983, Richards 1985, Bebbington 1992).

Bebbington (1991) note que les organisations paysannes sont susceptibles de contribuer de diverses autres manières à l'établissement de systèmes de subsistance durables pour les pauvres ruraux. Elles peuvent se situer à l'« interface » de la relation entre les préoccupations des organismes de recherche et de vulgarisation et les savoirs, la capacité d'innovation et les attentes des paysans. Elles peuvent également intervenir activement dans l'adaptation et la diffusion de technologies agricoles en gérant et contrôlant elles-mêmes la mise en oeuvre de programmes.

Uphoff (1992) observe que les organisations locales (c'est-à-dire paysannes) ont un rôle décisif à jouer dans un développement rural durable pour les raisons ci-après:

- Elles sont en mesure de mobiliser des ressources locales et d'en régler l'utilisation de manière à maintenir une base pour l'activité productive à long terme.
- Elles font l'utilisation la plus efficace et la plus durable des ressources locales disponibles, parce qu'elles sont le mieux à même, de par leur enracinement dans le contexte local, d'en connaître les conditions spécifiques et de les interpréter.

Selon Uphoff, dans les OP « communautaires », le fait que les individus se connaissent crée une situation favorable pour une action collective et une assistance mutuelle, et pour une mobilisation et une gestion des ressources répondant aux besoins locaux et à des critères de durabilité. Les individus ont un meilleur sens de la solidarité et de leurs obligations aux niveaux communautaire et local qu'au niveau de l'arrondissement ou de la région.

L'existence de relations interpersonnelles se concrétisant par des contacts entre individus est indispensable pour assurer l'efficacité d'une organisation. Uphoff indique d'autres raisons pour lesquelles une organisation locale ou communautaire est essentielle:

- Le comportement des individus est conditionné par des normes et un consensus communautaires. Aussi ne peut-on se contenter d'une incitation ou persuasion au niveau *individuel* pour préserver ou promouvoir des pratiques favorisant un développement agricole durable ou pour assurer la gestion des ressources naturelles.
- Les institutions locales aident les individus à se placer dans une perspective à plus long terme en créant des attentes communes et une base de coopération *qui va au-delà des intérêts individuels*. Si les institutions locales sont dotées d'une légitimité, les individus font ce qui est attendu d'eux sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des incitations et à des sanctions (ou du moins en réduisant celles-ci à un minimum).

En mettant en avant l'approche communautaire, Uphoff pose une hypothèse fondamentale, à savoir que les décisions au sein des OP sont prises en fonction d'*intérêts communs*, reconnus de la plupart des membres de la communauté, plutôt qu'en fonction des intérêts des individus (ou des ménages). Il

n'envisage pas que des *intérêts divergents ou conflictuels* puissent faire obstacle à la résolution d'un problème « commun » au sein d'un village.

L'intérêt croissant dont les organismes internationaux font preuve vis-à-vis de la recherche participative procède également de la conviction que celle-ci doit permettre de réduire les coûts, d'alléger la charge pesant sur les organismes étatiques et d'améliorer la pertinence des programmes formels de recherche et de vulgarisation. Il n'est donc nullement surprenant que la Banque mondiale (1989) reprenne beaucoup de thèmes de l'approche de participation paysanne et qu'elle préconise un développement communautaire qui repose sur « les valeurs et les institutions africaines autochtones » et sur « des méthodes largement participatives, procédant moins d'une approche de haut en bas, mais partant au contraire davantage de la base... ».

Reconnaissant qu'une approche par la base nécessite « une responsabilisation véritable des bénéficiaires », la Banque mondiale (1989) préconise un transfert d'autorité de l'administration centrale aux instances locales, qui doit être réalisé par une collaboration plus étroite avec les organisations non gouvernementales et par le renforcement des institutions locales.

L'idée du renforcement des organisations paysannes communautaires n'est pas nouvelle. Il est reconnu depuis longtemps que l'échec de bon nombre d'initiatives de développement rural en Afrique de l'Ouest vient du fait que les organisations paysannes n'ont pas été en mesure d'influer sur la conception de ces programmes et sur les décisions.

Beaucoup d'analystes estiment qu'une structure organisationnelle locale, permettant aux paysans de négocier et de défendre leurs intérêts, est indispensable au succès des projets de développement agricole (Daane et Mongbo 1991). L'expérience tend à indiquer que des initiatives de développement lancées de l'extérieur sont susceptibles de produire des résultats plus durables et plus équitables si, *au lieu de l'Etat*, ce sont les OP qui assument la responsabilité de leur gestion (Fowler 1992:9-11).

Bebbington (1991) démontre également que les OP possèdent, vis-à-vis des approches traditionnelles du secteur public, un certain nombre d'« avantages comparatifs » en ce qui concerne la conception et l'administration de la recherche et de la vulgarisation, mais que leur capacité d'action est néanmoins limitée. Compte tenu de ces atouts et limites potentiels des OP, il estime que la solution optimale consiste à *combinaison* les ressources des services publics et celles des OP.

Caractéristiques essentielles d'organisations paysannes autonomes

Un consensus se dégage pour estimer que l'absence d'organisations paysannes dynamiques et cohérentes en Afrique de l'Ouest représente un obstacle critique à un développement agricole durable et plus équitable. Cette situation contraste fortement avec celle d'autres régions du tiers monde, notamment en Amérique latine où les OP sont plus développées et plus solidement implantées².

² Par exemple, dans l'Etat de Ceará dans le Nord-Est du Brésil, les paysans de l'arrondissement de Taua (qui compte une population de 29 000 ruraux) ont établi, avec l'aide d'une ONG, un « plan de développement agroécologique ». Cette initiative est née à la demande d'un groupement de petits paysans, mais elle s'est rapidement étendue à l'ensemble de l'arrondissement et a ainsi pris une ampleur qui dépasse celle de toute autre activité d'une ONG au Brésil. D'après l'un des agents de cette ONG, « sans le niveau élevé d'organisation et de participation qui était présent à la base chez les membres du groupement de petits paysans, la mise en oeuvre de ce plan aurait été impossible » (Von der Weid 1993:5).

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Afin de mieux évaluer les contraintes qui entravent l'évolution des OP en Afrique de l'Ouest et de pouvoir, sur cette base, élaborer une stratégie de renforcement de leurs capacités qui permettra de conférer davantage d'efficacité à la recherche et à la vulgarisation agricoles, nous examinerons ci-après les qualités et capacités essentielles à des organisations paysannes autonomes.

Selon la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), une organisation paysanne autonome doit posséder une capacité de *gestion* effective, une capacité de *négociation* et une capacité de *financement*, cette dernière lui venant essentiellement des groupes dont elle tient son mandat (FIPA 1992). En outre, elle doit répondre aux besoins de ses membres et présenter les caractéristiques ci-après:

- Définition claire des buts et objectifs de l'organisation.
- Processus participatif de prise de décision.
- Capacité d'autogestion (direction, personnel).
- Processus permettant aux dirigeants de rendre compte de leurs actions aux mandants de l'organisation.
- Délimitation précise des responsabilités.
- Transparence financière, tenue de dossiers.
- Efficacité du leadership.
- Reconnaissance à l'extérieur et légitimité.

Bien que certains de ces critères de la FIPA puissent sembler l'expression d'un modèle de style occidental, l'approche de plus en plus adoptée par les organismes oeuvrant au développement des OP consiste à s'appuyer sur les institutions locales et à les renforcer dans le sens de ces critères, plutôt que d'imposer des structures organisationnelles importées telles que les coopératives. L'organisation OXFAM du Royaume-Uni propose d'autres qualités indispensables à un fonctionnement efficace des OP locales (Howes 1992):

- Cohésion interne et solidarité;
 - conscience critique/faculté de critique;
 - participation active et critique;
 - démocratisation, responsabilité collective;
 - capacité d'autogestion;
- Dépendance réduite, confiance en soi, auto-estime;
- Participation régulière à des débats avec des OP similaires;
 - relations avec des OP similaires ou participation active à leur création;
- Capacité de traiter avec les agents des services publics.

De son côté, Voisins mondiaux a procédé à une évaluation stratégique de ses activités en Afrique de l'Ouest, à l'issue de laquelle a été élaborée une liste de huit « capacités » jugées cruciales pour une contribution effective des OP au développement agricole:

- Capacité de défendre leurs intérêts et de négocier avec des organismes extérieurs (ONG, services de recherche et de vulgarisation, institutions de crédit, bailleurs de fonds).
- Capacité de mobiliser des ressources locales (paysans expérimentateurs, vulgarisateurs, autofinancement partiel sur des ressources communautaires).
- Capacité d'établir un leadership à base large doté d'une vision mobilisatrice, d'un esprit d'initiative et de la capacité de conceptualiser, d'animer et de susciter une prise de conscience.
- Capacité de mener durablement des activités d'autodéveloppement communautaire telles que la vulgarisation de paysan à paysan, l'identification de technologies nouvelles.
- Capacité de gestion effective du programme d'autodéveloppement communautaire: diagnostic des problèmes, identification des besoins, planification, définition d'objectifs, détermination d'indicateurs, établissement d'un budget, suivi et évaluation, élaboration de rapports.
- Capacité de relations intervillageoises, de communication et de collaboration avec d'autres OP d'autres zones, en vue d'un apprentissage mutuel et d'une coordination des efforts pour la résolution de problèmes communs.
- Capacité de prise de décision démocratique, transparente et représentative.

Etant donné la convergence des points de vue de ces trois organisations sur les capacités que se doivent d'avoir des OP autonomes, la question pratique qui se pose est de savoir comment développer ou promouvoir ces capacités sur le terrain. Ce qui conduit à une autre question: comment les divers organismes (ou acteurs) peuvent-ils collaborer pour parvenir à cet objectif? Afin de répondre à cette question, nous passerons en revue les principales contraintes.

CONTRAINTES A UNE PARTICIPATION EFFECTIVE DES ORGANISATIONS PAYSANNES A LA RECHERCHE ET A LA VULGARISATION

L'idée que des bénéfices peuvent être tirés de l'utilisation des OP comme véhicules pour la recherche et la vulgarisation dans la perspective de la participation paysanne repose sur l'hypothèse qu'il existe une *complémentarité d'intérêts entre l'Etat et les paysans* vivant dans des environnements complexes et précaires. Elle suppose également que les services publics sont capables de travailler en partenariat avec les OP dans la poursuite d'intérêts communs. Et, facteur capital, elle implique d'apprendre à opérer le « *renversement de rôles* » durable qu'exige cette approche.

Certains auteurs ont montré que cette complémentarité n'est pas toujours évidente et estiment que les intérêts en question ne sont pas convergents mais *conflictuels* (Adams 1982, Netting *et al.* 1989)³.

³ Ce point est fort bien illustré par une étude de cas effectuée par Adams (1982) au Sénégal. Cet auteur décrit comment des associations paysannes mises sur pied par un ancien émigré dans la région de Bakel, dans la vallée du fleuve Sénégal, ont aménagé des parcelles collectives pour la production de maïs et de légumes avec les conseils d'un agronome français. Face à ce succès, la Société d'aménagement et d'exploitation du delta du fleuve Sénégal (SAED) a tenté de placer ces associations paysannes sous son contrôle, dans l'idée de développer la riziculture sur leurs parcelles. Ce faisant, la SAED a adopté une

D'autres auteurs ont analysé comment, dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, la configuration existante des intérêts institutionnels et sociopolitiques pèse lourdement en défaveur de toute influence des paysans sur les politiques publiques (Fowler *et al.* 1992, Daane et Mongbo 1991, Hart 1982, Adams 1982, Bates 1981, Charlick cité par Moulton 1977).

Bien que la vague de « démocratisation » que connaît actuellement l'Afrique de l'Ouest ait sans doute élargi le champ d'action dans les limites de ces contraintes politiques, l'on voit encore mal comment il est possible d'instaurer, au sein des organismes publics de recherche et de vulgarisation, des changements *institutionnels* qui placeront les paysans en position d'analyser et d'expérimenter de manière créative. L'on voit mal également comment responsabiliser les paysans de manière à leur donner la capacité de négocier avec des agents extérieurs investis d'un rôle nouveau de conseillers, catalyseurs, facilitateurs et fournisseurs d'innovations prometteuses.

Ainsi que l'observe Richards (1990) de manière incisive, il importe de distinguer entre les stratégies de populisme agraire⁴ « induites par l'offre » et « induites par la demande ». Les premières sont des interventions bien intentionnées des services publics ou des ONG, dans lesquelles des chercheurs « sympathisants », qui s'identifient avec les paysans et respectent les savoirs locaux, *choisissent* de travailler en partenariat avec eux, en ayant recours à des méthodes participatives (Chambers cité par Altieri 1990).

Cette approche, si elle peut donner des résultats positifs, n'induit pas souvent un changement politique ou institutionnel durable ou un renforcement des capacités organisationnelles au niveau de la communauté. Elle repose avant tout sur des individus motivés qui tendent à tirer une satisfaction professionnelle de leur travail en partenariat avec les paysans. (Une fois ces individus repartis, tout est à recommencer, comme le montre par exemple le cas cité à la note 10.)

Cela contraste fortement avec le populisme « induit par la demande », dans lequel des paysans organisés possèdent une capacité organisationnelle pour analyser leurs problèmes agricoles, énoncer des priorités de recherche, gérer leurs propres actions de vulgarisation et négocier avec les services publics de recherche et de vulgarisation ou avec des ONG.

Pour parvenir à établir des OP autonomes « induites par la demande », il faut apprendre à « institutionnaliser » les approches participatives, tant au sein des services publics de recherche et de vulgarisation qu'*au niveau de la communauté*.

démarche de haut en bas, dominée par des considérations et intérêts « extérieurs » (désir des bureaucrates de maintenir leurs privilèges et volonté politique d'assurer aux zones urbaines un approvisionnement alimentaire à bas prix). Les associations paysannes ont résisté, car elles entendaient de leur côté donner une impulsion à la production vivrière locale et offrir des alternatives à la migration. Comme le note Adams, le choix ne se situait pas entre innovation et stagnation, mais entre un changement suscité de l'intérieur (intérêts des paysans) et un changement imposé de l'extérieur (intérêts de l'Etat).

Une situation similaire est décrite par Netting *et al.* (1989). Au Nigéria, les paysans kofyar ont développé avec un succès remarquable un système agricole durable (production de denrées vivrières locales pour un marché urbain). Ce succès a été rendu possible *précisément* par le fait que les Kofyar avaient été ignorés par les planificateurs et chercheurs des services publics, ce qui leur avait laissé toute liberté de mettre au point un nouveau système de culture sur des terres neuves, à partir de leur expérience antérieure et d'expérimentations locales, et grâce à l'existence de routes et de marchés.

⁴ Richards (1990:105) définit le populisme agraire comme une appellation générique englobant les qualités d'autosuffisance et la capacité d'auto-organisation au sein des sociétés agraires.

Au niveau local, la nécessité de cette démarche vient du fait que, pour améliorer de manière *durable* la capacité de développement de technologie des paysans, cette capacité doit être institutionnalisée et trouver une expression organisationnelle⁵.

En conclusion, bien que le « besoin » d'organisations paysannes soit reconnu *en théorie*, peu d'efforts ont été accomplis pour leur faire effectivement voir le jour. Comme le note Bebbington (1991), l'on a beaucoup écrit sur l'importance des organisations paysannes, sans se préoccuper réellement de savoir « comment ces organisations peuvent être concrètement créées, comment leur dynamique influera sur le type de technologies dont elles voudront disposer, comment elles combineront le développement de technologie avec d'autres activités, et comment elles exerceront une pression sur les institutions [de recherche] formelles en vue d'une décentralisation... ».

Il s'agit là d'une question critique pour l'Afrique de l'Ouest, car *la vaste majorité des paysans, et en particulier ceux qui vivent dans des environnements précaires, ne sont pas organisés. Ils n'ont actuellement aucun moyen de faire entendre leur voix ou de participer aux décisions concernant les politiques ou priorités de la recherche et de la vulgarisation agricoles.*

RELATION ENTRE THEORIE ET PRATIQUE: TROIS ETUDES DE CAS

Il n'existe actuellement en Afrique de l'Ouest que peu d'organisations et fédérations paysannes autosuffisantes, dotées des capacités voulues pour assurer la conception, la dotation en personnel, la mise en oeuvre et la gestion d'un programme autonome de recherche et de vulgarisation répondant aux besoins de leurs membres, et pour négocier avec des ONG ou avec les services publics.

Toute approche nouvelle visant à conférer davantage d'efficacité à la recherche et à la vulgarisation en Afrique de l'Ouest se doit donc avant tout de renforcer les organisations paysannes. Nous analyserons ci-après trois études de cas qui nous permettront de tirer des leçons de programmes se plaçant dans cette perspective.

La première de ces études de cas concerne l'expérience de l'*animation rurale* mise en oeuvre par les Etats d'Afrique de l'Ouest francophones à la fin des années 60 et dans les années 70. L'étude de ce mouvement montre que l'idée d'organiser les paysans n'est pas nouvelle. Il en ressort des leçons importantes pour une stratégie participative destinée à développer l'association des paysans à la vulgarisation dans le cadre d'un programme gouvernemental dynamique.

Compte tenu des contraintes pesant sur les services publics de recherche et de vulgarisation (et que viennent aujourd'hui exacerber les compressions budgétaires imposées par l'ajustement structurel), les ONG apparaissent de plus en plus comme le moteur potentiel du développement agricole (Bebbington et Farrington 1992).

⁵ L'on entend par *institution* un complexe de normes et de comportements qui persistent dans le temps et servent à une fin dont la valeur est socialement reconnue. Une *organisation* est une structure de rôles reconnus et acceptés (Uphoff 1992). Il s'agit ici d'institutions rurales (communautaires) s'efforçant de résoudre des problèmes agricoles qui ont une base organisationnelle. La question est de savoir comment le travail d'organisations paysannes, qui ont à gérer des activités d'expérimentation/vulgarisation communautaires et à négocier une assistance avec des agences extérieures, peut devenir *un élément courant et accepté d'un comportement social organisé au niveau communautaire et intercommunautaire*. Cela n'est possible que si les autres paysans locaux perçoivent que le travail de ces organisations sert à une fin sociale et économique à laquelle ils reconnaissent une valeur.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Par rapport aux services publics, les « avantages comparatifs » qui leur sont reconnus sont la flexibilité, la qualité de leurs relations avec les pauvres ruraux et leur volonté de travailler dans des environnements précaires. En Afrique de l'Ouest, les cas où des organisations paysannes ont reçu une assistance pour mener des expérimentations et des programmes de vulgarisation communautaires se limitent pour l'essentiel à un nombre relativement réduit d'ONG.

Les exemples les plus notables, sur lesquels une documentation existe, sont le Projet agroforestier (PAF) financé par OXFAM au Burkina Faso et le travail de Voisins mondiaux au Togo, au Burkina Faso et au Mali (Chambers et Toulmin 1991; Gubbels 1989, 1990, 1992; Savadogo 1992; Yabre 1992; Atampugre 1993).

Nous nous pencherons sur l'expérience de ces ONG afin de mettre en lumière leurs points de force et les limites qu'elles ont rencontrées dans leurs efforts pour promouvoir des OP autonomes, capables d'oeuvrer au développement d'une technologie agricole.

ACTION ETATIQUE D'ORGANISATION RURALE POUR LE DEVELOPPEMENT: L'ANIMATION RURALE EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

Après l'indépendance, bon nombre de pays d'Afrique de l'Ouest francophones ont mis en oeuvre une forme d'« animation rurale », c'est-à-dire un programme d'éducation non scolaire pour les adultes, visant à contribuer à l'organisation des populations rurales et au développement. Il s'agissait de faire assimiler des techniques agricoles et attitudes économiques modernes par les masses rurales, afin que celles-ci soient en mesure de participer à des institutions économiques et politiques modernes telles que les coopératives, systèmes de crédit et autres mécanismes de commercialisation mis en place par l'Etat.

Cette démarche partait de l'hypothèse que la majorité de la population rurale pouvait être éduquée pour participer aux nouvelles structures locales qui devaient se substituer aux institutions traditionnelles et à celles de l'ère coloniale.

L'animation rurale avait pour objectifs de former les paysans afin de leur faire assumer la responsabilité de ces nouvelles organisations, et de leur conférer davantage de pouvoir et d'autorité au sein de l'administration aux niveaux local et régional (Moulton 1977). L'animation rurale n'a réussi à atteindre ces objectifs dans aucun pays ouest-africain francophone. Etant donné la dimension régionale de ce mouvement, divers chercheurs se sont livrés à une analyse afin de déterminer son impact général et les causes de son échec.

L'étude de Moulton (1977) sur l'expérience du Sénégal et du Niger met en lumière un certain nombre de leçons qui revêtent un intérêt fondamental pour tout organisme (public ou ONG) se préoccupant de renforcer des organisations locales afin d'oeuvrer au développement agricole dans les années 90.

L'une des grandes erreurs de l'animation rurale a été de supposer qu'une communauté rurale - un village - consiste en un groupe homogène d'individus partageant une condition commune de pauvreté. Les promoteurs de l'approche de l'animation rurale tendaient à avoir une vision romantique du village ouest-africain, auquel ils attribuaient une propension communaliste au partage des richesses en surplus.

L'animation rurale a également perçu les structures villageoises comme des structures intrinsèquement démocratiques, au sein desquelles les décisions affectant la communauté étaient prises au cours de « palabres » (discussions communautaires) qui aboutissaient à un consensus.

Cependant, une étude approfondie des villages participant à l'animation rurale au Niger a révélé que ceux-ci n'étaient pas homogènes, mais qu'il existait des différenciations marquées reposant sur la richesse, le pouvoir, l'influence, l'âge, l'origine familiale, la religion, la profession, le sexe et l'accès aux ressources, et que ces différenciations engendraient souvent des conflits d'intérêts.

L'étude a montré que l'existence de disparités économiques marquées faisait obstacle à des investissements communautaires dans des améliorations technologiques et dans des efforts d'autodéveloppement, les individus relativement aisés éprouvant des réticences à partager les biens en leur possession. Les décisions étaient prises le plus souvent par les chefs de ménage influents, en dépit d'une apparence de consensus.

D'après les résultats de l'étude, l'animation rurale a fréquemment rencontré une résistance de la part des élites locales, celles-ci estimant que les nouvelles structures politiques et économiques proposées n'étaient pas à leur avantage. De fait, les autorités religieuses, coutumières et politiques locales ont souvent considéré l'intervention de l'animation rurale comme une menace pour leur pouvoir (Moulton 1977).

Dans d'autres cas, comme ceux que relate Charlick (cité par Moulton 1977), des individus influents de l'élite locale ont vu les ressources nouvelles comme une opportunité supplémentaire pour s'établir dans une position de « patrons ». En contrôlant ces ressources, ils espéraient être mieux à même de cultiver une clientèle locale prête à se plier à leurs ordres pour obtenir des faveurs. Par conséquent, les nouvelles organisations paysannes mises en place dans le cadre de l'animation rurale ont eu tendance à aider les villageois aisés à asseoir leur influence et leur clientèle parce que ceux-ci étaient en mesure d'offrir des faveurs matérielles aussi bien que politiques.

Au Niger, Charlick cite des exemples qui montrent comment l'intervention de l'animation rurale pour établir des organisations intervillageoises a parfois suscité des conflits et des dissensions au lieu de la solidarité, de la coopération et des bénéfices généralisés qui en étaient escomptés. Dans certains villages (peuhl et haoussa), cette intervention a mis aux prises des groupes ethniques rivaux qui entendaient asseoir leur domination sur la région.

Le plus souvent, l'animation rurale n'a pas su former les villageois à la gestion des nouvelles organisations. Elle a également échoué à canaliser les intérêts et demandes des paysans jusqu'aux instances de décision gouvernementales. Elle n'a pas réussi à assurer aux paysans une formation et un appui qui leur auraient appris à mieux exprimer leurs intérêts collectifs (Charlick cité par Moulton 1977).

Les animateurs ruraux ne possédaient pour la plupart qu'une faible compréhension de la dynamique villageoise. Tout en sachant à quoi s'attendre du fait de leur origine rurale, ces agents n'avaient pas reçu une formation leur permettant d'analyser la situation dans les villages. Or, c'est là une condition essentielle pour apprendre à intervenir afin de transformer cette situation.

L'approche du « dialogue » pédagogique devait aider les villageois à assimiler et à adapter de nouvelles méthodes. Lorsque cette approche n'a pas donné des résultats assez rapides ou lorsque les animateurs ruraux se sont heurtés à une résistance inattendue, beaucoup d'entre eux sont revenus à une démarche autoritaire pour mener à bien leurs tâches de « formation ». Les animateurs ruraux se sont efforcés de convaincre les populations rurales de la bienveillance des intentions de l'Etat. Toutefois, les paysans en étaient venus à éprouver de la crainte et de la méfiance vis-à-vis de l'administration centrale et de ses agents locaux.

Les tentatives effectuées pour gagner la confiance des villageois ont été contrecarrées par le fait que beaucoup d'agents affectés à l'animation rurale provenaient d'autres services publics et avaient conservé

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

leurs habitudes paternalistes et autoritaires en dépit des efforts déployés pour les amener à un changement d'attitude. Moulton conclut son évaluation en notant que l'animation rurale a produit un certain nombre de changements techniques au Niger et au Sénégal, sans toutefois déboucher sur aucun changement organisationnel durable (au niveau des institutions locales).

L'expérience de l'animation rurale met en lumière bon nombre de limites et de contraintes auxquelles se heurtent les services étatiques, même animés des meilleures intentions, lorsqu'il s'agit de travailler avec des organisations paysannes en vue du développement de l'agriculture.

Elle confirme qu'il est indispensable de changer fondamentalement le mode de décision centralisé qui prévaut dans les initiatives de développement rural des services publics et dans le contexte sociopolitique en général si l'on entend que les organisations paysannes puissent exercer davantage d'influence et de responsabilités dans le développement agricole au niveau local.

Etude de cas sur une ONG: le Projet agroforestier (PAF) d'OXFAM

Le Projet agroforestier (PAF) a été lancé par OXFAM en 1979 dans le but de remédier à la dégradation de l'environnement dans la province du Yatenga, au Burkina Faso. Au départ, le PAF a adopté l'approche du « transfert de technologie » pour mettre en oeuvre un programme prédéterminé (agroforestier). La flexibilité dont il a su faire preuve pour réorienter le *contenu* et l'*approche* de la recherche en réponse au feedback des paysans (qui demandaient l'intégration des problèmes de production vivrière) a constitué l'élément clé de son succès ultérieur.

L'approche du PAF

Les objectifs du PAF sont à la fois *techniques* - accroître la production par un taux plus élevé d'adoption de technologies améliorées - et *organisationnels* - renforcer l'organisation et la formation des communautés paysannes afin de développer leurs capacités.

L'approche du PAF repose sur l'organisation *communautaire* de la conservation des sols et de l'eau. Celle-ci se justifie avant tout par le fait qu'un traitement entrepris par un paysan doit généralement être poursuivi dans le champ voisin qui appartient à un autre paysan. Avec cette approche, lorsqu'une famille voit arriver son tour d'appliquer un traitement de conservation dans ses champs, elle fait appel à l'équipe d'entraide communautaire, à laquelle elle doit en retour assurer la nourriture.

Les autres technologies diffusées par le PAF, telles que le parage des moutons, des chèvres et des bovins pour améliorer la production animale et empêcher la destruction des jeunes arbres, ainsi que la gestion améliorée des terres communales en friche, nécessitent également une organisation communautaire solide.

Résultats obtenus

De 1983 à 1991, cinq agents de vulgarisation du PAF ont mis en oeuvre un programme communautaire de vulgarisation de paysan à paysan, consistant à promouvoir les diguettes de pierres, la préparation des

sols selon la technique « zai »⁶ et le compostage. Ce programme a permis de former 4542 paysans de 406 villages à la technique des diguettes de pierres, qui a été appliquée sur plus de 8000 hectares (Ouédraogo 1992:10). L'on trouve aujourd'hui ces diguettes dans toute la province, même dans des localités où elles n'ont pas été diffusées par le PAF ou par d'autres organismes.

Deux années d'expérimentation collective ont donné naissance à une version améliorée de la technique autochtone des diguettes de pierres, qui permet de conserver efficacement les sols et l'eau⁷. La principale contribution du PAF a consisté à mettre au point un niveau d'eau peu coûteux constitué d'un tuyau, grâce auquel les paysans sont en mesure de déterminer avec précision les courbes de niveau pour l'implantation des diguettes.

Fort de ce succès initial, le PAF a ensuite aidé les organisations paysannes à mettre au point une série de technologies complémentaires: parage des animaux, production de fourrage, agroforesterie, accroissement de la production de compost et de fumier. D'après une analyse de coûts et bénéfices (effectuée par une mission de la Banque mondiale), l'approche du PAF a atteint une rentabilité qui contraste de manière frappante avec l'échec total de coûteux programmes de conservation des sols et de l'eau financés par l'Etat.

L'équipe de la Banque mondiale est parvenue à la conclusion que le travail de recherche-développement de dimension modeste accompli par le PAF a été à la fois peu coûteux et efficace, en grande partie grâce au fait que les paysans ont participé à la conception, à l'expérimentation et à l'évaluation des technologies dans une diversité de conditions locales, ce qui a permis d'en garantir le caractère approprié. Un autre facteur de rentabilité a été l'intégration de la recherche et de la vulgarisation, qui a été réalisée par la promotion de la vulgarisation de paysan à paysan.

ANALYSE CRITIQUE

Manque de documentation sur le processus

Les documents et matériaux publiés par le PAF font usage de termes tels que « participation des paysans », « susciter une prise de conscience », « autonomie communautaire », « renforcer l'organisation sociale », « bénéficier aux pauvres » et « recherche-action ». Le discours du PAF exprime une confiance

⁶ Le « zai » est une méthode traditionnelle de préparation des sols consistant à creuser des bassins de 20 cm sur 20 cm et d'une profondeur de 10 cm en saison sèche, lorsque de la main-d'œuvre est disponible, et à remplir ces bassins de paille ou de compost. L'activité des termites s'en trouve intensifiée, d'où un taux accru de pénétration de l'eau dans le sol à l'arrivée des pluies. Lorsque cette technique est appliquée sur des sols cuirassés et érodés, le ruissellement des premières pluies remplit les bassins zai, ce qui multiplie par un facteur de dix les précipitations effectives pour la germination des semences (c'est-à-dire que, s'il tombe 5 mm de pluie, l'effet local sur les bassins zai est équivalent à 50 mm).

⁷ Les diguettes de pierres perméables, si elles sont correctement alignées sur la courbe de niveau, retiennent l'eau de pluie en formant une mare de 4 à 15 mètres sur le côté haut de la pente, ce qui ménage beaucoup plus de temps pour l'infiltration. Une partie de l'eau s'insinue entre les pierres et gagne le terrain situé en deçà de la courbe de niveau, de sorte que les champs en contrebas ne s'assèchent pas. La technique consiste à empiler des pierres de taille moyenne sur une hauteur de 15-25 cm pour former un alignement de 20-30 cm de largeur le long de la courbe de niveau. Les diguettes de pierres ont pour effet de réduire ou même d'éliminer les pertes de sol. Derrière les pierres s'accumulent du sable, du sol, des brindilles et des graines.

dans les connaissances et capacités des paysans, mais n'informe guère sur la façon dont le *processus* de renforcement des capacités autochtones fonctionne dans la pratique, en particulier en ce qui concerne la mise en place d'institutions locales et l'organisation des populations.

Manque d'attention pour les besoins des familles les plus pauvres et pour la condition féminine

Souvent, les familles rurales les plus pauvres ne disposent pas de suffisamment de nourriture pour inviter l'équipe d'entraide communautaire à venir travailler dans leurs champs. Aussi le PAF fournit-il à chaque communauté un stock rotatif de produits vivriers (banque de céréales). L'objectif de ce stock est de permettre aux familles indigentes d'emprunter des denrées à crédit au comité de gestion communautaire afin de pouvoir offrir à manger aux membres de l'équipe d'entraide.

Hormis cette initiative, le PAF n'a pas véritablement tenté d'identifier les besoins des différents groupes socioéconomiques des villages participants. Par conséquent, l'approche du PAF ne semble pas avoir empêché que l'écart se creuse entre les riches et les pauvres des communautés qui ont pris part au programme. Ainsi que l'a constaté Yabre (1992) dans son étude sur l'impact socioéconomique du PAF:

- Le travail collectif de conservation des sols et de l'eau ne bénéficie pas simultanément à tous. Certains champs se trouvent protégés longtemps avant les autres. Donc, certaines familles en tirent profit avant les autres. Les premiers servis sont avantagés.
- Pour avoir recours au stock rotatif de denrées vivrières, les familles pauvres doivent juger qu'elles seront capables de rendre ultérieurement les céréales empruntées. Les familles les plus indigentes ont peur de contracter un emprunt qu'elles ne seront peut-être pas en mesure de rembourser.
- D'après le directeur du PAF, les familles les plus pauvres empruntent des céréales en désespoir de cause - non pas pour organiser une équipe d'entraide, mais afin d'avoir de quoi manger pour survivre. Beaucoup de ces prêts ne sont pas remboursés lorsque la récolte n'est pas bonne sur les champs non traités.
- Les familles de la communauté qui disposent de davantage de main-d'oeuvre, de terres, de numéraire, d'animaux (fumier), d'outils et équipements agricoles bénéficient beaucoup plus des techniques de conservation des sols et de l'eau que celles qui n'ont pas accès aux mêmes ressources.

Par conséquent, Yabre observe que les effets des prêts remboursables de céréales, en termes de réduction des disparités sociales, sont minimes. En dépit de taux d'adoption remarquablement élevés, la majorité des paysans de la région dans laquelle le PAF est intervenu n'ont pas aménagé de diguettes de pierres sur leurs terres.

Dans certains villages, malgré l'évidence de l'impact de cette technique sur les rendements dans certains champs, les paysans ayant des champs adjacents ne l'ont pas encore adoptée. Le PAF n'a pas cherché à analyser les causes socioéconomiques qui, au niveau local, ont favorisé ou entravé l'adoption des techniques de conservation des sols et de l'eau.

Par exemple, la dynamique du processus de décision « communautaire » concernant l'usage de la formation et de l'aide matérielle du PAF, l'influence des structures de pouvoir locales, les stratégies alternatives de subsistance et les disparités dans l'accès aux ressources n'ont pas fait l'objet d'études de la part du PAF.

Le PAF et la condition féminine

Avant l'intervention du PAF, la charge des travaux de conservation des sols et de l'eau revenait aux hommes. Cependant, les méthodes de conservation améliorées et plus intensives diffusées par le PAF nécessitent davantage de main-d'œuvre. L'une des solutions a consisté à faire appel aux femmes pour transporter les pierres servant à la construction des diguettes. En outre, les femmes ont pour tâche de verser de l'eau dans la fosse à compost ou à fumier et d'abreuver les moutons et les chèvres gardés dans des enclos.

Face à l'érosion des sols et à la dégradation de la situation alimentaire, la majorité des femmes interviewées estimaient que le travail qu'elles fournissaient pour aider les hommes dans leurs efforts de conservation allait dans le sens de leurs intérêts (en les aidant à nourrir leur famille). La réponse des femmes était typiquement la suivante:

« Il est vrai que cela nous demande beaucoup de travail. Mais nous voulons avoir suffisamment à manger, et ce travail nous donne de l'espoir... Quand un enfant a faim, c'est auprès de la mère qu'il va pleurer. » (Yabre 1992:24)

Le PAF a donc indubitablement pour effet d'accroître la charge de travail des femmes.

Ce surcroît de travail réduit le temps dont elles disposent pour des activités lucratives telles que le filage du coton. Les terres améliorées appartiennent aux hommes, qui les contrôlent entièrement. Les avantages que les femmes tirent du travail de conservation des sols et de l'eau sont indirects et moindres que ceux dont bénéficient les hommes. En outre, les femmes n'ont pas accès au stock de céréales communautaire fourni par le PAF. Ce sont là des faits qui amènent Yabre à contester que l'approche consistant à travailler « avec la communauté tout entière » bénéficie également aux femmes, comme l'affirme le PAF.

Par ailleurs, la documentation existante ne dit rien sur la dynamique des modalités et des motivations qui, au niveau du ménage, amènent les femmes à fournir un dur labeur pour accomplir une tâche non traditionnelle qui ne leur apporte guère d'avantages directs.

Intérêts convergents ou conflictuels?

Une intervention au sein d'une communauté est parfois de nature à exacerber un conflit entre des valeurs et des intérêts divergents, et à aiguïser la compétition qui s'exerce pour l'accès aux ressources. Cependant, l'objectif explicite du PAF est de renforcer la coopération et la solidarité de la communauté autour de problèmes communs (Yabre 1992)⁸.

L'on ne dispose guère de données pour déterminer comment l'approche du PAF a affecté les relations au sein des communautés participantes. Peu d'informations existent sur les modalités de constitution des comités de gestion des organisations villageoises, sur leur représentativité et sur la façon dont sont prises les décisions concernant les champs à traiter en premier dans un village.

⁸ Lorsqu'il contacte un village, le PAF fait clairement savoir qu'il appuiera les efforts de conservation des sols et de l'eau de la communauté (et non d'un groupe ou d'un individu). Il pose comme condition préalable à toute assistance la création d'un comité de gestion qui organisera le travail et gèrera les instruments et équipements.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Yabre observe que l'intervention du PAF a occasionnellement suscité des conflits entre tendances rivales au sein d'un village ou entre des villages. Dans le village de Recco par exemple, deux groupes ont coopéré à l'aménagement de diguettes de pierres et de fosses à compost, mais sont entrés en désaccord lorsqu'il a été question de parquer les animaux dans des enclos. L'un des groupes, dominé par la famille du chef, s'est opposé à ce projet qui présentait à ses yeux trop d'inconvénients.

Yabre estime que les activités du PAF ne favorisent pas toujours la coopération intervillageoise. Ainsi, le village de Goumba a refusé d'autoriser les habitants du village voisin de Louanga à ramasser des pierres sur ses terres pour la construction de diguettes suivant les courbes de niveau (Yabre 1992).

Savadogo met également en évidence l'existence de valeurs et d'intérêts divergents au sein des communautés. Il note que les paysans formés par le PAF sont censés devenir des animateurs au service du développement de leur village (vulgarisation de paysan à paysan).

Cependant, leurs efforts se trouvent souvent contrecarrés par un manque d'intérêt de la part du reste de la communauté. Savadogo estime qu'il s'agit d'un problème de « pouvoir social face au savoir technique ». Les jeunes villageois et villageoises ne possèdent pas l'influence sociale de leurs aînés. Cette situation compromet leur capacité de faire fonction d'animateurs, même s'ils ont des connaissances techniques indéniables.

Savadogo estime que les anciens, les autorités religieuses et les nobles du village, c'est-à-dire ceux qui détiennent le pouvoir social, n'ont ni le même intérêt ni la même aptitude à acquérir des connaissances techniques nouvelles (Savadogo 1992).

INTERACTIONS ENTRE LE PAF ET LES SERVICES PUBLICS DE RECHERCHE ET DE VULGARISATION

Le PAF a pour politique de développer des relations de travail suivies avec les services techniques gouvernementaux dans la zone où il opère. Grâce à son travail d'organisation des paysans, le PAF a donné à ces derniers les moyens de peser sur les décisions des ONG et des services publics locaux concernant la planification du travail de vulgarisation. C'est là un acquis potentiellement significatif.

Le PAF est parvenu à ce résultat en faisant usage de sa crédibilité pour engager un processus de planification annuel associant les services techniques gouvernementaux, les organisations paysannes et les ONG. Il a ainsi permis aux dirigeants villageois de « faire entendre leur voix » pour fournir un feedback et influencer sur les décisions. Cependant - et le personnel d'OXFAM l'admet -, cela ne constitue pas une « responsabilisation » conférant aux paysans une autorité vis-à-vis des institutions de recherche et de vulgarisation ou amenant à un réaménagement des relations de pouvoir au sein de la société en général.

Un autre aspect de la collaboration du PAF avec les agents des services publics consiste à les former aux techniques améliorées de conservation des sols et de l'eau après que celles-ci ont été mises au point avec les paysans. Cependant, la plupart des agents de terrain des services publics formés par le PAF pensent que leur tâche consiste à « convaincre » les paysans des avantages des diguettes de pierres par des démonstrations et en suscitant une « prise de conscience ». Aussi continuent-ils d'opérer dans l'optique du « transfert de technologie ». Ce qui a changé est le « message », mais non la « méthode » de vulgarisation.

L'on ne décèle guère de signes indiquant que les « mécanismes de feedback dans les deux sens » entre les agents des services publics de vulgarisation formés par le PAF et les paysans aient été renforcés. (Il

est encore trop tôt pour dire si l'initiative de planification conjointe récemment mise en place par le PAF assurera un mécanisme de feedback plus efficace.)

INTERACTIONS ENTRE LE PAF ET LES ORGANISATIONS VILLAGEOISES

Renversement de rôles?

La plupart des informateurs estiment que le PAF est un projet « conduit par une étoile », dont le succès provient en grande partie de la personnalité et des qualités de son directeur, Mathieu Ouédraogo. Le personnel d'OXFAM pense, de son côté, que le processus de développement de technologie demeure essentiellement « induit par le projet » (c'est-à-dire que les paysans n'en assument pas encore l'initiative). Il y a bien des expérimentations paysannes, mais celles-ci se font surtout sous l'impulsion et sous la direction de Ouédraogo (Gubbels 1992).

Le renforcement des capacités des paysans, pour les rendre à même d'analyser eux-mêmes leurs problèmes, puis d'identifier, de tester et d'évaluer eux-mêmes des solutions, fait bien partie du discours du PAF, « mais n'est guère mis en pratique ». Tout en reconnaissant que le travail du PAF est réellement axé sur les besoins des paysans, le personnel d'OXFAM estime que ce programme n'a pas véritablement su accomplir un « renversement de rôles » tel que le conçoit la stratégie de participation paysanne.

D'après OXFAM, le fait que le PAF n'ait pas réussi à amener les paysans à prendre l'initiative dans le développement de technologie est attribuable à la rencontre de deux mentalités qui se renforcent mutuellement chez les villageois et les agents du PAF (Gubbels 1992).

Etant analphabètes, la majorité des villageois croient (ou ont appris qu'ils ont avantage à faire semblant de croire) que les individus scolarisés en « savent plus » qu'eux. Cette attitude implique qu'il incombe à des intervenants extérieurs d'*apporter des solutions à leurs problèmes*.

Quant aux agents du PAF, de par leur éducation, ils se perçoivent comme les détenteurs du *savoir*. Par amour-propre, ils ont besoin de se sentir considérés comme compétents. Aussi existe-t-il au sein du PAF une puissante dynamique interne qui s'oppose à un renversement des rôles. Selon OXFAM, il s'agit là d'un « facteur majeur » influant sur les relations du PAF avec les villageois.

Renforcement des capacités locales de développement de technologie?

L'objectif à long terme du PAF est d'aider les populations rurales à devenir autonomes en renforçant les capacités et l'organisation locales. Dans ses interviews, Yabre n'a guère constaté que les villageois percevaient ainsi le rôle du PAF. Dans la plupart des réponses, le PAF était vu comme une source d'idées, d'assistance matérielle et, implicitement, comme une composante importante des stratégies de survie.

Après dix années d'intervention du programme, Yabre a tenté de déterminer si les communautés villageoises bénéficiaires des activités du PAF avaient acquis la mentalité de l'autodéveloppement et les capacités organisationnelles nécessaires pour réaliser leur autonomie. De manière générale, les villageois voyaient ainsi la situation:

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

« Le PAF nous a aidés et continue de nous aider. Nous avons maîtrisé la technologie de l'aménagement des diguettes suivant les courbes de niveau. Aujourd'hui, nous sommes capables de continuer à construire les diguettes par nous-mêmes, sans assistance du PAF, à condition que celui-ci puisse nous fournir un peu plus d'aide matérielle [outils et charrettes]⁹. »

A la question de savoir quand le PAF devrait mettre un terme à son assistance, Mahama, du village de Goumba, a donné la réponse suivante (utilisant en cela une métaphore typique des paysans de l'Afrique de l'Ouest):

« C'est comme d'apprendre à marcher à un enfant. Vous devez le tenir par la main quand il fait ses premiers pas. Si vous le lâchez, il tombe. Il faut tenir l'enfant pendant un certain temps avant de le laisser marcher tout seul. Nous sommes comme les enfants du PAF. Le PAF nous a appris à marcher, mais nous ne savons pas encore avancer tous seuls. Cela ne tardera pas à venir... »

De fait, les interactions entre le PAF et les villages donnent lieu à des points de vue conflictuels. Les villageois veulent que le PAF poursuive son action. Ils apprécient son assistance matérielle et sans doute également le fait qu'il serve d'intermédiaire pour leur donner accès aux services publics. OXFAM, quant à lui, est animé avant tout par un souci de durabilité et d'autonomie, et souhaite voir le PAF planifier un processus de désengagement.

Officiellement, les agents du PAF sont en accord avec cet objectif, mais la réalité des attentes des villageois - et la prise en compte de leurs propres intérêts pour leur avenir - les amènent à penser et à se comporter comme s'ils étaient indispensables. Le personnel d'OXFAM estime que, si le PAF opérait un désengagement immédiat, la technologie de conservation des sols et de l'eau perdurerait, *mais que la capacité villageoise de résolution des problèmes et d'organisation ne serait pas encore suffisamment développée pour se maintenir.*

Etude de cas sur une ONG: l'expérience de Voisins mondiaux en Afrique de l'Ouest

Depuis 1983, Voisins mondiaux (VM) finance en Afrique de l'Ouest des programmes ayant pour but de renforcer la capacité d'autodéveloppement agricole chez des communautés rurales marginalisées.

Comme le PAF, VM s'est surtout attaché au départ à mettre en oeuvre une approche participative de *développement et diffusion de technologie* pour améliorer la production agricole. Mais à partir de 1989, VM a commencé à se préoccuper de la *durabilité* des expérimentations et de la vulgarisation

⁹ D'après les villageois, si l'impact économique du PAF a été positif, il n'a pas été suffisant pour leur donner les moyens d'acheter des outils et équipements. Néanmoins, les villageois nient catégoriquement qu'ils soient devenus dépendants de l'assistance du PAF:

« Personne n'aime tendre toujours la main. Nous avons commencé le travail de conservation des sols et de l'eau avec nos moyens rudimentaires et avec nos propres outils. C'est parce que nous étions motivés. C'est notre motivation qui déterminait si le PAF nous accorderait des outils plus efficaces et des charrettes. Cette aide demeure insuffisante. C'est uniquement parce que nous voulons parvenir à une plus grande efficacité que nous sollicitons davantage d'aide du PAF. Plus tard, nous pourrions nous débrouiller tous seuls. Ainsi, avec encore deux campagnes aussi bonnes que celle-ci (1991), nous aurons les moyens d'acheter nous-mêmes nos outils. Mais pour l'instant, il est encore trop tôt. »

communautaires. Il en est ainsi venu à mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités des organisations paysannes, notamment en matière de gestion, de leadership, de planification et d'évaluation.

L'approche de Voisins Mondiaux

Les programmes de VM au Togo, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad ont consisté initialement à enseigner à des « expérimentateurs paysans » volontaires des méthodes scientifiques simples pour comparer des technologies nouvelles avec leurs pratiques existantes. Les principales étapes de cette approche ont été résumées comme suit dans un article publié en 1988:

1. Diagnostic des problèmes agricoles par les paysans.
2. Assistance à la communauté pour identifier des innovations prometteuses.
3. Sélection par la communauté des technologies à tester.
4. Essais de technologies nouvelles effectués par des expérimentateurs paysans choisis par leur communauté.
5. Evaluation des résultats par la communauté.
6. Vulgarisation communautaire des innovations donnant des résultats positifs.

Cette approche partait d'interviews de groupe focalisées et de réunions communautaires avec les paysans de la zone d'intervention du programme. Ces interviews avaient pour but de recenser les connaissances des paysans sur les changements majeurs intervenus dans l'agriculture locale au cours des vingt dernières années, puis d'aider les paysans à analyser les problèmes et contraintes sous-jacents. La plupart des villageois ont indiqué que leurs problèmes prioritaires étaient le déclin et l'irrégularité des pluies, ainsi que la baisse de fertilité des sols. Au cours de ces interviews focalisées, les agents de VM se sont enquis des expérimentations locales et des innovations que les paysans avaient mises au point par eux-mêmes afin d'apporter des solutions à ces problèmes.

Les agents de VM ont également demandé aux paysans d'évaluer les technologies agricoles recommandées par les services publics de vulgarisation. Dans chacun des programmes mis en oeuvre au Togo, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad, ils ont ainsi constaté que la majorité des technologies diffusées par les services de vulgarisation ne répondaient ni aux besoins perçus par les paysans ni aux conditions locales.

Par exemple, lors du lancement des activités dans la préfecture de Bassar au Togo, en 1984, les agents de VM ont demandé à des communautés villageoises de tester huit innovations recommandées par le Ministère de l'Agriculture et de les comparer avec les pratiques locales. Après évaluation des résultats de ces expérimentations, les paysans ont, dans leur presque totalité, déclaré préférer leurs propres pratiques aux innovations, pour des raisons rationnelles liées au contexte local.

Ainsi, lorsque les paysans ont semé le sorgho en lignes selon les recommandations formulées pour obtenir une densité de peuplement optimale, les oiseaux sont venus déterrer et manger les semences après chaque semis. Les parcelles témoins, où les paysans avaient appliqué la technique traditionnelle consistant à semer à la volée et à éclaircir (et replanter) durant le désherbage, ont produit des rendements plus élevés.

Dans un autre cas, dix paysans ont mené des expérimentations comportant l'utilisation d'engrais chimiques, de semences de maïs améliorées et d'une densité de peuplement plus serrée conformément aux recommandations des services de vulgarisation.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Huit paysans, dont les sols étaient peu fertiles, ont obtenu des rendements supérieurs à eux des parcelles témoins (méthodes traditionnelles), sans toutefois que l'augmentation de production couvre le coût des nouveaux intrants.

Deux paysans ayant des champs fertiles ont obtenu une augmentation substantielle de rendement, mais il s'est avéré que l'innovation n'était pas applicable en raison de difficultés d'accès au crédit, aux semences et aux engrais.

Après cette expérience initiale, VM s'en est entièrement remis aux communautés participantes pour le *choix* des innovations devant faire l'objet d'expérimentations. VM s'est désormais attaché à aider les paysans à *identifier* une gamme de technologies appropriées en contactant diverses sources telles que:

- D'autres ONG engagées dans le développement agricole.
- Des organisations paysannes d'autres régions.
- Des paysans innovateurs au sein de la région.
- Des stations de recherche et services de vulgarisation nationaux.
- Des centres de recherche internationaux.

RESULTATS OBTENUS

Par le fait qu'elles ont testé et adapté une large gamme de technologies et qu'elles ont mis en place une vulgarisation de villageois à villageois, les organisations paysannes bénéficiant de l'assistance de VM ont suscité des taux d'adoption remarquables au sein de leurs communautés et souvent même *au-delà* de la zone d'intervention du programme. Les technologies adoptées ont été les suivantes:

- Variétés améliorées à cycle court de céréales de base (mil, maïs, sorgho) qui aident les paysans à faire face aux aléas de la pluviométrie et à la sécheresse, et qui réduisent la durée de la « période de soudure » grâce à des récoltes plus précoces.
- Introduction de cultures *nouvelles* (telles que niébé, soja, riz pluvial de cycle court) dans les systèmes de production locaux.
- Système amélioré de production et d'épandage de fumier ou compost.
- Jachère améliorée et système de culture en couloirs et de production d'engrais vert avec le pois d'Angole.
- Techniques de conservation des sols et de l'eau (méthode traditionnelle « zai » de microbarrages) et aménagement de diguettes perméables suivant les courbes de niveau.
- Introduction de cultures de saison sèche (notamment le bérébéré, sorgho cultivé d'octobre à février grâce à l'humidité résiduelle des bas-fonds).

ANALYSE CRITIQUE

En 1989, VM a entrepris de dresser un bilan des cinq années de mise en oeuvre de son programme afin de déterminer comment opérer un « désengagement » en laissant sur place un processus *autonome* d'expérimentation et de vulgarisation géré par les communautés locales.

Cette évaluation a permis de déterminer que le principal facteur limitant l'efficacité et la durabilité des embryons d'associations paysannes (regroupant 10 à 14 villages) que VM avait aidé à établir était l'insuffisance de leurs capacités en matière d'organisation, de gestion et de *leadership*. La poursuite de l'évaluation du programme au cours des années suivantes a amené le personnel de VM à prendre conscience d'autres limites et faiblesses de son approche, qui sont exposées ci-après.

RATIONALITE PAYSANNE ET DIFFERENCE D'APPROCHE VIS-A-VIS DE L'EXPERIMENTATION

VM a enseigné aux paysans des méthodes scientifiques simples relevant d'une approche positiviste afin de « renforcer » les expérimentations en milieu paysan et de faciliter la collaboration avec les stations de recherche. Mais il s'est avéré que les paysans avaient leur propre façon de mener des essais et qu'ils mettaient en oeuvre une rationalité différente.

VM a financé une recherche de terrain au Mali, qui a mis en évidence certains aspects de la « rationalité adaptative » des paysans (Stolzenbach 1992). Il a été constaté que les paysans, se fiant à leur expérience, leur intuition, leur pragmatisme et leur savoir-faire pratique, n'hésitent pas à modifier la conception et l'exécution de leurs essais, et qu'ils ont tendance à exécuter ceux-ci non pas séparément, mais en les intégrant dans la production agricole.

D'après les informations glanées dans des entretiens avec des individus innovateurs, les paysans ne perçoivent pas les essais de la même manière que les chercheurs, ils y voient un processus permanent d'« apprentissage par l'action et l'improvisation ». Il semblerait que cette « rationalité adaptative » soit mieux appropriée pour travailler dans un environnement changeant et imprévisible que la « rationalité scientifique » (qui est trop rigide).

Ces constatations ont aidé à comprendre un fait troublant dans le travail du programme de VM: lorsque les agents de VM réduisaient le suivi et l'encadrement des expérimentateurs paysans, il arrivait fréquemment que ces derniers abandonnent les méthodes expérimentales « améliorées » (par exemple l'utilisation de parcelles témoins).

DIFFERENCES DE BESOINS AU SEIN DES COMMUNAUTES

L'approche initiale de VM supposait implicitement que les intérêts de la communauté étaient homogènes et centrés sur des problèmes cruciaux tels que la baisse de fertilité des sols et les aléas de la pluviométrie. VM n'a pas tenté d'identifier des besoins plus spécifiques ou des innovations plus appropriées en fonction de la situation socioéconomique, du sexe ou du groupe ethnique des villageois.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Rétrospectivement, il s'est avéré que, lorsque les agents de VM s'étaient « mis à l'écoute » des paysans et les avaient engagés dans un processus d'analyse collective, la voix des individus les plus influents et les plus puissants des villages avait été dominante.

Au départ, VM a adopté pour indicateurs de « succès » les « taux d'adoption » en pourcentage du nombre total de familles paysannes. Des taux de 30 à 60 % ont ainsi été obtenus pour les innovations les plus populaires. Puis, en se servant des techniques de classement par degré de richesse et de cartographie sociale, VM a constaté que les familles les plus pauvres et les groupes marginalisés de la communauté avaient tendance à ne pas participer.

Les familles les mieux dotées en main-d'œuvre, en animaux et en terres étaient celles qui bénéficiaient le plus du programme. Par ailleurs, hormis la promotion de la culture et de l'utilisation du soja par les femmes, VM n'a guère prêté d'attention au rôle et aux besoins spécifiques des femmes dans l'agriculture.

METHODOLOGIE ET OUTILS EMPLOYES PAR VM

Les limites méthodologiques de l'approche de VM expliquent en partie le fait que les différences d'intérêts n'aient pas été prises en compte et que des méthodes plus rigoureuses n'aient pas été adoptées pour l'analyse des problèmes agricoles, le diagnostic et l'évaluation des solutions mises en oeuvre.

Le personnel de VM (et les dirigeants des communautés) n'ont pris conscience de bon nombre des faiblesses qui sont exposées ici qu'après avoir fait l'apprentissage de la méthodologie de l'évaluation participative en milieu rural, qui utilise des outils tels que le classement par degré de richesse, la notation, la cartographie sociale, les diagrammes de Venn, les profils historiques et les calendriers saisonniers.

Il s'est avéré qu'en l'absence d'outils analytiques de ce type et d'une méthodologie d'apprentissage participative, et faute d'aider les dirigeants des communautés paysannes à apprendre à s'en servir par eux-mêmes, le processus était voué à dépendre à tout jamais du personnel de VM.

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES: PERSONNEL DE VM ET DIRIGEANTS DES COMMUNAUTES

Les carences méthodologiques ont été aggravées par le fait que VM n'a pas mis en oeuvre une politique systématique et rigoureuse de développement des ressources humaines pour le personnel du programme et pour les dirigeants des communautés paysannes, afin d'accélérer leur apprentissage à partir de l'expérience en cours. Beaucoup d'agents de VM ont été recrutés en raison de leur formation technique.

Mais il est apparu que cette formation offrait une valeur limitée pour la mise en oeuvre de l'approche de VM vis-à-vis du développement rural. VM a constaté que cette formation technique rendait parfois même difficile aux nouveaux agents l'apprentissage d'une approche de la recherche et de la vulgarisation fondamentalement différente.

VM entendait promouvoir le « renversement de rôles », la « vulgarisation » sous l'angle de l'apprentissage collégial par l'expérience, la compréhension et l'analyse des processus sociaux, ainsi que le renforcement de l'organisation communautaire. Mais VM a sous-estimé les ressources et les efforts requis pour

permettre à ses nouveaux agents d'acquérir les nouvelles attitudes et les compétences nécessaires et de se départir de certaines préconceptions acquises par leur éducation.

INTERACTIONS ENTRE VM ET LES SERVICES DE RECHERCHE ET DE VULGARISATION

VM s'est engagé au départ dans une collaboration avec les services de recherche et de vulgarisation agricoles afin de disposer d'une variété de technologies prometteuses pour mener des essais et d'avoir accès, occasionnellement, à des intrants tels que des semences améliorées. La collaboration consistait à envoyer régulièrement des représentants des communautés dans les stations de recherche afin qu'ils puissent observer les expérimentations et discuter avec les chercheurs.

Plus tard, au Mali et au Togo, les chercheurs des stations de recherche ont demandé à se servir des relations de VM avec des organisations paysannes communautaires pour entreprendre des essais en milieu paysan afin d'expérimenter des innovations. Dans ce cadre, c'étaient les chercheurs qui décidaient des technologies devant être testées et qui élaboraient les protocoles expérimentaux. Quoique vivement intéressé au départ, VM s'est progressivement rendu compte que cette collaboration entre chercheurs et paysans n'engendrait pas de « synergie » constructive entre les systèmes de connaissances des uns et des autres.

Cette absence de synergie tenait essentiellement au fait que toutes les parties (y compris VM) considéraient la collaboration sous la perspective d'un « instrument » (pour oeuvrer à la poursuite de leurs propres intérêts) plutôt que d'un « partenariat » dans lequel tous les acteurs participeraient à la définition des objectifs et travailleraient en commun à leur réalisation. A titre d'exemple, les chercheurs s'intéressaient à un travail avec des organisations paysannes principalement pour réaliser leurs propres objectifs préétablis (essais en milieu paysan) à un moindre coût. Aussi avaient-ils tendance à « prendre de haut » les paysans.

Au lieu de se mettre à l'écoute de ces derniers et de modifier leur travail en fonction de leurs besoins, la plupart des chercheurs se souciaient avant tout de l'intégrité scientifique des essais et de la collecte de données. Il était rare qu'ils tiennent véritablement compte des savoirs des paysans et de leur démarche expérimentale¹⁰. De leur côté, les paysans souhaitaient avant tout avoir accès à de nouvelles technologies prometteuses afin de les tester. L'essentiel de la collaboration s'est fait par l'intermédiaire de VM. Mais VM n'a pas su développer des relations collégiales et une compréhension entre les deux parties.

Un partenariat véritable aurait nécessité, d'une part, d'*aider les organisations paysannes* à mieux comprendre comment fonctionne la science occidentale et de renforcer leur capacité de négociation. Et, d'autre part, il aurait fallu *aider les chercheurs* à apprécier à leur juste valeur les connaissances des populations rurales et leur rationalité adaptative en matière d'expérimentation, et les aider à apprendre (et appliquer) les méthodologies participatives sous-tendant l'approche de VM.

¹⁰ Au Mali, le directeur de la station de recherche agronomique de Cinzana s'est montré beaucoup plus ouvert, mais il ne disposait que d'un champ d'action limité pour modifier le programme de recherche et les protocoles expérimentaux. (Ultérieurement, lorsque ce directeur a été réaffecté, les modalités de la « collaboration » ont dû être redéfinies avec son successeur.)

INTERACTIONS ENTRE VM ET LES COMMUNAUTES VILLAGEOISES

A l'aide de la méthodologie et des outils de l'évaluation participative en milieu rural, VM a constaté que, dans la plupart de ses programmes, les paysans n'ont pas encore atteint une capacité organisationnelle « autonome » pour diagnostiquer leurs problèmes agricoles et leur apporter des solutions.

Le processus continue de reposer sur les agents de VM. Lors d'une conférence de planification stratégique récemment tenue en Afrique de l'Ouest, le personnel de terrain a dressé une liste des « capacités » devant être renforcées chez les organisations paysannes pour que celles-ci deviennent autonomes:

- *Capacité de négociation* avec les services de recherche, de vulgarisation, et autres interlocuteurs extérieurs.
- Meilleure efficacité dans la *mobilisation de ressources locales* (autofinancement partiel).
- *Leadership* (renforcer la conception et la vision de la responsabilisation par l'organisation, l'initiative locale, l'apprentissage de la résolution des conflits, un processus de décision plus participatif).
- *Capacité de gestion des programmes*: diagnostic des problèmes, planification, budgétisation, évaluation.
- *Liaison et collaboration intervillageoises*.

De manière générale, les obstacles au renforcement des organisations paysannes décrits dans l'étude de cas sur le PAF s'appliquent également à l'expérience de VM. En particulier, VM a identifié comme suit les éléments fondamentaux sur lesquels il convient d'agir afin d'exercer un meilleur impact: formation de ses propres agents et des dirigeants des communautés, méthodologie appropriée, interactions avec la recherche et la vulgarisation.

LECONS TIREES DES ETUDES DE CAS

De l'analyse de ces études de cas peuvent être tirées plusieurs leçons importantes. Les plus significatives sont exposées ci-après.

L'existence d'organisations paysannes dynamiques: une condition cruciale pour renforcer l'efficacité de la recherche et de la vulgarisation dans les zones CHP

Les activités paysannes informelles d'expérimentation et de diffusion tendent à être peu systématiques, ponctuelles (parfois accomplies à la dérobée) et restreintes à un petit nombre d'individus travaillant isolément. Les liens avec des systèmes de connaissances extérieurs ne sont généralement guère développés. Les études de cas sur le PAF et sur VM démontrent que le moyen le plus efficace pour renforcer de manière significative les capacités de développement de technologie des communautés locales est l'organisation paysanne. Les résultats obtenus par VM et par le PAF font ressortir les éléments ci-après:

- Dans les zones CHP, la recherche et la vulgarisation atteignent le meilleur degré d'efficacité en fournissant aux paysans une « panoplie d'innovations » répondant à des problèmes qu'ils ont eux-mêmes identifiés et en les aidant à mener eux-mêmes des expérimentations sur ces technologies nouvelles dans les conditions locales.
- L'analyse par les paysans des problèmes et contraintes des systèmes de production apporte une compréhension capitale et différente de celle des chercheurs. La stimulation des échanges de résultats expérimentaux, d'innovations et d'expériences entre paysans d'une même communauté ou de différentes communautés constitue la forme la plus efficace d'apprentissage et d'évaluation.
- L'expérimentation paysanne peut revêtir un caractère dynamique et mieux s'accommoder de l'évolution et de la diversité des circonstances que les approches traditionnelles de la recherche.

La clé de tous ces éléments est l'existence d'organisations paysannes dynamiques. Celles-ci sont également indispensables pour permettre une « synergie » effective entre les systèmes de connaissances extérieurs (ONG et services de recherche-vulgarisation) et les systèmes de connaissances des populations locales.

ROLE D'INTERMEDIAIRE DES ONG DANS LE RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES

Les études de cas démontrent que des ONG ont la possibilité de jouer un rôle de catalyseurs en servant d'intermédiaires pour développer des collaborations synergiques entre les différents acteurs du développement agricole. Toutefois, elles révèlent également que les ONG ont des *contraintes internes* qui limitent leur efficacité à cet égard.

L'exemple du PAF illustre comment la mentalité des dirigeants villageois et celle des agents extérieurs, en se renforçant mutuellement, empêchent le « renversement de rôles » indispensable pour que les organisations paysannes puissent contrôler et gérer leurs propres programmes agricoles. L'initiative du développement de technologie est venue essentiellement du PAF. Cette tendance est due en partie aux pressions institutionnelles qui s'exercent au sein des ONG pour obtenir promptement des résultats concrets, ainsi qu'au fait que leur travail est extrêmement finalisé.

Les bailleurs de fonds contribuent à cette dynamique en exigeant des résultats rapides. Les conditions sont ainsi réunies pour que les agents des projets des ONG retombent dans une attitude paternaliste, en agissant *à la place* des paysans au lieu d'aider ceux-ci à développer les capacités organisationnelles dont ils ont besoin pour se prendre en charge.

Les ONG (et autres acteurs) doivent comprendre qu'un remodelage radical des pratiques existantes demande du temps pour se faire et pour prendre racine. *Le processus de changement institutionnel à la base (ou au sein des services de recherche-vulgarisation) est une entreprise de longue haleine* qui doit être clairement définie et planifiée (Cornwall *et al.* 1993).

Un problème moins évident, et plus difficile, auquel les ONG doivent faire face est le fait que les villageois eux-mêmes, pour des raisons souvent rationnelles, se refusent à un renversement de rôles. La participation n'est pas dépourvue de coûts pour les villageois. Les leaders potentiels des communautés rurales (surtout lorsqu'il s'agit de femmes) éprouvent fréquemment des difficultés à dégager du temps sur leurs occupations quotidiennes pour entreprendre les nouvelles tâches de gestion qu'impliquent les

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

organisations paysannes communautaires. En résumé, les « relations de qualité », la « flexibilité » et les autres « avantages comparatifs » des ONG sont des conditions nécessaires, mais non pas *suffisantes*, pour doter les organisations paysannes d'une autonomie leur donnant la capacité d'oeuvrer au développement agricole.

REVISION DU ROLE DE LA VULGARISATION

Les organismes de vulgarisation qui entendent promouvoir l'approche de la participation paysanne en Afrique de l'Ouest se trouvent face à une tâche particulièrement difficile, en ce sens que la responsabilisation des organisations paysannes nécessite un changement de conditions qui dépasse de loin le *champ normal* de l'activité de vulgarisation (que celle-ci soit le fait de services publics ou d'ONG).

Les approches de participation paysanne doivent viser à développer non seulement la créativité technologique des organisations paysannes, *mais aussi leur conscience sociopolitique, leur capacité de gestion organisationnelle et leur aptitude à négocier avec des interlocuteurs « extérieurs » (services publics de vulgarisation et ONG)*. Par conséquent, les agents de vulgarisation doivent, dans leur nouveau rôle de conseillers, catalyseurs et facilitateurs, privilégier l'apprentissage collégial vis-à-vis de l'apprentissage à sens unique.

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU SEIN DES ORGANISMES DE VULGARISATION

Le renversement de rôles exige que des efforts soient déployés pour aider le personnel de vulgarisation à acquérir les nouvelles attitudes et les nouvelles compétences requises pour l'« animation », la résolution des conflits et l'analyse sociale au niveau villageois.

Dans leur nouveau rôle, les agents de vulgarisation doivent: mieux comprendre la dynamique villageoise des processus de prise de décision, développer leurs facultés analytiques et conceptuelles, et apprendre à servir d'intermédiaires pour le « renforcement des relations » entre les organisations paysannes et les organismes de recherche.

L'une de leurs préoccupations primordiales doit être d'établir un leadership paysan dynamique. Etant donné le taux extrêmement élevé d'analphabétisme qui existe dans beaucoup de villages, une autre activité complémentaire que doivent assumer les agents de vulgarisation est l'alphabétisation fonctionnelle, essentielle pour l'autogestion des organisations.

ELABORATION DE METHODOLOGIES ET OUTILS APPROPRIES ET ACCESSIBLES AUX ORGANISATIONS PAYSANNES

La transformation de la recherche et de la vulgarisation agricoles exige en outre l'élaboration de méthodologies qui permettent un apprentissage permanent par l'expérience, en prenant en considération les intérêts conflictuels et en reconnaissant l'influence des relations de pouvoir dans les processus de prise de décision, *au sein* des villages et entre villageois et interlocuteurs extérieurs. Les outils analytiques, s'ils sont appliqués dans le cadre de méthodologies de cette nature, peuvent favoriser l'apprentissage

« collégial » entre des individus ayant des savoir-faire, expériences et connaissances différents, au sein des communautés et entre villageois et interlocuteurs extérieurs. Les services publics ou les ONG n'étant pas en mesure d'assurer un appui intensif et continu dans les zones CHP, ces méthodologies doivent être aisément assimilables, afin que les dirigeants paysans puissent les apprendre et les appliquer par eux-mêmes.

PROMOTION D'ORGANISATIONS PAYSANNES REPRESENTATIVES ET DEMOCRATIQUES

Afin que leur action puisse bénéficier aux paysans les plus pauvres et répondre aux besoins des différents groupes d'intérêts, les ONG qui entreprennent de promouvoir des organisations locales doivent reconnaître que les communautés rurales ne sont pas des entités homogènes. Les villageois ont certes des intérêts communs, mais ils ont également des intérêts conflictuels qui dépendent de facteurs tels que le sexe, la profession, l'âge et l'accès aux ressources.

Un problème majeur, dans le renforcement des organisations paysannes, consiste à déterminer s'il est préférable de s'appuyer sur les leaderships autochtones, avec la structure de pouvoir et les valeurs qui leur sont propres, ou d'établir des modèles organisationnels « modernes ». Les modes de leadership et d'organisation traditionnels sont nés en réponse à des situations culturelles spécifiques. Ces structures, leurs types d'autorité et de prise de décision, ne sont souvent *pas* conçus pour résoudre les problèmes nouveaux du « développement ». Cependant, des modèles organisationnels élaborés dans un autre contexte et « imposés » de l'extérieur n'ont guère de chances d'être appropriés ou de pouvoir perdurer.

La véritable question, et le défi pour des organismes extérieurs, consiste à aider les communautés à élaborer elles-mêmes *de nouveaux modes d'organisation et de leadership* répondant aux nouveaux besoins. Cela nécessite d'avoir recours à des outils participatifs pour l'analyse, la prise de décision et l'évaluation, afin d'assurer que les groupes les moins influents puissent se faire entendre. Cela implique également l'établissement au niveau local d'un leadership représentatif, animé d'une vision.

Afin de surmonter à long terme certaines attitudes et pratiques traditionnelles, et notamment celles qui tendent à exclure des décisions les femmes, les minorités ethniques et tous autres groupes marginalisés, le personnel des organismes extérieurs devra apprendre à faciliter les négociations entre les groupes ayant des intérêts divergents au sein d'un village. L'un des moyens de contrebalancer l'influence des élites locales consiste à promouvoir une structure organisationnelle conçue de manière à asseoir le processus de prise de décision et le partage des responsabilités sur une base plus large au sein de l'OP communautaire.

Cela peut se faire en encourageant la création d'un *grand nombre de postes différents* au sein de l'OP: expérimentateurs paysans, promoteurs de pépinières, vulgarisateurs, promoteurs de santé animale, spécialistes du maraîchage de contre-saison, responsable de la banque de céréales, responsable du magasin d'intrants du village, responsable des équipements collectifs (outils, charrettes à boeufs, réservoir d'eau), etc.

L'on réduira ainsi la charge de travail pour chaque individu, tout en permettant aux membres les moins influents de la communauté (et surtout aux femmes) de « faire entendre leur voix » et d'acquérir une expérience des affaires publiques. En outre, un grand nombre de villageois pourront ainsi bénéficier d'une formation au leadership et à la gestion, ainsi que de l'alphabétisation fonctionnelle.

RESPONSABILISATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET CAPACITE DE NEGOCIATION AVEC DES INTERLOCUTEURS EXTERIEURS

Les ONG ont trop souvent tendance à confondre le succès momentané de l'application locale d'approches participatives, ou ciblées sur l'action, avec un changement ou un réaménagement permanent dans les relations de pouvoir.

Les études de cas sur les projets réussis ignorent dans bien des cas l'instabilité du macrocontexte des relations de pouvoir, ce qui risque de créer temporairement l'illusion d'un transfert d'autorité (Arnould 1989). Afin de parvenir de manière plus efficace à « responsabiliser » les organisations paysannes pour leur permettre de négocier avec les services techniques publics, les ONG doivent aider les dirigeants des communautés paysannes à comprendre le rôle, la motivation, la vision du monde et les contraintes des chercheurs et des vulgarisateurs.

Il est particulièrement important de les aider à assimiler les principes de base des expérimentations scientifiques et à discerner les éléments par lesquels les chercheurs sont récompensés de leurs efforts (validité des données, publication d'articles) afin de parvenir à un meilleur équilibre dans la communication et la collaboration entre paysans et chercheurs. L'action en faveur de l'établissement d'associations intervillageoises et le développement des liens et de la coordination entre les organisations paysannes représentent une autre tâche essentielle. Un travail avec des villages pris isolément n'a guère de chances de donner aux paysans suffisamment de poids pour influencer le processus de décision au sein des organismes de recherche et de vulgarisation.

Enfin, il importe que les chercheurs et les vulgarisateurs acquièrent une compréhension de la rationalité des paysans et de leurs modes d'expérimentation. Les ONG doivent s'attacher plus activement à créer des occasions d'apprentissage par l'expérience pratique pour les chercheurs et les responsables de la vulgarisation, en organisant des ateliers à leur intention et en les intégrant dans des équipes pluridisciplinaires d'évaluation participative en milieu rural.

DECENTRALISATION DU PROCESSUS DE PRISE DE DECISION AU SEIN DES ORGANISMES DE RECHERCHE ET DE VULGARISATION

Cette démarche ne pourra réussir si elle ne s'accompagne pas d'une décentralisation du processus de prise de décision au sein des services de recherche et de vulgarisation agricoles, ce qui implique de donner aux représentants des organisations paysannes davantage de contrôle et d'influence sur les décisions.

CONCLUSION

Les paysans de l'Afrique de l'Ouest, dans leur immense majorité, sont encore inorganisés. En l'absence d'organisations et de fédérations communautaires dynamiques, ils ne sauraient acquérir suffisamment d'influence pour se poser en partenaires authentiques et crédibles des services publics de vulgarisation. Etant donné que l'Afrique de l'Ouest compte encore très peu d'organisations paysannes autonomes, répondant aux besoins de leurs membres et dotées des capacités de gestion essentielles pour mener un travail de développement et de diffusion de technologie, il s'avère indispensable que les ONG et les organismes publics de vulgarisation mettent en oeuvre une forme appropriée d'intervention extérieure afin de renforcer les organisations paysannes. Cette intervention devra être guidée par les leçons tirées des

expériences ci-dessus. C'est là une condition indispensable pour que les organisations paysannes ouest-africaines parviennent à réaliser les potentialités qui sont les leurs, afin de contribuer pleinement au développement de la technologie agricole.

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CHP	Complexe, hétérogène et précaire
FIPA	Fédération internationale des producteurs agricoles
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne
PAF	Projet agroforestier
VM	Voisins mondiaux

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adams A. (1982). « The Senegal River Valley: What Kind of Change? » in Hazel Johnson and Henry Bernstein (Eds.) *Third World Lives of Struggle* OXFORD: Heinemann.
- Arnould Eric (1989). « Anthropology and West African Development: A Political Economic Critique and Auto-Critique », *Human Organization* Vol 48, No 2. pp. 135-148.
- Atampugre Nicholas (1993). *Behind the Lines of Stone; The Social Impact of a Soil and Water Conservation Project in the Sahel*, OXFAM.
- Bates Robert R. (1981). *Markets and States in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Policies*. London: University of California Press.
- Bebbington Anthony, Farrington John (1992). « Governments, NGOs and Agricultural Development: Perspectives on Changing Inter-Organisational Relationships » Paper presented at the World Bank Agriculture Symposium in Washington DC. 8-10 January, 1992 (à paraître dans *Journal of Development Studies*).
- Bebbington Anthony (1991). « Peasant Knowledge, Peasant Agency, Peasant Organization: Theory and Relevance in Indigenous Agriculture ». In D. Booth (ed.) *New Directions in Social Development Research: Relevance, Realism and Choice*. A paraître.
- Bebbington Anthony (1991). *Farmer Organizations in Ecuador: Contributions to Farmer First Research and Development International Institute for Environment and Development*. Gatekeeper Series No 26.
- Bebbington Anthony (1992). « Searching For an Indigenous Agricultural Development: Indian Organizations and NGOs in the Central Andes of Ecuador » *Working Paper No 45*. Centre of Latin American Studies, University of Cambridge.
- Chambers Robert (1990). Article in *Agroecology and Small Farm Development*. Miguel A. Altieri and Susanna Hecht (Eds). Boca Raton: CRC Press.
- Chambers Robert, Pacey Arnold, Thrupp Lori Ann (Eds.) (1989). *Farmer First: Farmer Innovation and Agricultural Research*. London: Intermediate Technology Publications.
- Chambers Robert, Toulmin Camilla (1991). « Farmer First: Achieving Sustainable Dryland Development in Africa » in Haswell, Margaret, and Diana Hunt (Eds.) *Rural Households in Emerging Societies: Technology and Change in Sub-Saharan Africa* Oxford: Berg Publishers.
- Chambers R. (1983). *Rural Development: Putting the First Last*, Essex: Longman Scientific and Technical.
- Cornwall A., Guijt Irene, Welbourn Alice (1993). « Acknowledging Process: Challenges for Agricultural Research and Extension Methodology. » *IDS/IIED Discussion Paper*, Institute of Development Studies.
- Daane Jon R. V., Roch L. Mongbo (1991). « Peasant Influence on Development Projects in Benin. » *Geneve-Afrique* Vol. 29, No. 2 pp. 50-76.
- Ewert D. M. with Bunch R. and Gubbels P. (1992). « Experimenting Farmers in West Africa and Central America: An Assessment », Paper prepared for Association for International Agricultural and Extension Education (AIAEE) for the Symposium for Research in Agricultural Extension Education, Columbus Ohio, May 12-16, 1992.

- Fowler Alan (1992). *Prioritizing Institutional Development: A New Role for NGO Centres for Study and Development*. International Institute for Environment and Development, Gatekeeper Series No 35.
- Fowler Alan with Campbell Piers and Pratt Brian (1992). *Institutional Development and NGOs in Africa: Policy Perspectives for European Development Agencies* INTRAC and NOVIB.
- Gubbels P. (1988). « Peasant Farmer Agricultural Self-Development: The World Neighbours Experience in West Africa » *ILEIA Newsletter*. Vol. 4, No 3. October 1988.
- Gubbels P. (1990). « A Description of World Neighbors Experience and Perspectives on Participatory Technology Development and the Related Role of NGDOs in the West African Context », Paper prepared for ILEIA/ETC, Leusden, The Netherlands, 1990 for the Workshop on « Training for Participatory Technology Development and NGDOs ».
- Gubbels P. (1992). *Farmer-First Research: Populist Pipedream or Practical Paradigm: Prospects for Indigenous Agricultural Development in West Africa* MA Dissertation, University of East Anglia, September 1992.
- INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS (IFAD) (1992). *Towards Self-Supporting Farmers Organizations* IFAD.
- Hart Keith (1982). *The Political Economy of West African Agriculture* Cambridge: Cambridge University Press.
- Howes Mick (1992). « Linking Paradigms and Practice: Key Issues in the Appraisal, Monitoring and Evaluation of British NGO Projects » *Journal of International Development*: Vol 4 No.4, 375-396.
- Hyden G. (1983). *No Shortcuts to Progress: African Development Management in Perspective*. Berkley: University of California Press.
- Moulton Jeanne Marie (1977). *Animation Rurale: Education for Rural Development*. Center for International Education, University of Massachusetts.
- Netting Robert McC., Stone M. Priscilla and Stone Glenn D. (1989). « Koyar Cash Cropping: Choice and Change in Indigenous Agricultural Development » *Human Ecology* 17(3):299-319.
- Ouedraogo Seydou (1992). « Evaluation du Projet Agro-Forestier: Volet Information Generale » Unpublished OXFAM Impact Study.
- PAF, Reports on Program Activities, Project Application Summary Forms from 1989-1992, OXFAM.
- Richards Paul (1985). *Indigenous Agricultural Revolution*, London: Hutchinson and Co.
- Richards Paul (1990). « Indigenous Approaches to Rural Development: The Agrarian Populist Tradition in West Africa » In *Agroecology and Small Farm Development* Miguel A. Altieri and Susanna Hecht, Eds. (1990) Boca Raton: CRC Press.
- Röling Niels (1989). *The Agricultural Research-Technology Transfer Interface: A Knowledge Systems Perspective: Linkages Theme Paper No 6* International Service for National Agricultural Research.
- Röling Niels. (1988) *Extension Science: Information Systems for Agricultural Development* Cambridge: Cambridge University Press.
- Röling Niels, Engel Paul G.H. (1991). « The Development of the Concept of Agricultural Knowledge Systems (AKIS): Implications for Extension », in RIVERA, W. M. and D. J. Gustafson *Agricultural Extension; Worldwide Institutional Evolution and Forces for Change* Elsevier: Amsterdam.
- Savadogo Maliki (1992). « Evaluation du Projet Agro-Forestier: Volet Economie » Unpublished PAF Impact Study, OXFAM.
- Stolzenbach Arthur (1992). « Learning by Improvisation: The Logic of Farmers Experimentation in Mali », Paper prepared for the IIED/IDS Workshop « Beyond Farmer First: Rural Peoples Knowledge, Agricultural Research and Extension Practice Workshop, October.
- Uphoff Norman (1992). *Local Institutions and Participation for Sustainable Development* International Institute for Environment and Development, Gatekeeper Series No 31.
- Von der Weid J. M. (1993). « Communal Participation in Agroecological Planning in *ILEIA Newsletter* Vol 9, No. 4 December 1993.
- World Bank. (1989). *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*. Washington D.C. World Bank.
- World Neighbors (West Africa Area Office). Strategic Planning Conference Reports, WN West Africa Participatory Evaluation Reports, Annual Program Reports from 1989-1994.
- Yabre M. Pauline (1992). « Les Tiraillements de la Faim: Impact Socio-Economique du Projet Agro-Forestier (P.A.F.) sur les Populations du Yatenga », unpublished OXFAM Case Study.

EVOLUTION DE LA PERSPECTIVE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION

A.E. GROOT, J.P.M. STUIJT, C.A.M. BOON
Département d'études en communication et innovation
Université agronomique de Wageningen, Pays-Bas

Résumé: Depuis des années, le suivi et l'évaluation des programmes de développement rural servent d'instrument pour mesurer les progrès accomplis au regard des objectifs planifiés. Cette approche, qui procède d'une perspective « de haut en bas », se trouve de plus en plus remise en question. Les auteurs décrivent une approche alternative, qui consiste à envisager le suivi et l'évaluation non plus comme un outil de contrôle et de gestion, mais comme un processus destiné à favoriser l'apprentissage chez tous les acteurs. Cette vision du suivi et de l'évaluation sous l'angle de l'apprentissage nécessite une méthodologie différente, permettant à toutes les parties concernées par un programme de prendre part aux décisions touchant à la conception et à la mise en oeuvre du suivi et de l'évaluation. Lors de la conception du processus de suivi et d'évaluation, toutes les parties prenantes doivent participer activement à la définition des objectifs et au choix des indicateurs et des méthodes qui seront employés. C'est là une condition indispensable pour intégrer la diversité des intérêts, des besoins, des connaissances et des savoir-faire.

INTRODUCTION

Un atelier sur l'évolution de la perspective de la vulgarisation ne saurait être complet sans une discussion sur le suivi et l'évaluation des programmes de vulgarisation. Depuis des années, le suivi et l'évaluation des programmes de développement rural servent d'instrument aux bailleurs de fonds et aux agences d'exécution pour mesurer les progrès accomplis au regard des objectifs planifiés. Cependant, il s'agit là d'une approche « de haut en bas » qui se trouve de plus en plus remise en question. Il semble donc opportun d'envisager le suivi et l'évaluation sous une perspective alternative, de même que cela a été fait pour la vulgarisation. Nous commencerons par relater un incident typique.

« Faut-il poursuivre les opérations de lutte contre l'érosion dans ce village, ou est-il préférable de les arrêter? » La scène se passe dans un pays d'Afrique subsaharienne, au cours d'une séance d'évaluation d'un programme de développement rural intégré.

Cette question est au centre du débat qui met en présence des agriculteurs, des agricultrices, des agents de terrain, des assistants techniques et autres intervenants. Un certain nombre de femmes, notamment chez les assistants techniques, veulent mettre fin au programme, car elles estiment qu'il fait peser une lourde charge sur les agricultrices sans leur apporter aucun avantage en retour. D'autres participants se rangent au même avis parce que le programme leur apparaît en contradiction avec les stratégies d'autres projets de développement rural mis en oeuvre dans la région.

Certains paysans (parmi lesquels également des femmes) souhaitent au contraire voir le programme se poursuivre parce qu'ils en escomptent une augmentation de la production agricole. Beaucoup d'autres arguments « pour » et « contre » sont avancés, qui reflètent des perspectives, des valeurs et des objectifs différents de la part de leurs auteurs.

Cette expérience nous enseigne que l'évaluation d'une activité de développement social ne se réduit pas à établir une comparaison, chiffres et mesures à l'appui, entre des données empiriques et des objectifs assignés à un programme.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Elle nous montre que ce type d'évaluation fait intervenir des perspectives, des valeurs et des intérêts divers de la part des multiples acteurs d'un programme de développement, et qu'il en résulte des interprétations, des appréciations et des compréhensions différentes de la situation. Plus le nombre de personnes participant à une évaluation est important, et plus les interprétations et les appréciations se multiplient. La question qui se pose est la suivante: comment réagir face à cette diversité? Faut-il l'ignorer ou l'accepter comme une opportunité?

Le suivi et l'évaluation des processus de développement social suscitent aujourd'hui un débat de fond. Depuis plusieurs décennies, d'immenses efforts ont été investis dans des programmes de développement rural. Ces programmes visent non seulement à promouvoir la croissance économique, mais aussi à améliorer les conditions de vie au sein de la société.

Les programmes économiques font généralement l'objet d'une évaluation quantitative. Cependant, les projets destinés à mettre en place des capacités locales durables et à susciter une prise de conscience et une responsabilisation des populations locales soulèvent des questions fondamentales: « Comment mesurer la réalisation de ces objectifs? A qui revient-il de le faire? Quand faut-il procéder à ce genre d'évaluation et quel en est le but? »

Nous nous efforcerons d'apporter quelques réponses à ces questions en passant en revue les principes du suivi et de l'évaluation des programmes de développement social. Nous nous intéresserons en particulier à l'évolution du rôle de la vulgarisation dans les projets de développement rural et aux implications qui en résultent pour le suivi et l'évaluation.

EVOLUTION DES PERSPECTIVES

Le milieu des années 70 a vu s'amorcer une réorientation fondamentale de la conception du développement: de la domination du paradigme de la modernisation et des interventions visant à oeuvrer dans ce sens, l'on s'est tourné vers une recherche systématique d'alternatives. Cette réorientation a été essentiellement motivée par la prise de conscience de la part exagérée que les politiques de développement avaient faite jusqu'alors aux infrastructures, au détriment du capital humain.

Par souci d'édifier et de bâtir, les projets de développement avaient laissé de côté, voire marginalisé les hommes. Des problèmes de société complexes se trouvaient réduits à une dimension technique et économique. Petit à petit, l'idée se fit jour que, tout aussi important que soit le développement des infrastructures physiques, les programmes de développement devaient ménager aux hommes un rôle central et un certain degré de contrôle.

De cette vision nouvelle ont émergé des approches alternatives qui ont reçu l'appellation de « développement centré sur le capital humain » ou « développement participatif ». Parallèlement à cette réorientation de la conception du développement, la vision du rôle de la vulgarisation en milieu rural a évolué.

Au départ, la vulgarisation était axée sur les moyens de transmettre aux agriculteurs les messages techniques produits par les stations de recherche. Cependant, le taux d'adoption de ces messages techniques est souvent resté en deçà des attentes, et les services de vulgarisation en sont venus à comprendre qu'il serait plus efficace d'associer le groupe cible à la définition des messages et au choix des canaux de communication utilisés pour les transférer. En outre, il est apparu que l'impact de la

vulgarisation sur l'innovation dans l'agriculture ne dépend pas seulement de l'efficacité des méthodes de vulgarisation ou de communication.

Aucun impact significatif ne peut être exercé sans la contribution d'autres acteurs tels que les chercheurs, les décideurs, les agriculteurs et leurs organisations, l'agro-industrie, les entreprises commerciales et, de manière générale, tous ceux qui participent au processus de développement dans une région ou un secteur donné. Enfin, l'expérience a montré qu'il est extrêmement difficile d'évaluer l'efficacité et l'impact des programmes de vulgarisation en mesurant le taux d'adoption d'une technologie particulière car, dans bien des cas, celui-ci ne dépend pas uniquement des efforts des services de vulgarisation.

Par conséquent, l'évaluation d'un programme de vulgarisation a beaucoup à gagner d'une perspective globale: celle du *système de connaissances et d'information agricoles* (voir le chapitre de Röling dans le présent ouvrage), qui intègre des aspects tels que les relations entre les acteurs, leur contribution aux connaissances et à l'information, leurs modes d'organisation. Ce système part de la multiplicité des perspectives des acteurs concernés pour engager entre eux un processus de négociation.

L'émergence d'approches du développement centrées sur le capital humain et l'évolution de la perspective de la vulgarisation agricole posent deux défis majeurs pour le suivi et l'évaluation. En premier lieu, bien que l'on s'accorde à reconnaître l'importance et l'opportunité de ces approches alternatives pour un développement durable, il s'avère indispensable de les clarifier et de les comparer afin de leur conférer davantage de transparence et d'impact. Le suivi et l'évaluation ont un rôle important à jouer dans ce sens. En second lieu, ces approches alternatives nécessitent une approche différente vis-à-vis du suivi et de l'évaluation, ainsi qu'une méthodologie différente, permettant d'intégrer la diversité des perspectives et des valeurs de tous les acteurs du processus de développement et de favoriser une prise de conscience et une compréhension mutuelle.

LE SUIVI ET L'EVALUATION: UNE APPROCHE DIFFERENTE

Bien que les concepts de suivi et d'évaluation soient communément utilisés (en ces termes ou dans des termes locaux) pour désigner une opération faisant intervenir une appréciation, l'on ne se rend pas toujours compte du fait qu'ils constituent un élément essentiel de notre activité quotidienne. Le dictionnaire donne la définition suivante du verbe évaluer: « porter un jugement sur la valeur, le prix » (Petit Robert). Il s'agit d'une chose que nous faisons tous, en tout lieu et à tout moment. Par exemple, si je veux sortir et que le ciel est obscurci par un amas de nuages sombres, je décide de me munir d'un parapluie. Je « porte un jugement sur la valeur » de ces nuages en me fondant sur mon expérience passée.

Le fait que tout un chacun ait recours au suivi et à l'évaluation, en tout lieu et à tout moment, semble en contradiction avec une donnée de l'expérience qui nous indique que les activités formelles de suivi et d'évaluation sont souvent sommaires, voire inexistantes. Au sein d'une organisation ou d'un projet, un suivi et une évaluation ont toujours lieu sous une forme ou sous une autre, mais sans qu'ils soient généralement considérés ou reconnus comme tels. Cette observation nous amène à formuler l'hypothèse que l'absence de processus systématique de suivi et d'évaluation dans les programmes de développement rural cache souvent l'existence d'activités informelles de suivi et d'évaluation.

Il existe probablement autant de définitions du suivi et de l'évaluation qu'il existe d'auteurs qui ont écrit sur le sujet. Certaines de ces définitions indiquent la finalité du processus, d'autres en décrivent les différentes étapes. Chaque auteur poursuit des objectifs différents et propose de les réaliser d'une

manière spécifique, qui sera appelée à évoluer avec le temps, et c'est pourquoi il existe une multitude de définitions. Lorsque le suivi et l'évaluation sont apparus en tant qu'activité organisée, l'on y a vu un moyen d'obtenir des informations techniques « objectives » permettant de déterminer par exemple si les sommes dépensées étaient adéquates, si les quantités d'engrais distribuées correspondaient aux plans ou si l'on avait contacté le nombre de paysans projeté. Le suivi et l'évaluation ont été surtout considérés comme un processus consistant à collecter des données sur ce qui avait été accompli et à comparer ces données avec les objectifs du programme.

Cette confrontation de données empiriques et d'objectifs a souvent revêtu la forme d'une analyse de coûts et de bénéfices. Dans ce cadre, l'on examinait chaque option afin de déterminer dans quelle mesure les résultats (obtenus ou escomptés) étaient conformes aux objectifs. Les résultats étaient ensuite mis en regard avec les coûts (personnels, matériels, organisationnels) (Abma 1993). Certaines définitions du suivi et de l'évaluation, telles les définitions de la FAO reproduites ci-après, mettent clairement en évidence la fonction de gestion assignée à ce processus.

Le *suivi* est un processus de surveillance continue ou périodique de la mise en oeuvre d'un projet, qui a pour but de s'assurer que les intrants fournis, les plans d'activités établis, les résultats visés et toutes les autres dispositions soient conformes à ce qui a été projeté (FAO 1985). L'*évaluation* est un processus systématique visant à apprécier aussi objectivement que possible l'opportunité, l'efficacité et l'impact d'un projet à la lumière des objectifs assignés à ce projet (FAO 1985). Dans cette optique, le suivi fournit de manière régulière les informations qui sont nécessaires pour prendre les décisions quotidiennes au niveau de la gestion. L'évaluation sert à déterminer dans quelle mesure les objectifs planifiés ont été réalisés et quels sont l'impact et l'opportunité du programme.

L'évaluation permet d'améliorer les activités en cours, en partie grâce aux informations fournies par le suivi, et de jeter des bases pour aider les responsables d'un projet à formuler des actions et des orientations futures. En ce sens, le suivi est essentiellement axé sur le présent, tandis que l'évaluation se préoccupe davantage de l'avenir.

Dans la même ligne d'idées, l'on distingue généralement deux grands types d'évaluations: l'évaluation formative et l'évaluation décisionnelle. L'évaluation formative a pour but de fournir un feedback en vue d'améliorer un programme, tandis que l'évaluation décisionnelle apporte aux décideurs les informations requises pour faire des choix quant au financement, à la poursuite ou à la cessation d'un programme (van de Fliert 1993).

Au départ, l'accent a été mis surtout sur les évaluations décisionnelles. Les décideurs et les bailleurs de fonds semblaient être les principaux bénéficiaires de ce type d'évaluations, tandis que le reste des intervenants les percevait comme un instrument de contrôle. Selon Abma (1993): « En orientant le suivi et l'évaluation en direction des gestionnaires et des décideurs, l'on risque de ne pas prêter suffisamment d'attention aux valeurs, connaissances, savoir-faire et intérêts des autres intervenants des programmes. »

De nos jours, avec l'émergence d'approches du développement centrées sur le capital humain, une approche différente du suivi et de l'évaluation devient nécessaire. Afin de parvenir à une meilleure prise de conscience et à une responsabilisation des différents acteurs d'un programme, il convient de mettre davantage l'accent sur l'utilisation interne du suivi et de l'évaluation. Bien que ces derniers demeurent importants pour justifier un programme et pour informer les décideurs, le processus d'apprentissage qu'ils comportent doit recevoir davantage d'attention.

Cette approche alternative du suivi et de l'évaluation repose sur l'acceptation des perspectives multiples des différents acteurs et tient compte des différences de valeurs, de connaissances, de savoir-faire et

d'intérêts de ces acteurs, qui servent de point de départ pour une négociation sur les voies et moyens d'un développement durable. C'est-à-dire que ce n'est pas la fonction de contrôle et de gestion qui est mise au premier plan, mais la fonction d'apprentissage.

L'action humaine s'appuie sur l'expérience. Dans un processus d'apprentissage par l'expérience, ce sont l'observation, l'analyse et la réflexion qui permettent de décider si une action doit être répétée ou s'il convient d'en entreprendre une nouvelle, et qui devra y participer. Le suivi et l'évaluation mettent en oeuvre le même processus. Des informations et des données sont collectées sur différents éléments, pour donner lieu à une analyse, à une réflexion et à une négociation. Des conclusions sont ensuite tirées quant aux mesures à prendre. En outre, le suivi et l'évaluation servent à déterminer comment des résultats ont été reçus et quels ont été les participants. Par conséquent, ils permettent aux acteurs d'un programme d'explicitier l'expérience acquise et les progrès accomplis, et ils offrent l'occasion d'en appliquer les enseignements dans une situation future.

Le suivi et l'évaluation doivent être considérés comme un processus d'apprentissage dont la principale fonction consiste à renforcer la capacité d'(auto)apprentissage et de résolution de problèmes. Cette capacité peut être développée aux niveaux individuel, collectif, local et institutionnel. Cela implique que les différents acteurs soient activement associés à la conception, à la mise en oeuvre et même à l'évaluation du système de suivi et d'évaluation du programme. Dans cette optique, le suivi et l'évaluation permettent aux individus et aux institutions de découvrir leurs propres qualités et les opportunités qui s'offrent d'oeuvrer à leur propre bien-être et à celui de la communauté. Par conséquent, le suivi et l'évaluation donnent la possibilité d'améliorer la confiance mutuelle et la confiance en soi, ainsi que la motivation et la responsabilité des différents acteurs concernés.

Etant donné qu'il rassemble périodiquement les acteurs pour des discussions sur le déroulement du programme, ce processus facilite les échanges d'expériences, la collaboration et le partage des tâches, tout en favorisant le travail en réseau. Il apparaît donc que le suivi et l'évaluation doivent recevoir la plus grande attention dans les programmes de développement social, non seulement en raison de leur fonction d'apprentissage et de mobilisation des acteurs, mais aussi pour assurer la continuité de ce type de programmes. Une caractéristique commune à tous les programmes de développement social est le fait qu'ils décentralisent la prise de décision en direction des bénéficiaires. Par conséquent, la prise de décision se situe de plus en plus hors de la vue des bailleurs de fonds.

Aussi ces derniers risquent-ils de manifester des réticences à poursuivre le financement de projets qui ont des difficultés à trouver les stratégies appropriées pour susciter une prise de conscience et responsabiliser les acteurs. Cependant, un système de suivi et d'évaluation qui fonctionne adéquatement doit assurer la transparence d'un programme et, par là même, probablement aussi sa continuité.

PRINCIPES METHODOLOGIQUES DU SUIVI ET DE L'EVALUATION

L'évolution de l'approche du développement nécessite non seulement une appréhension différente du suivi et de l'évaluation, mais aussi des méthodologies et des techniques différentes. Dans la perspective classique, le suivi et l'évaluation sont dominés par un souci de *mesure* et d'*estimation* matérielles et financières. Nous pensons, quant à nous, que le suivi et l'évaluation du développement social doivent être conçus en termes de *description*, *interprétation* et *appréciation*.

En principe, tout comportement humain peut être mesuré par une grandeur physique et se prête donc à une analyse quantitative. Cependant, il est plus aisé de quantifier et d'analyser l'état d'avancement de

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

la construction d'une route que les progrès accomplis dans la responsabilisation ou l'autoresponsabilisation. Néanmoins, l'on a souvent recours à des systèmes numériques pour évaluer des comportements humains complexes. Ainsi, il existe un système consistant à attribuer des valeurs numériques progressives aux différentes réponses pouvant être apportées à une série de questions. Chaque nombre représente une qualité (par exemple, une progression de 1 à 5 correspond aux qualités allant de « bon » à « mauvais »).

Une fois les réponses chiffrées de cette manière, l'on peut y appliquer différentes opérations statistiques qui apporteront des éléments de connaissance sur la question étudiée. Cependant, ces chiffres n'engendrent pas en eux-mêmes une compréhension véritable, et ce pour plusieurs raisons:

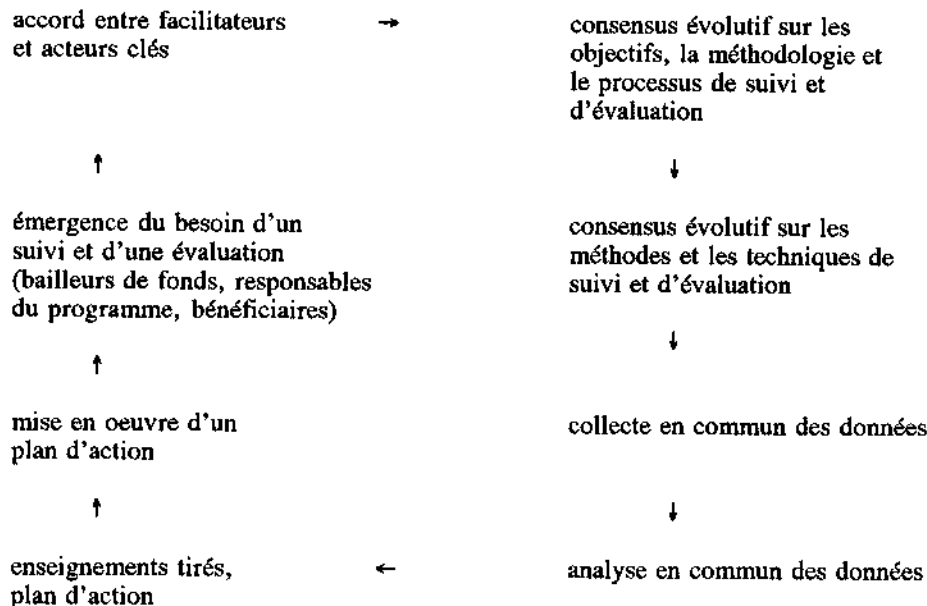
- La correspondance entre les nombres et les qualités est établie par l'évaluateur, et non par l'informant. L'on se place donc dans la perspective de l'évaluateur, qui n'est pas nécessairement celle de l'informant.
- Les nombres ne peuvent exprimer qu'une série discontinue, alors que la plupart des processus se déroulent de manière continue. Si certaines qualités peuvent être appréhendées à tout moment donné, d'autres aspects ne peuvent s'apprécier qu'au fil du temps.
- Les nombres procèdent de généralisations qui font perdre de vue la perspective individuelle/collective.
- Les nombres n'indiquent pas les raisons pour lesquelles les individus accomplissent certaines choses.

Ainsi, le besoin se fait sentir d'une méthodologie qui ne repose pas sur la mesure de résultats matériels, mais qui permette de décrire les propriétés et les caractéristiques d'un processus tel que la responsabilisation, et qui puisse, par l'interprétation des données disponibles, aboutir à une appréciation de la nature et de l'ampleur du processus qui s'est déroulé.

La fonction de cette méthodologie ne doit donc pas être de mesurer les effets, mais de susciter une prise de conscience de ce qui a eu lieu ainsi qu'une compréhension mutuelle entre les acteurs concernés. Trop souvent, les débats sur les méthodologies de suivi et d'évaluation ne débouchent guère que sur l'établissement de listes de référence. Une liste de référence doit servir d'instrument pour affiner la réflexion. Cependant, l'on tend à s'en servir de manière trop rigide. Il semble plus utile d'avoir recours à un cadre et à une série de principes qui aideront à prendre des décisions appropriées concernant la conception et la mise en oeuvre du suivi et de l'évaluation des programmes de développement social. Ci-après sont exposés des principes de cette nature.

A. Phases d'un processus participatif de suivi et d'évaluation

Le suivi et l'évaluation du développement social signifient le suivi et l'évaluation d'un processus. Si l'on considère que les activités de suivi et d'évaluation sont intégrées dans le processus de développement, le suivi et l'évaluation apparaissent eux-mêmes comme un processus. « Il s'agit en quelque sorte d'un processus dans une situation de processus » (Marsden et Oakley 1990). Plus précisément, il nous semble que le suivi et l'évaluation doivent être envisagés comme un processus d'apprentissage itératif comprenant différentes phases (figure 1) qui peuvent se dérouler simultanément et donner lieu à des interactions. La prise en compte de ces différentes phases peut faciliter et améliorer la transparence du processus de décision concernant le suivi et l'évaluation.

Figure 1. Le suivi et l'évaluation, un processus d'apprentissage itératif

Nous préciserons à présent quelques aspects de la conception du suivi et de l'évaluation.

B. Qui participe au suivi et à l'évaluation?

Au départ de tout processus de suivi et d'évaluation, il convient de se demander quels seront les participants. A cet égard, l'on distingue deux types d'évaluations: (1) *le suivi et l'évaluation internes*, auxquels prennent part des intervenants de l'intérieur tels que le personnel du projet, les agents de terrain et les bénéficiaires visés; et (2) *le suivi et l'évaluation externes*, qui sont le fait d'interlocuteurs plus extérieurs tels que les bailleurs de fonds ou les autorités.

Il va de soi que le choix des participants dépend pour beaucoup des acteurs qui expriment le besoin d'un suivi et d'une évaluation et qui en formulent les objectifs. D'après l'expérience, la participation des parties prenantes, et en particulier des bénéficiaires d'un programme, tend à être faible lorsque le suivi et l'évaluation sont demandés par les bailleurs de fonds (DGIS 1993).

Nous nous pencherons ici sur le suivi et l'évaluation internes qui, en favorisant l'apprentissage chez les acteurs, améliorent la performance et l'impact d'un programme de développement social. A notre avis, ce type de suivi et d'évaluation n'a pas reçu suffisamment d'attention jusqu'à présent. Ce faisant, nous ne prétendons pas que les évaluations externes, principalement axées sur les résultats des programmes de développement en cours et sur l'élaboration des orientations futures, n'ont pas leur importance.

Au contraire, elles peuvent exercer un impact des plus positifs sur la performance d'un programme en cours. Elles permettent, par exemple, de relancer des discussions jusqu'alors bloquées en raison d'un conflit interne (Groot et Boon 1992). Cependant, il semble que l'on ait davantage écrit sur le suivi et

l'évaluation de la participation aux programmes de développement social que sur la participation au processus de suivi et d'évaluation.

Malheureusement, même dans les programmes de développement social qui considèrent la participation comme un moyen de responsabiliser la communauté locale, l'évaluation repose trop souvent sur un processus assez flou de consultation, dans lequel il est demandé aux bénéficiaires de fournir des informations pour des activités de suivi et d'évaluation conçues de l'extérieur.

Il est rare que les bénéficiaires aient leur mot à dire dans la conception et la mise en oeuvre du suivi et de l'évaluation. Pourtant, des expériences probantes sont là pour démontrer que la participation des populations locales à toutes les phases du suivi et de l'évaluation peut contribuer de manière décisive à leur responsabilisation. Nous citerons en exemple l'expérience de Roche (1993) au Mali, dans laquelle des paysans ont participé à la formulation des objectifs du suivi et de l'évaluation, au choix des méthodes et indicateurs, ainsi qu'à la mise en oeuvre. Deux conclusions se sont dégagées de cette expérience:

1. L'autoévaluation se sert de la connaissance que les populations rurales ont de leur environnement et de la formulation claire et cohérente qu'elles sont à même de donner de leurs objectifs de production.
2. Elle trace un cadre qui permet aux populations rurales de communiquer avec les agences de développement.

L'autoévaluation semble être de plus en plus pratiquée. Pourtant, aucune des enquêtes nationales préparées pour le présent atelier n'indique que des activités d'autoévaluation aient été effectuées. Il s'agit d'un type particulier de suivi et d'évaluation, dans lequel les populations locales concernées évaluent leurs propres activités ou programmes. Ce sont les populations locales elles-mêmes qui déterminent les objectifs de l'évaluation, choisissent les méthodes et indicateurs à utiliser, procèdent à la collecte et à l'analyse des données et informations, puis dégagent des conclusions. Une autoévaluation de ce genre peut être facilitée par une personne extérieure.

L'on parle d'évaluation participative lorsqu'il y a une contribution équilibrée de tous les acteurs concernés. Dans l'approche alternative du suivi et de l'évaluation, l'évaluateur ne doit pas se poser en observateur distant ou en expert, mais plutôt faire fonction de facilitateur qui organise le processus d'apprentissage au profit de tous les acteurs concernés. En fait, l'évaluateur recense les idées et opinions de tous les participants sur ce qui a eu lieu, et il restitue fidèlement ces points de vue en s'efforçant de contribuer au développement de la compréhension mutuelle (Abma 1993).

A notre avis, la méthodologie adoptée pour le suivi et l'évaluation d'un programme de développement doit refléter la stratégie de ce programme. Si la participation est considérée comme un moyen de parvenir à la responsabilisation des bénéficiaires, il convient d'intégrer les perspectives, les connaissances, les savoir-faire et les intérêts de ces derniers à tous les stades de la conception et de la mise en oeuvre du processus de suivi et d'évaluation.

C. Quels sont les objectifs du suivi et de l'évaluation?

Lorsque différents acteurs participent à un même processus de suivi et d'évaluation, il est certain — et ce fait ne doit pas être nié — que ces acteurs poursuivent des objectifs différents sur un plan général, et plus particulièrement en ce qui concerne le suivi et l'évaluation. Certains d'entre eux (par exemple, le Ministère de l'Agriculture) s'engagent dans ce processus dans l'optique de formuler des politiques agricoles à l'échelon national, d'autres (tels que le personnel du programme) cherchent à déterminer les

éléments du programme qui nécessitent le plus d'attention. Quant aux agriculteurs, ils désirent savoir si une innovation particulière peut leur apporter des avantages. Il importe d'engager une négociation afin de tenter d'amener tous les acteurs concernés à un consensus sur la finalité du processus. La clarté des objectifs aidera à délimiter les données et informations devant être collectées et empêchera que les acteurs ne s'encombrent d'une masse trop importante de données, dont une part seulement pourra être utilisée. En outre, l'énonciation par les acteurs des différents objectifs du suivi et de l'évaluation améliore la transparence des aspirations de ces acteurs.

D. A quel niveau le suivi et l'évaluation doivent-ils se faire?

Il est fréquent que le suivi et l'évaluation se fassent — simultanément ou non — à plusieurs niveaux : national ou international (ministères, bailleurs de fonds), intermédiaire (personnel du programme, agents de terrain) et local (agriculteurs). Il existe naturellement une relation entre les activités de suivi et d'évaluation menées à ces différents niveaux. Les résultats obtenus à un niveau peuvent servir à un autre niveau. Des échanges d'informations ont lieu entre les différents niveaux.

Bien que ces échanges soient importants, il apparaît que, pour préserver et optimiser le processus d'apprentissage, les activités de suivi et d'évaluation doivent avant tout se faire en fonction de l'identité, des intérêts et des besoins des populations concernées. Ainsi que l'a exprimé l'un des participants au présent atelier : « Nous avons souvent l'impression de déployer énormément d'efforts pour collecter des données qui ne servent qu'aux besoins d'intervenants extérieurs. C'est là une situation décourageante. »

E. Quels sont les éléments devant être suivis et évalués?

Il ne fait aucun doute que les objectifs du suivi et de l'évaluation déterminent dans une grande mesure les éléments sur lesquels doit porter le processus. Comme nous l'avons mentionné plus haut, dans les programmes de développement classiques, le suivi et l'évaluation sont dominés par la mesure des résultats supposés d'un programme. L'impact et les effets de ce programme sont mis en regard avec les buts et objectifs planifiés, l'opportunité du programme et l'efficacité atteinte dans l'utilisation des ressources. Mais comme l'indique Abma (1993), le suivi et l'évaluation ne doivent pas seulement être axés sur les intentions, mais aussi sur les activités, les motivations et les problèmes survenant durant la mise en oeuvre du programme. Ils doivent prendre en compte les préoccupations de tous les acteurs intéressés. Il s'avère également de plus en plus indispensable de prêter attention à la clarification et à la comparaison des approches du développement, ainsi qu'aux effets non prévus des programmes.

En se plaçant dans la perspective du *système de connaissances et d'information agricoles*, l'on peut identifier différents thèmes pour le suivi et l'évaluation. Ainsi, les intervenants peuvent décider d'axer cet exercice sur l'appréciation des échanges d'informations entre les acteurs, sur la différenciation et l'intégration de la contribution des différents acteurs, sur la fréquence et la qualité de leurs interactions, sur la qualité des processus d'apprentissage en commun ou sur la mise au point d'innovations ayant un caractère durable.

F. Comment procéder au suivi et à l'évaluation?

Comme l'indique la figure 1, aux premiers stades du suivi et de l'évaluation, il importe de parvenir à un consensus sur l'approche qui sera suivie et sur les méthodes et techniques à utiliser. Avant toute autre chose, l'approche et la méthodologie doivent refléter la stratégie du programme et les objectifs poursuivis.

Trop souvent, les missions d'évaluation (externes) se contentent d'analyser des données secondaires et d'avoir des entretiens avec le personnel du projet et les autorités ministérielles pour évaluer les processus de participation et de responsabilisation des bénéficiaires, sans faire appel à une contribution active de ces derniers.

Au stade de la conception du processus de suivi et d'évaluation, il convient de clarifier pour les participants les différentes conceptions du suivi et de l'évaluation, en mettant l'accent sur les conceptions communément utilisées dans la situation locale et adaptées à cette situation. Après cette clarification des différentes perspectives du suivi et de l'évaluation, un consensus doit être réalisé quant aux méthodes et techniques à utiliser. Depuis longtemps, la méthodologie employée est fortement biaisée en faveur des aspects quantitatifs du développement.

Les méthodes et techniques couramment employées pour le suivi et l'évaluation exigent en général un certain niveau d'alphabétisation. Or, si les bénéficiaires du programme doivent y participer activement, il est indispensable que la méthodologie soit à leur portée. Dans ces conditions, des exercices d'évaluation complexes ou trop denses sont à proscrire au profit d'exercices faciles à assimiler et à mettre en oeuvre (Uphoff 1989).

De bons résultats ont été obtenus avec des méthodes de suivi et d'évaluation adaptées au contexte local, consistant par exemple à organiser des réunions villageoises ou réunions de groupe, tenir un journal des événements, retracer les antécédents ou faire usage de symboles et d'images (Feuerstein 1986). A titre d'exemple, des femmes pratiquant le maraîchage au Burkina Faso ont mesuré elles-mêmes leur récolte à l'aide des bassines qui sont d'usage courant localement. Elles ont ainsi davantage participé à l'évaluation qu'avec la méthode antérieure, où les agents de terrain se chargeaient de peser la récolte avec une balance.

Si l'on opte pour la réunion de groupe comme méthode d'évaluation, il importe de s'assurer qu'il est localement acceptable de rassembler femmes et hommes dans un même groupe. Si tel est le cas, il faut encore vérifier s'il est culturellement admissible que les femmes puissent critiquer les hommes. Par conséquent, dans le choix des méthodes de suivi et d'évaluation, il faut prendre en considération les coutumes locales pouvant ou non contribuer à l'appréciation des progrès et des accomplissements.

Au stade de la conception du suivi et de l'évaluation, les participants discutent des critères et indicateurs qui seront utilisés. Nous sommes convaincus qu'un processus interactif faisant intervenir les différents acteurs, et notamment les bénéficiaires, doit aboutir à la définition d'indicateurs permettant d'apprécier les changements qualitatifs résultant de la mise en oeuvre de programmes de développement. L'expérience du Mali démontre que les populations rurales sont capables d'établir des critères pour juger du succès d'une activité (Roche 1993).

Le débat sur les critères et les indicateurs ne doit pas se résumer à peser les avantages respectifs des mesures quantitatives et qualitatives. En effet, l'on peut mettre ce que l'on veut dans des chiffres. C'est l'interprétation de ces chiffres qui importe. Cette interprétation doit s'intégrer dans le processus et prendre en compte le plus grand nombre possible de perspectives. Il n'est d'aucune utilité de parler d'un modèle d'indicateurs du développement social, puisque les indicateurs sont essentiellement dérivés d'un contexte social, culturel, historique et politique.

Ils sont liés à un système de valeurs. Comme l'indique Roche (1993), le processus de définition de critères révèle des différences importantes d'objectifs entre les divers intervenants d'un programme, et même au sein des ménages. Ce fait s'est manifesté lors de l'évaluation d'une opération de promotion de

la production de sorgho par les hommes et les femmes de la communauté locale et par l'organisme de développement.

Dans les discussions, il s'est avéré que les critères différaient selon qu'ils étaient énoncés par les femmes ou par les hommes (les femmes privilégiaient par exemple la disponibilité d'ustensiles de cuisine et d'ingrédients pour les sauces, et les hommes la capacité de vendre le sorgho au moment où le prix est au plus haut), tandis que l'agence de développement proposait des éléments tels que la productivité et la disponibilité de semences de sorgho pour la saison suivante. Lors de la définition d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation, il n'y a pas à rechercher de compromis. Au contraire, la multiplicité des perspectives des différents acteurs permet de prendre en compte les connaissances locales et les connaissances scientifiques, ainsi que la diversité des savoir-faire et des capacités.

G. A quel moment le suivi et l'évaluation doivent-ils avoir lieu?

L'évolution de l'approche adoptée vis-à-vis du développement rural signifie d'autre part que le moment du suivi et de l'évaluation revêt une importance critique. Les programmes de développement classiques procèdent périodiquement à la collecte de données destinées à des interlocuteurs en position relativement extérieure tels que les ministères et les bailleurs de fonds, et que complètera une évaluation *ex post*.

Mais étant donné que des processus tels que l'apprentissage, la prise de conscience et la responsabilisation se déroulent de manière continue, le suivi et l'évaluation doivent reposer sur un processus permanent et systématique de collecte et d'interprétation des données. Cela implique qu'ils ne soient plus considérés comme des activités « de l'extérieur », mais comme des éléments internes du programme, nécessitant à ce titre une planification. Nous sommes convaincus que le succès final du suivi et de l'évaluation dépend, entre autres choses, de l'intégration de ces activités dans le cycle du programme, dès le stade de l'identification.

Si l'on envisage le suivi et l'évaluation sous cet angle, cela signifie qu'une place doit leur être réservée dès la conception d'un programme et que cela doit se refléter dans l'allocation des ressources financières, naturelles et humaines, ainsi que dans le calendrier des activités.

H. Mise en oeuvre du suivi et de l'évaluation, leçons tirées du processus

La mise en oeuvre du suivi et de l'évaluation ne doit pas être considérée comme une procédure technique et analytique, mais plutôt comme un processus de négociation. Dans ce processus, tous les acteurs seront en mesure de décrire, d'interpréter et d'apprécier ce qui se passe dans le programme. Ils en tireront en commun des leçons et décideront des orientations à suivre pour apporter des améliorations au programme.

CONCLUSION

Nous avons examiné l'évolution du rôle du suivi et de l'évaluation qui résulte des nouvelles approches du développement rural. Dans le cadre des programmes de développement social, le suivi et l'évaluation peuvent contribuer de manière décisive à réaliser des objectifs tels que la responsabilisation et l'autonomie des bénéficiaires.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Aussi le suivi et l'évaluation ne doivent-ils pas être considérés comme un outil de contrôle et de gestion, mais avant tout comme un processus favorisant l'apprentissage chez tous les acteurs concernés. Cela signifie qu'ils doivent être axés davantage sur les diverses interprétations et appréciations du déroulement d'un programme que sur la mesure et l'estimation des résultats. Cette approche du suivi et de l'évaluation en termes d'apprentissage nécessite une méthodologie différente, qui doit permettre à tous les acteurs d'un programme de participer aux décisions concernant la conception et la mise en oeuvre du processus de suivi et d'évaluation, ainsi qu'à l'évaluation de ce processus.

Par conséquent, la participation de la communauté locale ne se borne pas à fournir des informations pour des activités conçues de l'extérieur. Celle-ci doit être en mesure d'intégrer ses intérêts, ses besoins, ses connaissances et ses savoir-faire dans le processus. Il s'agit là d'une condition indispensable pour que le suivi et l'évaluation contribuent à l'amélioration de la capacité d'(auto)apprentissage et à la responsabilisation des populations locales. L'existence d'un processus de suivi et d'évaluation auquel les acteurs sont activement associés constitue également un indicateur important pour mesurer le degré effectif de prise de conscience et de responsabilisation.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abma T.A. (1993). *Beyond the Technocratic Orientation in Evaluation*. Rotterdam: Erasmus Universiteit.
- DGIS (1993). *Evaluatie en monitoring: de rol van project evaluaties en monitoring in de bilaterale hulp*. Evaluatie rapport van de Inspectie Ontwikkelingssamenwerking te Velde. La Haye: DGIS.
- FAO (1985). *Community Forestry: participatory assessment, monitoring and evaluation*. Community Forestry Notes. D'arcy David Case.
- Feuerstein M.T. (1986). *Partners in evaluation: evaluating development and community programmes with participants*. London, Macmillan Publisher.
- Groot A.E., Boon C.A.M. (1992). *Monitoring and Evaluation: A Working Plan for the Development of Monitoring and Evaluation in Gender-Sensitive Process-Based Development Programmes*. Wageningen: Université agronomique de Wageningen.
- Marsden D., Oakley P. (1990). *Evaluating Social Development Projects*. Oxford: OXFAM.
- Roche C. (1993). Mali: « Auto-evaluation » : An NGO Experience with Community-Based Evaluation. In: *The Rural Extension Bulletin*, n° 1, pp. 27-33.
- Uphoff N. (1989). *Participatory Evaluations of Participatory Development: A Scheme for Measuring and Monitoring Local Capacity*. New York: Cornell University.
- Van de Fliet E. (1993). *Integrated Pest Management: Farmer Field Schools Generate Sustainable Practices. A Case Study in Central Java Evaluating IPM Training*. Wageningen: Wageningen Agricultural University Papers 93-3.

TRAVAIL EN RESEAU ET DEVELOPPEMENT DURABLE: VERS UN NOUVEAU PARADIGME POUR LA VULGARISATION?

Paul G.H. ENGEL¹

Département d'études en communication et innovation
Université agronomique de Wageningen
Hollandseweg 1 - 6706 KN Wageningen, Pays-Bas

Résumé: L'évolution actuelle du développement rural oblige les spécialistes de la vulgarisation à une révision radicale de leur approche. La fonction de vulgarisation ne peut plus se concevoir comme un transfert de connaissances, de pratiques, de technologie ou d'information. Elle doit viser à faciliter l'identification, la mobilisation et l'intégration des différents types de connaissances, de manière à faire émerger localement de nouvelles pratiques de caractère durable. Ce n'est pas le transfert de technologie, mais la facilitation des processus d'apprentissage social et d'un niveau supérieur d'initiative qui doivent constituer l'axe de travail des professionnels de la vulgarisation. Le travail en réseau apparaît comme une pratique appelée à jouer un rôle croissant dans la vulgarisation en milieu rural. L'auteur passe en revue l'expérience de cinq réseaux d'organisations non gouvernementales de développement, en mettant en lumière la contribution que ces réseaux peuvent apporter aux processus d'apprentissage social et à l'initiative collective en faveur du développement rural. Enfin, l'auteur s'efforce de répondre à deux questions: que pouvons-nous, en tant qu'experts de la vulgarisation, apprendre des réseaux? Et comment l'approche des réseaux est-elle susceptible de contribuer à l'émergence d'un nouveau paradigme pour la vulgarisation?

INTRODUCTION

L'évolution actuelle du développement rural oblige les spécialistes de la vulgarisation à une révision radicale de leur approche. Les programmes nationaux de vulgarisation se trouvent de plus en plus sous le feu de politiques de développement ouvertes aux forces du marché, qui remettent en cause la notion de financement public et soulèvent la question de l'efficacité et de la rentabilité des organismes de vulgarisation. En outre, les services publics subissent une concurrence croissante de la part d'organismes privés souvent très efficaces dans leur action. Depuis le milieu des années 80, pour des raisons diverses, la privatisation des services de vulgarisation est dans le monde entier à l'ordre du jour.

D'un autre côté, personne n'a, à ce jour, remis en question la *fonction* de vulgarisation dans sa contribution au développement rural. Tout le monde semble s'accorder à reconnaître que certaines catégories de la population rurale ont besoin d'une assistance technique et économique pour parvenir à se ménager une niche dans l'économie globale. Mais cette situation pourrait être appelée à changer.

Quelle est, véritablement, l'importance de la fonction de vulgarisation pour atteindre un développement durable? Comment se fait-il que des acteurs de la scène du développement ne soient pas en mesure de pourvoir par eux-mêmes à leurs besoins? Il ne fait pas de doute que la fonction de vulgarisation revêt un caractère crucial pour réaliser un développement durable.

¹ Paul G.H. Engel est enseignant et chercheur au Département d'études en communication et innovation (ancien Département de la science de la vulgarisation) de l'Université agronomique de Wageningen (Pays-Bas). Depuis douze ans, il intervient en tant qu'expert de terrain et chef de projet dans des programmes de développement en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Outre ses fonctions universitaires, il a une activité de consultant, principalement pour des organisations non gouvernementales de développement néerlandaises et latino-américaines.

Cependant, le succès ou l'échec de la fonction de vulgarisation au cours des prochaines décennies dépendra pour une large part de l'efficacité avec laquelle nous saurons réviser nos paradigmes, nos approches, nos méthodes ainsi que nos organisations. Il nous faudra remodeler ceux-ci afin de pouvoir répondre à de nouveaux défis, à de nouvelles contraintes et, surtout, à de nouveaux objectifs.

Si nous ne le faisons pas, nous verrons nos organisations changer sous l'effet de forces extérieures et, dans ces conditions, nos paradigmes, nos approches et nos méthodes ne fourniront plus à ces organisations les instruments nécessaires pour faire face aux nouveaux défis qui naîtront des bouleversements actuels.

Un rôle important revient aux spécialistes de la vulgarisation. Mais la tâche qui leur incombe n'est nullement aisée. Si nous voulons nous en acquitter avec succès, nous ne devons pas, dans notre réexamen des paradigmes en vigueur, nous contenter de repenser les vieilles traditions ou de rouvrir des débats anciens.

Il nous faut plonger plus à fond dans le « cœur de notre entreprise » afin de faire émerger de nouveaux éléments, de nouvelles perspectives et de nouvelles stratégies. Cela peut se faire en appréhendant les fonctions de connaissance et de vulgarisation sous une perspective plus véritablement théorique².

Une autre manière de procéder consiste à se pencher sur les différentes facettes de la pratique actuelle. Quelles sont les diverses stratégies auxquelles les organismes de vulgarisation ont recours pour faire face à de nouveaux défis?

Quels sont ceux de ces organismes qui semblent obtenir les meilleurs résultats? Parmi les nouvelles pratiques, quelles sont celles qui ouvrent des perspectives prometteuses pour la *fonction* de vulgarisation? J'opterai ici pour cette dernière perspective. Dans un autre texte, je m'intéresserai davantage à l'aspect théorique des choses (Engel 1995).

D'après mes observations, la constitution de réseaux associant des organisations non gouvernementales de développement (ONGD) fait partie des nouvelles pratiques qui s'imposent actuellement. Bien sûr, les réseaux ne sont pas un phénomène récent. Ce qui est nouveau est le recours systématique à cette démarche chez les organismes de développement. Apparemment, les « réseaux » offrent un moyen flexible et décentralisé pour organiser des services en direction des populations. J'axerai donc mon propos sur le travail en réseau des ONGD. J'examinerai plusieurs expériences en cours et je tenterai d'en dégager des enseignements pour la fonction de vulgarisation.

J'esquisserai tout d'abord les contours de ce que je considère comme l'*émergence d'un nouveau paradigme* qui se dessine aujourd'hui dans la pratique de la vulgarisation, et je clarifierai ce que j'entends par l'expression de « travail en réseau ». J'aborderai ensuite les modalités actuelles de constitution de réseaux par les ONGD. Pourquoi les ONGD créent-elles des réseaux et comment procèdent-elles? Je tenterai de démontrer que le caractère distinctif d'un réseau est le fait qu'il crée un espace pour un apprentissage et une réflexion en commun.

² Cette perspective est adoptée notamment par Rölting *et al.*, Programme de recherche sur les systèmes de connaissances pour une agriculture durable, Université agronomique de Wageningen, et par Bawden *et al.*, Université de Hawkesbury (Australie). Voir également: Wilson et Morren 1990, Long et Long 1992, Gremmen 1993.

Mon argumentation reposera principalement sur une analyse comparative que j'ai menée à partir de documents concernant l'expérience de cinq réseaux d'ONGD en Amérique latine, en Afrique et en Asie³. Puis je m'interrogerai sur le rôle que les réseaux peuvent jouer dans la réorientation de la fonction de vulgarisation en milieu rural. Et j'envisagerai si un travail de vulgarisation axé sur la facilitation des réseaux est susceptible de contribuer à l'émergence du nouveau paradigme dont il a été question ci-dessus.

LE TRAVAIL EN RESEAU: UN NOUVEAU PARADIGME POUR LA PRATIQUE DE LA VULGARISATION?

L'une des distorsions qui caractérisent le plus communément la théorie et la pratique de la vulgarisation depuis une vingtaine d'années est ce que j'ai qualifié précédemment de « syndrome de la source » (Engel 1990a), à savoir la surestimation systématique des connaissances techniques (produites par la science et la recherche) vis-à-vis des autres types de connaissances applicables à la production agricole et au développement rural.

Comme l'ont souligné bon nombre d'auteurs⁴, cette distorsion amène le développement agricole à se priver des bénéfices d'autres sources de connaissances. L'on pense en particulier aux savoirs paysans, mais aussi à d'autres connaissances telles que celles des commerçants locaux sur les échanges, des banquiers sur les prêts, des ménagères sur la qualité des produits, des forgerons sur la fabrication des outils, ou des « vieux » sur les changements écologiques.

Si l'on tentait d'énumérer toutes les sources de connaissances qui, aux niveaux local et régional, peuvent contribuer à réaliser un développement durable, enraciné dans le contexte local, la liste serait très longue.

Fort heureusement, le « syndrome de la source » commence à se dissiper. Mais, tout comme pour la « participation », il s'avère plus aisé de concevoir les choses et d'en parler que de les concrétiser. La plupart de nos programmes de vulgarisation souffrent encore du « syndrome de la source » et se font encore l'écho du paradigme du transfert de technologie.

Dans la plupart des cas, cela n'importe pas réellement pour les paysans. Car ceux-ci, de toutes les façons, n'y croient guère (voir encadré). Mais cela compte pour la qualité de la vulgarisation. Cela entame l'opportunité, l'efficacité et la rentabilité de nos programmes. Cela nous rend « institutionnellement sourds et aveugles » à d'autres sources de connaissances et d'expériences dont nous pourrions tirer le plus grand profit.

Le défi qui se pose aujourd'hui à la vulgarisation consiste à redéfinir son rôle de catalyseur en fonction des théâtres complexes d'interactions sociales dans lesquels de nouvelles pratiques de caractère durable sont susceptibles de voir le jour.

³ L'auteur est redevable à l'ILEIA/ETC qui lui a fourni les documents sur lesquels repose cette étude. Voir Alders *et al.* (éds.) 1993. *Linking with Farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. Londres: Intermediate Technology Publications.

⁴ Par exemple: Chambers 1983, Darré 1985.

« Croyez-vous réellement à ce que vous dites?... »

A une réunion d'agriculteurs à laquelle j'assistais dans la région bien connue de cultures sous serres du Westland, aux Pays-Bas, un directeur de recherche expliquait que la tâche du chercheur consiste à produire des connaissances, que celles-ci sont transférées par le vulgarisateur à l'agriculteur, et que ce dernier peut alors les appliquer sur son exploitation. Ce discours fut interrompu par un agriculteur qui se leva dans l'assistance pour demander: « Croyez-vous réellement à ce que vous dites?... » Et il entreprit de démontrer qu'il était invraisemblable que les chercheurs soient les seuls à produire des connaissances. Faisant un rapide calcul, il estima qu'en comptant les vulgarisateurs, la station de recherche réunissait tout au plus 200 personnes intelligentes - très intelligentes! - qui travaillaient à développer les connaissances dans le domaine de l'agriculture. D'un autre côté, dans les quelque 6000 fermes de la région, environ 25 000 personnes intelligentes s'employaient quotidiennement à expérimenter, adapter et développer les connaissances afin de gérer au mieux leurs exploitations.

Ces propos ne signifient pas que les chercheurs et les vulgarisateurs n'apportent pas de connaissances valables aux agriculteurs. Mais ce ne sont pas les seules connaissances dont les agriculteurs ont besoin pour gérer leurs exploitations (Engel 1990).

Afin de surmonter le « syndrome de la source », j'estime que la fonction de vulgarisation ne peut se concevoir comme un *transfert* de connaissances, de technologie, de pratiques ou d'information. Elle doit être vue comme une fonction destinée à faciliter l'*identification*, l'*appropriation* et l'*intégration* d'éléments de nature à faire émerger de nouvelles pratiques durables, enracinées dans le contexte local.

Cela implique de mobiliser une diversité d'acteurs locaux qui serviront de sources de connaissances, d'expériences et d'informations et d'aider ceux-ci à axer leur action sur des problèmes spécifiques se posant dans des situations particulières.

En d'autres termes, la fonction de vulgarisation doit contribuer à une *fusion des horizons* (Long 1989) et des pratiques des acteurs du développement rural. Partout dans le monde, la plupart des vulgarisateurs savent certainement cela de manière intuitive. En particulier les plus expérimentés d'entre eux. Cependant, beaucoup ont reçu une formation qui les amène à penser différemment, et beaucoup ont dû renoncer à convaincre des supérieurs hiérarchiques formés dans une optique purement scientifique.

Comme le dit fort bien Chambers, nous autres chercheurs, vulgarisateurs et encadreurs sommes si habitués à nous considérer comme la source de toute connaissance en agriculture que nous ne concevons plus de « descendre de (notre) piédestal pour nous fondre dans la masse, écouter et apprendre » (Chambers 1983). Ainsi que le soulignent de plus de plus de recherches, l'on peut trouver les contours d'un nouveau paradigme pour la vulgarisation dans la notion d'« apprentissage », de « systèmes

d'apprentissage » (voir Sriskandarajah *et al.* 1989, Wilson et Morren (éds.) 1990) ou de « processus d'apprentissage social »⁵.

Dans le contexte du changement et de l'innovation agricoles qui constituent la scène complexe où s'inscrit aujourd'hui notre action, ce qui compte est que l'ensemble des acteurs sociaux concernés parviennent à apprendre et à agir collectivement, et non pas que quelques-uns d'entre eux aient la capacité de transférer leurs solutions aux autres (Engel 1993 [en préparation]).

Par conséquent, il faut s'attendre à ce que les concepts de « facilitation », de « collectifs d'apprentissage » et d'« initiative » (voir Long 1992) viennent se substituer aux concepts de « transfert », de « décision » et d'« adoption » pour donner naissance à de nouveaux paradigmes. Comme je tenterai de le montrer ci-après, un paradigme reposant sur ces éléments peut être qualifié de *paradigme du travail en réseau*.

QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL EN RESEAU?

Je ne m'intéresserai pas tant aux réseaux en eux-mêmes qu'au *travail en réseau*, c'est-à-dire au processus résultant d'efforts consciemment déployés par certains acteurs sociaux pour établir en leur sein des relations qui favoriseront un développement durable. Les réseaux sont des modes de relations plus ou moins formels, plus ou moins durables, qui naissent de ces efforts délibérés.

De ce point de vue, le succès ou l'échec du travail en réseau, le fonctionnement et les caractéristiques de ces réseaux, la forme et la configuration que ceux-ci adoptent, peuvent s'évaluer en fonction de la *mission* qui leur est assignée par les acteurs qui les constituent.

Mais pour que les activités d'un réseau répondent à une mission, il faut que les acteurs en question soient en mesure de définir cette mission. Cela signifie qu'il faut déterminer qui a qualité d'*acteur constituant* - qui est en droit de contribuer à la formulation de règles ou de l'« acte constitutif » du réseau - et se mettre d'accord sur une procédure en vue de définir une *perspective commune* ou une « théorie de la pauvreté » pour reprendre l'expression de Tim Brodhead (cité par Korten, *NGO Strategic Networks: From Community Projects to Global Transformation*).

Ce sont là des questions qui ne sont pas toujours envisagées explicitement lors de la constitution d'un réseau. Ce qui n'est d'ailleurs pas nécessaire, car la plupart des réseaux commencent à opérer de manière tout à fait informelle.

Souvent, les réseaux se forment autour d'un groupe cohésif de dirigeants charismatiques. Initialement, ce sont ces derniers qui déterminent la composition du réseau et décident des activités à entreprendre. Cependant, lorsque le réseau devient une structure plus permanente et plus institutionnalisée, le besoin se fait sentir d'établir des procédures plus transparentes et plus participatives pour prendre ce type de décisions.

Mario Padrón propose une thèse qui cerne bien le travail en réseau des ONGD: travailler en réseau signifie partager. Et il lance cet avertissement: *le partage est sans doute l'une des nécessités les plus*

⁵ Au sein du Programme de recherche sur les systèmes de connaissances pour une agriculture durable de l'Université de Wageningen, ce dernier terme nous semble le mieux exprimer ce que nous cherchons à accomplir.

exigeantes du travail de développement, mais il s'agit du dénominateur commun le plus essentiel que les pauvres établissent pour s'aider mutuellement à subvenir à leur besoins et parvenir à subsister dans des conditions précaires. Oser partager, comme le dit Padrón, ne se fait ni aisément ni automatiquement. Cela requiert une volonté d'ouverture. Cela nécessite d'éprouver suffisamment de confiance dans son propre travail pour l'exposer aux autres et, aussi, d'avoir l'humilité nécessaire pour accepter de n'être qu'un individu parmi beaucoup d'autres.

Par conséquent, le travail en réseau va au-delà d'une simple collaboration entre des individus et des institutions oeuvrant à des intérêts communs. Il s'agit de réaliser une « synergie sociale », comme l'expriment Haverkort et Ducommun (1992). Les réseaux représentent des « communautés d'idées », des espaces au sein desquels des individus ayant des préoccupations similaires peuvent interagir sur la base d'intérêts communs et d'une confiance mutuelle, en escomptant une solidarité.

Ce n'est pas tant la création de produits ou de services que l'apprentissage social, la communication et l'élucidation qui constituent le « coeur de l'entreprise ». En mettant l'accent sur l'« esprit » plutôt que sur la « matière », le travail en réseau aide à conférer une qualité fondamentalement nouvelle à la coopération humaine. Il stimule la réflexion globale, la créativité et le dialogue. Toute tentative faite pour comprendre les réseaux et les gérer sans tenir compte de cet aspect fondamental aboutit à méconnaître l'intérêt véritable du travail en réseau des ONGD. L'on ne saurait pour autant nier qu'il importe d'avoir une notion précise des produits et des services entrant dans la sphère d'un réseau.

Bien au contraire, ces activités tangibles peuvent servir d'indicateurs pour juger de la dynamique et du succès des activités du réseau. Mais la compréhension des réseaux ne peut se réduire à la logique de « production » qui est chose si commune de nos jours dans la pensée institutionnelle. Le travail en réseau tire une grande part de sa valeur ajoutée du développement des idées, de l'apprentissage par l'expérience commune et de l'élucidation du monde par le canal de la communication. Dans les pages qui suivent, j'approfondirai quelques-uns des problèmes fondamentaux qui ressortent de plusieurs expériences de réseaux en cours. Ces expériences ont pour point commun d'avoir atteint le stade de la consolidation.

Ayant surmonté les risques et incertitudes de l'enfance institutionnelle, elles sont toutes entrées honorablement dans l'âge de l'adolescence et se sont ménagé une « niche » au sein de la communauté des ONGD locales, régionales et/ou internationales.

Je m'intéresserai principalement à la valeur ajoutée que les réseaux apportent aux activités des ONGD⁶. Du point de vue des ONGD elles-mêmes, quel est l'intérêt d'intégrer la structure du *réseau* dans leur travail? J'envisagerai cette question sous trois angles:

- Quelles sont les motivations qui incitent les ONGD à constituer des réseaux?
- Comment les réseaux en viennent-ils à adopter une structure plus permanente et à perdurer?
- Quelles sont les activités les plus caractéristiques des réseaux?

⁶ Par « activités des ONGD », j'entends toute une série d'activités que peuvent accomplir les organisations non gouvernementales de développement: de la fourniture de services aux consultations, de la dénonciation à la fonction de promotion et à la formulation de politiques, des activités culturelles à la communication, chaque combinaison particulière d'activités étant le résultat de choix accomplis par ces organisations dans un contexte local ou national donné, en accord avec les objectifs de développement qu'elles poursuivent.

QUELLES SONT LES MOTIVATIONS QUI INCITENT LES ONGD A CONSTITUER DES RESEAUX?

A première vue, les réseaux semblent voir le jour dans des situations où les ONGD, ou certains de leurs membres, prennent conscience du fait que leur action pâtit d'un manque d'accès aux connaissances et à l'expérience d'autres acteurs. Ce problème n'apparaît ni absolu ni irrémédiable. Au contraire, il semble possible de le surmonter en organisant des échanges d'idées, d'expériences et d'informations entre les parties concernées. En d'autres termes, en améliorant le partage de l'information et l'apprentissage parmi les ONGD concernées.

En Inde, les ONGD et les agriculteurs se sont rendus compte qu'il existe énormément de pratiques traditionnelles valables qu'il convient de tirer de l'ombre et de diffuser (Quintal et Gandhimathi 1993 [Tamil Nadu et Pondichéry, Inde]). Un autre cas est celui du CAME au Pérou (Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]), où de sévères sécheresses et inondations ont convaincu les ONGD de leur incapacité de répondre adéquatement aux besoins des paysans andins.

Cet échec a été attribué, d'une part, à leur manque de connaissance des technologies de la région des Andes, des principes de l'agriculture durable à faible niveau d'intrants, des particularités de l'environnement et des méthodes appropriées pour gérer les aléas climatiques et, d'autre part, à l'absence de coordination entre les institutions.

Autre exemple: lors d'un séminaire d'OXFAM à Cotonou, la prise de conscience de l'isolement dans lequel travaillait le personnel local des projets a amené à la création du réseau ALIN (Graham 1993 [ALIN, Afrique]). Dans certains cas, c'est un manque généralisé de coordination qui conduit à la constitution de réseaux. Il arrive que, pour des tâches cruciales, la coordination entre les ONGD soit déficiente non seulement sur le plan technique, mais aussi au niveau de la gestion et de la logistique, comme c'était le cas avant la création de l'ACDEP:

(...) la coordination souffrait d'un certain nombre de carences et faiblesse inhérentes: les projets opéraient dans l'isolement, (...) tendaient à faire double emploi et (...) à se livrer à des activités similaires dans une même localité. (...) La coordination reposait généralement sur la structure administrative verticale de l'église et de la paroisse. (...) les coordinateurs (...) n'étaient pas en mesure d'assurer un appui technique (...), des méthodes de développement différentes (étaient appliquées), sans que l'on cherche à tirer profit d'un processus d'apprentissage entre projets. Les politiques de fourniture de services divergeaient et tendaient à se contrecarrer. (...) les services fonctionnaient de manière parallèle, ils étaient souvent coûteux et inefficaces. (...) des prix différents étaient pratiqués pour les mêmes intrants. Aucune vision harmonisée ne présidait aux politiques de développement agricole (Alebikeya 1993 [ACDEP, Ghana]).

Dans de pareils cas, les réseaux sont amenés à assumer un rôle plus global, en facilitant l'intégration et le changement organisationnels. Cela aboutit souvent à l'établissement de nouvelles unités ou agences spécialisées, qui se consacrent à des tâches spécifiques en appui aux activités de toutes les ONGD concernées.

Toutefois, l'on se priverait de la compréhension d'une grande part des motivations qui poussent les ONGD à créer des réseaux si l'on se bornait à n'y voir qu'un manque relatif, mais critique, de connaissances et d'informations, ou même de services. Il est une autre dimension, plus importante encore: des ONGD ayant des préoccupations similaires se rendent compte que la situation à laquelle elles se trouvent confrontées dans leur travail au sein des communautés exige une appréhension nouvelle, plus

globale, et une compréhension plus approfondie des options qui s'offrent à leur clientèle pour parvenir à un développement durable.

Dans le cas du CAME évoqué plus haut, ce qui a joué a été la prise de conscience du fait que la communauté des ONGD ne possédait pas une connaissance suffisante des technologies des Andes et des principes de l'agriculture durable à faible niveau d'intrants, ni des options s'offrant aux paysans en matière de gestion des ressources et des risques, pour être en mesure d'aider efficacement les communautés rurales.

En Inde, ce sont les dommages écologiques dus aux techniques agricoles « modernes », les situations de crise qui en ont résulté et l'absence d'alternatives appropriées et durables qui ont amené à comprendre qu'un réseau local conférerait une rapidité et une qualité accrues à l'action sur le terrain et motiverait d'autres acteurs s'intéressant au concept de l'agriculture durable à faible niveau d'intrants (Quintal et Gandhimathi 1993 [Tamil Nadu et Pondichéry, Inde]).

Dans les réseaux internationaux créés par des ONGD, les membres fondateurs sont animés d'une même préoccupation, qui est exprimée en ces termes par le secrétaire général d'EL TALLER, Sjef Theunis: *EL TALLER est né d'un besoin de réflexion ressenti par les dirigeants d'ONG de diverses parties du monde. Des femmes et des hommes qui travaillent au coeur de leur société prennent conscience que les citoyens et les politiciens ont perdu tout axe et toute direction* (EL TALLER 1993, avant-propos du secrétaire général).

De ce point de vue, le travail en réseau répond avant tout au désir de rechercher en commun de nouveaux modes de compréhension et d'intervention dans des situations complexes de développement. La motivation à la base de la constitution d'un réseau est la volonté de parvenir à formuler une approche alternative du développement durable.

Dans beaucoup de cas, les intervenants adoptent un système conceptuel ou une « théorie » qui servira de cadre en vue de l'élaboration de cette approche: l'« agriculture durable à faible niveau d'intrants » pour l'ACDEP, le CAME, le Tamil Nadu et le territoire de Pondichéry, et l'« agriculture écologique » pour le RAE. Dans d'autres cas, l'on assiste à la formulation de « principes directeurs » plus lâches.

Il semble donc que la prise de conscience de l'absence d'axe directeur coïncide fréquemment avec celle du manque d'accès à des expériences, connaissances et informations essentielles et que cette conjonction fournisse la motivation qui conduit à la constitution de réseaux par des ONGD. Mais une autre question se pose: qui sont ceux qui ont cette « prise de conscience », qui remarquent ce « manque d'accès », et pourquoi décident-ils d'y réagir?

Comme nous le verrons plus loin, les ONGD et individus en question peuvent être considérés comme les *éléments moteurs* (Padrón 1991), ou les *catalyseurs* (Korten, *NGO Strategic Networks: From Community Projects to Global Transformation*) des réseaux.

Il peut s'agir d'ONGD locales ou nationales que la conscience de la crise ou d'un besoin immédiat pousse à l'action, ou encore d'ONGD qui perçoivent une occasion d'élargir leur impact: dans le cas du RAE, réseau d'agriculture écologique du Pérou, plusieurs ONGD expérimentées ont vu la possibilité d'étendre

leur impact en s'associant aux activités de quelque 200 ONGD locales dont le travail pratique dans l'agriculture écologique en milieu rural suscitait un intérêt croissant de l'extérieur (Kolmans 1993 [RAE, Pérou]).

Un dernier aspect des incitations qui amènent les ONGD à constituer des réseaux est la volonté de participer au débat public et/ou gouvernemental sur le développement. Manrique et Bueno de Mesquita (1993 [CAME, Pérou]) font état de cette motivation au niveau régional: le réseau CAME a été créé, entre autres raisons, parce que *ses membres entendaient dépasser leur horizon limité ou leur isolement pour se faire écouter ou prendre en compte au sein de la société régionale, en formulant des propositions ou suggestions de politiques de développement.*

Les ONGD savent aujourd'hui qu'il n'est pas du pouvoir ou de la capacité d'une ONGD isolée de faire entendre sa voix et que cela nécessite la coopération de plusieurs organisations animées par des préoccupations du même ordre.

Si les réseaux font preuve d'un degré remarquable de similitude sur les points précédents, l'on constate des différences notables en ce qui concerne ce dernier aspect. Au Pérou, le CAME propose l'élaboration de politiques communes ayant trait à l'agriculture durable à faible niveau d'intrants et au rôle des ONGD dans le contexte international et national (Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]).

De manière très similaire, le réseau RAE entend contribuer au débat public sur le développement par des conférences, des publications et des articles (Kolmans 1993 [RAE, Pérou]).

Au Ghana, la priorité consiste plutôt à passer au crible l'action des organismes étatiques et à « ...faire reconnaître la nécessité d'un appui au travail de développement communautaire en faveur des pauvres ruraux » (Alebikeya 1993 [ACDEP, Ghana]). En revanche, d'autres réseaux tels que le réseau ALIN en Afrique et les réseaux d'agriculture durable à faible niveau d'intrants du Tamil Nadu et du territoire de Pondichéry, en Inde, semblent pour l'instant s'intéresser beaucoup moins à ce type d'activités.

LES TROIS R: MOTIVATIONS A LA BASE DES RESEAUX

Pour synthétiser la réponse à ma première question, je dirai qu'il existe une incitation à former des réseaux lorsque trois types de préoccupations deviennent prépondérants chez les dirigeants, le personnel et la clientèle des ONGD:

- L'absence relative d'accès à l'expérience, aux connaissances et aux informations d'autres acteurs, qui revêt un caractère critique en ce sens qu'elle entrave les performances individuelles.
- La nécessité de mener une réflexion commune pour appréhender de manière plus globale et plus efficace les problématiques auxquelles les ONGD se trouvent confrontées, en vue d'innover et de formuler de nouvelles options pour oeuvrer à un développement à la base.
- La volonté de concevoir des modes alternatifs de développement, prenant racine dans l'expérience à la base des ONGD, et de les proposer dans les débats nationaux, régionaux ou internationaux afin de contribuer à la formulation de politiques de développement réalistes.

La première de ces préoccupations conduit à la volonté de *rehausser* la qualité de la performance collective des ONGD. Sous cette impulsion, les membres d'un réseau s'attachent à recenser et partager les idées, l'expérience et les connaissances des individus, des ONGD ou d'autres acteurs qui sont susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs du réseau. L'optique est essentiellement d'améliorer l'apprentissage collectif et la qualité du travail des ONGD.

La deuxième préoccupation consiste à « *remonter en amont* »⁷ dans l'analyse et dans l'action. Ce qui compte est la pertinence ou l'efficacité des opérations de terrain proprement dites, dans le contexte social et politique qui prévaut au sein d'un pays ou d'une région.

Il s'agit de « dépasser les conséquences visibles d'un problème donné pour remonter à son origine » (Korten 1990). L'accent est mis sur des efforts communs de diagnostic, de réflexion, d'élucidation et de coordination au plan stratégique. Le souci est de parvenir à une meilleure compréhension des problématiques du développement.

Il est considéré que cette tâche n'est pas à la portée d'organisations isolées. Dans la même perspective, la troisième préoccupation amène les ONGD à *réorienter* leur action. L'objectif est de formuler et de promouvoir des modes de développement alternatifs. A cet effet, les membres d'un réseau s'engagent dans des activités de communication visant à atteindre un public plus large et à influencer sur les acteurs publics et privés au sein de la société.

Ces trois R traduisent, d'une manière ou d'une autre, un souci d'améliorer *la qualité et l'impact* du travail des ONGD et, partant, leur contribution au développement à la base.

Mais comme nous le verrons plus loin, il est incontestable que chaque réseau porte sa propre « marque » et représente un agencement particulier des éléments ci-dessus — depuis le réseau local d'ONGD de service qui souhaitent avant tout rehausser le niveau de leurs prestations envers leurs clients, jusqu'aux réseaux internationaux de nature stratégique (Korten 1990) qui se consacrent presque exclusivement à la fonction de promotion et au travail en amont, en axant leurs efforts sur des cas ou des aspects particuliers.

COMMENT LES RESEAUX EN VIENNENT-ILS A PERDURER?

Si, selon la définition que nous avons proposée, les réseaux sont des modes de relations plus ou moins formels et plus ou moins durables qui naissent d'efforts délibérés, nous sommes amenés à nous poser la question suivante: pourquoi certaines de ces initiatives conduisent-elles à l'établissement effectif de réseaux institutionnalisés, tandis que d'autres ne perdurent pas?

L'on assiste à la conception et à la naissance d'une multitude de réseaux qui se désagrègent rapidement une fois l'élan initial retombé, leurs membres (ou membres potentiels) retournant alors à leurs occupations ordinaires. Il peut s'agir d'une évolution parfaitement saine en ce sens que, lorsqu'un réseau a atteint son objectif, il se dissout de lui-même. Cependant, les nombreux réseaux qui ont survécu nous enseignent des leçons sur les conditions à remplir pour que les activités des réseaux deviennent plus institutionnalisées et moins éphémères.

⁷ David Korten attribue à Hazel Henderson la paternité de ce terme.

Avant d'entrer dans ce sujet, je voudrais aborder une objection qui est fréquemment soulevée dans les débats sur les réseaux. De l'avis de certains, les réseaux sont des modes de relations informels et, à ce titre, ils ne doivent être ni formalisés ni institutionnalisés. A mon sens, c'est précisément la raison pour laquelle il nous faut distinguer entre les réseaux et le travail en réseau. Tout individu, toute organisation qui entreprend d'établir des relations avec d'autres, c'est-à-dire de travailler en réseau, le fait pour des raisons variables.

La plupart de ces activités demeurent informelles et ont un caractère assez éphémère. Toutefois, certaines prennent une telle importance dans la vie ou le travail des individus et des organisations que ceux-ci décident de les institutionnaliser afin de garantir un dispositif plus permanent. Décréter que les réseaux doivent demeurer à jamais informels équivaut à dire que les gens doivent manger sans jamais construire de cuisine.

Cependant, l'établissement de réseaux formels n'est pas toujours la condition préalable ou le résultat indispensable des activités de travail en réseau. Dans quelles conditions des modes de relations deviennent-ils plus formels et se transforment-ils en réseaux institutionnalisés? Pour le type de réseaux dont il est question dans ce chapitre, il existe une première condition qui a été explicitée plus haut: un nombre suffisamment important d'individus doivent s'accorder à estimer que le réseau ajoutera une valeur spécifique à leur travail. En outre, les individus en question doivent être en mesure *d'énoncer ce point de vue et de définir une mission pour le réseau*.

Il semble que ce soit là, au départ, un dénominateur commun à tous les réseaux. Tous semblent partir d'une phase d'*activisme planifié*, selon l'expression de Manrique et Bueno de Mesquita (1993 [CAME, Pérou]): c'est-à-dire une phase dans laquelle ont lieu tout d'abord des échanges d'idées; puis des activités concrètes amènent à prendre conscience de la valeur du partage et de l'appui reçu des autres; un individu ou un petit groupe dynamique fait fonction d'*élément moteur* (Padrón 1991, p. 17) qui prône l'idée du travail en réseau; et une réunion rassemblant les membres futurs du réseau est préparée.

Beaucoup de choses sont accomplies au cours de cette phase, mais souvent de manière non planifiée. L'on aboutit généralement à une réunion ou assemblée où, entre autres sujets d'intérêt immédiat, l'idée de la constitution d'un réseau est examinée et évaluée. Cette phase revêt un caractère plus ou moins spontané en fonction de l'échelle de l'opération.

Des ONGD régionales ou même nationales peuvent s'organiser en réseau de manière très informelle, tandis que dans le cas d'initiatives internationales telles qu'EL TALLER, il faut des années d'activités programmées pour jeter les bases du réseau.

Mais si l'échelle diffère, les mécanismes semblent peu ou prou les mêmes: les efforts conjugués d'un groupe d'*éléments moteurs*, de *facilitateurs* et d'*individus intéressés (futurs membres)* donnent lieu à la formulation d'idées, de plans et d'activités qui déboucheront finalement sur l'établissement du réseau.

Par « éléments moteurs », l'on entend les individus — généralement des responsables d'ONGD bien établies — qui participent à la définition de l'idée et de la vision sur lesquelles reposera le réseau. Les « facilitateurs » sont ceux qui, dans l'espace qui leur est ménagé par leurs propres organisations, s'emploient concrètement à créer le réseau et à organiser et appuyer une première série d'activités répondant aux besoins et aux desiderata des futurs membres.

Les « éléments moteurs » et les « facilitateurs » peuvent être, dans certains cas, les mêmes personnes. La « fonction de facilitation » est généralement prise en charge par un secrétariat rattaché à l'une des ONGD faisant fonction d'« élément moteur ». Le *parrainage* direct ou indirect d'un bailleur de fonds

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

est toujours nécessaire pour couvrir (au moins partiellement) les coûts de fonctionnement de l'« activisme planifié ».

Plusieurs problèmes émergent systématiquement durant la phase de l'activisme planifié. En premier lieu se pose la question de l'importance de la *communication* et des *méthodes participatives*. Pour que le réseau soit porté par un groupe conséquent d'ONGD et de leurs agents, ceux-ci doivent pouvoir participer activement à la formulation de ses objectifs, de son approche et de son organisation.

Dans la pratique, cela n'est pas chose aisée: pour des individus travaillant dans des zones rurales souvent isolées, prendre le temps de procéder à des échanges renouvelés d'idées et d'expériences avec d'autres acteurs opérant dans d'autres lieux est un processus qui, tout enrichissant soit-il, ne va pas de soi. Il faut, pour ce faire, du temps et de l'énergie dont ils ne disposent pas toujours.

La tâche la plus difficile, et pourtant essentielle, est certainement l'élaboration d'un *cadre conceptuel* commun, qui facilitera les échanges d'idées, d'expériences et de connaissances. Enrique Kolmans, décrivant l'expérience du RAE (Kolmans 1993 [RAE, Pérou]) fait état des objectifs irréalistes et des interminables discussions - théoriques - qui ont marqué la première année de préparation.

Mais il montre aussi que cette démarche était indispensable: pour combler l'ignorance des futurs membres et leur manque d'information sur l'agriculture écologique; pour dépasser des idées préconçues, comme la notion que *tout ce qui est traditionnel et andin est écologique et durable* (selon l'interprétation de l'auteur); pour intégrer la perspective sociale/anthropologique dans l'appréhension des processus techniques/écologiques; enfin, et c'est là un aspect non moins essentiel, pour que les bailleurs de fonds et autres contributeurs prennent conscience des besoins réels des populations rurales.

Kolmans fait ici référence à un processus qui consiste à évaluer l'idée de la constitution d'un réseau pour oeuvrer à un développement durable, et à vérifier que ce réseau répond bien à un besoin et qu'il aidera ses membres à mieux accomplir leurs tâches.

C'est un processus qui demande beaucoup de temps, mais qui apparaît comme un ingrédient essentiel du travail en réseau. En un sens, il aide à transformer un rassemblement d'individus et d'organisations disparates, aux objectifs relativement vagues, en un groupe animé des mêmes préoccupations, lié par un tissu de relations et par une perspective commune. Ainsi naît, pour ses différents éléments constitutifs, la possibilité d'un apprentissage mutuel réel.

Ce processus d'élaboration d'un cadre conceptuel et d'un objectif communs doit, dans tous les cas, être étroitement lié à des *activités concrètes* que les membres (futurs) du réseau accomplissent déjà dans leurs domaines respectifs. *Les besoins immédiats nés du travail de terrain de chacune des institutions constituent le fondement et la raison d'être du réseau* (Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]). Dès le départ de l'« activisme planifié », le travail en réseau doit venir appuyer les activités des ONGD concernées.

Cela représente, pour celles-ci, le seul moyen d'évaluer le potentiel et la valeur du travail en réseau, et de les mettre en balance avec leurs autres obligations. Ce n'est que dans ces conditions qu'il est possible, dès le premier instant, d'appliquer le principe de la réciprocité: *si une ONG (membre) ne contribue pas (au réseau), le réseau ne peut (efficacement) appuyer cette ONG* (Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]).

De manière plus générale, la création et la facilitation de réseaux visant à améliorer la qualité des initiatives de développement doivent se faire en tenant compte des principes directeurs que les ONGD

appliquent par ailleurs à leurs propres activités. « Des éléments technologiques positifs d'agriculture traditionnelle et moderne, répondant à des critères sociaux, économiques et écologiques appropriés » : tel est devenu le « leitmotiv » définissant les normes des projets agricoles du réseau RAE (Kolmans 1993 [RAE, Pérou]).

Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, les activités concrètes ont revêtu la forme d'un appui direct aux projets de terrain. Quant à la définition des principes directeurs, plus que les termes employés, ce qui compte est la signification qui leur est attribuée et les implications de l'adoption de ces principes pour le développement du réseau.

Dans le cas d'EL TALLER, la première réunion de concertation a vu la formulation de valeurs fondamentales telles que: internationalisation, communication (ouverte), solidarité, conscience de l'identité d'organisation non gouvernementale, réflexion, éducation (EL TALLER 1990, p. 4). Les activités concrètes ont été des séminaires et ateliers nationaux et internationaux, ainsi que des stages de formation.

La phase de l'activisme planifié est sans doute la plus difficile à financer pour un bailleur de fonds. Précisément *parce que* l'initiative est nécessairement encore mal définie et qu'il n'existe pas encore de cadre de référence, de valeurs et de discours communs, le réseau n'est pas en mesure d'énoncer ses procédures, services et produits d'une manière suffisamment cohérente pour satisfaire un bailleur de fonds.

Durant cette phase, ce dont le réseau a besoin est un *parrainage*. Il lui faut un appui financier d'une institution disposée à jouer le rôle d'« élément moteur » au niveau des bailleurs de fonds, sans trop interférer avec le travail de préparation du réseau⁸. Sans être « certaine » de la réussite du réseau, l'institution qui le parraine a la « conviction » qu'il constituera un atout important pour le travail des ONGD qui y participent.

Dans la plupart des cas dont j'ai connaissance, si des bailleurs de fonds ont, directement ou indirectement (parfois les deux), consenti un investissement considérable en faveur d'initiatives de travail en réseau lancées par des ONGD — qui n'étaient pas toujours des organisations qu'ils finançaient — c'est parce qu'ils avaient la conviction (mais non la certitude) que le réseau parviendrait à opérer avec succès.

Les *capitaux d'amorçage* dont l'ILEIA a fait usage aux premiers stades de son existence pour financer la constitution de réseaux offrent un excellent exemple de ce type de parrainage (Quintal et Gandhimathi 1993 [Tamil Nadu et Pondichéry, Inde]).

« Un bon commencement équivaut à la moitié de l'ouvrage »

Ce vieil adage néerlandais correspond fort bien à la situation que l'on observe lors de l'établissement d'un réseau.

⁸ Dans le cas d'EL TALLER, ce rôle a été assumé par NOVIB, ONGD néerlandaise qui a financé les activités initiales du réseau sans poser trop de conditionnalités.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Il convient au départ de poser les fondations du réseau, sans chercher à aller trop vite et en passant successivement par toutes les étapes. D'après les cas sur lesquels repose cette analyse, les éléments suivants doivent être réunis pour l'établissement de réseaux institutionnalisés:

- Activisme planifié, visant à faciliter et appuyer des activités concrètes d'ores et déjà mises en oeuvre par les ONG du réseau, sans jamais chercher à les remplacer ou à les contourner.
- Energie, temps et opportunité pour discuter, négocier et s'accorder sur une perspective, un cadre conceptuel et des principes directeurs communs qui permettront de formuler la mission du réseau dans des termes transparents et acceptables pour tous les membres (futurs) ou pour la majorité d'entre eux.
- Noyau d'éléments moteurs, de facilitateurs, de futurs membres et de bailleurs de fonds ayant la volonté et la capacité de contribuer au processus de constitution du réseau tout au long de la phase initiale où les objectifs sont encore mal définis.
- Participation large et effective des (futurs) membres à la conception et à la mise en oeuvre des activités du réseau.
- Présence de facilitateurs dynamiques, disposant des ressources minimales requises pour établir et maintenir des dispositifs de communication essentiels, susciter des interactions, stimuler la participation et orchestrer de toute autre manière le processus de définition du réseau.

QUELLES SONT LES ACTIVITES CARACTERISTIQUES DES RESEAUX?

Les activités des réseaux couvrent une large gamme allant des consultations techniques à la communication, de la planification des projets à l'éducation et à la formation, de la publication de bulletins d'information à l'organisation de conférences, de la fonction de promotion au suivi, pour n'en citer que quelques-unes.

C'est l'une des raisons pour lesquelles il est malaisé de cerner le phénomène du travail en réseau. Ces activités étant décrites et illustrées dans les différentes contributions qui composent cette partie de l'ouvrage, je n'entrerai pas ici dans les détails. Je m'efforcerai plutôt de les classer en grandes catégories, ce qui permettra de définir de manière plus systématique le *travail en réseau* des ONGD. Je distinguerai quatre groupes d'activités: (1) l'apprentissage par une réflexion collective; (2) les services; (3) la fonction de promotion; (4) la gestion du réseau.

L'« *apprentissage par une réflexion collective* » embrasse toutes les activités visant à ce que les ONGD d'un réseau acquièrent une meilleure compréhension des situations complexes auxquelles elles se trouvent confrontées. Il a pour but d'améliorer la qualité des opérations en facilitant les échanges d'idées, de connaissances et d'expériences, en faisant appel aux capacités analytiques conjuguées des agents d'ONGD ayant des orientations similaires. Cela peut inclure des évaluations mutuelles, des échanges de visites ou l'organisation d'ateliers, de réunions et de conférences.

Parfois, des groupes de travail permanents sont établis sur des thèmes spécifiques. Selon les réseaux, l'accent est mis sur des aspects différents, mais l'on retrouve invariablement le *diagnostic*, l'*échange*, la *réflexion* et la *systématisation*. Les réseaux accordent souvent une grande importance à l'organisation de visites et d'ateliers, non pas comme une fin en elle-même, mais pour servir de point de départ à une réflexion (Graham 1993 [ALIN, Afrique]).

Cette réflexion comporte généralement un diagnostic de la situation et un inventaire des options technologiques et méthodologiques disponibles, et souvent également une systématisation progressive, voire une standardisation des principes scientifiques et techniques (Kolmans 1993 [RAE, Pérou]; Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]).

Les « *services* » concernent essentiellement la formation, la communication, la documentation et l'information. Dans la fourniture de ces services, le réseau s'efforce de faire un usage optimal des capacités et facilités disponibles chez ses membres et éventuellement aussi chez d'autres partenaires. Une évaluation des besoins et/ou un diagnostic des forces et faiblesses des membres du réseau servent usuellement de point de départ.

Le secrétariat du réseau est généralement basé auprès de l'ONGD considérée comme la plus apte à gérer les services essentiels. La fonction de service est appuyée par ce que l'on peut appeler l'*infrastructure de communication du réseau*. La plupart des réseaux publient un bulletin d'information qui sert de support pour des échanges d'idées et d'expériences. Ils assurent en outre des services documentaires et bibliothécaires, et ils élaborent du matériel de formation.

Généralement, la documentation et le matériel didactique ne concernent pas seulement les événements, les aspects techniques ou les problèmes de développement. Ils couvrent également les méthodologies et la logistique des projets.

Les services peuvent s'étendre à d'autres domaines tels que les consultations techniques, les consultations pour des projets (Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]), le suivi, la certification de qualité (Kolmans 1993 [RAE, Pérou]), la coordination de l'approvisionnement en intrants (Alebikeya 1993 [ACDEP, Ghana]). Les services fournis par les réseaux ont pour dénominateur commun de répondre de près aux besoins immédiats des ONGD participant à ces réseaux.

Par conséquent, tout en intégrant les éléments généraux que constituent la formation, la communication, la documentation et l'information, chaque réseau assure un ensemble de services correspondant spécifiquement à sa situation particulière.

La « *fonction de promotion* » fait référence aux activités que le réseau accomplit ou facilite pour le compte de ses membres, en participant au débat public ou gouvernemental sur le développement. Pour ce faire, le réseau formule des propositions ayant trait aux problèmes de développement de l'heure, et il les exprime par le canal des mass media. Dans cette optique, le réseau peut organiser des conférences, envoyer des articles à des revues scientifiques, diffuser des publications.

Souvent, il s'emploie à former des collectifs avec des parties intéressées extérieures au réseau ou avec d'autres réseaux. La fonction de promotion n'est, à l'heure actuelle, pas aussi généralisée chez les réseaux des ONGD, ni aussi transparente que les fonctions d'apprentissage et de service. Ainsi que nous l'avons vu dans l'encadré plus haut, les dirigeants des ONGD, lorsqu'ils établissent un réseau, peuvent choisir de ne pas inclure la fonction de promotion parmi les tâches de ce réseau.

Dans le même temps, comme le note Korten, la création de réseaux stratégiques prend de l'ampleur chez les ONGD (Korten 1990). Il faut toutefois reconnaître - et Korten en est conscient - qu'il existe des conflits d'intérêt potentiels entre une vocation de service et la fonction de promotion. En ce sens, l'orientation d'un réseau vers la fonction de promotion est une question de *choix*. Cependant, d'après les documents dont je dispose, il ne semble pas réellement qu'un choix se pose.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Dans le cadre des réseaux, la fonction de promotion et les services représentent plutôt les deux faces d'une même médaille: si l'on fait de l'« apprentissage par une réflexion collective » le centre du travail du réseau, comment peut-on se passer de l'un ou l'autre aspect?

Il semble néanmoins que les réseaux de nature plus permanente mettent avant tout l'accent sur les fonctions de service et d'apprentissage, particulièrement aux premiers stades de leur existence. L'« activisme planifié » doit pouvoir « rentabiliser les énergies déployées » pour que des ONGD aient la capacité et la volonté de participer aux initiatives d'un réseau. En outre, une conception commune, reposant sur un processus de soutien et d'apprentissage mutuels, constitue sans doute une condition indispensable à l'efficacité de la fonction de promotion.

GESTION DU RESEAU

Enfin, la « *gestion du réseau* » vise à faciliter le processus du travail en réseau en assurant le fonctionnement des infrastructures de communication du réseau, la mise en oeuvre de ses procédures opérationnelles, le suivi de ses ressources, activités et produits, ainsi que la coordination avec d'autres organisations et réseaux. Sans trop aller dans le détail, je soulignerai un certain nombre d'éléments qui caractérisent actuellement la gestion des réseaux.

L'aspect qui frappe le plus, au premier abord, est l'accent mis sur la *décentralisation*. Les secrétariats des réseaux, tenus dans les limites du strict minimum, délèguent autant de tâches que possible aux organisations membres. La décentralisation des fonctions et l'autonomie des membres sont des soucis constants.

Le *mandat* des facilitateurs d'un réseau provient généralement d'une réunion des futurs membres, au cours de laquelle il est décidé d'engager un processus plus formel de constitution du réseau.

La nécessité de ne *pas* s'impliquer dans la gestion des fonds pour le compte des membres du réseau, tout aussi pratique que cela puisse sembler à certains moments, est maintes fois soulignée. Car cela aurait pour effet de transformer le réseau en un *champ de bataille financier* (Manrique et Bueno de Mesquita 1993 [CAME, Pérou]).

L'un des premiers produits concrets du réseau est en général une liste ou un *répertoire* des organisations qu'il regroupe. L'idée est de faciliter les contacts entre les membres sans que cela implique nécessairement l'intervention du secrétariat du réseau. L'organisation et la structure des réseaux varient, mais les débats sont généralement axés sur sa composition, le rôle du secrétariat et des sous-groupes régionaux ou thématiques, les facilitateurs du réseau et les processus de décision.

Il semble important de définir clairement la composition, les responsabilités et les prérogatives du comité directeur du réseau, de son secrétariat et, le cas échéant, de ses organes d'exécution. Le rôle d'agents externes dans la facilitation des premiers stades de la constitution du réseau est fréquemment évoqué.

Une question fondamentale, qui se pose invariablement, consiste à savoir dans quelle mesure le secrétariat ou l'unité de facilitation du réseau doit s'engager dans des activités de mise en oeuvre. Il convient également de déterminer si des règlements formels doivent se substituer aux règles souvent non écrites qui, aux premiers stades, régissent le fonctionnement du réseau.

Bien qu'il soit difficile de procéder à des généralisations, l'expérience semble démontrer qu'un certain degré de formalisation est indispensable et qu'un mandat doit être défini pour les membres organisateurs, le personnel et les organes de décision. A cet égard, Manrique et Bueno de Mesquita portent l'appréciation suivante sur l'organisation et la structure du CAME: *son caractère fonctionnel lui vient de la capacité de passer de l'action individuelle de ses membres à une programmation intégrée et, après discussion et approbation par l'assemblée et le comité directeur, de confier la mise en oeuvre à l'équipe technique et au personnel des ONG, sous la supervision du comité exécutif qui coordonne les opérations* (Manrique et Bueno de Mesquita, 1993 [CAME, Pérou], p. 13).

Un dernier aspect concerne les ressources nécessaires aux opérations du réseau. Même si les activités sont pour la plupart déléguées aux ONGD membres du réseau, elles requièrent du temps, de l'énergie et de l'argent. Par conséquent, dès qu'un réseau acquiert un caractère plus permanent, la question qui se pose est celle de la mobilisation de ressources financières.

En général, aux stades initiaux, les membres du réseau et en particulier ses « éléments moteurs » parviennent, par leurs propres efforts, à dégager les énergies, le temps et les fonds nécessaires, la plupart du temps en faisant appel aux ressources de leurs propres programmes.

Les bailleurs de fonds ne commencent à se manifester que lorsque la configuration du réseau est déjà élaborée. Cela signifie dans bien des cas que les échanges et la communication se limitent à un petit nombre d'ONGD (ou à leurs dirigeants) qui sont en mesure de fournir elles-mêmes les infrastructures et les ressources financières requises. Il va sans dire que cela restreint dans les premiers temps le processus participatif, au moment même où celui-ci est le plus essentiel.

QUELLE NOUVELLE DIMENSION POUR LA VULGARISATION?

Qu'est-ce qui distingue les réseaux des autres types d'organisations humaines? Ou, plus exactement, quelle dimension le travail en réseau ajoute-t-il à notre répertoire de stratégies de coopération? De l'analyse qui précède, il ressort que c'est surtout l'accent mis sur la réflexion et l'apprentissage collectifs qui singularise les réseaux. Ceux-ci sont, par définition, des « structures d'apprentissage ».

Ils sont conçus et fonctionnent de manière à rompre l'isolement relatif et à faciliter les processus d'apprentissage social entre les acteurs intervenant sur la scène du développement, afin que ceux-ci parviennent ensemble à une compréhension plus globale et plus innovatrice des problématiques du développement. Le rôle prépondérant des services, de la fonction de promotion et de l'apprentissage par la réflexion collective va dans ce sens.

La motivation qui amène les ONGD et leurs dirigeants à *travailler en réseau* est que celui-ci doit les aider à conférer un caractère plus efficace à leurs opérations. En partant de cette motivation, nous pouvons considérer les réseaux des ONGD comme des « cercles de qualité » conçus et opérant de manière à accroître durablement la qualité de notre travail, de nos produits et de notre impact. A mon sens, c'est là très exactement la raison d'être des réseaux.

Les réseaux remplissent leur fonction lorsqu'ils nous aident à améliorer notre performance. Si ce n'est pas le cas, ils ne tardent pas à se désagréger sous la pression des obligations ordinaires de leurs membres.

Cette contribution à la performance peut être de nature temporaire ou permanente. Tout travail en réseau n'acquiert pas nécessairement un caractère permanent ou institutionnalisé. Mais si tel est le cas, c'est parce que ceux qui investissent dans le réseau estiment qu'il peut continuer à apporter cette contribution.

En résumé, les réseaux naissent de l'intention des acteurs de créer un espace propice à l'apprentissage collectif et à l'innovation, en contribuant à *rehausser* la qualité des performances, à *remonter en amont* dans l'analyse et dans l'action, et à *réorienter* les activités et l'impact des ONGD.

Ils se livrent à quatre types d'activités:

- (1) l'apprentissage par une réflexion collective;
- (2) les services;
- (3) la fonction de promotion;
- (4) la gestion du réseau.

M'appuyant sur ces éléments, j'ai tenté ailleurs (Engel 1993) de parvenir à une compréhension plus approfondie de la performance des réseaux afin de proposer des critères d'(auto)évaluation et de gestion.

QUE PEUT-ON APPRENDRE DU TRAVAIL EN RESEAU?

Je m'intéresserai ici surtout à la fonction de vulgarisation. Que pouvons-nous, en tant qu'experts de la vulgarisation, apprendre du travail en réseau? L'approche du réseau peut-elle contribuer à une réorientation fondamentale de la vulgarisation en milieu rural? Considérant l'expérience concrète des cinq réseaux d'ONGD dont il a été question ici, je n'hésiterai pas, à ces deux questions, à répondre: beaucoup. La fonction des réseaux consiste en fait à orchestrer le travail de vulgarisation à la base afin d'œuvrer à une agriculture durable.

Sans demander à toutes les organisations qui travaillent à la base de renoncer à leur identité propre et à leurs caractères locaux spécifiques, les réseaux créent un cadre global flexible ou « cercle de qualité » qui permet, par la mise en commun des efforts, d'améliorer la qualité des interventions.

Chacune des organisations qui en fait partie voit ainsi s'élargir pour elle le champ des connaissances, de la recherche de l'information, de l'apprentissage et de la compréhension. Les réseaux aident les organisations locales à s'intégrer dans un environnement d'apprentissage qui s'ouvre directement sur leurs propres activités.

Voici donc la nouvelle définition que je souhaite donner de la *fonction de vulgarisation*: *faciliter l'apprentissage collectif chez les acteurs du développement*, pour leur permettre de répondre plus efficacement aux défis posés par un environnement en évolution constante ou par le changement perpétuel des intentions et de la perception des opportunités. La facilitation des réseaux doit constituer l'un des instruments de la panoplie des vulgarisateurs modernes.

Je pense d'ailleurs que cet élément y est déjà présent. Simplement, nous ne lui prêtons pas encore systématiquement attention, fascinés que nous sommes par l'étude des processus singuliers à l'interface

du transfert et du feedback. Le travail en réseau, ou l'activation simultanée d'interfaces multiples pour faciliter la construction sociale de solutions durables, prend déjà de l'ampleur dans la pratique des vulgarisateurs des organisations non gouvernementales et privées.

Dans le domaine des sciences sociales, les sociologues et spécialistes de l'économie politique s'intéressent aujourd'hui à l'étude des réseaux. A un niveau plus appliqué, les chercheurs étudiant les administrations publiques et les organisations font de même. En tant que spécialistes de la vulgarisation, nous nous devons de nous engager sans retard sur cette voie.

COMMENT L'APPROCHE DES RESEAUX PEUT-ELLE CONTRIBUER A L'EMERGENCE D'UN NOUVEAU PARADIGME POUR LA VULGARISATION?

J'estime que cette approche constitue une condition indispensable, mais non pas suffisante, pour donner naissance à un nouveau paradigme. Il nous faut ici établir une distinction entre le *travail en réseau*, en tant que méthode d'intervention, et la *perspective du travail en réseau*, qui est un mode d'appréhension du monde dans lequel nous intervenons. Je m'intéresserai en premier lieu au travail en réseau en tant que méthode d'intervention.

L'accent mis sur le travail en réseau peut aider à orienter la vulgarisation en direction de la facilitation, de l'apprentissage social et de l'établissement de « collectifs » pour oeuvrer à la gestion durable des ressources naturelles (voir le chapitre de Röling dans le présent ouvrage).

Cela peut aider les agences de vulgarisation à mieux se situer parmi les nombreuses parties prenantes et les nombreuses sources de connaissances, d'expériences et d'informations. Cela peut également contribuer à redéfinir le rôle des (ex-) organismes étatiques dans le contexte de la privatisation, de la contraction des financements publics et de la réorientation des objectifs.

Si nous donnons à nos étudiants et agents de vulgarisation une formation au travail en *réseau*, ils éprouveront sans doute moins de difficultés à se défaire du « syndrome de la source » et parviendront peut-être à considérer la contribution du savoir scientifique et de la technologie d'un oeil plus objectif.

D'un autre côté, le travail en réseau ne suffit pas en lui-même à atteindre ce résultat. Les réseaux sont généralement formés de partenaires qui se considèrent sinon égaux, du moins à un niveau comparable: ils se reconnaissent des « préoccupations similaires », un « engagement égal », une « solidarité ». Ces conditions ne se trouvent pas nécessairement réunies dans les rassemblements disparates de groupes, d'organisations et d'institutions qui constituent généralement ce que l'on appelle les systèmes de connaissances et d'information agricoles (voir notamment Röling 1990:1).

Par ailleurs, beaucoup d'organisations non gouvernementales et privées, du fait de leur expérience passée, ne s'attendent guère à ce qu'une coopération avec des organismes étatiques ou paraétatiques puisse être mutuellement bénéfique. Les organismes de vulgarisation n'apparaissent donc pas automatiquement comme des « facilitateurs » idéaux pour les initiatives de constitution de réseaux en milieu rural.

Pourtant, il existe des précédents. L'on peut citer en exemple l'établissement des clubs d'études horticoles des Pays-Bas: dans ce cas, il est largement reconnu que les services publics de vulgarisation ont joué un rôle de premier plan en facilitant le processus de création de groupes d'études parmi les agriculteurs. Cependant, cela se situait dans une période où l'Etat considérait encore qu'il entraînait dans

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

ses attributions de financer les services de vulgarisation, et où l'Etat et le secteur horticole avaient des intérêts et des objectifs en commun.

Il est douteux, dans les circonstances actuelles, qu'une telle situation puisse se reproduire. D'un autre côté, l'on peut considérer, compte tenu du désengagement de l'Etat, que la seule possibilité qui reste à ce dernier d'exercer une certaine influence sur le développement rural consiste à faciliter ou financer des programmes de coopération et des réseaux.

Il est aujourd'hui courant de voir des organismes étatiques ou paraétatiques financer et faciliter des coopérations stratégiques dans le domaine de la recherche et de la mise au point de technologies appropriées. Pourquoi ne pourraient-ils faciliter et financer, directement ou indirectement, des processus d'innovation stratégiques dans le domaine du développement rural?

A ce point, il m'apparaît nécessaire de revenir sur la perspective ou la vision mondiale qui préside à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des actions de vulgarisation. La mise en oeuvre des stratégies de travail en réseau ne peut aboutir que si elle procède d'une vision autre que celle d'un monde ordonné rationnellement. Dans l'industrie, des stratégies de constitution de réseaux ont émergé en réponse à une rationalisation excessive des processus de travail.

Chez les ONGD, les réseaux naissent de la volonté de créer un espace propice à un apprentissage et à une innovation en commun, par le regroupement des efforts d'acteurs du développement relativement isolés. Au niveau international, les réseaux optent souvent pour une orientation stratégique (Korten 1990) sur la base d'une conjonction (temporaire) des intérêts des organisations qu'ils rassemblent.

En d'autres termes, les stratégies de travail en réseau correspondent à une vision du monde qui tient compte de la complexité et de la diversité de la scène du développement rural, tout en reconnaissant les bénéfices pouvant être dérivés d'interventions planifiées.

Cette vision est compatible avec celle de l'Etat qui, plutôt que de vouloir contrôler le développement, se conçoit comme un « facilitateur » aidant les acteurs sociaux concernés à assumer le rôle qui leur revient. Cette *perspective du travail en réseau* est certainement la condition essentielle pour que la constitution de réseaux devienne une stratégie acceptée des organismes de vulgarisation étatiques ou paraétatiques.

Entre-temps, les organisations privées et non gouvernementales ne manqueront pas de continuer à développer l'art du travail en réseau. Il revient aux chercheurs d'y ajouter un élément de « science appliquée ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alebikiya M. (1993). The Association of Church Development Projects (ACDEP) in Northern Ghana. In: *Linking with farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. C. Alders, B. Haverkort and L. Van Veldhuizen. (Eds.) (1993). London: Intermediate Technology Publications. pp. 159-167.
- Bawden R.J. (1991). Systems Thinking and Practice in Agriculture. *Journal of Dairy Science* 74:2362-2373.
- Bourdieu P. (1991). *Language & Symbolic Power*. Cambridge: Polity Press.
- Box Loek (1990). *From common ignorance to shared knowledge: knowledge networks in the Atlantic Zone of Costa Rica*. Wageningen: Agricultural University Sociological Studies 28.

- Chambers R. (1983). *Rural Development, Putting the Last First*. London: Longman.
- Checkland Peter, Scholes Jim (1991). *Soft Systems Methodology in Action*. London: John Wiley & Sons.
- Darré J. le (1985). *La parole et le technique*. Paris: L'Harmattan.
- El Taller (1990). *Think globally, act locally and ... act globally!: a challenge for NGOs in the 1990s*. Report on first conference of the think-tank. Reus, Spain: March 1990.
- El Taller (1993). Activity Plan and Budget 1993-1995. Tunis, Tunisia: B.P. 137.
- Engel P.G.H. (1990a). Two ears, one mouth... Participatory Extension or why people have two ears and only one mouth. In: *AT Source*. 18(4), pp. 2-5.
- Engel P.G.H. (1990b). Knowledge management in agriculture: building upon diversity. In: *Knowledge in Society: the International Journal of Knowledge Transfer*. November.
- Engel P.G.H. (1993). Daring to share: Networking among non-governmental organizations. In: *Linking with farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. C. Alders, B. Haverkort and L. Van Veldhuizen. (Eds.) (1993). London: Intermediate Technology Publications. pp. 131-151.
- Engel P.G.H. (1995). *Facilitating Innovation, An Action-Oriented Approach and Participatory Methodology to Improve Innovative Social Practice in Agriculture*. Wageningen Agricultural University.
- Footo Whyte William, Ed. (1991). *Participatory Action Research*. London: Sage.
- Graham Olivia (1993). Networking as a development activity: The Arid Lands Information Networks. In: *Linking with farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. C. Alders, B. Haverkort and L. Van Veldhuizen. (Eds.) (1993). London: Intermediate Technology Publications. pp. 271-281.
- Gremmen B. (1993). *The Mystery of the Practical Use of Scientific Knowledge*. Enschede: Twente University.
- Haverkort B., Ducommun G. (1990). Synergy and strength through networking. In: *ILEIA Newsletter* 6 (3): 28-30.
- Kolmans Enrique (1993). Networking for sustainable agriculture in Peru: Experiences of the 'Red de Agricultura Ecológica (RAE)'. In: *Linking with farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. C. Alders, B. Haverkort and L. Van Veldhuizen. (Eds.) (1993). London: Intermediate Technology Publications. pp. 151-159.
- Korten David C. (1990). NGO Strategic Networking: From community projects to global transformation. In: *Linking with farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. C. Alders, B. Haverkort and L. Van Veldhuizen. (Eds.) (1993). London: Intermediate Technology Publications. pp. 25-35.
- Long N. (Ed.) (1989). *Encounters at the interface: a perspective on social discontinuities in rural development*. Wageningen Sociological Studies No. 27.
- Long N. (1992). From paradigm lost to paradigm regained? The case for an actor-oriented sociology of development. In: *Battlefields of knowledge, the interlocking of theory and practice in social research and development*. N. Long and A. Long (Eds.) (1992) London: Routledge. pp. 16-47.
- Long N., Long A. (Eds.) (1992). *Battlefields of knowledge, the interlocking of theory and practice in social research and development*. London: Routledge.
- Manrique J., Palao J.A., Bueon de Mesquita M. (1993). Andeans unite: The birth and growth of the Andean Council of Ecological Management. In: *Linking with Farmers: Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture*. London: Intermediate Technology Publications. C. Alders, B. Haverkort and L. Van Veldhuizen (Eds.). pp. 167-177.
- Moss Kanter (1983). *Change Masters*. New York: Simon & Schuster.
- Padron C. Mario (1991). Networking and learning. In: *Reflexion*, Vol.1, No.2, April:6-23.
- Quintal Oswald, Gandhimathi (1993). Networking for Low-External-Input and Sustainable Agriculture. London: Intermediate Technology Publications. pp. 167-185
- Rap Edwin (1992). *Learning in practice: farmers' learning processes in agriculture*. Wageningen Agricultural University, unpublished M.Sc. thesis.
- Röling N. (1988). *Extension Science: Information Systems in Agricultural Development*. London: Cambridge University Press.
- Röling N. (1990). The Agricultural Research-Technology Transfer Interface: A Knowledge Systems Perspective. In: D. Kaimowitz (Ed.). *Making the Link*. Boulder: Westview Press, 1-43.
- Röling N. (1993). Agricultural Knowledge and Information Systems. In: D. Blackburn (Ed.). *Extension Handbook: Processes and Practices for Change Professionals*. pp. 57-67.
- Sriskandarajah N., Bawden R.J., Packham R.G. (1989). *Systems Agriculture - A Paradigm for Sustainability*. Paper to the 9th FSR/E Symposium, University of Arkansas, Fayetteville, USA.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- Tajaroensuk S., van Reisen M., Schutte T., Zwanborn M. (1992). *International Human Rights Organisations*, Chapter IV.1: Findings on Human Rights Information and Documentation System (Huridocs). The Hague: DGIS/NOVIB, 1992
- Velarde Federico, Bermudez K. (1991). Creating spaces for interrelation: networking today. In: *Reflexion*, Vol. 1, No. 2, April 1991.
- Wilson K., Morren G.E.B., Eds. (1990). *Systems Approaches for Improvement in Agriculture and Resource Management*. New York: Macmillan.

SYNTHESE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES GROUPES DE TRAVAIL

Les conclusions et recommandations des groupes de travail thématiques, ainsi que les remarques formulées par les autres participants durant la séance plénière, ont été synthétisées par M. Tchala Abina (Université de Dschang, Cameroun) et M. Nzondo (Directeur Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Congo).

Au cours de la séance de clôture de l'atelier, M. Tchala Abina a présenté la synthèse ci-après à Son Excellence M. Njinyam Steven, Ministre de l'Agriculture du Cameroun.

L'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique a réuni du 24 au 28 janvier 1994 à Yaoundé environ 70 participants représentant 7 organisations internationales et régionales et les représentants des organisations gouvernementales et non gouvernementales de 17 pays africains et 6 pays européens.

Après avoir suivi les exposés introductifs, et la présentation d'études de cas de certains pays, les participants à l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique, ont été répartis en groupes de travail en deux temps. Dans un premier temps, les groupes ont eu à confectionner et à analyser les posters et dans un deuxième temps à travailler sur les thèmes suivants:

- Financement des systèmes de connaissances et d'informations agricoles.
- Rôle de la recherche et de la formation dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles.
- Rôle des paysans dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles.
- Rôle de la femme dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles.
- « Oser partager »: la nécessité du travail en réseau.

Les travaux sur les thèmes ont été interrompus par une visite sur le terrain dans les départements du Mbam et du Ndé dont les observations ont contribué à l'enrichissement des discussions au sein des groupes de travail. Chaque groupe de travail thématique a procédé à des constats et des analyses qui ont abouti à de nombreuses conclusions et recommandations dont les principales sont les suivantes:

Sur le financement des systèmes de connaissances et d'informations agricoles

- Que les états accordent à la vulgarisation une priorité dans les affectations des ressources budgétaires qui correspond à l'importance de cette activité dans le développement agricole, de manière à réduire l'extrême dépendance de celle-ci des financements extérieurs.
- Que les structures et les mécanismes de prise en charge progressive de la vulgarisation agricole soient mis en place en évitant toutefois d'alourdir les charges financières des producteurs dont la contribution au développement économique national est déjà très significative.
- Que les organisations non gouvernementales et les organismes privés soient encouragés à prendre une part active à la vulgarisation agricole.
- Que l'installation des techniciens dans le secteur agricole soit encouragée en prenant les mesures d'accompagnement appropriées notamment en rapport avec les problèmes fonciers et le financement de leurs activités.

Sur le rôle de la recherche et de la formation dans les Systèmes de Connaissances et d'Informations Agricoles

- La nécessité de mettre le producteur (paysan) au centre de toutes les préoccupations dans les Systèmes de Connaissances et d'Informations Agricoles.

Dans la recherche:

- Privilégier la démarche systémique et l'approche pluridisciplinaire en intégrant les producteurs à toutes les phases de valorisation des savoir et savoir faire traditionnels ainsi que dans la capitalisation et la validation des solutions techniques socio-économiques et organisationnelles disponibles à la recherche;
- La définition, avec la participation des producteurs, des priorités de recherche pour l'acquisition des nouvelles connaissances prenant en compte la nécessité pour les sociétés agraires de maîtriser leur environnement écologique, technique, social et économique.

Dans la formation:

- Introduire les sciences agricoles à tous les niveaux d'enseignement et favoriser dans ce processus, les relations entre les élèves, les enseignants, les chercheurs, les développeurs, les producteurs et les organisations paysannes.
- Eu égard aux faibles moyens des états pris individuellement et à la nécessité de disposer des spécialistes de hauts niveaux adaptés aux réalités des pays concernés, encourager le renforcement et le développement des pôles d'excellence régionaux.
- Institutionnaliser l'organisation des cycles de formation des vulgarisateurs dans les pays de la région avec une orientation très pratique.
- Promouvoir l'initiation des formateurs, des chercheurs et des vulgarisateurs aux techniques de communication et accorder une place plus importante aux média pour la diffusion de l'information agricole.

Sur le rôle des paysans dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles

- Favoriser la participation des (pays) producteurs au diagnostic et à la planification des programmes de développement avec des équipes pluridisciplinaires.
- Promouvoir la formation des groupements d'intérêts communs des producteurs en les laissant maîtres de leur évolution.
- Encourager les interactions entre les organismes gouvernementaux, les ONGs, et les paysans et groupements paysans dans la définition des politiques nationales du secteur agricole.

SYNTHESE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sur le suivi et l'évaluation dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles

- Faire participer les paysans et groupements paysans aux différentes étapes du suivi évaluation des programmes de vulgarisation et les former dans l'auto-évaluation de leurs activités.

Sur le rôle de la femme dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles

- Générer des thèmes de recherche et de vulgarisation et de formation qui intéressent toutes les opérations de production exécutées par les femmes.
- Accroître les effectifs des cadres féminins engagés dans l'encadrement des producteurs en général et des femmes rurales, en particulier.

Sur le thème « oser partager »

- Nécessité d'entreprendre une étude de faisabilité en vue de la mise en place d'un réseau de vulgarisation en vue de promouvoir les échanges entre les différents acteurs et s'assurer de son fonctionnement effectif.
- Nécessité de former des groupes modulaires sur des thèmes bien précis.

Ces conclusions et recommandations sont le produit d'une semaine de réflexion intensive. Le sentiment général sur l'atelier peut se résumer par les commentaires suivants de deux participants: « J'ai assisté à beaucoup de séminaires, mais je n'en ai jamais vu où l'on ait autant travaillé », a estimé l'un d'entre eux. Tandis que le second a livré son impression en ces mots: « Si tu diffères de moi, loin de mes pensées, tu m'enrichis ».

GROUPES DE TRAVAIL THEMATIQUES: CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conformément aux recommandations du séminaire régional tenu à Libreville en 1991, la seconde partie du séminaire a été consacrée à une réflexion sur les défis se posant à la vulgarisation agricole dans le contexte économique actuel. Les débats ont été axés sur des thèmes spécifiques. S'appuyant sur les concepts développés dans la première partie du séminaire, les participants ont envisagé ces thèmes sous la perspective AKIS. Six groupes de travail thématiques ont ainsi été constitués sur:

1. Le financement des services de vulgarisation;
2. Le rôle des producteurs dans les systèmes de connaissances et d'information agricoles;
3. Le rôle de la recherche et de la formation dans les systèmes de connaissances et d'information agricoles;
4. Le rôle de la femme dans les systèmes de connaissances et d'information agricoles;
5. Le rôle du suivi et de l'évaluation des systèmes de connaissances et d'information agricoles;
6. « Oser partager » — la nécessité du travail en réseau.

Chaque thème a été introduit par un expert. Les communications sur lesquelles reposaient les présentations sont regroupées dans la présente publication. Il a été demandé aux groupes de dégager, dans leurs débats, des problèmes clés à approfondir lors de la visite sur le terrain prévue pour le lendemain. Les discussions et observations de cette visite ont été synthétisées au cours de la réunion finale des groupes de travail et sont intégrées dans les conclusions et recommandations.

Les groupes ont permis aux participants de délibérer de manière vivante du thème de leur choix. La présence, au sein d'un même groupe, de vulgarisateurs, chercheurs, représentants d'organisations de producteurs, universitaires et représentants d'organismes nationaux et internationaux de développement a enrichi la réflexion par la diversité des éclairages. Le temps a été utilisé de manière très fructueuse à comprendre le langage des uns et des autres et à rendre plus transparentes les différentes approches.

L'examen des thèmes retenus sous la perspective AKIS s'est révélé être un exercice stimulant, qui a permis de définir de nouvelles voies pour renforcer l'organisation sociale de tous les acteurs concernés en vue de la recherche d'innovations de caractère viable. L'un des résultats importants qui en ressortent est que les actions prévues entendent conférer aux producteurs la place qui leur revient de droit au centre des systèmes de connaissances et d'information agricoles. Les producteurs doivent intervenir activement dans la mise au point de technologies et la diffusion des connaissances acquises, sans se limiter à un rôle de simples utilisateurs.

RESUME DES DISCUSSIONS DE GROUPE

Ci-après sont résumées les discussions, conclusions et recommandations des différents groupes de travail, ainsi que les observations émises au cours de la séance plénière qui a suivi la réunion de ces groupes.

LE FINANCEMENT DES SYSTEMES DE CONNAISSANCES ET D'INFORMATIONS AGRICOLES

La Commission sur le Financement des Systèmes de Connaissances et d'Informations Agricoles, après examen du brillant exposé de M. Mensah Moïse sur le thème, a dressé un constat qui se résume en 3 préoccupations qui seront analysées en 5 points.

Les 3 préoccupations:

1. Le financement de la vulgarisation dépend jusqu'à concurrence de 80% des ressources financières extérieures.
2. Si la vulgarisation est comprise comme une fonction de production, elle devrait être payante et les usagers devraient prendre en charge les coûts de cette information/intrant.

Il n'en reste pas moins que les Etats, dans le concept de son dégagement progressif dans ce secteur du domaine agricole, devrait confier les tâches de vulgarisation aux ONGs locales.
3. Le cheminement du développement et du transfert des technologies agricoles est long. Le jumelage entre la recherche et la vulgarisation permette de raccourcir ce cheminement tout en utilisant rationnellement les moyens actuellement consentis à ces 2 structures.

Après ce constat, la Commission sur le Financement des Systèmes de Connaissances et d'Informations Agricoles, a analysé les préoccupations, ce qui a débouché sur 5 points principaux:

- Point 1:** En ce qui concerne l'état de financement de la vulgarisation agricole dans nos pays, quelles sont les contraintes et que sont les perspectives de développement de soutien à cette vulgarisation?
- Point 2:** Quels sont les voies et moyens de réduire la dépendance de la vulgarisation vis-à-vis de l'extérieur?
- Point 3:** Comment créer ou améliorer l'assise politique nécessaire pour soutenir le financement du développement et du transfert des technologies dans nos pays? Et comment engager le gouvernement *et* les usagers?
- Point 4:** Comment améliorer l'efficacité des services de vulgarisation et de la recherche, et comment réduire leurs coûts tout en améliorant l'efficacité technique de ces 2 services.
- Point 5:** Quelles sont les mesures les plus urgentes de politiques agricoles à prendre pour mettre en oeuvre les conclusions que l'on aura prises en matière de financement de la vulgarisation?

La Commission a procédé à l'analyse des 5 points, point par point ce qui lui a permis de proposer des appréciations et recommandations suivantes:

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

ad point 1:

Concernant les contraintes et perspectives de financement de la vulgarisation, la Commission a reconnu que la crise économique actuelle qui secoue les trésoreries des ces états accentue la non disponibilité des Fonds de contre-partie dans les projets. La Commission recommande que les états et les organismes de financement opèrent des priorités dans des activités à financer par ces fonds de contre-partie les mécanismes de déblocage de fonds extérieurs soient assouplis de manière à assurer des disponibilités en fonction des exigences des calendriers agricoles.

La Commission recommande enfin que les états mettent tout en oeuvre pour mettre sur pied les structures permettant la prise en charge progressive des structures de vulgarisation par les bénéficiaires.

ad point 2:

Concernant les voies et moyens de réduire la dépendance de la vulgarisation vis-à-vis de l'extérieur, la commission recommande:

- que les états indiquent clairement et effectivement l'importance à accorder au secteur agricole/vulgarisation;
- que les hautes autorités nationales aient confiance en leurs experts nationaux;
- que les experts nationaux donnent leur avis techniques sur les dossiers de demande de financement avant la signature des accords des projets;
- que les ressources humaines et financières disponibles soient utilisées de façon rationnelle;
- que la conception des systèmes de vulgarisation soient une affaire des nationaux et que l'intervention extérieure dans ce processus de commission soit d'appoint.

ad point 3:

Afin d'améliorer l'assise politique nécessaire pour soutenir le financement de la vulgarisation, la commission recommande que l'Etat favorise l'émergence d'organisations paysannes jusqu'à la constitution des fédérations au niveau national. Ces associations doivent assumer un certain nombre de fonctions de vulgarisation, de production, de commercialisation, de stockage et doivent même assurer une part importante ou la totalité d'auto-financement.

L'Etat devrait faire des analyses sur les situations économiques et dégager les périodes propices pour l'intervention. Ceci permettrait à l'état d'alléger certaines charges provenant de l'analyse souvent peu profonde sur les situations économiques.

ad point 4:

Afin d'améliorer l'efficacité des services de vulgarisation et de recherche, la Commission propose que:

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- il y ait une formation socio-technique solide des cadres de vulgarisation en vue de disposer d'un corps de vulgarisateurs qui ont confiance en eux-même du point de vue technique;
- il y ait une forte *synergie* entre les acteurs de transmission de l'information (chercheur - vulgarisateur - enseignant) en vue d'harmoniser le contenu de leurs messages;
- l'Etat facilite l'implantation volontaire des agents agricoles dans le milieu rural afin que ces derniers servent d'exemple sur leurs exploitations;
- le service de vulgarisation forme les paysans de contact sur les thèmes répondant réellement à leurs préoccupations. Si cette formation était confiante et solide, ces paysans contact ne suffiraient pas beaucoup d'un seul passé de l'agent;
- dans le souci de raccourcir le cheminement recherche - vulgarisation - terrain dans le transfert des technologies, la commission propose qu'à court terme il y ait constitution des *Comités* de chercheurs - vulgarisateurs - enseignants et association des paysans à tous les échelons et qu'à long terme les institutions de formation sortent des *lauréats* agronomes avec profil de *chercheur - vulgarisateur* sur terrain.

ad point 5:

La Commission propose comme mesures les plus urgentes de politiques agricoles à prendre:

- que l'Etat facilite la mise en place des organisations paysannes et des fédérations;
- que les cadres nationaux participent effectivement dans le processus de la *prise de décision* quand il s'agit de la *conception* des projets, leur *négociation* et dans l'établissement des plans d'utilisation des ressources humaines et financières de ces projets;
- l'Etat accorde une priorité au secteur agricole/vulgarisation lors de l'allocation des ressources (financières);
- l'Etat revoit la politique nationale de financement ou favorisant au mieux l'exécution des activités par les possibilités internes.

LE ROLE DES PRODUCTEURS DANS LES SYSTEMES DE CONNAISSANCES ET D'INFORMATION AGRICOLES

La réflexion au sein de ce groupe a grandement bénéficié de la communication présentée sur ce thème par M. Tchén Gnon du Togo, qui a exposé l'expérience de Voisins mondiaux au Togo en matière d'activités de vulgarisation agricole.

Au cours des débats, les participants ont recensé neuf points qu'ils ont soumis à un examen détaillé en s'appuyant sur leur expérience respective. Les principales conclusions se dégageant de ces discussions peuvent être résumées comme suit:

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

a. diagnostics initiaux

- ils doivent utiliser une approche participative (avec l'aide d'équipes pluridisciplinaires);
- ils doivent être effectués avec le concours de la structure de direction existante et des groupes existants, ainsi que d'individus représentatifs des différentes catégories de ménages;
- le processus doit être itératif et définir différents sous-groupes, les contraintes et potentialités de chacun de ces sous-groupes et leurs stratégies de survie existantes;
- un consensus doit être réalisé sur la situation existante et les remèdes à y apporter, en procédant à un classement par ordre de priorité. Toute intervention, même proposée par un individu, doit être considérée dans le contexte holistique du village, afin de déterminer à qui elle bénéficiera et si elle mérite ou non d'être placée en priorité.

b. formation et structure des groupements de producteurs

- il importe de comprendre clairement la structure de direction existante et le rôle des groupes existants avant de décider s'il est ou non nécessaire que les producteurs forment de nouveaux groupements;
- s'il n'existe pas de groupes ou que les groupes existants ne semblent pouvoir être utiles, de nouveaux groupes doivent être formés sur le fondement des intérêts communs de leurs membres. Il convient de mener ce processus avec soin, sur une période de deux ans, en mettant l'accent sur la discussion et sur des actions de formation appropriées;
- les nouveaux groupes doivent être constitués sur le fondement des intérêts communs de leurs membres;
- les groupements de producteurs doivent décider eux-mêmes de leur structure et de leurs règles (les interlocuteurs extérieurs pouvant suggérer des options) et élire eux-mêmes leurs responsables;
- les services publics de vulgarisation ou des ONG pourront encourager, conseiller et aider à la formation des nouveaux groupements, quoique ceux-ci possèdent souvent un avantage relatif dans ce domaine;
- les groupements pourront avoir avantage à former des sous-comités ou groupes de travail afin de faciliter la planification et la mise en oeuvre des nouvelles interventions proposées.

c. rôle des producteurs dans le processus de planification

- la planification nécessite en premier lieu un diagnostic participatif de la situation existante et l'identification des besoins, ainsi qu'il a été indiqué au point 1 ci-dessus;
- il faut ensuite que les membres du groupe établissent un classement par ordre de priorité des besoins, et que celui-ci fasse l'objet d'un consensus;
- les producteurs (membres du groupe) doivent être pleinement associés à tous les stades de l'identification, de la planification et de l'évaluation des interventions proposées;

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- des mécanismes spécifiques doivent être mis en place pour la planification, qu'il s'agisse d'un processus de planification globale de l'aménagement et du développement du village, ou de programmes annuels locaux ou régionaux de recherche et de vulgarisation. Dans ce dernier cas, il est indispensable de procéder à une analyse préalable des essais des saisons antérieures ou des taux d'adoption des technologies améliorées pour pouvoir planifier les programmes de la saison à venir de concert avec les services d'appui du gouvernement ou des ONG;
- la planification devra sans doute se faire à l'aide d'une matrice à quatre variables: d'une part, les activités locales que les villageois peuvent maîtriser avec l'appui des résidents locaux et les activités qui nécessitent un appui exogène (par exemple sous forme de crédit ou de recherche préalable en station) et, d'autre part, celles qui peuvent être mises en oeuvre à court terme ou à long terme;
- le processus de planification devra déterminer les coûts probables, en les mettant en regard avec le budget disponible ou potentiel, et établir un calendrier précis et des responsabilités pour la mise en oeuvre des activités nécessaires;
- l'entretien à long terme et les coûts récurrents devront être pris en considération afin d'assurer la durabilité de l'entreprise.

d. rôle des producteurs dans la mise en oeuvre (recherche/vulgarisation et formation)

- il s'agit d'une activité cruciale, qui doit être bien organisée. Il importe de mettre en place des comités pour superviser les activités importantes, comme l'atteste l'exemple, observé lors de la visite sur le terrain, des groupements de producteurs du village de Kalikoto aidés par la SODECAO dans le centre du Cameroun, qui ont créé des comités spéciaux pour la commercialisation et pour la protection des végétaux;
- la formation implique d'identifier les besoins dès le départ et de faire au mieux usage des talents des membres du groupe ainsi que des « acteurs » extérieurs. Des représentants des paysans peuvent être utilisés efficacement pour aider à former d'autres paysans, comme cela a été fait avec succès par le programme de formation et visites de Gweru, au Zimbabwe: dans ce programme, l'on a formé des paysans deux par deux, ceux-ci se sont ensuite chargés de former leurs collègues, et l'on s'est attaché à ce que les différents paysans au sein des groupes soient formés à des spécialités différentes, selon leurs aptitudes et leurs aspirations;
- les paysans peuvent aussi servir d'expérimentateurs des résultats de la recherche. A cet égard, la valeur des connaissances autochtones est trop souvent négligée. La recherche sur les systèmes agraires pour le diagnostic des problèmes doit être une activité menée de concert par les producteurs, les vulgarisateurs et les chercheurs. Elle doit être suivie d'un continuum d'essais en milieu réel gérés par les chercheurs et par les paysans. Les chercheurs doivent également inviter régulièrement des représentants des producteurs à visiter les stations et commenter les essais. Des mécanismes efficaces ont été mis en place dans ce sens par le CIAT (par exemple, dans le cadre du programme haricots du CIAT à Arusha, en Tanzanie);
- les groupements de producteurs doivent veiller à prêter une attention particulière aux ménages pauvres (les différentes catégories de ménages ayant été identifiées au préalable). Ceux-ci peuvent nécessiter des recommandations graduelles comportant de moindres quantités d'intrants, l'établissement de groupes d'épargne afin de lever une contrainte fondamentale, ou la création de banques alimentaires pour

subvenir aux besoins des familles qui, chaque année, viennent à manquer de nourriture, comme cela a été fait dans le cas cité par M. Gnon au Togo;

- il peut s'avérer nécessaire de créer des sous-groupes spéciaux et de mettre en place un mécanisme de participation de nature à assurer que les groupes défavorisés puissent se faire entendre. De même, la représentation des groupements de producteurs au sein des comités existant au niveau de l'arrondissement, du département, de la région et à l'échelon national permettra d'assurer qu'il n'y ait pas de coupure avec les décideurs.

e. des incitations pour les producteurs faisant fonction de promoteurs/expérimentateurs?

- lorsque des producteurs servent de promoteurs/représentants ou expérimentateurs, ils ne doivent pas être rémunérés à ce titre par l'Etat. Sinon, ils tendent à se transformer en mini-fonctionnaires et à perdre leur identification avec leur groupe. Usuellement, le fait d'accéder avant les autres à la technologie améliorée, le statut au sein de la communauté ou le désir de rendre service à la communauté paysanne suffit à les motiver pour représenter les producteurs ou pour devenir des expérimentateurs. Tout paiement de services en nature ou en espèces doit provenir des autres membres du groupe, et non du gouvernement ou d'une ONG.

f. politiques gouvernementales et interactions entre l'Etat, les producteurs et les ONG

- il importe de consulter les paysans sur les politiques et les projets ou programmes les concernant, et de faire en sorte que leurs vues soient dûment représentées. Des mécanismes doivent être mis en place à cet effet. Il doit exister, aux niveaux local, régional et national, des forums appropriés au sein desquels les vues des différentes catégories de paysans sont représentées. L'on veillera à ce que cette représentation ne soit pas confisquée par une élite paysanne non représentative;
- la coordination entre les activités du gouvernement et celles des ONG doit être améliorée, afin de faire un meilleur usage des capacités des ONG et de réduire les charges récurrentes pesant sur les services publics. Cela implique également de renforcer l'autosuffisance des paysans et de faire en sorte que la recherche et la vulgarisation répondent davantage à la demande des paysans. Cela ne pourra se faire que par une évolution progressive, et la viabilité à long terme s'en trouvera favorisée;
- les ONG extérieures doivent intégrer leur action dans le cadre des politiques nationales, sans chercher à introduire leurs propres programmes si ceux-ci doivent diverger de l'objectif de l'amélioration du bien-être et des revenus des paysans.

g. rôle des producteurs dans le suivi et l'évaluation

- les producteurs doivent être associés à la conception du processus de suivi et d'évaluation, prendre eux-mêmes en charge l'exécution d'une grande part du suivi et jouer ensuite un rôle dans l'évaluation régulière de leurs programmes;

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- les producteurs doivent participer à l'évaluation des résultats des recherches et essais d'observation des saisons précédentes, et des taux d'adoption des pratiques améliorées par les différentes catégories de producteurs, afin de disposer des éléments requis pour décider des programmes futurs à court et à long terme de recherche et de vulgarisation.

h. création de revenus et de valeur ajoutée par la transformation au niveau de l'exploitation ou du village

- à ce jour, trop peu d'attention a été prêtée à la valeur pouvant être ajoutée à la production agricole par l'amélioration du stockage et de la transformation au niveau de l'exploitation ou du village. Des méthodes traditionnelles efficaces sont souvent négligées, ou ne sont pas transférées à d'autres zones où elles seraient parfaitement appropriées;
- le cas de la production d'huile (de tournesol, sésame, arachide) à l'aide d'une presse à piston en Tanzanie au cours des huit dernières années dans le cadre d'un projet d'ONG constitue un excellent exemple qui, se diffusant aujourd'hui plus largement en Tanzanie et dans bon nombre d'autres pays africains, permet d'accroître les revenus et d'améliorer la nutrition des hommes et des animaux au niveau villageois. Beaucoup d'autres exemples de ce type peuvent être cités;
- pour toute intervention de ce genre, des sous-groupes spécifiques rassemblant les producteurs intéressés peuvent être créés afin de faciliter la diffusion de l'innovation au niveau villageois.

i. gestion d'un processus participatif amélioré

- il importe que des comités soient démocratiquement élus au sein des groupements afin de représenter les vues des paysans les plus pauvres comme de ceux qui sont relativement plus aisés;
- le processus participatif doit être de nature évolutive et itérative. Si le gouvernement ou l'ONG essaie de tout faire pour les paysans, les groupements ne deviendront jamais capables de fonctionner de manière autonome et ils ne survivront pas à la cessation du financement du projet. Au contraire, s'il revient aux paysans de décider de tout dès le départ, ceux-ci risquent de se heurter à des difficultés qui aboutiront à l'effondrement des groupements et à un sentiment de frustration.

Par conséquent, une bonne orientation initiale devra être suivie d'actions de formation et d'une assistance continue, y compris une formation à la gestion pour les dirigeants des villages et des communautés, de manière à faire évoluer les communautés villageoises, sur une période de dix à quinze ans, vers une autonomie réelle les dotant d'une viabilité qui rendra superflue la poursuite de l'assistance du projet.

LE ROLE DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION DANS LES SYSTEMES DE CONNAISSANCES ET D'INFORMATION AGRICOLE

Plaçant le producteur au centre des préoccupations de la recherche et de la formation, le groupe a passé en revue les sources de connaissance et d'information dont il dispose. Parmi les sources de connaissance

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

il y a lieu de citer les connaissances du producteur lui-même; celles qu'il apprend des autres producteurs et des structures de la recherche et de la formation parmi les sources d'information, il y a notamment les médias, le marché (amont et aval), la vulgarisation et les agro-industries.

Le groupe a ensuite reconnu l'existence d'institutions de recherche et de formation dans différents pays ayant fait des efforts d'apporter des connaissances et de l'information aux producteurs.

Le groupe considère cependant que la *recherche* peut accroître sa contribution dans ces domaines en renforçant la démarche systémique et multidisciplinaire et en adoptant les stratégies suivantes:

- prise en compte des réalités paysannes (acquis, échecs, aspirations) du point de vue technique, socio-économique et organisationnel;
- réalisation des diagnostics avec la participation du producteur et confronter ces derniers avec les objectifs du producteur;
- inventaire et valorisation des solutions autonomes disponibles au niveau local;
- validation en milieu paysan des solutions organisationnelles disponibles au niveau de la recherche;
- définition des priorités de recherche pour acquérir de nouvelles connaissances prenant en compte notamment la nécessité pour les sociétés agraires de maîtriser leur environnement écologique, social et économique.

Le groupe a successivement discuté l'apport possible de la *formation initiale* continuée et la possibilité d'initier des cycles de formation où les vulgarisateurs se trouvent.

En ce qui concerne la formation initiale et s'adressant aux futurs cadres du développement et de la recherche, le groupe recommande de:

- privilégier l'acquisition des connaissances appropriées au milieu dans lequel ils sont appelés à travailler;
- favoriser les approches « systèmes 1 » « filières »;
- former les étudiants aux pratiques du diagnostic et au conseil de gestion en favorisant leurs relations avec les développeurs et producteurs et les organisations de producteurs;
- favoriser l'initiation des étudiants aux problèmes de maîtrise de l'environnement;
- eu égard aux faibles moyens des Etats individuellement et au besoin des spécialistes de haut niveau, le groupe encourage le renforcement et le développement des pôles d'excellence régionaux.

En ce qui concerne la *formation continue* et s'adressant aux cadres des chercheurs, le groupe recommande de:

- organiser les cours de recyclage dans les écoles et organismes de développement et les ONGs avec la participation des chercheurs;
- organiser des stages d'application au sein d'équipes expérimentées et des organisations paysannes;

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- organiser les séminaires et ateliers sur des thèmes spécifiques;
- plus concrètement le groupe recommande que le CTA et les autres bailleurs de fonds institutionalisent l'organisation des cycles de formation des vulgarisateurs dans les pays de la région avec une orientation très pratique de terrain.

S'agissant enfin du rôle de la recherche et de la formation dans les systèmes de connaissances et d'information agricoles, le groupe recommande au CTA et autres bailleurs de fonds de:

- favoriser la constitution de référentiel sur les études de cas disponibles en analysant leur nécessité et leurs échecs;
- encourager les échanges d'expériences entre chercheurs, formateurs, vulgarisateurs et producteurs de différents pays; et finalement
- promouvoir l'initiation des chercheurs et vulgarisateurs aux techniques de communication et accorder une place plus importante aux média pour la diffusion de l'information agricole.

LE ROLE DE LA FEMME DANS LES SYSTEMES DE CONNAISSANCES ET D'INFORMATION AGRICOLES

Pour examiner le ou les rôles de la femme dans les systèmes de connaissance et d'information agricoles, Mme Victorine Kpohazounde a d'abord fait une communication sur « le rôle de la femme dans la recherche et la vulgarisation agricoles »; où elle a mis en relief la contribution de la femme dans la production agricole, le petit élevage, la transformation, la conservation et la commercialisation.

Après cette communication, le groupe a analysé les rôles de la femme en tant qu'agent d'encadrement et en tant que productrice. Les discussions ont ressorti les constats suivants:

- La femme est un acteur important dans les systèmes de connaissances et d'information mais elle n'a pratiquement pas de contact avec les autres acteurs du système. Ceci est notamment dû au fait que:
 - la femme est faiblement représentée dans les équipes d'encadrement à tous les niveaux;
 - les coutumes ne lui permettent pas d'entrer en contact directement avec les sources des connaissances. Toutes les connaissances et informations doivent d'abord passer par les hommes même lorsque les thèmes proposés concernent principalement les femmes;
 - la femme n'a pas accès à la formation et ne participe pas à la conception des programmes divers qui lui sont destinées, ou qui sont destinées à toute la communauté
 - en général le niveau d'instruction des femmes est bas;
 - les thèmes de vulgarisation ne concernent pas les activités de production et de transformation exécutées par les femmes;

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

- ▶ le manque de priorité dans les tâches domestiques d'une part et l'absence d'une répartition équitable des tâches domestiques entre tous les membres de la famille d'autre part ne lui donnent pas assez de temps pour accéder au système de connaissance et d'information;
- ▶ les programmes de développement ne tiennent pas compte des problèmes réels des paysans en général et des femmes en particulier dans leur milieu;
- ▶ les femmes ne sont pas représentées dans les instances de décision et ne sont pas associées aux relations avec l'extérieur;

Pour améliorer ses liens avec les autres intervenants dans les systèmes de connaissances et d'informations, les résolutions suivantes ont été proposées:

- Eduquer les enfants sans distinction de genre pour aboutir à une évolution des mentalités;
- Générer des thèmes de recherche, de vulgarisation et de formation qui intéressent toutes les activités de production ainsi que celles en amont et en aval et qui sont généralement exécutés par les femmes;
- Encourager la participation des femmes productrices au même titre que les hommes dans les relations avec l'extérieur;
- Augmenter les effectifs de femmes dans l'encadrement à tous les niveaux;
- Associer tous les membres de la communauté (hommes et femmes) dans la conception et l'évaluation des programmes destinés aux femmes et à l'ensemble de la communauté;
- Il est souhaitable qu'au niveau universitaire les thèmes comme l'économie domestique et agricole reçoivent plus d'attention; et finalement
- La conscientisation sur l'aspect genre (« gender ») devrait devenir un thème important dans les cours pour les agents techniques, les chercheurs etc.

ROLE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DANS LES SYSTEMES DE CONNAISSANCES ET D'INFORMATION AGRICOLE

Le débat a été introduit par un exposé de Mme A. Groot, qui a expliqué les principes du suivi et de l'évaluation et donné des orientations pour faciliter la discussion. Les membres du groupe ont décidé d'axer leurs réflexions sur le rôle des producteurs dans le suivi et l'évaluation des programmes de développement et sur les voies et moyens de renforcer ce rôle. Dans cette optique, les questions suivantes ont été posées:

- Comment peut-on caractériser le niveau de participation des producteurs au suivi et à l'évaluation des projets en cours?
- Quels types de systèmes de suivi et d'évaluation existent?
- Comment optimiser des éléments tels que les interventions, l'organisation et l'autonomie, et qui doit participer au processus de suivi et d'évaluation?

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les conclusions et recommandations ci-après se sont dégagées de cette réflexion:

- Il est malaisé d'identifier les systèmes de suivi et d'évaluation, sans doute en raison de l'absence d'une approche systématique et de leur caractère informel;
- Dans la plupart des programmes en cours, le niveau de participation des producteurs au suivi et à l'évaluation est faible. Dans les cas où on observe la participation des producteurs, on peut se demander si leur contribution joue un rôle important dans la gestion du programme et dans la prise de décisions. La participation des producteurs au suivi et à l'évaluation ne doit pas se borner à apporter des réponses aux questions formulées par les bailleurs de fonds et les ministères;
- Les producteurs doivent participer davantage aux diagnostics visant à: 1) identifier un programme; 2) planifier le programme en déterminant les besoins des paysans, les opportunités et les contraintes (évaluation *ex ante*); et 3) évaluer les effets et l'impact du programme;
- Une plus grande participation des producteurs implique une évolution du rôle des consultants traditionnels: ceux-ci doivent moins se poser en experts, pour se faire des interprètes favorisant la communication entre les producteurs et les bailleurs de fonds ou autres institutions;
- Pour que les producteurs puissent assumer un rôle plus important dans le suivi et l'évaluation, il importe qu'ils participent à l'identification et à la formulation des indicateurs qui seront utilisés. Les indicateurs destinés à évaluer des processus sociaux tels que l'innovation, l'organisation, la responsabilisation des groupements de producteurs, etc. doivent venir des paysans eux-mêmes;
- Le suivi et l'évaluation sont souvent perçus comme une activité visant à contrôler les acteurs. Par conséquent, les parties prenantes d'un programme ne se sentent pas véritablement incitées à y participer. Le suivi et l'évaluation doivent mettre davantage l'accent sur les activités d'apprentissage permettant d'améliorer les processus de prise de décisions pour tous les participants;
- Il est recommandé de mener des études sur le suivi et l'évaluation, en s'intéressant à des aspects tels que les suivants:
 - ▶ quels sont les différents systèmes de suivi et d'évaluation utilisés dans les programmes de développement?
 - ▶ quel est le niveau de participation des producteurs aux activités de suivi et d'évaluation?
 - ▶ en cas de besoin, comment améliorer la participation des producteurs au suivi et à l'évaluation?
 - ▶ quels systèmes/concepts/méthodes de suivi et d'évaluation les producteurs utilisent-ils traditionnellement?
 - ▶ quels sont les types d'informations qui doivent être collectés par les agents de vulgarisation et par d'autres acteurs?
 - ▶ quelle est l'expérience de l'Amérique latine en matière de suivi et d'évaluation?
- La formation au suivi et à l'évaluation (concepts, techniques, etc.) doit être organisée à différents niveaux (y compris à celui des producteurs). L'on doit veiller en particulier à former les

producteurs à l'autoévaluation afin d'améliorer leurs connaissances et leur aptitude à participer à des processus de suivi et d'évaluation.

« OSER PARTAGER » — LA NECESSITE DU TRAVAIL EN RESEAU

Les débats de ce groupe ont fait suite à une communication de M. P. Engel sur le travail en réseau. Celui-ci a souligné que la fonction de vulgarisation ne peut plus se concevoir comme un transfert de connaissances, de pratiques, de technologie ou d'information.

Elle doit viser à faciliter l'identification, la mobilisation et l'intégration des différents types de connaissances, de manière à faire émerger localement des innovations de caractère durable. Ce n'est pas le transfert de technologie, mais la facilitation des processus d'apprentissage social chez les acteurs qui doit constituer l'axe de travail des professionnels de la vulgarisation.

Le travail en réseau apparaît comme une pratique appelée à jouer un rôle croissant dans la vulgarisation en milieu rural. Il permet des échanges d'informations et d'expériences qui favorisent l'apprentissage chez les membres du réseau.

Le travail en réseau peut se faire à différents niveaux: national, régional et international, selon les objectifs poursuivis. L'expérience démontre qu'il est capital que les objectifs du réseau soient clairement définis dès le départ. Les membres du groupe ont engagé une discussion sur leurs expériences et idées relatives aux réseaux et au travail en réseau. Ils ont abouti aux conclusions et recommandations ci-après:

- Le groupe de travail et bon nombre d'autres participants ont souligné la nécessité de créer un réseau de vulgarisation en vue: 1) de développer les échanges d'informations et d'expériences; 2) de produire des documents sur ces expériences. Il conviendrait d'utiliser dans toute la mesure du possible les réseaux déjà en place, comme par exemple le CEEAC;
- Il a été jugé important que d'autres acteurs tels que des organisations de producteurs, ONG, chercheurs et universités participent au réseau de vulgarisation. Il convient d'identifier des dirigeants parmi les paysans et de leur assurer une formation afin qu'ils deviennent des membres qualifiés du réseau;
- Il importe que le réseau de vulgarisation soit dirigé par une personne qualifiée et apte à jouer un rôle de catalyseur;
- Le réseau de vulgarisation devra avoir un secrétariat, mais avec un minimum de ressources et un caractère informel. Les réseaux de la CORAF ont été cités comme modèle à suivre;
- Des ressources devront être obtenues auprès des bailleurs de fonds pour permettre des échanges sur l'expérience acquise aux différents stades d'un programme et la production de documents;
- Les techniciens devront recevoir une formation à de nouvelles approches alternatives du développement rural;
- La périodicité des réunions du réseau devra être étudiée;
- Des groupes modulaires travaillant sur des thèmes spécifiques devront être mis en place;

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- La création d'un réseau implique que des liens soient établis entre les acteurs afin de favoriser les synergies au sein du système;
- Le besoin se fait sentir d'un réseau géographique ainsi que de réseaux thématiques;
- Dans le prolongement de cet atelier, il serait judicieux d'organiser tous les deux ans un atelier similaire auquel participeraient, sur une base paritaire, des organisations de producteurs, ONG, instituts de recherche et services de vulgarisation. Ces ateliers devraient avoir lieu dans un environnement rural;
- Il a été recommandé de regrouper les partenaires actuels (producteurs, chercheurs, etc.) sur la base de thèmes spécifiques tels que:
 - ▶ dégradation de l'environnement et désertification
 - ▶ commercialisation et financement en milieu rural.

Ces réunions du réseau devraient déboucher sur des résultats concrets tels que la formation à la communication ou des techniques de commercialisation des produits.

ANNEXES

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DE
D. ASSOUMOU MBA
DIRECTEUR DU CTA**

Excellences Messieurs les Ministres
Excellences Messieurs les Membres du Corps Diplomatique
Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la CEEAC
Monsieur le Délégué de la Commission des Communautés Européennes
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général du Groupe ACP
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Régionales
Messieurs les Membres du Comité Consultatif du CTA
Honorables Invités
Mesdames, Messieurs,

Le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-CEE (CTA) est heureux d'être à nouveau à Yaoundé à l'occasion de cet atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique.

En effet, cette rencontre est la troisième du genre que le CTA organise dans la capitale camerounaise, après le séminaire sur la production semencière en 1985 et le stage de formation des responsables de documentation agricole qui a eu lieu en 1991.

C'est pourquoi je voudrais avant tout remercier le Gouvernement de la République du Cameroun pour avoir non seulement autorisé la tenue du présent atelier dans ce pays, mais également pour toutes les facilités qu'il nous a accordées pour en assurer le succès.

Je voudrais ensuite présenter, à l'intention de ceux qui ne le connaissent pas encore, le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale. Créé en 1983 dans le cadre de la Convention ACP/CEE de Lomé, le CTA a pour mandat d'assurer aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), un meilleur accès à l'Information Scientifique et Technique (IST) qui leur est nécessaire dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

La mise en place de la structure s'est surtout, au démarrage, traduite par l'interprétation du mandat dont le Centre a été investi par la Deuxième Convention de Lomé signée entre les pays ACP et ceux de la Communauté Européenne. Il fallait alors montrer que la maîtrise de l'information scientifique et technique contribue à la sécurité alimentaire, à la génération des revenus et à la conservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Le Centre s'est d'abord engagé dans l'identification et dans l'analyse des besoins et attentes des principaux groupes cibles que sont les planificateurs, les chercheurs, les formateurs, les vulgarisateurs et les spécialistes de l'information et de la documentation. Il a, sur cette base, entrepris la mise en oeuvre d'activités pilotes d'information. Parmi celles-ci figurent la promotion des échanges d'information entre les acteurs du développement agricole, la publication des résultats des travaux de recherche et des expériences de développement rural et la réalisation d'études.

L'évaluation à mi-parcours de la première décennie d'existence du CTA a conclu que le CTA avait «bien rempli sa mission, et souvent au-delà des objectifs qui lui étaient assignés». Le Centre a voulu comprendre cette affirmation comme une invitation au développement des activités entreprises pour satisfaire les besoins des pays ACP en matière de transfert de technologies.

Un des enseignements de cette première phase a été l'appréciation des limites de l'action du Centre dues à la quasi-absence de politiques nationales et régionales d'information scientifique et technique.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

A ceci s'ajoute les faiblesses des institutions nationales chargées de gérer l'IST dans les pays ACP, les difficultés d'accès aux sources d'information, le manque de ressources humaines et financières et les problèmes de télécommunication.

Face à cette situation, la Quatrième Convention de Lomé a étendu les champs d'action du Centre en mettant un accent particulier sur la promotion de l'intégration de l'IST dans les stratégies de développement agricole et rural et la fourniture aux ACP d'un appui scientifique et technique à l'élaboration de programmes.

Sur la base de ces orientations, le CTA a contribué à la mise en place des conditions et mécanismes nécessaires, à la promotion de l'IST en tant qu'intrant pour l'amélioration de la productivité et de la compétitivité agricole et la mise en commun des «savoirs locaux» et des expériences.

La démarche suivie et les outils préparés par le Centre dans ce cadre peuvent servir de base à l'élaboration d'instruments de politique de développement s'appuyant sur des alliances et des synergies d'action avec les institutions nationales, régionales et internationales.

C'est cette démarche stratégique qui nous a conduit à associer étroitement le Secrétariat Général de la CEEAC à toutes nos activités dans la région. C'est le lieu de rendre un vibrant hommage à cette institution qui ne ménage aucun effort pour nous garantir une coopération efficace, ce qui a abouti récemment à sa reconnaissance officielle comme Antenne Régionale du CTA pour l'Afrique Centrale.

Cette coopération a été initiée, en 1991, dans le cadre d'un processus d'évaluation des besoins en information agricole des différentes régions ACP entrepris par le CTA.

Ce processus comprend trois étapes: une consultation préalable d'experts de différentes institutions agricoles de la région concernée, une étude *in situ* auprès des groupes cibles du CTA, et enfin un atelier régional avec des représentants de ces différents groupes pour discuter des résultats de l'étude et arrêter les orientations d'un programme concerté d'information agricole.

Après l'Afrique Centrale en 1991, l'Afrique de l'Ouest puis l'Afrique de l'Est ont été couvertes pendant le biennium 1992-1993.

A l'issue de chaque atelier, un organe de suivi est mis sur pied, dénommé Comité Régional d'Evaluation et de Suivi des Activités d'Information Agricole.

Excellences
Honorables Invités
Mesdames et Messieurs,

J'ai tenu à faire ce rappel de notre démarche de planification régionale pour vous dire que cet atelier sur la vulgarisation agricole correspond à un besoin exprimé par les participants à l'atelier régional organisé par le CTA à Libreville en octobre 1991 et dont les orientations ont été précisées par la réunion du Comité de suivi qui a eu lieu en janvier 1993 à Bujumbura au Burundi. En organisant cette rencontre, le CTA apporte donc son appui à la CEEAC pour la mise en oeuvre du volet agricole de son programme.

Par ailleurs, l'importance de ce thème a été également reconnue par les ateliers sur les besoins en information agricole organisés par le CTA en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est de même que par toutes les institutions qui s'occupent du développement rural à l'échelle mondiale.

Cet atelier vient à point nommé car il s'inscrit dans un contexte de crise économique profonde, accentué ces derniers temps par des décisions macro-économiques difficiles qui interpellent, plus que jamais tous les acteurs de développement et en particulier ceux du secteur agricole.

Dans ce contexte, la libéralisation économique, le désengagement de l'Etat, l'émergence d'acteurs privés ou non-gouvernementaux imposent une réflexion profonde sur l'ensemble des interventions en matière de vulgarisation agricole et pour la définition de relations harmonieuses et complémentaires qui contribuent réellement au progrès des communautés rurales.

C'est ce qui explique la présence à ces assises, de représentants des différentes structures gouvernementales impliquées (celles de la vulgarisation, de la recherche, de la formation) mais également des délégués d'organisations non-gouvernementales actives dans ce domaine ainsi que des experts représentant des institutions européennes spécialisées dans le développement rural.

Plusieurs personnalités africaines ont également accepté, non seulement de se joindre à nous, mais d'apporter concrètement leur contribution à nos débats par des exposés sur les différents thèmes spécifiques de cet atelier.

Que les uns et les autres trouvent ici l'expression de toute notre gratitude.

Je voudrais également exprimer ici tous nos remerciements au Comité National d'Organisation qui, en un temps limité, s'est mobilisé pour assurer, avec efficacité et détermination, les dispositions nécessaires au bon déroulement de cet atelier.

Mais je ne voudrais pas terminer - bien que nous soyons venus ensemble - sans dire toute mon appréciation à la dynamique équipe de vulgarisation agricole de l'Université de Wageningen (Pays-Bas) qui s'est fortement impliquée à nos côtés dans la conception scientifique et pédagogique de cet atelier.

Excellences
Mesdames et Messieurs
Chers Experts
Honorables Invités,

Les grands défis que doivent relever aujourd'hui les pays africains pour assurer leur développement économique et social leur imposent d'apporter des changements profonds au secteur agricole, base de ce développement.

Ces changements nécessitent la révision et l'adaptation du maillon fondamental que constituent les organismes de vulgarisation agricole pour que ces derniers s'insèrent dans de véritables systèmes d'échange de connaissances et d'informations agricoles entre tous les acteurs concernés.

Les approches pour y conduire doivent avant tout tenir compte des bénéficiaires plutôt que des promoteurs, inspirées par le long terme plutôt que par des problèmes conjoncturels et basées sur les ressources disponibles ou mobilisables localement afin que leurs effets soient durables.

J'ai la conviction que l'expertise et les conditions nécessaires sont réunies pour que le présent atelier réponde à nos espoirs.

Je vous remercie pour votre attention.

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DE
KASASA CINYANTA MUTATI
SECRETAIRE GENERAL DE LA CEEAC**

Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la République du Cameroun
Monsieur le Directeur du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA)
Honorables Délégués des pays de l'Union européenne, de la ZEP, de la SADCC,
de la CEDEAO et de la CEEAC
Honorables Représentants des Organisations Internationales et Inter-gouvernementales
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de prendre part aux travaux de l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique.

Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour adresser en ma qualité de Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale les vifs et sincères remerciements de l'ensemble de la communauté au Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale pour l'intérêt qu'il ne cesse de manifester à l'égard de la sous-région d'Afrique Centrale d'une part et pour l'heureuse initiative qu'il a prise d'organiser le présent atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique d'autre part.

Mes remerciements s'adressent également au Gouvernement de la République du Cameroun pour avoir accepté d'abriter les travaux du présent atelier, témoignage de l'importance qu'il accorde à la promotion de l'intégration économique en Afrique Centrale et de son engagement actif pour des actions destinées à faire reculer chaque jour plus loin, les frontières du sous-développement agricole dans la sous-région.

Monsieur le Ministre
Monsieur le Directeur
Mesdames et Messieurs,

L'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique dont les travaux s'ouvrent ce jour, est le résultat d'une série de démarches entreprises en Afrique Centrale par le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale, ceci en étroite collaboration avec les organisations d'intégration de la sous-région (CEEAC, UDEAC, CEPL, IRAZ). Ces démarches ont connu plusieurs aboutissements. Nous en citerons les suivants:

- La réalisation en juillet 1991 d'une étude sur les besoins en information agricole des pays d'Afrique Centrale.
- La tenue en octobre 1991 à Libreville d'un atelier régional sur les besoins en information agricole des pays d'Afrique Centrale, atelier au cours duquel diverses conclusions et recommandations avaient été formulées dans les domaines de la recherche agricole, de l'information et de la documentation agricole, de la radio rurale et de la vulgarisation agricole. Parmi ces recommandations, nous retiendrons l'organisation d'un atelier des responsables nationaux de vulgarisation agricole qui devait permettre de faciliter les échanges d'expériences et d'informations entre ces spécialistes.
- La signature d'un protocole d'accord de coopération avec la CEEAC en vue de faciliter la collaboration entre les deux institutions.
- La mise en place en Afrique Centrale d'un comité régional d'évaluation, de programmation et de suivi pour la mise en oeuvre des conclusions et recommandations de l'atelier de Libreville et dont la première réunion s'est tenue à Bujumbura (République du Burundi) du 8 au 10 février 1993.

- L'attribution du rôle d'antenne régionale du CTA pour l'Afrique Centrale à la CEEAC (février 1993).
- L'identification des programmes régionaux dont les financements ont été assurés par le CTA. Certains de ces programmes connaissent déjà un début de réalisation.

Monsieur le Ministre
Monsieur le Directeur
Mesdames et Messieurs,

Le présent atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique se situe en droite ligne des objectifs assignés à la CEEAC.

En effet, dans le cadre du traité instituant la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, les états membres, soucieux de développer et renforcer leur coopération dans le domaine agricole, se sont engagés notamment à:

- Se concerter régulièrement pour harmoniser leurs politiques agricoles.
- Procéder à des échanges réguliers d'informations sur les expériences et les résultats des recherches en cours sur leurs territoires respectifs ainsi que sur les programmes de développement rural.
- Elaborer selon les besoins, des programmes communs de formation et de recyclage des cadres dans les institutions existantes ou à créer.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour élaborer progressivement une politique commune notamment dans les domaines de la recherche, de la formation, de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles.

Si ces efforts réels de coopération inter-états ont été déployés ça et là afin d'atteindre les objectifs ci-dessus, force est de reconnaître que beaucoup reste à faire surtout dans les domaines:

- Des échanges intra et inter-régionaux d'informations scientifiques et techniques notamment celles issues des travaux de recherche menés en Afrique en général.
- De l'utilisation effective des résultats de la recherche.
- De l'accès des agriculteurs aux services de transfert des technologies.
- De la formation et du recyclage des cadres de développement rural.
- Des liens entre la recherche et la vulgarisation.

Le présent atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique, au regard de ses objectifs, tente heureusement de combler les lacunes ci-dessus.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

En effet, il s'agira:

- D'échanger les expériences sur les approches de vulgarisation dans la sous-région et dans d'autres sous-régions.
- D'examiner les voies et moyens d'établir et de renforcer les relations de la vulgarisation avec les autres secteurs notamment ceux impliqués dans la recherche, le transfert de technologie, la formation agricole, la production et la commercialisation agricole.
- D'examiner les possibilités de mettre en place un réseau d'échanges d'informations sur la vulgarisation agricole.

Cet atelier donne ainsi aux experts ici présents et particulièrement à ceux de l'Afrique Centrale, l'opportunité d'évaluer le chemin qui leur reste à parcourir pour améliorer leur travail dans la perspective d'une nécessaire collaboration impliquant tous les acteurs intéressés au processus de développement de l'agriculture dans la sous-région. Il convient de s'en féliciter. De même qu'il convient de se rejouir de la présence à cet atelier des spécialistes en vulgarisation agricole et dont les apports de connaissances seront plus qu'enrichissants pour notre sous-région.

Monsieur le Ministre
Monsieur le Directeur
Mesdames et Messieurs,

A l'heure où les vicissitudes d'ordre économique, financière et monétaire n'épargnent pratiquement aucun pays africain au sud du Sahara, l'intégration économique régionale demeure plus que d'actualité. Dans ce contexte, les organisations d'intégration africaines se doivent de relever le lourd défi qui est désormais le leur. Le Secrétariat Général de la CEEAC pour sa part, se tient prêt à assumer toutes ses responsabilités. Puissent les états membres lui en accorder les moyens nécessaires. Je souhaite plein succès aux travaux de l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique.

Je vous remercie.

MOTION DE REMERCIEMENT

Les participants à l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique, réunis à Yaoundé, République du Cameroun, du 24 au 28 Janvier 1994, adressent leurs profonds et sincères remerciements à son Excellence Monsieur Paul Biya, Président de la République du Cameroun, à son Gouvernement et au peuple camerounais tout entier, pour l'accueil chaleureux et fraternel dont ils ont été l'objet durant leur séjour en terre camerounaise.

Fait à Yaoundé, le 28 janvier 1994

Les participants à l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique

**DISCOURS DE CLOTURE DE
D. ASSOUMOU MBA
DIRECTEUR DU CTA**

Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la République du Cameroun
Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la CEEAC
Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Membres du Corps Diplomatique et Consulaire
Monsieur le Représentant du Secrétariat Général du Groupe ACP
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Régionales
Messieurs les Membres du Comité Consultatif du CTA
Honorables Invités
Mesdames, Messieurs,

Nous voici donc à la fin d'une semaine de réflexion et de discussion sur la vulgarisation agricole en Afrique.

Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier à nouveau au nom du CTA, de tous les participants ainsi qu'en mon nom personnel, le Gouvernement camerounais pour toute l'attention dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée à Yaoundé.

J'adresse tout particulièrement ma gratitude à Son Excellence Monsieur Njinyam Steven, Ministre de l'Agriculture, ainsi qu'au Comité National d'Organisation qui n'ont ménagé aucun effort pour garantir le succès de cet atelier.

Ce geste montre l'importance accordée à la vulgarisation agricole par les autorités camerounaises. Ce souci du Gouvernement camerounais de promouvoir le développement agricole s'est confirmé par l'enthousiasme manifesté par les paysans pendant les visites de terrain qui ont contribué à la réflexion des participants sur le thème de leur atelier.

Je saisis également cette occasion pour saluer le Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui a personnellement pris part aux travaux de l'atelier. Le CTA se réjouit de cette marque d'intérêt qui nous encourage à consolider nos relations de coopération pour le développement de l'IST en Afrique Centrale.

L'équipe de vulgarisation agricole de l'Université de Wageningen s'est mobilisée à nos côtés avec engagement, compétence et efficacité depuis la phase de la conception jusqu'à la réalisation effective de cette activité conjointe. Qu'elle trouve ici l'expression de notre vive appréciation. Enfin j'adresse tous mes sincères remerciements à tous les séminaristes pour leur part très active aux travaux de cette rencontre.

Excellences
Mesdames et Messieurs
Chers Participants,

L'intérêt manifesté de part et d'autre pour cet atelier prouve une fois de plus l'importance du rôle que doit jouer la vulgarisation agricole dans le développement agricole et rural dans les différents pays ACP.

Il prouve aussi la pertinence de la démarche régionale initiée par le CTA qui consiste à aider les pays ACP à définir eux-mêmes les politiques régionales et nationales d'IST. Pour l'Afrique Centrale, la présente réunion constitue une preuve supplémentaire de la concrétisation de la coopération entre le CTA et la CEEAC dans la mise en oeuvre de cette démarche dans la région.

En effet, cet atelier qui clos ses travaux ce jour, rentre dans le cadre des conclusions et recommandations du Comité Régional d'Evaluation de Programmation, et de Suivi des activités d'information agricole (CREPS/Afrique Centrale) tenu à Bujumbura en février 1993, mise sur pied à l'issue de l'atelier régional de Libreville en Octobre 1991 organisé conjointement par le CTA et la CEEAC.

Excellences
Mesdames et Messieurs
Chers Participants,

Au cours de ces cinq jours, nous avons examiné les défis à relever pour que la vulgarisation agricole soit une composante dynamique dans le transfert des innovations technologiques et l'augmentation des productions agricoles.

Les exposés introductifs d'éminentes personnalités sur l'évolution du rôle des services de vulgarisation dans le contexte de la libéralisation économique, sur le rôle de la recherche et de la formation dans la vulgarisation agricole, sur le financement des services de vulgarisation, sur les principaux problèmes de la vulgarisation agricole en Afrique Centrale et enfin sur les diverses approches de vulgarisation vous ont permis de cerner davantage la problématique de la vulgarisation et de mener des discussions très riches et profondes sur ces différents thèmes.

La compétence et le niveau des participants ont fait le reste. Vos riches débats ont abouti à des conclusions et recommandations qui constituent pour les Etats ACP des voies pour définir des politiques nationales et régionales en matière de vulgarisation.

En organisant cet atelier, le CTA a voulu réunir les différents acteurs impliqués dans la vulgarisation pour confronter leurs expériences sur les différentes approches en application dans leurs pays.

Le Centre n'a aucun système à proposer, tout comme il ne privilégie telle approche par rapport à telle autre. En effet comme l'indique son mandat, le CTA travaille à la demande des pays ACP pour les aider à accéder à l'IST nécessaire pour mettre au point leurs stratégies de développement pour le secteur rural.

Excellences
Mesdames et Messieurs,

Parmi les conclusions et recommandations dégagées au cours de l'atelier, figure notamment la nécessité de considérer désormais le paysan comme le pivot de toutes les interventions en milieu rural pas seulement dans la théorie comme c'est bien souvent le cas, mais en lui donnant réellement les moyens notamment par des activités de formation d'être un véritable partenaire parmi tous les autres acteurs.

C'est la seule manière d'assurer son association effective à toutes les phases de l'activité rurale: l'initiation, la programmation, l'exécution, le suivi-évaluation.

C'est également la meilleure manière d'obtenir son adhésion réelle et, d'assurer progressivement sa contribution matérielle et financière à la réalisation des activités. Nous avons également noté avec intérêt une meilleure représentation des femmes dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Enfin les participants à cet atelier ont suggéré - et ceci est nouveau et très important - la constitution d'un réseau d'échange d'expériences et d'information en matière de vulgarisation agricole. Le CTA en prend acte.

Je puis vous assurer que le CTA mettra tout en oeuvre pour que les recommandations qui rentrent dans le cadre de son mandat soient inscrites à son programme régulier ou à celui de sa coopération avec les structures nationales et régionales telle que la CEEAC à travers des Comités Régionaux d'évaluation, de programmation et de suivi (CREPS).

Je vous remercie pour votre attention.

**ALLOCUTION DE CLOTURE DE
KASASA CINYANTA MUTATI
SECRETAIRE GENERAL, CEEAC**

Excellences Messieurs les Ministres
Excellences Messieurs les Membres du Corps Diplomatique
Excellence Monsieur le Directeur du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale
Monsieur le Délégué de la Commission des Communautés Européennes
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général du Groupe ACP
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Régionales
Honorables Invités
Mesdames, Messieurs

Nous voici parvenus aux termes des travaux de l'atelier sur la vulgarisation agricole en Afrique. Pendant cinq jours de travaux soutenus et dans le strict respect de notre programme de travail nous avons tour à tour suivi: des exposés introductifs présentés par des spécialistes et hommes de terrain dans les domaines de la vulgarisation agricole, de la recherche et de la formation agricole, de l'assistance aux systèmes de technologie agricole, du financement des services de vulgarisation agricole et du développement agricole, ainsi que la présentation des études de cas sur les systèmes nationaux de vulgarisation.

Sur la base de ces études de cas, il a été procédé à une analyse des systèmes de connaissance et d'informations agricoles, laquelle analyse a permis la formulation des conclusions et recommandations pertinentes.

Les démarches ci-dessus ont été par la suite enrichies par des visites techniques sur le terrain. Ces visites ont permis une prise de contact avec la réalité du terrain et donné l'occasion aux participants de s'imprégner des problèmes concrets des agriculteurs et des groupements paysans.

Dans le souci de déboucher sur des propositions d'actions concrètes visant à renforcer et redynamiser les systèmes nationaux de vulgarisation, les participants à l'atelier ont formulé des recommandations dans les domaines ci-après:

- Le financement des systèmes de connaissances et d'informations agricoles.
- Le rôle de la recherche et de la formation dans ces systèmes.
- Le rôle des paysans dans ces systèmes.
- Le rôle du suivi et de l'évaluation dans ces systèmes.
- Le rôle de la femme dans ces systèmes.
- Le travail en réseaux dans le cadre des systèmes de connaissances et d'informations agricoles tant au niveau national que régional.

Je me permets de vous livrer ici la synthèse de ces recommandations.

La synthèse de ces recommandations vient de vous être présentée par un des orateurs qui m'ont précédé sur cette tribune.

LA VULGARISATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Excellences

Honorables Invités

Mesdames, Messieurs,

Comme j'ai eu à le souligner à l'ouverture des travaux du présent atelier, les états membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale attachent une grande importance aux mécanismes de concertation. Aussi seraient les bienvenus, les appuis visant à permettre aux experts nationaux de vulgarisation:

- De se concerter régulièrement pour confronter leurs approches, et échanger les informations sur les expériences des différents systèmes nationaux de connaissances et d'information agricole. Dans cette perspective, la mise en place en Afrique Centrale d'un réseau des spécialistes en vulgarisation agricole devrait être encouragée.
- De suivre des stages ou des séminaires de recyclage.
- D'effectuer des voyages d'études dans les pays membres ou dans d'autres pays africains.
- De capitaliser les acquis des différentes expériences de vulgarisation agricole et procéder à leur large diffusion.

Tout en félicitant l'ensemble des participants pour la qualité et la pertinence de leurs contributions, je leur souhaite un bon retour dans leurs pays respectifs.

Vive la coopération régionale.

Je vous remercie.

PROGRAMME DE L'ATELIER

Lundi: 24.1.1994 (Palais des Congrès)

avant-midi

- | | |
|-------------|--|
| 8.00-9.00 | Accueil et inscription |
| 9.00-10.00 | Présentation générale du programme |
| 10.00-10.30 | Ouverture officielle
(CTA, CEEAC, Ministère de l'Agriculture) |
| 10.30 | Pause |
| 11.00-12.00 | Exposé introductif sur l'évolution du rôle des services de vulgarisation dans le contexte actuel de libéralisation économique et de la participation de « nouveaux » acteurs dans le développement agricole en Afrique
M. N. ROLING, Université Agronomique de Wageningen, Pays-Bas |
| 12.00-13.00 | Exposé introductif sur le rôle de la recherche et de la formation dans la vulgarisation agricole
M. D. SENE, Président de la Commission Développement Rural et Hydraulique de l'Assemblée Nationale, Sénégal |
| 13.00-14.30 | Déjeuner |

après-midi

- | | |
|-------------|---|
| 14.30-15.00 | Brève présentation des activités de l'ISNAR en matière d'assistance aux Systèmes de Technologie Agricole
M. T. EPONOU, « International Service for National Agricultural Research » (ISNAR) Pays-Bas |
| 15.00-15.45 | Exposé introductif sur la mise en oeuvre du « Système Formation et Visites » en Afrique
M. Venkatachalam VENKATESAN, Représentant de la Banque Mondiale |
| 15.45-16.00 | Pause |
| 16.00-17.00 | Exposé introductif sur des approches alternatives de vulgarisation
M. E. BEAUDOUX, IRAM, France |

soir (Hôtel Mont Féré)

- 21.00-22.00 Brève introduction sur le rôle des moyens audiovisuels dans la vulgarisation
M. Felicísimo GONZALES, Département de la Vulgarisation Agricole,
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Espagne
- Vidéo « Qui connaît la terre? »
(un film documentaire sur l'agriculture au Bénin)

Mardi: 25.1.1994

avant-midi

- 8.30-9.30 Exposé introductif sur les principaux problèmes de la vulgarisation agricole en
Afrique Centrale
M. M. NZONDO, Ministère de l'Agriculture, Congo
- 9.30-10.30 Exposé introductif sur le financement des services de vulgarisation agricole
M. Moïse MENSAH, ancien Vice-Président du FIDA
- 10.30-11.00 Pause
- 11.00-12.00 Discussion sur l'approche RAAKS (en anglais « Rapid Appraisal of Agricultural
Knowledge Systems » [Diagnostic Rapide des Systèmes de Connaissances
Agricoles]): une perspective pour analyser l'évolution du rôle de la vulgarisation en
Afrique
M. P. ENGEL, Université Agronomique de Wageningen, Pays Bas
- 12.00-13.00 Présentation de l'étude de cas du Cameroun
- 13.00-14.30 Déjeuner

après-midi

- 14.30-15.30 Présentation d'une étude de cas
- 15.30-16.30 Présentation d'une étude de cas
- 16.30-17.00 Pause
- 17.00-18.30 Préparation des posters
(après une brève introduction, les représentants de chaque pays prépareront un poster
en utilisant les matériaux de l'étude de cas. Au cours de l'atelier les posters seront
exposés et exploités).

soir

21.00-22.00 Préparation des posters (suite).

Mercredi: 26.1.1994 (Hôtel Mont Fébé)

avant-midi

8.30-9.00 Formation des groupes de travail pour l'analyse des posters

9.00-11.00 Analyse des posters dans les groupes de travail
(à partir des posters il sera procédé à une analyse des systèmes de connaissances et d'informations agricoles)

11.00-11.30 Formulation des conclusions et recommandations dans les groupes de travail

11.30-13.00 Discussion plénière sur les résultats de l'analyse de posters

13.00-14.30 Déjeuner

après-midi

14.30-15.00 Introduction de la visite de terrain

15.00-15.30 Présentation des thèmes et formation des groupes de travail thématiques

Les thèmes proposés sont les suivants:

- Financement des systèmes de connaissances et d'informations agricoles
Introduction par M. M. MENSAH, ancien Vice-Président du FIDA
- Rôle de la recherche et de la formation dans les systèmes de connaissances et d'information agricoles
Introduction par M. D. SENE, Président de la Commission Développement Rural et Hydraulique de l'Assemblée Nationale, Sénégal
- Rôle des paysans dans les systèmes de connaissances et d'informations agricoles
Introduction par M. T. GNON, Voisins Mondiaux, Togo
- Rôle du suivi et de l'évaluation dans les systèmes de connaissance et d'information agricoles
Introduction par Mme. A. GROOT, Université Agronomique de Wageningen, Pays-Bas
- Rôle de la femme dans les systèmes de connaissance et d'information agricole
Introduction par Mme. V. Kpohazoundé, Association des Coopératives d'Epargne et de Crédit d'Afrique [ACECA], Kenya

- « Oser partager »: la nécessité du travail en réseaux

Introduction par M. P. Engel, Université Agronomique de Wageningen,
Pays-Bas

15.30-18.00 Discussions sur des thèmes spécifiques dans les groupes de travail (Les discussions seront précédées par une brève introduction et elles seront basées sur les résultats de l'analyse des posters).

Jeudi: 27.1.1994

7.00-18.00 Visite sur le terrain
Deux sites différents seront visités: le premier dans la région du NDE (système Formation et Visite), le second dans la région du MBAM (système de groupement d'auto-promotion)

Vendredi: 28.1.1994

Programme actualisé

Travaux à l'Hôtel Mont Fébé de 8H30 à 16H30

Départ à 16H30 (précises) pour la clôture au Palais des Congrès

avant-midi

8.30-10.30 Discussions en groupes de travail sur les thèmes proposés (formulation des conclusions et recommandations)

10.30-11.00 Pause

11.00-12.30 Discussion plénière
(conclusions et recommandations)

12.30-14.00 Déjeuner

après-midi (Palais des Congrès)

14.00-15.30 Discussion plénière
(suite: conclusions et recommandations)

15.30-16.00 Synthèse de l'atelier

16.00-16.30 Pause

17.00 Clôture officielle

Cocktail

LISTE DES PARTICIPANTS

NATIONAUX/AFRIQUE

BURUNDI

J.P. BITOGA

Directeur Général de la Vulgarisation, GITEGA

Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

B.P. 1850 BUJUMBURA

Fax 257-222873 (GITEGA 402097)

Tél. 257-402215/402097 Tlx.5147

Philbert YANDEMYE

Directeur Vulgarisation agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

B.P. 1850 BUJUMBURA

Fax 257-222873 Tél. 257-402215 / 402097 Tlx. 5147

Pégase BANYANKIYE

Directeur de la Promotion des Semences et Plants

Direction de la Promotion des Semences et Plants

B.P. 114 GITEGA

Fax 257-402097 Tél. 257-402568

CAMEROUN

Jacques-Joseph NGA

Inspecteur Général

Ministère de l'Agriculture, YAOUNDE

Fax 237-225091 Tél. 237-222756 Tlx. 8325 kn

Jean NYA NGATCHOU

Inspecteur Général

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

B.P. 1457, YAOUNDE

Benjamin NAMI

Directeur de l'Agriculture

Ministère de l'Agriculture, YAOUNDE

Fax 237-225091 Tél. 237-302492/306000 Tlx. 8325 kn

Edouard MEZAZEM

Chef de service de la vulgarisation - DIRAGRI

Ministère de l'Agriculture, YAOUNDE

Fax 237-225091 Tél. 237-302492/306000 Tlx. 8325 kn

Félix NKAPEMIN

Chef de service provincial de l'agriculture de l'Est BERTOUA

François TCHALA ABINA
Centre Universitaire de DSCHANG
B.P. 96 DSCHANG
Fax 237-451436/451202
Tél. 237-451134/167/247 - domicile 451019
Tlx. 7013 kn

Joseph BAKALA
Chef du CRA de Nkolbisson
Institut de la Recherche agronomique
B.P. 2123 NKOLBISON
Tél. 237-232644 Tlx 1141 kn

Nerhou ESSOMBA BENGONO
Chargé du PNVFA
Institut de la Recherche agronomique
B.P. 2123 NKOLBISON
Tél. 237-232644 Tlx 1141 kn

Bernard NJONGA
Secrétaire Général S.A.I.L.D.
Secrétariat Général B.P. 11955, YAOUNDE
Fax 237-225162 Tél. 237-224682/226244

Réverend Père H. BOISSCHOT
MULTIMEDIA CENTRE
B.P. 11840, YAOUNDE
Fax 237-312977 Tél. 237-311462

Appolinaire ETONO NGAH
Formateur à INADES-FORMATION
Institut Africain pour le Développement Economique et Social
B.P. 11535 YAOUNDE
Fax 237-211144 Tél. 237-211551

Jean-Baptiste TANDJEU NGOUNOU
Ingénieur d'Agriculture
B.P. 7722 YAOUNDE
Tél. 237-235435

CAP VERT

Claudio FURTADO
Directeur Général
Ministère des Pêches de l'Agriculture et de l'Animation Rurale
B.P. 50 PRAIA
Fax 318-61 40 54 Tél. 318-61 57 16 Tlx. 5716 MDRP

CENTRAFRIQUE

Nicolas KONGOLIO
Vétérinaire - Directeur Régional Centre/ANDE
B.P. 1509 BANGUI
Tél. 236-6161-64

Georges NGONDJO
Directeur ISDR, Institut Supérieur de Développement Rural de M'BAIKI
B.P. 909 BANGUI
Tél. 612000/612005 Tlx. UBG 5283 RC
(Tél. prv. 617844/616399)

Gilbert KOUNET
Directeur National, Centre Rural d'Education et de formation (CREF)
B.P. 1022 BANGUI
Tél. 610485

Maurice ADOVAKA PAROU
Directeur de Vulgarisation à l'ACDA
B.P. 997 BANGUI
Tél. 236-617148

CONGO

Marcel NZONDO
Directeur Recherche Développement, Formation et Vulgarisation
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
B.P. 2453 BRAZZAVILLE
Fax 242-832393 Tél. 242-833254

Bruno OBALAKOUA
Chef Service Vulgarisation
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
B.P. 2453 BRAZZAVILLE
Martin OKOGNA
Secrétaire Général
Organisation des volontaires pour le développement (ONVD)
B.P. 9098 BRAZZAVILLE

COTE D'IVOIRE

Bernard BOHE-GUI
s/Directeur Vulgarisation
Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
B.P. V 82 ABIDJAN
Fax 225-214618 Tél. 225-210127 Tlx. 969-22244

GABON

Louis Bertrand NETY
Directeur de l'Agriculture
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural
B.P. 43 LIBREVILLE
Fax 241-728275
Tél. 241-721742 Tlx. 5204 go/5587 go

Jean Bernard MOUTSINGA
Directeur Institut Recherche Agronomique et Forestière
B.P. 2246 LIBREVILLE
Tél. 241-733220/762565

AKOMONDOUH-MOUKAMBA
Directeur de la Formation
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage
et du Développement Rural
B.P. 43 LIBREVILLE
Fax 241-728275
Tél. 241-721710/761757 Tlx. 5587 go

Denis NZOGHE
Directeur du Projet CIAM
B.P. 2183 LIBREVILLE
Fax 241-728275 Tlx. 5204 go Tél. 241-762475

GHANA

Franklin DONKOH
Deputy Director of Field Services
Agricultural Extension Services Dept.
Ministry of Agriculture
P.O. Box M37 ACCRA
Fax 233-21 665282 Tel. 233-21 664557

GUINEE EQUATORIALE

Marcelo LOHOSO BESAM
Directeur Général de l'Agriculture
de la Vulgarisation et de la Recherche appliquée
Ministerio de Agricultura Y Forestal
B.P. 605, MALABO
Fax 240-9 3347 Tél. 240-9 3221 Tlx. 5401 eg. (pubmbo 1111 eg)

Norberto ROCA BETECA
Coordinateur
Service Vulgarisation Région Continentale
Ministerio de Agricultura Y Forestal
B.P. 605, MALABO
Fax 240-9 3347 Tél. 240-9 3221
Tlx. 5401 eg. (pubmbo 1111 eg)

KENYA

E.O. WANGA
Chief, Agricultural Extension Services Division
Ministry of Agriculture
Kilimo House, Cathedral Rd.
P.O. Box 30028 NAIROBI
Tel. 728370 Tlx. 33042

NIGERIA

Dr. O. OYEBANJI
Head of Programmes, Federal Agricultural Coordinating Unit
Federal Department of Agriculture
Sheda, Km31, Abuju-Lokoja Highway
P.O. Box 325, Gwagwalada, Abuja, FCT
Tel. (09) 8821032/3/4 (Cellular 090804425)
Fax (09) 8821033 Telex 91494 FACU NG.

RWANDA

Michel BAKUZAKUNDI
Directeur de la Production agricole
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
B.P. 621 KIGALI
Fax 250 82103 Tél. 250 73215

Isaïe MUTUNGIREHE
Coordinateur Services Agricoles de Kibungo
B.P.15 KIBUNGO
Tél. 250 66265

Michel KAYIHURA
Chercheur, Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda
B.P. 138 BUTARE
Fax 250-33312 Tél. 250-33311
Tlx. 22604 pub. bte.RWISAR

Evergiste RWAMBONERA
Association pour le Développement Rural Intégré (ADRI)
B.P. 1080 KIGALI
Fax 250 72217 Tél. 250 82455

SAO TOME & PRINCIPE

Raul VIANA
Directeur des Etudes et de la Planification,
Ministère de l'Agriculture et Développement Rural
C.P. 47 SAO TOME
Fax s/c 239-12 22357 (Centre C.A de MESQUITA)
Tél. 239-12 22682 Tlx. 230 minagri st

Manuel da GRACA LIMA DE NAZARE
Directeur
Centre de Cultures Alimentaires de MESQUITA
C.P. 64 SAO TOME
Fax 239-12 22357 Tél. 239-12 22357 ou 22480 Tlx. 217 CCAM ST

SEYCHELLES

Mrs. Mermedah MOUSTACHE
Director Extension, Ministry of Agriculture and Fisheries
Independence House
P.O. Box 166, Seychelles
Fax 248-225245 Tel. 248-322411 Tlx. 2418 MIAFI SZ

TANZANIA

E.G. MOYO
Head of National Extension Services
Ministry of Agriculture, P.O. Box 9192 DAR ES SALAM
Fax 255 51 34534 Tél. 255.51.27231 or 34534 Tlx. 41246 kilimo tz

TCHAD

Michel NGAROMILLET
Chef de service vulgarisation de l'ONDR
Office National du Développement Rural
s/c Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
B.P. 108 N'DJAMENA
Tél. 513752 Tlx. 5303

Dr SALEH M. ABDELMADJIT
Directeur Projet National d'Elevage (PNE)
Ministère de l'Elevage
B.P. 750 N'DJAMENA
Tél. 512714 / 512092

ABAKAR ADOUM HAGGAR
Directeur, Centre National d'Appui à la Recherche
B.P. 1228 N'DJAMENA
Fax 235-515884 Tél. 235-512435

Mme. Pauline BONGOGNE MALA
Chargée de la vulgarisation au SECADEV
Secours Catholique pour le Développement
s/c Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
B.P. 1166 N'DJAMENA
Tél. 513752 Tlx. 5303

ZAIRE

Afata LITITIYO
Directeur du Service National de Vulgarisation
439, avenue Tombalbaye
Immeuble ex SGA/Libre service
B.P. 8722 KINSHASA GOMBE
Tél. 253-20917 - 21121

Masimango NDYANABO
Président Délégué Général, INERA
Avenue des cliniques No.13 - BP 2037 KINSHASA I
Tél. 243-33334 Tlx. 21164 INERA

ESSE W.A. BULANGI
Président de la Coopérative EMO-BARAKA (ZAIRE)
B.P. 3115 BUJUMBURA (BURUNDI)
2e Avenue No. 50 BWIZA, c/o PREFED BURUNDI
Fax 257-220601 Tél. 257-228707

Mulume MAPATANO
Responsable Service renforcement agricole,
ADI/Actions pour le développement intégré au Kivu
B.P. 230 CYANGUGU (RWANDA)
Fax 250 - 37300

ZIMBABWE

Marcus B.K. HAKUTANGWI
Chief Agric. Training Officer,
AGRITEX, Ministry of Lands Agric. & Water Dev.
P.O.Box 8117 Causeway, HARARE
Fax 263. 730525
Tél. 263.4.794381 à 7 -
Direct: 790319 Tlx. 22455 agric zw

NATIONAUX/EUROPE

ALLEMAGNE

Peter KELLER
Expert Vulgarisation
GTZ, Postfach 5180, D 6236 ESCHBORN 1, ALLEMAGNE
Fax 49.6196 79702 Tél. 49.6196 792488

BELGIQUE

Hugues DUPRIEZ
Terres & Vie
13 rue Laurent Delvaux
B 1400 NIVELLES BELGIQUE
Tél. 32.67-217149

ESPAGNE

FELICISIMO GONZALEZ
Servicio de Extension Agraria
Ministerio de Agricultura, Pesca Y Alimentacion
C/Corazon de Maria 8, S28002 MADRID ESPAGNE
Fax 34.1.4156268 Tél. 34.1.3473687 Tlx. 27596 sea.er.e

FRANCE

Etienne BEAUDOUX
IRAM, 49 rue de la Glacière
75013 PARIS FRANCE
Tél. 43 36 03 62 Fax 43 31 66 31

Patrice DE VERNOU
Délégué du CIRAD au Cameroun,
CIRAD Direction des Relations Extérieurs
B.P. 2572 YAOUNDE CAMEROUN
Tél. 237-212541 Fax 237-202969

Jean-Franxis POULAIN
Directeur Recherche, Coordinateur Scientifique du Projet Garoua Cameroun
B.P. 132 GAROUA CAMEROUN
Tél. 237-272181 Fax 237-272585

Augusto MORENO
Chercheur - CIRAD
B.P. 5035 - 34032 MONTPELLIER - CEDEX FRANCE
Tél. 33-67414015

PAYS-BAS

Mrs. Ann WATER-BAYER
Information Centre for Low External Input and
Sustainable Agriculture (ILEIA)
Kastanjelaan 5, P.O. Box 64, 3830 AB LEUSDEN THE NETHERLANDS
Fax 31-33.940791 Tél. 31-33.943086 Tlx. 79380 ETC NL.
C/o Rohnsweg 56, D 37085 Göttingen Allemagne

ROYAUME-UNI

David BROWN
The Rural Extension Bulletin
Agricultural Extension and Rural Development (AERDD)
Reading University, Whiteknights Road, READING RG6 2AL UK
Fax 44-734.261244 Tel. 44-734.318365

John F.A. RUSSEL
Représentant
Overseas Development Institute (ODI)
Regent's College, Inner Circle, Regent's Park
LONDON NW1 4NS U.K.
Fax. 44-363-376226 Tél. 44-392-876066
C/o Stoneyleach, 36 A Countess Wear Road,
EXETER, DEVON EX2 6LR, UK
Fax C/o AGMMARK 44-(0)363 776226 Tel. 44-(0)392 876066

REGIONAUX

ACECA/ACCOSCA

Victorine KPOHAZOUNDE
Association des Coopératives d'Epargne et de Crédit d'Afrique
ACECA/ACCOSCA
P.O. Box 43278, NAIROBI KENYA
Tél. 254-2.721944 Tlx. 721274

CEEAC

Kasasa Cinyanta MUTATI
Secrétaire Général
Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
B.P. 212 LIBREVILLE GABON
Tél. 241-733547/733548/733677 Tlx. 5780 go

Richard BIBANG
Expert en Agriculture
Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
B.P. 2112, Boulevard du bord de mer, LIBREVILLE GABON
Tél. 241-733547/733548/733677 Tlx. 5780 go

UDEAC

Gilbert OKOMBI
Chef du Département de la Recherche Scientifique
et Technique (DRST)
Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale
B.P. 1004 - BANGUI RCA
Tlx. UDEAC 5254 rc Tél. 236-616997 (prv.)
C/o Tlx. ATC 5277 rc (M. Okombi, UDEAC, Bangui)

INTERNATIONAUX

ACP

V. ADIGO
Expert chargé de la coopération agricole et rurale,
Secrétariat du groupe ACP
Avenue Georges Henri 451
B1200 BRUXELLES BELGIQUE
Fax 32-2.735 55 73 Tél. 32-2.7339600 Tlx. 26558 ACP.B

BANQUE MONDIALE

Werner ROIDER
Senior Agricultural Economist
Mission Résidente Banque Mondiale Yaoundé/Cameroun
Tél. 203815

CEE

Robert BALDWIN
Conseiller Economique
Délégation de la Commission des Communautés Européennes
B.P 847
YAOUNDE, CAMEROUN

FAO

Bernard TOSSOU
Représentant Résident de la FAO
B.P. 281, YAOUNDE CAMEROUN
Fax 237-204811 Tél. 237-204811/211242 Tlx. 8509 KN

ISNAR

Thomas EPONOU
International Service for National Agricultural Research (ISNAR)
P.O. Box 93375, 2509 AJ-THE HAGUE, THE NETHERLANDS
Fax 31.70-3819677 Tel. 31.70-3496160 Tlx. 844-33746

AUTRES PERSONNES RESSOURCES

Tchéin GNON
Ingénieur Agronome
Chargé de la Coordination de PADCOR
Voisins Mondiaux (World Neighbors) Togo
B.P. 37 Bassar, Togo
Tél. (00228)630066 Tlx. 00226 303146

Peter GUBBELS
Représentant régional de Voisins mondiaux
en Afrique de l'Ouest et au Tchad
B.P. 1315, Ouagadougou 01 Burkina Faso

Moïse MENSAH
Ancien Vice-Président du FIDA,
B.P. 234 COTONOU BENIN
Tél. 229-314980

Augusto MORENO
Monitor Araucano 0680 - BA 34
PROVIDENCIA, SANTIAGO de CHILE, CHILI
Fax 562 - 7778209

Djibril SENE
Président de la Commission Développement Rural
et Hydraulique, Assemblée Nationale
B.P. 86, DAKAR SENEGAL
Fax 221-239172 / 222887 Tél. 221-235573

Mrs. Sarah REYNOLDS
MEDIA PROJECTS
Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, UK
Fax 44-(0)37 986 755 Tél. 44-(0)37 986 787
Telex 987703 chacom g media

David MATTOCKS
Program Officer
Center for Institutional and
Human Resource Development (CIHRD)
Bos 376, RT3
Tél. 501-7275435 Fax 501-727-5417

UNIVERSITE AGRONOMIQUE DE WAGENINGEN

Dr N. ROLING
Mr P. ENGEL
Mrs A. GROOT
Mrs M. SALOMON

Wageningen Agricultural University
Department of Communication and Innovation Studies
Hollandseweg 1 - 6706 KN WAGENINGEN THE NETHERLANDS
Fax (31) 08370 - 84791 Tél. (31) 08370 - 82551

CTA

Daniel ASSOUMOU MBA, Directeur
Tiberman Mohunji NARAIN, Conseiller Technique
Dominique HOUNKONNOU, Conseiller Technique
André VUGAYABAGABO, Chargé de Mission

Postbus 380 6700 AJ
Wageningen, Netherlands
Tél. 31 838060 400 Fax 31 838030 152
Tlx. 44-30169 cta nl

OBSERVATEURS

Flavien KAMGA
B.P. 673
Tél. 237-316702 Tlx. 8325 KN

Lydia NENGOM
Adjoint Chef de Service Vulgarisation
B.P. 423

Pauline KOONA
MINAGRI
B.P. 04 Bertoua

Colette Edith EKOBO
Coordonnateur Volet Groupement Tél. 301712-304544

Jean Baptiste ESSAM MFOM
Journaliste
B.P. 867 Tél. 212418

André OTTI
MINAGRI/DPA Tél. 223541

COMITE NATIONAL D'ORGANISATION

MM.: Marc MOLU, IG2/MINAGRI
Ndive MOKAKE, CT1/MINAGRI
Clobert TCHATAT, DPA/MINAGRI
Joseph ELANG, DIRAGRI
Thomas MEWOLY, Protocole MINAGRI
Thérèse M. NGO NDOMBOL
NNOMO S/Directeur Finances/MINAGRI
AMOUGOU (PNVFA)
BABAWA

Mmes Brigitte MBALLA
Jacqueline ETAME
Adèle NGO SONG
Françoise TSIENG HIBESSA

JOURNALISTES

MM. Steven NFOR
CHEDOM

INTERPRETES

Eloi Pierre ASSOGBA, Interprète
NGARAMBE VIATEUR VIATEUR, Technicien
Pipien HAKIZABERA, Traducteur
SAVANE HABBIB, Interprète